This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06933393 2

DHC
Vitrolles

MÉMOIRES

ET RELATIONS POLITIQUES

DU

BARON DE VITROLLES

I

PARIS. — IMPRIMERIE E. CAPIOMONT ET V. RENAULT

6, RUE DES POITEVINS, 6

MÉMOIRES

ET RELATIONS POLITIQUES

DU

BARON DE VITROLLES

PUBLIÉS, SELON LE VŒU DE L'AUTEUR,

PAR EUGÈNE FORGUES

TOME PREMIER

1814

PARIS

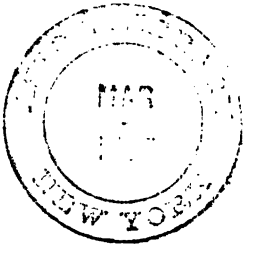
G. CHARPENTIER ET Cie, ÉDITEURS

13, RUE DE GRENELLE, 13

1884

Tous droits réservés.

13429.



INTRODUCTION

I

On a, depuis longues années, beaucoup trop médit de la Restauration. En histoire comme en politique, il y a des opinions qui sont affaire de mode, et des appréciations banales que le public adopte docilement pour s'épargner la fatigue de les examiner. On a exagéré ses fautes, dénaturé ses intentions, raillé ses faiblesses, sans lui tenir compte de ce qu'elle a pu faire de bien, ou éviter de mal. On lui a contesté jusqu'au droit de se défendre. Aussi est-ce chose fort délicate que de se faire un avis sur cette période de notre histoire. Les rares survivants de cette époque ont, de nos jours encore, conservé dans leurs jugements la fougue de leurs passions d'autrefois et l'obstination de leurs partipris surannés. Les historiens eux-mêmes, pour qui l'impartialité est un devoir et la vérité un besoin, se sont montrés sévères pour les deux derniers règnes de la dynastie légitime; trop souvent leurs pages ont pris

l'accent du reproche ou le ton d'un réquisitoire[1]. Et comme, de tout temps, l'assaillant a toujours beau jeu, pour la plupart de nos contemporains, la monarchie de 1814 est un régime à la fois oppresseur et lâche, imposé à la France par les étrangers coalisés; un gouvernement ennemi de toute liberté, voisin du ridicule, et sous lequel le pays a vécu, seize années durant, dans l'étouffement et la honte.

Est-ce là toute la vérité? Assurément non; ce n'en est même qu'une faible partie. On a trop oublié, en parlant de la Restauration, que les évolutions d'un pays sont chose le plus souvent inconsciente et nécessaire. On a trop négligé l'atroce tyrannie du gouvernement précédent et ses lamentables conséquences. Après les bouleversements de la Révolution et de l'Empire, tout régime pacifique devait paraître fade et écœurant. Les nations parfois sont comme ces femmes dégoûtées pour lesquelles une agitation nerveuse et malsaine est la seule manière de se sentir vivre. En politique, la France est une grande blasée. Et pourtant, en 1814, elle avait besoin de calme, de sommeil même. Elle avait tant à réparer! — La Restauration, d'autre part, était inévitable. L'édifice impérial, ruiné extérieurement par les alliés, s'écroulait de lui-même à l'intérieur. La Répu-

1. Je fais exception, bien entendu, pour l'œuvre pleine de conscience et d'impartialité de M. de Vielcastel. Et pourtant, je me permettrai de formuler ici une bien légère critique, que M. de Vielcastel accueillera, j'imagine, avec son indulgence habituelle. Il a donné de M. de Vitrolles un portrait finement étudié, mais qui me paraît trop sévère pour être complètement juste (Tome I, p. 163). J'ajouterai que M. de Vielcastel n'a pas eu communication des *Mémoires* que je publie aujourd'hui; et j'appelle de cette première décision, un peu hâtive, au jugement de l'éminent historien, mieux informé.

blique était impossible : on était encore trop près de la Terreur. Le duc d'Orléans n'était pas encore mûr pour le trône qu'il convoitait déjà. Fallait-il donc créer de toutes pièces une royauté nouvelle, et la confier à un homme nouveau, Bernadotte, par exemple? C'eût été refaire une édition amoindrie de l'empire, et l'on conçoit que les alliés en aient été médiocrement tentés. Seule, l'ancienne race des rois de France avait conservé dans le peuple des attaches dont on a trop diminué l'importance; seuls, ses princes pouvaient, sans rien perdre, accepter le fait accompli, admettre la défaite et renouer avec les alliés; seuls ils pouvaient s'interposer entre la France vaincue et les souverains triomphants, sans renoncer à leur dignité. Il y avait là un noble rôle à prendre, et il faut reconnaître, à l'avantage des Bourbons, qu'ils surent le remplir. Il faut se rappeler que les prétentions des alliés excédaient encore de beaucoup les concessions qu'on dut leur faire, et qu'en 1815, si l'Alsace et la Lorraine restèrent françaises ce fut grâce à l'intervention de Louis XVIII. Le seul tort des princes, s'ils en eurent un, fut de mettre un peu trop d'empressement et d'intrigue dans leur dévouement, ce qui leur donna l'apparence de l'avidité, et leur ôta tout le mérite du sacrifice. Ils ne virent pas que leur attitude prêtait le flanc à la calomnie, ou ils ne s'en aperçurent qu'après coup. Leur faute, à cet égard, a été bien durement punie, et ils ont recueilli la plus riche moisson d'ingratitude qu'ait jamais produit l'attachement à un pays.

Mais après cela, faut-il dire avec certains enthousiastes — peu nombreux il est vrai — que la Restauration a été le plus parfait de tous les régimes ? Non, sans

doute, et ce serait pousser trop loin l'indulgence. La part du blâme serait considérable, à n'envisager que les côtés faibles des deux règnes de Louis XVIII et de Charles X. Mais ce genre de critique, qu'on applique en France à tous les gouvernements, est trop aisé pour mériter qu'on s'y arrête; et d'ailleurs le relevé de leurs erreurs a été dressé sans miséricorde, depuis longtemps déjà. Une seule question aujourd'hui se pose avec quelque intérêt; c'est celle-ci : cette Restauration, que nous voyons inévitable, est-elle toujours restée d'accord avec le principe d'où elle était sortie? a-t-elle été logique dans son développement? en un mot, a-t-elle été ce qu'elle aurait dû être? C'est là ce que je voudrais essayer d'éclaircir dans les pages suivantes, en montrant, à l'aide des documents nouveaux que j'apporte dans le débat, les raisons qu'on peut avoir d'en douter. Ce sera tout à la fois l'explication des *Mémoires* et la meilleure manière d'y intéresser le lecteur.

II

On sait quelle était, au début, la situation où se trouvaient les successeurs de Napoléon. Venant après la dictature la plus impitoyable, ils avaient l'obligation d'être modérés et le devoir d'être sages. A l'intérieur de l'État, la nécessité s'imposait à eux de prendre le contre-pied du régime impérial, de supprimer, ou tout au moins d'atténuer dans la plus large mesure, les excès de l'autorité césarienne. C'était à titre de libérateurs et de sauveurs qu'ils prenaient le pouvoir. Ils devaient donc rendre

aux citoyens l'indépendance, et la parole à la nation. L'empire avait faussé tous les ressorts du système parlementaire, il fallait les rétablir. L'empire, organisé par son chef en vue de la guerre, avait soutiré à la France le meilleur de son sang, et absorbé dans des luttes stériles les plus jeunes de ses intelligences. La Restauration avait, en conséquence, à inaugurer l'ère de la paix, à réparer des désastres inouïs, à calmer les dernières ardeurs de la population surexcitée, à réduire l'armée tout en ayant le soin de se l'attacher, et le souci de la sécurité nationale. L'empire laissait une administration fondée sur un principe centralisateur exagéré dont les inconvénients commençaient dès lors à se faire sentir. Il fallait y porter remède, supprimer les effets en modifiant la cause, et s'efforcer de rendre aux provinces une partie tout au moins de leur autonomie et de leur vitalité propre. Il fallait enfin régler les conditions d'existence de la presse naissante et faire oublier, par la douceur d'un gouvernement respectueux de la légalité, les souvenirs de l'ancien régime inséparables du nom de Bourbon, et les abus du bon plaisir ressuscités par Napoléon.

Au dehors, la tâche des princes rétablis était plus délicate encore. Il fallait d'abord conclure, puis maintenir une paix mal assurée. Il fallait résister aux alliés, repousser leurs prétentions excessives, sauver la dignité de la monarchie, sans compromettre le repos de la France, acheté si cher et si précaire cependant. Il fallait se créer de nouveaux appuis, des alliances solides dans une Europe mal équilibrée, où chacun convoitait une part du bien d'autrui, où chaque nation se gardait avec inquiétude contre des voisins peu sûrs. Il fallait sans froisser

des susceptibilités en éveil, sans offrir de prétextes à des jalousies redoutables, fournir à notre armée renouvelée un moyen de combattre, et une occasion de relever son prestige. Il fallait enfin faire oublier aux uns, nos défaites présentes, aux autres nos victoires passées, à tous une faiblesse difficile à dissimuler, et rendre à la France, à force de prudence et d'habileté, son rang et son influence au milieu des autres peuples.

Tel devait être le programme de la Restauration. On le voit, il avait de l'étendue et présentait plus d'une difficulté. Pour l'exécuter dans toutes ses parties, il eût fallu un génie inverse de celui de Napoléon, mais d'une puissance égale. — A son défaut, en avait-on du moins la monnaie? La royauté pouvait-elle compter sur un nombre suffisant d'esprits supérieurs? Sur quels caractères devaient porter ses choix, pour qu'elle pût s'y appuyer en toute confiance, et tirer des circonstances tout le parti qu'on en attendait?

Il n'est pas malaisé, aujourd'hui, de se figurer quel devait être le type abstrait du véritable serviteur de la monarchie à cette époque, et on peut, sans trop de peine, en reconstituer de toutes pièces le portrait idéal. — En 1814, le légitimiste utile, pour ainsi parler, ne devait pas avoir plus de quarante ans, seul âge qui lui permît d'avoir traversé la Révolution sans en être effrayé, et l'Empire sans en être corrompu. Il lui fallait d'ailleurs assez de jeunesse pour qu'il pût avoir un peu d'enthousiasme. Il devait être gentilhomme, sans pourtant qu'il lui fût nécessaire de porter un trop grand nom. L'ancienne noblesse, décimée par vingt-cinq années d'exil et de luttes, n'était plus que l'ombre d'elle-même; il fallait prendre au second rang de quoi combler les vides

du premier, de quoi gouverner sans choquer l'amour-propre de l'aristocratie, et sans diminuer le prestige du pouvoir. Il devait en outre être nouveau en politique, et n'avoir dans son passé aucune attache trop lourde, aucun serment trop léger. Pour édifier une œuvre de rénovation, il fallait des hommes sans réminiscences. Il devait être doué d'une énergie exceptionnelle, et pouvoir déployer une vigueur dont les princes ne se vantaient plus. Il devait avoir enfin l'esprit prompt à se plier à des emplois divers, et une intelligence assez universelle pour pouvoir, le cas échéant, commander à des troupes, parler à une assemblée délibérante, diriger une administration compliquée, ou conduire une intrigue à la cour. Joignez à ces hautes facultés les qualités de finesse et de tenue que Napoléon dédaignait trop, ces qualités qui font l'honnête homme et l'homme d'esprit, la correction dans l'attitude, la discrétion dans le sourire, l'ironie facile qui fait craindre, le scepticisme aimable qui empêche d'être pris pour dupe, et l'on aura le résumé du ministre comme il en manquait à la Restauration.

Cet homme rare se trouve-t-il dans les conseils de la monarchie lorsqu'elle remplace et cherche à faire oublier l'empire? — Il est trop facile malheureusement de constater son absence. Le fonds du caractère des princes de la maison royale était l'indécision. Portés d'instinct vers les moyens termes et les solutions moyennes, ils se gardèrent bien de rompre en visière au passé dont on leur vantait sans cesse la grandeur, et avec lequel ils redoutaient la comparaison. Ils ne virent pas qu'en agissant de la sorte ils se rendaient esclaves des circonstances qu'ils auraient dû dominer. Aussi quels

noms voit-on figurer dans les premiers ministères du régime nouveau? de quels conseillers s'entourent ces représentants de la légitimité? Il y a de tout dans ces réunions hétéroclites où l'Empire et la Révolution coudoient les partisans de l'ordre ancien. On y trouve des diplomates vieillis et blasés, comme Talleyrand et le duc de Dalberg, des militaires fatigués comme le maréchal Soult, ou rouillés, comme Dupont et Gouvion Saint-Cyr, des indifférents comme Beugnot, des régicides aux allures sinistres comme Fouché, tous les débris et l'écume des gouvernements précédents, blanchis sous tous les harnais, têtes vides et cœurs refroidis, sans caractère et sans idées. Les représentants les plus directs de la doctrine royale, pour être plus honnêtes, ne valaient pas beaucoup mieux: c'étaient des incapables comme M. de Blacas ou l'abbé de Montesquiou, des « têtes de bois » comme M. Dambray ou M. Barbé de Marbois, ou des intrigants obséquieux comme M. Decazes, esprits étroits et mesquins, plus préoccupés des mots que des choses, dénués d'énergie et d'activité. Auprès d'eux, quelques bons commis d'administration comme le baron Louis. Un seul, M. de Richelieu, se montre digne de la première place, qu'il occupera trop peu de de temps.

C'est là la première et la principale faute de la Restauration, celle qui devait plus tard lui être la plus nuisible. Privée de ses guides naturels, elle était condamnée aux aventures d'une politique flottante, aux incertitudes des événements. Elle ne sut pas choisir ses conseillers. C'est en cela surtout que le contact des alliés lui fut dangereux et funeste. L'empressement que les princes français avaient mis à se rapprocher d'eux fut aussitôt

puni par ces hôtes incommodes, dont la protection dégénéra en tyrannie. Le roi de France n'était plus le maître de son royaume. Les coalisés lui imposèrent le Sénat d'abord, puis M. de Talleyrand, puis d'autres encore, sans voir qu'ils mettaient en danger la Restauration même, et minaient, dès le principe, l'édifice qu'ils avaient cherché à rebâtir, en le remplissant de sujets plus fameux qu'honorables. C'est à eux qu'on doit faire remonter les fautes commises à cet égard par nos princes, qui se trouvaient contrariés dans leurs aspirations. Et le plus applaudi des souverains étrangers, l'empereur Alexandre, est aussi celui auquel revient la plus lourde part de responsabilité. Il s'imagina trop savoir ce qui convenait le mieux à la France, à une époque douloureuse où elle-même ne le savait pas au juste.

Pourtant, si les princes rétablis avaient été plus libres dans leurs décisions, moins circonvenus par des intrigues vulgaires, et plus éclairés sur le compte de leurs adhérents, ils auraient pu facilement se dispenser d'avoir recours à tous ces vieillards empressés à proclamer leurs jeunes dévouements. Il y avait autour d'eux de véritables serviteurs joignant l'intelligence à la fidélité, et capables de leur donner de bons avis sans prêter le flanc aux mauvais soupçons. Je n'en veux d'autre preuve que les *Mémoires* qui vont suivre, et qui renferment l'histoire d'un de ces fidèles de la royauté, méconnu par ses maîtres, fort peu récompensé, et qui trouva néanmoins l'occasion de rendre des services et le talent de les faire accepter. Peu de livres feront mieux comprendre la période historique dont je viens de parler, et la présenteront sous un jour plus vrai. La Restauration est tout entière dans ces pages attachantes où la sin-

cérité s'allie à une finesse remarquable, à un discernement que rien n'égare. Si, après les avoir lues, on envisage dans son ensemble la carrière politique de M. de Vitrolles, on sera forcé de reconnaître qu'en somme elle n'a pas été ce qu'elle aurait dû être. Il ne sera pas difficile non plus de répondre à la question que je posais en commençant : la Restauration a-t-elle donné les résultats qu'on pouvait en attendre? Évidemment non, et parmi les causes diverses d'un échec dont soixante-trois ans n'ont pas effacé les conséquences, il faut certainement compter le mauvais choix de ses conseillers. Jusqu'au dernier jour, le sort l'a mise entre les mains des gens les moins capables de la servir, ou les plus indifférents à son succès. Il y a là un spectacle qui n'est pas sans amertume. Il est triste, — à quelque parti qu'on appartienne, — de voir échouer dans leurs efforts ceux que la destinée met à même de conduire l'humanité. Que d'espérances déçues, que de labeurs inutiles, que de calculs déjoués! Était-ce donc la peine de tant combiner, de tant prévoir, de tant lutter, pour aboutir enfin à l'irréparable, et finir dans le sang d'une révolution?

III

Mais avant d'aborder l'œuvre; il faut essayer brièvement de rappeler ce que fut l'homme.

Eugène d'Arnauld, baron de Vitrolles, était né en 1774 au château de ce nom. Il appartenait à une famille

de robe[1], ancienne et honorée. Son père était conseiller au parlement de Provence, et sa mère était fille du marquis de Pina Saint-Didier, président au parlement de Grenoble. Ce père était un esprit droit et un peu rigide, scrupuleusement attaché aux devoirs de son état, qu'il considérait presque à l'égal d'un sacerdoce. Austère par tempérament et par souci du devoir, il se montrait à l'occasion sévère pour autrui comme il l'était ordinairement pour lui-même. Madame de Vitrolles, au contraire, était une de ces natures féminines qui nous sont inconnues depuis la fin du siècle dernier. Elle joignait à une grande douceur une rare élévation de sentiments, et une délicatesse d'esprit et de cœur que

1. La famille d'Arnauld ou Arnaud, est originaire de la ville de Riez (Basses-Alpes), dont elle partageait au douzième siècle la seigneurie avec l'évêque. C'est une des plus anciennes de la Provence. En 1195 on voit un Bertrand Arnaud parmi les gentilshommes qui assistèrent comme témoins à l'hommage rendu au comte de Toulouse par Guillaume, comte de Forcalquier. Au seizième siècle, Gracieuse Arnauld vint s'établir par mariage à Aigueperse en Auvergne, et fut la tige des Arnauld d'Andilly. Cette branche suivit la fortune du connétable de Bourbon, se trouva ruinée, et vint se fixer à Paris où son chef, Antoine Arnauld, exerça la charge de procureur général de la reine Catherine de Médicis. (Voir les *Mémoires d'Arnaud d'Andilly*, et l'*Histoire de la Fronde*, par M. de Sainte-Aulaire.) Il eut de nombreux petits-enfants, parmi lesquels le célèbre docteur janséniste, Antoine Arnauld, le marquis de Pomponne, ministre des affaires étrangères ; Isaac Arnaud, dit Arnaud de Corbeville, général des carabiniers, et les deux dernières abbesses de Port-Royal. — Cette branche de la famille s'éteignit au dix-huitième siècle.

La branche restée en Provence se subdivisa en deux rameaux, dont l'un, les Arnaud de Nibles, établis d'abord à Sisteron, se fixèrent à Aix sous Henri IV, et y acquirent une charge héréditaire de conseiller au Parlement de Provence. En 1752, Alphonse Arnauld, marié à Agnès de Suffren Saint-Tropez, sœur du célèbre amiral de ce nom, échangea sa seigneurie de Nibles contre celle de la vallée de Vitrolles,

l'on comprendrait à peine de nos jours. C'était elle qui, pour inculquer à son fils le mépris des richesses mal acquises, faisait laver devant lui des pièces d'or qui avaient figuré dans un procès criminel. L'union de deux caractères semblables devait forcément avoir une grande et naturelle influence sur le moral de l'enfant, et plus tard, il serait aisé de retrouver chez le futur ministre de Louis XVIII, les traces de l'énergie paternelle mélangée de cette douceur remarquable, et de ces dehors attrayants qu'il devait à sa mère.

Madame de Vitrolles était pourtant sans faiblesses pour son fils; et il fut élevé jusqu'à sa dixième année à Grenoble, dans la famille de Pina, avec une certaine sévérité. Aucun incident frappant ne marqua cette première période de sa vie. Une visite du bailli de Suffren, son grand-oncle, qui rentrait à Versailles après ses belles campagnes de la mer des Indes est le seul souvenir dont sa jeune imagination garda plus tard l'empreinte. Pourtant, il y avait alors dans le régiment de

qui appartenait alors à M. de Bonnes, chef de la branche cadette des Lesdiguières. C'est à partir de cette époque que les Arnauld de Nibles quittèrent le nom de leur ancienne seigneurie, et furent barons de Vitrolles. Cette famille existe encore. L'auteur des *Mémoires* eut trois enfants, dont une fille, morte à Florence en 1829 laissant une réputation de haute piété, et deux fils, dont le cadet, Guillaume d'Arnauld, baron de Vitrolles, servit dans la marine royale et mourut célibataire en 1876. L'aîné, qui fut lieutenant-colonel dans la garde royale sous Charles X, épousa la fille du marquis d'Arbaud de Jouques, conseiller d'État et préfet de Marseille sous la Restauration. Il en eut un fils, qui est le chef actuel de la famille. — C'est à la bienveillance de M. le comte de Vitrolles lui-même, que sont dus la plupart des renseignements biographiques contenus dans cette notice ; je ne saurais trop lui rendre grâce d'avoir ainsi facilité la tâche de l'éditeur, et le remercier de son obligeant concours.

Royal-Marine, un sergent qui venait lui donner des leçons d'escrime, et qui se louait fort de l'accueil qu'il trouvait chez les parents de son élève. Plus tard, ce même sergent, devenu ministre de la guerre sous la République, puis maréchal de l'Empire et prince de Ponte-Corvo, ne perdit pas le souvenir de cette époque et la reconnaissance que méritaient les bons traitements qu'il avait reçus. Ce fut à lui que le baron de Vitrolles dut sa radiation définitive de la liste des émigrés. — Vers le même temps, pendant un séjour à Aix, l'enfant eut occasion d'entendre Mirabeau plaider sa propre cause dans un procès au parlement de cette ville. Il garda l'impression de la brutalité du grand orateur, et, se trouvant placé juste au-dessous de lui, il fut désagréablement frappé de « la rosée » qui s'échappait de ses lèvres. Ce dernier trait, consigné par lui dans des notes laissées à l'état de brouillon, est souverainement caractéristique, et montre dans l'enfant ce que devait être l'homme. Nul n'eut jamais à un plus haut degré, le don de l'observation satirique. « Il voyait « tout d'un coup, » comme dit Fléchier, « le ridicule « des gens et jamais personne ne remarqua plus promp- « tement une sottise. »

En 1786, son oncle, l'abbé de Pina, vicaire général du Puy, qui l'aimait fort, entreprit de se charger de son éducation et le fit entrer au collège de cette ville, dirigé par l'abbé Proyart. Il y eut là deux éléments nouveaux qui vinrent agir à leur tour sur le développement de cette jeune intelligence. L'abbé de Pina était le représentant achevé des prélats de l'ancienne église française. Aimable et distingué, plein de finesse et de douceur, il était entré sans enthousiasme dans une car-

rière qu'on embrassait souvent alors par convenance, et faisait des nécessités de son état une vertu qui n'avait rien d'austère. Esprit délicat, lettré même, mais sans affectation ni pédanterie, noble dans ses manières, facile dans ses mœurs autant que l'admettait une époque peu difficile, il charmait ses entours par l'aménité de son caractère et les grâces de son langage. Il avait su s'attirer les bontés de son évêque, qui avait pour lui des trésors d'indulgence, et ses confrères l'avaient bien vite accepté comme l'enfant terrible et gâté du diocèse. Assuré de la bienveillance de tous, et dispensé des contraintes excessives de la prêtrise, il s'était fait des loisirs et les remplissait en homme de goût qui demande avant tout à la vie des joies, et aux hommes des sourires. Comme il joignait à ses autres qualités un tact exquis et une grande bienséance, il obtint ce qu'il cherchait et fut un des derniers de cette école séduisante qui tempérait saint Augustin avec une dose légère de Montaigne et faisait du sacerdoce un dilettantisme où le profane s'alliait merveilleusement au sacré. — L'abbé Proyart, le principal du collège du Puy, faisait le contraste le plus frappant avec l'abbé de Pina. Pédant et gourmé, doué d'une figure jaune de cuistre, son âme était d'un faquin et ses manières d'un butor. Il enseignait avec ardeur et punissait avec rage. Ses sévérités exagérées et maladroites passaient pour avoir jadis causé le suicide d'un de ses élèves, et depuis lors, il respirait en quelque sorte l'antipathie. Malgré ces graves défauts, il passait pour avoir du mérite, et le collège se relevait sous sa férule altière.

Entre ces deux autorités si différentes, le jeune de Vitrolles prit naturellement une moyenne et ces

influences contradictoires neutralisèrent ce que chacune pouvait avoir d'excessif. L'indulgence un peu trop légère de l'abbé de Pina venait adoucir à propos les rigueurs du principal, et la discipline de celui-ci faisait assez heureusement contrepoids au laisser-aller du mondain grand vicaire. L'enfant n'était pas malheureux, et c'était l'essentiel. Très en retard au moment de son entrée au collége, il eut vite fait de rejoindre ceux de son âge, et sa rapide intelligence, sa mémoire facile, ses aptitudes remarquables ne tardèrent pas à l'amener aux premiers rangs. On enseignait au Puy d'après les vieilles méthodes scolastiques ; le futur homme d'État ne se rebuta pas de ces formulaires arides, où la science se faisait barbare comme à plaisir, et il mordit avidement à la logique dans laquelle s'absorbait alors toute la philosophie des écoles. Il apprit bien vite à manier toute cette artillerie du raisonnement dont la *Logique de Port-Royal* nous offre encore un résumé fidèle, et c'est là, sans doute, qu'il puisa cette sûreté de dialectique qu'il appliqua plus tard aux événements et qui lui donna la faculté de les prévoir avec l'ambition de les diriger.

Par malheur, cette éducation si heureusement commencée ne devait pas se prolonger longtemps. Parti pour la Suisse avec l'abbé de Pina, qui allait y faire un voyage d'agrément, l'apprenti logicien lisait à la dérobée la *Nouvelle Héloïse* dans un exemplaire emprunté à son oncle, sur les bords du lac de Genève, lorsqu'ils y apprirent les premiers mouvements de la Révolution. Madame de Vitrolles, de son côté, était venue les rejoindre. Ils résolurent d'attendre l'apaisement d'une révolte passagère sans doute. C'était l'exil qui commen-

çait pour eux : la révolte devait durer vingt-cinq ans, et ils se trouvaient, sans trop l'avoir prévu, englobés dans le courant de l'émigration.

IV

Dès lors s'ouvre pour le pauvre écolier en rupture de ban une période de terribles épreuves. Il allait apprendre par les plus rudes expériences ce qu'était la lutte pour l'existence dans une époque déroutée. Dès 1791, — il avait à peine dix-sept ans, — et dans toute l'exaltation de son adolescence royaliste, il est enrôlé comme porte-guidon dans un corps de cavalerie commandé par le comte de Bussy, qui rejoignait l'armée de Condé et qui avait donné à sa troupe le nom pompeux de *Chevaliers de la Couronne*. Étrange régiment, où les simples soldats avaient le grade de sous-lieutenant, et trois sous par jour pour toute solde ! Il n'en fallait pas tant au jeune enthousiaste, qui s'en contentait naïvement. L'ambition ne lui vint que plus tard, et à son heure. Les illusions ont sur les hommes une double influence : elles rendent la jeunesse charmante et l'âge ridicule.

Mais à peine le jeune homme avait-il eu le temps de goûter les joies de l'uniforme qu'un coup affreux vint le frapper. Son père qui s'était rendu à Chambéry pour soigner sa santé, mourut brusquement à l'âge de cinquante-trois ans, en 1791. Il demanda et obtint aussitôt un congé ; et, sans être inquiété, il put se rendre à Aix, où il s'efforça de sauver son patrimoine compromis par l'absence de sa famille. Malheureusement il trouva la

ville en pleine effervescence. Le marquis de Barbantence venait de l'abandonner aux bandes révolutionnaire de Marseille, et le régiment suisse d'Ernest avait dû capituler, laissant aux mains des insurgés ses armes et ses bagages. M. de Vitrolles eut la bonne fortune de sauver la caisse du régiment qui contenait pour près de deux cent mille francs de valeurs diverses. Puis, après être resté quelque temps à Aix, voyant les choses empirer et se rendant compte de l'inutilité de ses efforts, il prit le parti de rejoindre l'armée de Condé.

Il y passa les trois années qui suivirent, toujours en campagne sur les bords du Rhin, ou en quartiers d'hiver dans les coins perdus de la Forêt-Noire. Ce furent là, pour lui, trois années bien sombres. Le pauvre chevalier de la Couronne était à bout de ressources et ne vivait guère que d'expédients, campant dans la neige et la boue, se battant le jour, et se couchant le soir, le plus souvent sans souper. Un ou deux congés lui permirent d'aller faire quelque séjour dans sa famille, où il se rétablissait un peu; mais ces congés même étaient l'occasion de nouvelles angoisses. Où trouver de l'argent pour des voyages nécessairement coûteux? Il lui fallut une fois faire à pied le voyage entre Fribourg et Lausanne, avec un de ses camarades; ils avaient, à eux deux, dix-huit francs pour toute la durée du trajet! Après s'être réconforté de son mieux au foyer maternel, il reprenait gaiement la route au bout de laquelle il croyait entrevoir la gloire. Il ne s'apercevait pas, par malheur, (il était trop jeune), que cette espèce de *condottiérisme* de vieille date qui avait présidé à l'organisation de l'armée de Condé, allait disparaître devant des méthodes militaires nouvelles et d'une plus haute

portée. Il s'acharnait à conjurer sa mauvaise fortune et ne plaignait guère sa personne les jours de combat. Il se distingua entre autres à la bataille de Bertzheim (1793). Après trois ans de campagne, de labeurs inouïs, de misères incroyables, il était arrivé au grade de lieutenant en premier. Il avait fallu moins de temps à Hoche ou à Marceau pour passer du grade de sergent à celui de colonel.

Heureusement la mauvaise chance, ici-bas, ne dure pas toujours. Dans une de ces pérégrinations qu'il entreprenait pour aller voir sa mère, M. de Vitrolles rencontra Mounier, l'ancien constituant, émigré à son tour, et qui vivait à l'étranger des éducations que lui confiaient certains grands seigneurs anglais. Touché de la peinture affreuse que M. de Vitrolles lui fit de l'armée de Condé, Mounier lui offrit de s'entremettre auprès de la duchesse de Bouillon, réfugiée à Erfurth, qui avait conservé assez de fortune pour pouvoir donner et assez de générosité pour savoir le faire. M. de Vitrolles fut ainsi chargé de distribuer à diverses reprises des secours à ses compagnons d'armes. La duchesse de Bouillon cherchait alors à marier sa fille adoptive, mademoiselle Thérésia de Folleville qui appartenait à une famille française de Picardie, fixée en Allemagne depuis la révocation de l'édit de Nantes, et apparentée aux Metternich. Elle témoigna le désir de connaître le jeune officier; des pourparlers s'engagèrent. M. de Vitrolles hésita quelque temps entre son avenir militaire et les avantages d'une union brillante. Mais l'hésitation ne fut pas de longue durée, et il épousa mademoiselle de Folleville en 1795.

Les années suivantes se passèrent pour M. de Vitrolles

dans les douceurs un peu alanguissantes du foyer conjugal. Tout autre s'y fût laissé aller, au risque de perdre les ressorts de son esprit et de son activité, dans cet engourdissement de bien-être qui s'empare des hommes dès qu'ils sont heureux. Mais le lieutenant de l'armée de Condé avait appris dans les trois années qui venaient de s'écouler toute la valeur de l'énergie et de l'initiative, ces deux maîtresses vertus. Il n'abdiqua ni l'une ni l'autre. Se rendant compte de l'insuffisance de son éducation classique, il entreprit de l'achever et se mit courageusement à l'œuvre. Il apprit à fond la langue allemande et se mit à lire tout ce qui passait à sa portée, depuis Kant jusqu'aux mystiques, creusant avec une ténacité infinie les systèmes les plus ardus, les hypothèses les plus compliquées. En même temps il voyageait dans ces pays d'Allemagne où l'exil le confinait. Il allait de Weimar où il vit Gœthe, à Hambourg où il rencontra Rivarol, Lafayette et Klopstock. Puis, fatigué de se mouvoir dans le même cercle, il passa en Angleterre, et s'efforça de pénétrer le secret d'un gouvernement qu'il voyait libéral et qu'il s'étonnait de trouver sage.

Pourtant à travers tous les déplacements de cette vie errante, le souvenir de la patrie revenait sans cesse mordre au cœur le jeune émigré. En 1797, il s'arrêtait à Bonn, et cherchait à se rendre compte des moyens par lesquels il pourrait rentrer en France. Les temps étaient plus tranquilles; le Directoire avait beau fulminer de temps à autre contre l'émigration, il n'avait plus à sa disposition la force terrible de ses prédécesseurs. La jeune madame de Vitrolles partit en avant « comme la colombe de l'arche » pour sonder les dispositions du

public et aviser aux moyens à prendre. Après bien des angoisses, bien des espérances trompées, bien de stentatives avortées, M. de Vitrolles parvint à rentrer en France par Bâle et alla se cacher près de Ruremonde, en Flandre, dans la famille de sa femme. Ce fut là qu'il attendit, dans la retraite, sa radiation de la liste des émigrés. Le 18 brumaire vint à propos en fournir l'occasion, et il retrouva en même temps sa liberté et sa patrie.

Par malheur, il ne retrouvait pas sa fortune. Pendant son absence, le séquestre avait été mis sur ses biens; et, la révolution terminée, il se voyait disputer la possession des débris d'une assez grande terre presque inculte et d'une assez bonne habitation totalement démeublée. Il fallait réparer l'une, remettre l'autre en valeur et poursuivre contre les trois communes de la vallée de Vitrolles un procès difficile, pour obtenir la restitution d'une partie du domaine usurpé par elles. M. de Vitrolles ne se laissa pas décourager. « Ma vie « était assez douce, » a-t-il écrit à propos de cette période de sa vie, « je faisais beaucoup de projets et j'en exécu- « tais peu parce qu'ils étaient plus grands que ma for- « tune qui, en ce moment, se trouvait réduite à très « peu de chose. J'avais trente ans, des restes d'affaires « malheureuses à Paris, une succession à disputer à « Düsseldorf, et de plus, un esprit qui ne pouvait pas « se décider à se séparer entièrement du monde, et un « cœur qui voulait retrouver de tendres amitiés que je « venais souvent chercher à Paris. » — On le voit, malgré des tracas multiples, des procès, tous les inconvénients d'une fortune réduite, le jeune homme éprouvait encore de la joie à revivre dans sa patrie, et à cultiver d'anciennes affections parmi lesquelles je note

en passant le comte Octave de Ségur, et Maurice Dupin, le père de George Sand [1]. — Il trouvait enfin le temps de se rendre utile à ses compatriotes en acceptant diverses fonctions qui ne diminuaient pas ses labeurs et n'augmentaient pas ses revenus. Il fut, sous l'empire, conseiller général des Basses-Alpes et maire de la commune de Vitrolles. Le gouvernement impérial ne tarda pas à reconnaître en lui un de ces hommes qu'il vaut mieux avoir pour amis que pour adversaires ; il lui fit offrir un titre de baron et une sinécure assez mince ; M. de Vitrolles avait déjà le titre, et il n'accepta la sinécure qu'à son corps défendant, comme il le raconte lui-même dans ses *Mémoires*. Ce ne fut pas là une des moindres maladresses d'un régime prompt à en commettre. Il ne suffit pas, pour s'attacher un homme de mérite, de lui faire une part quelconque dans le budget ; et il aurait fallu employer, comme le fait remarquer M. Thiers, autre chose que des « demi-faveurs » pour gagner le cœur de l'ancien émigré.

En somme, l'Empire fut pour M. de Vitrolles une période d'inaction. Inaction forcée d'ailleurs, puisqu'en dehors de ses serviteurs immédiats et gagés, le régime impérial n'acceptait le concours de qui que ce fût, et réprimait les moindres velléités d'initiative privée avec toute la rigueur d'un pouvoir inquiet de ses origines, jaloux du présent, et incertain de l'avenir. — Ce fut d'ailleurs un bonheur pour lui, car son jour venu, il se trouva libre d'entrer dans l'arène, et put combattre sans désavantage de vieux lutteurs, déjà fatigués par leurs précédents efforts.

1. Voir ses lettres dans l'*Histoire de ma vie*, de George Sand.

V

Je n'ai pas à reprendre ici le récit des événements de la Restauration; on verra, dans les volumes suivants, quelle fut la part que M. de Vitrolles sut y prendre. On y lira comment, après avoir risqué sa vie et sa fortune à deux reprises différentes pour l'accomplissement d'une œuvre aussi incertaine, il se vit supplanté peu à peu par des ouvriers de la dernière heure, auprès des princes rétablis, trop pressés en cette occasion d'appliquer les conseils de l'Évangile. On le verra d'abord rejeté au dernier rang dans les conseils, puis enfin écarté par des jalousies plus faciles à comprendre qu'à excuser, enfin, privé du titre de ministre d'État pour sa participation à la Note secrète et réduit vis-à-vis des divers ministères, au rôle d'ami gênant ou d'adversaire obligé. Heureux encore quand il ne se sentait pas considéré comme un de ces prophètes de malheur, dont les avis importuns montrent le danger sans fournir le moyen de l'éviter! Il y eut là, pour le dévoué serviteur de la famille royale, bien des amertumes, bien des humiliations même, dont on retrouverait à peine la trace, tant il mettait de soin à dissimuler les blessures faites à son amour-propre et à sa fidélité. J'ai pourtant sous les yeux le brouillon d'une lettre qu'il voulait écrire en 1820 à l'empereur Alexandre et dans laquelle, trahissant sa douleur par quelques mots difficiles à refréner, il demandait au czar un asile où il pût oublier son pays aveugle et l'ingrat souverain qu'il ne pouvait plus sauver.

Pendant toute la durée de cette cruelle épreuve, qui se prolongea jusqu'à la fin du règne de Louis XVIII, M. de Vitrolles avait été soutenu, encouragé, consolé par l'amitié personnelle de Monsieur, frère du Roi, qui affectait toujours, pour lui, une confiance très grande. Pourtant, l'avènement de Charles X n'eut pas pour son confident les conséquences qu'il aurait pu en attendre. On lui rendit, il est vrai, son titre de ministre d'État, on l'invita officiellement au sacre du nouveau roi ; mais les conseillers ordinaires de la monarchie restaient les mêmes, et redoublèrent d'efforts pour l'écarter des affaires et le reléguer dans les honneurs stériles d'une position ambiguë. Le roi Charles X restait affectueux pour lui en toute occasion, mais on eût dit que les services passés tenaient dans son esprit moins de place que les avis de ses entours. En différentes circonstances on parla bien du baron de Vitrolles, d'abord comme ministre de la marine, puis comme ministre de la maison du Roi. Mais les ministères se succédaient en se ressemblant, et l'entrée du Conseil lui était plus que jamais fermée. Il commençait d'ailleurs à se lasser d'un rôle pour lequel il n'était point fait : celui de serviteur dévoué et méconnu ; il atteignait la cinquantaine, qui est l'âge des désillusions et des désenchantements. Sans se refroidir dans son culte pour le prince auquel il avait consacré sa vie, il se sentait fatigué de cette lutte incessante contre un parti pris d'inertie que son caractère l'empêchait de comprendre et qu'il jugeait dangereux. Enfin, un chagrin amer faisait diversion dans son cœur aux désappointements de sa carrière politique. Son unique fille, mademoiselle Amélie de Vitrolles ressentait les premières atteintes d'une maladie

funeste. Les médecins ordonnaient le climat du Midi. Pour ne pas se séparer de sa chère malade, M. de Vitrolles accepta, en 1827, le poste de ministre plénipotentiaire à Florence, sur les instances du Roi, qui le laissa maître de fixer lui-même la durée de la résidence qu'il entendait y faire. Avant son départ, il put encore prendre part à l'organisation du ministère Martignac ; il fut même question de lui réserver un portefeuille ; mais ceux qu'on voulait lui donner pour collègues déclarèrent unanimement qu'il était trop exagéré et jugèrent qu'il compromettrait le succès de leur littéralisme timide.

Le séjour de M. de Vitrolles à Florence ne fut marqué d'aucun événement diplomatique important. Lamartine, alors secrétaire de la légation, était chargé de l'expédition des affaires, depuis la mort de M. de la Maisonfort, précédent titulaire de ce poste diplomatique. Il reçut avec beaucoup de courtoisie le nouveau ministre, et retint même pour son logement la charmante villa de Sesto, à six milles de Florence[1]. Quelques difficultés relatives à des projets de cession anticipée des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, que l'Autriche semblait favoriser, furent l'objet d'une note verbale présentée par M. de Vitrolles au ministre dirigeant de Parme, le baron de Werklein. La cession n'eut pas

1. J'ai sous les yeux, en écrivant ceci, une lettre très bienveillante de M. de Vitrolles à Lamartine, qui contient l'extrait d'un rapport le concernant. M. le comte de Vitrolles a en sa possession celles de Lamartine, conçues en termes très respectueux et même reconnaissants. Il est difficile après cela, de comprendre la réclamation adressée à M. E. D. Forgues par le grand poète, lors de la publication des *Œuvres posthumes de Lamennais*. (Voy. l'*Introduction* à la *Correspondance de Lamennais*, Paris, Didier 1868, t. I^er^, p. 66).

lieu. A deux reprises diverses, M. de Metternich, se souvenant de ses anciens rapports avec le premier négociateur de la Restauration, eut recours à ses bons offices pour faire connaître au ministère français ses vues sur le rôle de l'Autriche en Italie, puis sur l'expédition de Morée. Mais M. de Vitrolles était sous le coup d'une douleur trop profonde pour pouvoir apporter aux devoirs de sa charge un intérêt qu'ils ne méritaient guère.

Sa fille était de jour en jour plus malade. Les soins infinis, les fêtes prodiguées pour la sauver ou la distraire restaient inutiles. Mademoiselle de Vitrolles s'éteignit le 23 août 1829.

VI

« C'est au milieu des angoisses d'une perte aussi « cruelle que j'appris le changement du ministère, » dit M. de Vitrolles dans des notes laissées inachevées. « Mes « correspondances de Paris m'y avaient préparé, et « Polignac me l'écrivit dès les premiers moments. » La royauté, réduite aux abois par une série de ministères d'expédients, se décidait enfin à revenir sur ses pas, et à chercher dans son droit originel, supérieur à toute constitution, de nouveaux éléments de force et d'autorité. Le libéralisme incertain de M. Martignac avait échoué malgré la loyauté du ministre, et le Roi n'avait pas voulu attendre que l'échec fût plus complet. Un nouveau ministère allait se constituer en prenant pour but

le rétablissement de la prérogative royale dans toute son intégrité. Il fallait des hommes à la fois intelligents, énergiques et dévoués, acceptant toute la responsabilité de leurs actes et décidés à ne pas reculer devant les conséquences de leurs principes. A cette date encore, plus que jamais, il fallait avoir recours à ce royaliste sans reproche et sans passé dont j'ai tracé le portrait en commençant cette étude. Un seul personnage semblait incarner l'idée mère de la tentative nouvelle : M. de Vitrolles. Son nom avait la valeur d'un étendard. Pour un effort qu'on disait radical, il fallait un ministre radical. « Il n'y avait pas trop de fatuité à croire que je « pouvais être appelé dans ce ministère, composé « d'hommes que j'avais tous vus dans des situations « politiques bien inférieures à la mienne, et mon plan « était parfaitement arrêté pour une pareille circons- « tance. » M. de Vitrolles avait en effet, dans le cours de sa carrière déjà longue, recueilli bien des observations, noté bien des faits qui lui permettaient d'appuyer ses avis d'une logique très souvent irréfutable. Son siège était fait d'avance, et ses idées, claires dans son esprit, eussent été d'une application facile. Pourtant, il y a un point de ce programme sur lequel il faut insister. La réputation de M. de Vitrolles, son ancienne intimité avec le roi Charles X, faisaient de lui l'un des chefs de la droite avancée; et cependant, il est certain que s'il eût été appelé à mettre à exécution ses projets de gouvernement, il aurait surpris à la fois ses amis et ses adversaires par le libéralisme vrai de ses dispositions. Il avait assez vécu pour savoir qu'ici-bas la vie n'est supportable qu'à force de tolérance. Aussi, à côté des revendications indispensables, selon lui, à l'exercice

du pouvoir royal, son programme comportait deux articles que nul n'aurait prévus : l'autonomie des provinces et l'extension des garanties données à la liberté individuelle.

Malheureusement les choses sont toujours restées les mêmes depuis la fameuse apostrophe de Figaro. Il fallait au ministère une tête énergique et froide ; aussi l'on prit un mannequin. M. de Vitrolles y était propre ; ce fut M. de Polignac qui l'obtint. Le roi Charles X eut pourtant cette fois l'idée de dédommager son fidèle serviteur. Au mois de janvier 1830, il lui offrit la pairie avec le titre de comte. Il était bien tard, pour se souvenir d'un dévouement qui remontait aux premiers jours de la Restauration. Sept mois après, le lendemain de l'expédition des lettres patentes qui devaient conférer le titre de pair à M. de Vitrolles et constater l'éclat de ses services, la monarchie légitime avait cessé pour toujours d'exister en France.

Je ne parlerai pas ici des circonstances de cette grande révolution. Les *Mémoires* à ce sujet diront plus et mieux que je ne pourrais le faire. Ce qu'il nous importe de savoir, c'est qu'elle marque la fin de la carrière politique de M. de Vitrolles. Il voulut y voir le terme de ses espérances. D'autres furent moins difficiles, et il n'eût tenu qu'à lui de changer sa destinée en changeant de souverain. Il va sans dire qu'il n'eut même pas l'idée d'un semblable calcul. Il se contenta de s'opposer par ses votes et son silence à l'établissement du régime nouveau. Lors de la tentative de la duchesse de Berri, M. de Vitrolles joua un rôle plus actif qu'apparent, et dont je n'ai pas retrouvé la trace. Au moment de l'émeute parisienne qui eut pour résultat le pillage de l'archevêché,

il fut arrêté par le gouvernement de Louis-Philippe, enchanté de mettre dans une même prison ses ennemis les plus divers. Il fut relâché presque aussitôt. Il ne cessa jamais, d'ailleurs, de témoigner hautement la foi qu'il gardait à la dynastie tombée. Il fit partie de tous les pèlerinages royalistes, et se montra au premier rang des fidèles de Wiesbaden et de Belgrave-Square. C'est lors de cette dernière réunion, en 1843, qu'il fut présenté au comte de Chambord. L'entrevue fut curieuse ; le jeune prétendant fit le meilleur accueil à l'ancien ami de son grand-père. Il était entré, les mains vides, dans la pièce où se trouvaient les pèlerins. Il vint à M. de Vitrolles, et après quelques minutes d'aimable conversation, il lui demanda ses conseils. La réponse fut caractéristique, et renfermait toute la fleur du régime déchu.

— Monseigneur, dit l'ancien courtisan de Charles X, avec un fin sourire, je n'en ai qu'un seul à vous donner, dont l'importance ne vous échappera pas : quand vous entrerez dans un endroit quelconque, ayez toujours votre chapeau à la main.

M. de Vitrolles mourut en 1854. Ses dernières années s'écoulèrent paisiblement, partagées entre des affections aussi anciennes que solides, parmi lesquelles il y en a deux qu'il est impossible de ne pas mentionner : je veux parler de madame la duchesse de Vicence, et de Lamennais. De sa liaison avec Lamennais, je ne dirai rien, malgré la place importante qu'elle a tenue dans sa vie. Les détails en sont connus, et j'en ai présenté moi-même ailleurs une analyse succincte[1]. Mais il est

1. Voir la *Nouvelle Revue* du 15 décembre 1882.—Quiconque d'ailleurs voudra mieux connaître les deux amis, l'un avec l'autre et l'un par

impossible de ne pas insister un peu sur ses relations avec la famille du duc de Vicence.

Notre époque a oublié le secret des salons, ces réunions pleines de mystérieuse influence, qui dirigeaient naguère l'opinion publique à Paris, et par suite, en province. Les essais tentés pour les faire revivre n'ont abouti qu'à des insuccès flagrants ou à des contrefaçons plus lamentables encore, aux cénacles pseudo-littéraires du *Monde où l'on s'ennuie*, aux parlottes politiques, plus détestables, s'il est possible. Il semble que nos contemporains aient perdu à la fois le savoir-vivre et le « savoir-causer, » ces deux sciences attrayantes qui font l'homme sociable. Pourtant, c'était chose charmante que ces rendez-vous sans préméditation, entre gens du monde et gens d'esprit. Une grande pièce, deux ou trois femmes aimables, et quelques hommes distingués en faisaient tous les frais. On venait là sans solennité, pour retrouver des amis, pour le plaisir unique de la conversation, nos anciens estimant avec raison qu'un récit bien tourné, une anecdote piquante, une épigramme finement aiguisée valaient tous les étalages de nos vanités actuelles. Il n'était pas donné à tous de réussir dans ces milieux difficiles, et d'atteindre à la renommée de causeur brillant et original. Il fallait de l'étude et de la peine. On commençait d'abord par le plus ardu: on apprenait à se taire, et à écouter autrui. Puis il fallait s'élever par degrés à toutes les pratiques de l'art du bien dire, de dire spirituellement, avec élégance et

l'autre, devra se reporter aux *Notes et Souvenirs* placés en tête de la *Correspondance de Lamennais*, par M. E. D. Forgues, auquel tous deux avaient confié, après eux, le soin de leur mémoire.

avec malice. Il fallait avoir la phrase facile et fluente, le mot précis et circonspect à la fois, le don de la couleur et le sentiment des nuances. Il fallait avoir le talent de voiler les vérités trop nues, de percer à jour les mensonges les mieux enveloppés, et faire à chaque instant preuve de tact et montre de souplesse. — En revanche quand il en était arrivé à ce point d'habileté, un homme était fait, classé, jugé, et il devenait un personnage.

Le salon de madame la duchesse de Vicence fut un un des derniers d'une époque où les salons étaient déjà chose rare. Fréquenté par tout ce que Paris avait de remarquable et de distingué, il représentait en quelque sorte le terrain neutre où se rencontraient l'ancienne aristocratie et la nouvelle. Le choix de ceux qui y étaient admis, la beauté splendide de la duchesse, en faisaient un véritable paradis, qui ne s'ouvrait qu'à un nombre restreint d'élus. Dès longtemps lié avec le duc et la duchesse, M. de Vitrolles jouissait dans ce monde d'élite d'une considération à laquelle il avait tous les droits, et dont mieux que personne il sentait tout le prix. C'est là surtout qu'il remporta ces brillants succès de société qui sont restés dans la mémoire de tous ses contemporains. C'est là aussi le cadre qui convient à cette intéressante figure, dernière incarnation d'un passé qui a bien sa grandeur. Elle se détache merveilleusement sur ce fonds élégant et mondain, avec toute la noblesse de son attitude et la variété presque infinie de ses expressions. M. de Vitrolles était de taille moyenne, souple et bien prise, avec une tête un peu forte, couronnée d'une épaisse chevelure que l'âge avait fini par rendre toute blanche.

Un grand nez droit, un regard net et ferme, que la cécité même des dernières années n'avait pu troubler, des lèvres minces et un menton carré donnaient à son visage une allure singulièrement énergique et froide. Mais sa voix pleine de douceur, ses manières empreintes de cette fine fleur de politesse qui ressemble tant à la cordialité, le charme insinuant de ses moindres paroles, corrigeaient et au delà ce que le premier aspect aurait pu avoir d'un peu dur. Nul ne possédait plus que lui ce don de séduction avec lequel on s'empare des hommes. Une demi-heure lui suffisait souvent pour transformer en allié sincère un adversaire déterminé, pour renvoyer souriant et convaincu un interlocuteur maussade et récalcitrant. Il avait assez vu et assez lu pour n'être embarassé d'aucun sujet, quelque épineux qu'il pût être ; on peut donc se faire une idée du charme de son esprit, et de l'attrait qu'offrait son intimité à ceux qui avaient le droit rare d'en jouir.

En revanche, dans toutes les circonstances difficiles, dans tous les mauvais pas de la vie, il se redressait avec toute la plénitude de sa dignité et de ce courage chevaleresque dont il avait tant de fois donné la preuve. Tourmenté par de cruelles souffrances, il cherchait dans la lutte un soulagement et dans le travail un remède. Au mois de juin 1848, déjà malade et presque aveugle il résumait encore ses idées en matières de finances dans un écrit bien remarquable par la logique des raisonnements et la nouveauté des aperçus. Ce mémoire est intitulé : *De la création d'un crédit vrai, applicable à la situation ou aux besoins de l'État*[1]. Une âme aussi

1. L'espace me fait défaut, malheureusement, pour donner aux

fermement trempée ne pouvait rien avoir à craindre de la mort. Il la considérait volontiers comme l'adversaire obligé dans un duel final et inévitable. Le jour venu, il fut exact au rendez-vous, prit place avec aisance, salua courtoisement, et engagea l'épée sans pâlir. Frappé comme il l'avait prévu, il tomba en galant homme, silencieusement et le sourire aux lèvres, certain d'ailleurs qu'il laissait après lui un vide qui ne serait pas comblé, et un souvenir qui ne s'éteindrait pas.

théories financières de M. de Vitrolles, le développement qu'elles exigeraient. Ses tentatives pour arriver à la réforme du crédit, l'institution de l'*Omnium*, en 1840, mériteraient une étude à part.

EUGÈNE FORGUES.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Qui voudra se servir de moi, selon moi, qu'il me donne des affaires où il fasse besoing de vigueur et de liberté, qui aient une conduite droite et courte et encores hasardeuses, j'y pourrai quelque chose : s'il la faut longue, subtile, laborieuse, artificielle et tortue, il fera mieux de s'adresser à quelqu'autre.

MICHEL DE MONTAIGNE.
(Livre III, chap. x, vers la fin.)

Paris, le 2 mars 1847.

J'écrivais, il y a vingt ans, les principales circonstances qui avaient préparé la Restauration, sans autre intention que de laisser à ma famille la trace des événements auxquels j'avais pris part, et dont l'éclat avait rejailli sur notre nom : juste fierté des enfants, qui trouvent dans de tels souvenirs les motifs d'un grand respect pour leur père et pour eux-mêmes. Le roi Charles X, dans la faveur d'intimité qu'il n'avait cessé de m'accorder, voulut prendre connaissance de ces récits, et je les lui communiquai sans changer un mot à ce qui aurait pu blesser un prince moins ami de la vérité et plus

accessible à la flatterie. Il fit plus, et témoigna le désir que ces documents fussent connus du public et transmis à l'histoire.

J'éprouvais quelque éloignement à occuper l'attention publique, surtout sous cette forme où les événements les plus importants sont réduits à l'étroite proposition de faits personnels. Il répugnait d'ailleurs à ma délicatesse de constater par, la publicité des services, qu'il était plus facile d'oublier que de récompenser. Il y a pour ceux qui ont paru sur la scène des affaires politiques, une sorte de pudeur de parler d'eux-mêmes avant la fin de leur carrière. Il semble que la mort donne seule le droit de parler de sa vie.

J'avais tracé avec cœur, avec entraînement, les faits particuliers de cette Restauration qui devait marquer dans les siècles comme le dénouement de tant de guerres et de tant de révolutions. Je ne doutais pas de l'intérêt qui s'attacherait aux moindres détails de ce grand événement. Mais, lorsqu'en 1830, la révolte de Paris eut ébranlé le principe de l'ordre légitime, la Restauration ne me parut plus qu'une scène du drame révolutionnaire dont les incidents perdaient toute importance.

Il n'en était pas ainsi : les factions subversives avaient passé d'abord, comme les hordes barbares, sans laisser d'autres traces que ruines et destructions. L'Empire avait ramassé ces débris et, par un bizarre assemblage, il en avait créé un despotisme sans bornes, mais sans avenir, au profit d'un seul. La Restauration, au contraire, avait entrepris de relever l'édifice social ; c'était son droit. A elle seule était donné de rétablir sur de nouvelles bases l'alliance du pouvoir et de la liberté, et elle avait réussi au point que, même en ébranlant

son principe, on a été obligé de conserver les grandes lignes qu'elle avait tracées. On a continué l'appui qu'elle prêtait à l'établissement religieux : sa politique et ses traités avec l'Europe ont été maintenus et confirmés ; les institutions, à peine modifiées, n'ont point changé la distribution des pouvoirs ; les libertés qui nous restent sont de faibles rejetons de celles que la Restauration avait données à pleines mains, et la prospérité matérielle, dont on se vante, n'est autre chose que le développement naturel de celle que l'administration des deux rois avait créée. Enfin, elle avait seule ouvert les portes de la France au prince qui en a dénaturé le principe. L'État actuel existe de la vie de la Restauration. On ne saurait donc refuser à cette époque mémorable tout l'intérêt historique qui lui appartient ; d'ailleurs, on peut briser un règne, mais non pas l'effacer.

Les rois Louis XVIII et Charles X laisseront l'impérissable mémoire d'une ère nouvelle créée par de nobles et volontaires sacrifices, aux dépens de leur couronne, quelquefois même de leurs convictions. C'est la dernière raison de leurs actes, depuis la charte de Louis XVIII, jusqu'à l'abdication de Charles X. Le principe de la légitimité a été par deux fois le salut de la France. Les princes qui le représentaient, sont venus deux fois au nom de droits que les vainqueurs ne pouvaient méconnaître, s'interposer entre l'Europe victorieuse, et la France, livrée sans autre défense à de terribles représailles ; et, deux fois, ils ont maintenu son honneur et son intégrité si sérieusement menacés. Ce sont des titres que l'impartialité de l'histoire transmettra à la postérité, et lorsqu'elle aura dissipé les nuages des pré-

jugés et des passions qui environnent cette époque, on reconnaîtra que la Restauration a été libérale dans ses concessions, noble et indépendante dans sa politique, sage et intègre dans son administration, modérée, habile et glorieuse dans ses entreprises militaires, généreuse dans ses succès, calme et patiente dans ses revers.

Elle a voulu *le bien*, elle l'a fait; mais ce n'est pas le bien qu'on admire. On demande des grandeurs idéales, alors que le temps s'y refuse; on exige du pouvoir public des perfections qu'il n'a jamais eues, et de ceux qui le dirigent des supériorités dont la nature est avare. On veut des caractères, et l'on refuse, même aux rois, le droit d'une volonté; on demande des génies, et l'on frappe à coups redoublés sur les têtes qui s'élèvent; l'on appelle les élans généreux, et l'on ne couronne que le succès des intérêts les plus grossiers.

C'est le peuple qui fait les grands hommes et il n'y en a plus lorsqu'il cesse d'y croire et d'admirer.

Mais loin de moi la prétention d'écrire l'histoire; j'ai seulement voulu tracer les circonstances auxquelles j'ai pris une part directe et en faire ressortir quelques enseignements. Je laisse à d'autres à déterminer l'importance de la participation que j'y ai prise. Qu'on ne pense pas que j'aie cherché, dans cette publication, une vaine satisfaction d'amour-propre, en parlant du rôle que les circonstances m'avaient donné. Nous sommes fort loin du temps où les faits que je raconte et les principes que je soutiens auraient pu me concilier la faveur publique. Je ne l'ai pas recherchée à cette époque, et à celle-ci, je la sacrifie. Ce n'est point par ignorance; nous savons assez à quel prix on l'obtient aujourd'hui;

il ne faut ni talents, ni habileté, chacun peut y prétendre. Il suffit de suivre et courtiser les instincts populaires, à tort et à travers, partout où ils se portent. Mais il faut pour cela abandonner son sens moral et abdiquer sa conscience, ce qui n'est pas donné à tout le monde.

J'ai sacrifié à des motifs plus sérieux en me décidant à publier ce volume. Le simple récit des événements auxquels j'ai pris part, prouvera à tous ceux qui cherchent la vérité que le rétablissement de nos rois fut accepté par les puissances de l'Europe comme l'accomplissement des vœux unanimes de la France, qu'il fut la voie de la Providence pour briser un règne de fer, assurer les prospérités de l'avenir, et rendre à la nation sa vie morale et intellectuelle, étouffée sous le despotisme sanglant des révolutions et de l'Empire. C'est en vain que les passions haineuses ont dénaturé les faits ; elles ont supposé des sentiments qui n'existaient pas à cette époque. La France ne vit point avec indignation l'invasion étrangère de 1814 et 1815. Le retour de la maison royale fut universellement reçu comme le salut inespéré de la patrie. Les témoignages contemporains subsistent ; ils sont entre les mains de tout le monde ; on ne peut pas leur en opposer de contraires.

Récusera-t-on la proclamation de Carnot?... Carnot, le membre du comité de salut public; Carnot, le conventionnel régicide, alors gouverneur pour l'empereur à Anvers? Il s'adressait en ces termes à la garnison et à l'armée qui étaient sous ses ordres :

SOLDATS,

Aucun doute raisonnable ne pouvant s'élever sur *le vœu de la nation française en faveur de la dynastie des Bourbons,*

ce serait nous mettre en révolte contre l'autorité *légitime* que de différer plus longtemps à la reconnaître.

Nous avons pu, nous avons dû procéder avec circonspection, nous avons dû nous assurer que le peuple français *ne recevrait cette grande loi que de* LUI-MÊME.

Un gouvernement établi dans une ville occupée par des armées étrangères, avec lesquelles il n'existe aucun traité de paix, a dû quelque temps vous inspirer des craintes sur la liberté de ses délibérations ; ces craintes sont dissipées par le VŒU UNANIME *des villes éloignées du théâtre de la guerre.*

Honneur à ceux qui ont su réprimer dans son élan un zèle indiscret, qui eût pu compromettre la discipline et la sûreté du dépôt qui nous est confié ! L'*avènement* de NOTRE ROI *au trône de ses ancêtres* sera bien plus glorieux appelé par l'AMOUR DES PEUPLES *que par la terreur des armes.*

Le témoignage du sénateur Garat est-il suspect[1] ? Il dédiait à l'empereur Alexandre, au mois d'avril, un écrit intitulé : *De Moreau;* et, en l'honneur des souverains coalisés qui venaient de délivrer la France, il disait : « Après le 31 mars, est-ce trop exiger pour deux ou trois « grandes âmes, dont aucune politique fallacieuse n'al- « téra jamais la magnanime franchise, que de demander « qu'on croie enfin à la sainteté de leur alliance, lors- « que *le salut de Paris et de la France* est déjà un pre- « mier résultat, et lorsque, sous peu de jours, une « constitution monarchique et populaire et un Bourbon « pour roi en doit être un second... Interrogez le Béarn « et les Basques, ils maudissent la guerre qui les a « longtemps dévastés et ravagés ; mais il auront peine

1. Qui s'était si cruellement associé au régicide, en lisant au roi martyr son arrêt de mort, en le lisant de sang-froid et le chapeau sur la tête.

« à appeler ennemi, *même étranger*, ce Wellington « qui, s'avançant du midi, tandis qu'Alexandre s'avan- « çait du nord, s'appliquait avec la même générosité à « consoler les campagnes et les populations désolées, et « versait le sang anglais, pour mettre en sûreté le sang « français hors des batailles. »

De telles paroles s'expliqueraient-elles, si elles n'eussent été, à cette époque, l'expression des sentiments publics? Même après plusieurs mois, il ne s'était pas élevé une voix contraire, pas une réclamation, pas une protestation, pas une démission. Exemple unique, inouï d'un changement d'État aussi complet, opéré sans opposition, sans résistance.

Qu'on ne s'étonne point si, au milieu de ce conflit des peuples, tour à tour vainqueurs et vaincus, il s'éleva un immense désir d'en finir avec la guerre et ses désolations; tous se trouvèrent unis dans ce commun sentiment. Ceux qui avaient été les plus abattus s'étaient relevés avec indignation; ils faisaient la guerre pour conquérir la paix, et versaient généreusement leur sang pour la cause de l'indépendance; ils étaient dans cette étroite nécessité de vaincre ou de périr. En France, ce sentiment comprimé surgit avec une égale ardeur, l'homme de la guerre fut universellement repoussé et le retour du roi devint pour tous le gage de cette paix, telle qu'on la voulait, ferme et stable.

On en cherchait partout de nouvelles garanties, et c'est ainsi qu'il y eut comme un pressentiment d'une ère nouvelle, d'une association des peuples appuyée à la fois sur le principe chrétien de la fraternité des hommes et sur le cosmopolitisme prêché par la philosophie. On prévit la marche des nations vers cette

grande unité, qui est leur destinée providentielle[1]. Dans de semblables dispositions, produites par le ressentiment des maux soufferts, il est facile de concevoir que ceux qui nous aidaient à briser un joug devenu insupportable, et nous ouvraient de si belles espérances, parussent des libérateurs et non des ennemis.

S'il m'était permis de mêler à ces grandes considérations quelques motifs personnels, j'avouerais que j'ai désiré expliquer dans cette publication ma singulière position dans les affaires. Je m'y suis trouvé souvent appelé, et quelquefois en première ligne, mais bien plus par quelque crédit auprès des deux rois que par des fonctions officielles. Je les avais plutôt redoutées que recherchées; je n'avais pas l'ambition du pouvoir à toutes conditions et à tous hasards. Il me manquait la confiance d'y servir mieux qu'un autre; d'ailleurs on avait mis plus de soin à m'en éloigner que je n'avais eu d'empressement à y atteindre. Tous ceux qui voulaient arriver regardaient mes services comme le premier obstacle à leurs prétentions, et puis les princes associaient volontiers leurs amis à l'abnégation qu'ils avaient pour eux-mêmes. Ils se tenaient en garde contre leur propre faveur et se refusaient, comme une fantaisie, la satisfaction de les appeler aux premiers emplois. Ils acceptaient ceux qui leur étaient donnés par les circonstances pour échapper à la responsabilité de les choisir. D'après cela, je ne saurais m'étonner qu'il soit resté quelque incertitude sur ce qu'on pourrait m'accorder de capacité dans la chose politique. En ne me voyant point appelé à la

1. Le traité dit de la *Sainte-Alliance* signé en 1815, mais pressenti en 1814.

direction des affaires par des princes qui me conservaient une grande faveur personnelle, il a bien été permis au public d'imaginer qu'ils ne me jugeaient pas mieux qu'un autre en mesure de les y servir.

C'est ainsi que j'ai exercé une influence mystérieuse et presque fantastique. Je n'ai paru le plus souvent qu'une espèce de spectre, remuant de grands bras, derrière une toile dont on voyait les mouvements, les plis et les ondulations; il m'importe donc d'expliquer cette intervention essentiellement secrète, lorsque je puis encore donner à la vérité les témoignages vivants de ceux qui l'ont connue, et déjà le plus grand nombre en a disparu.

Alexandre que j'avais vu, à la tête des rois, élevé quelquefois à la hauteur de ce rang et au-dessus de lui-même, par la générosité de ses sentiments et la grandeur de ses pensées, a fini, jeune encore, aux extrémités les plus reculées de son empire, comme le lion des forêts cache sa mort dans le désert. Les anciens auraient pu le croire enlevé au ciel et mis au rang des dieux.

L'empereur François, simple sous sa triple couronne, a terminé des jours pleins d'orages, dans la tranquille et glorieuse satisfaction d'avoir assuré la grandeur de son empire, le repos et la prospérité de ses peuples.

Le roi Frédéric-Guillaume III a également accompli sa royale carrière, en oubliant les revers inouïs de son règne dans l'extension de ses frontières et la confiance des peuples réunis sous son sceptre.

Son ministre, le prince de Hardemberg, à la fin d'une longue vie, a vu couronner ses constants et courageux efforts pour le salut d'une patrie adoptive dont il n'avait jamais désespéré.

Lord Castlereagh a éteint sans gloire une vie et des travaux qui méritaient un meilleur sort.

Charles X, dont le nom remplit ces récits, Charles X, mon noble maître, n'existe plus que dans nos souvenirs ; sa vie de dévouement et de sacrifices s'est exhalée sans autre regret que celui de n'avoir point accompli tout le bien qu'il avait désiré avec tant d'ardeur et de conscience ; illustre victime, il aurait voulu sacrifier à son pays cette vie qui s'est terminée dans l'exil. Égal aux meilleurs rois dans les temps ordinaires, il n'a paru insuffisant que dans des temps malheureux où nul autre n'aurait pu suffire. C'est sous la profonde impression de ces tristes funérailles, en perspective de ce tombeau d'un roi dont les cendres mêmes sont condamnées à l'exil, que je lui rendrai un dernier hommage, en publiant la joie éclatante de la France qui saluait son libérateur, lorsqu'il vint réparer sa gloire compromise, ranimer sa vie épuisée, effacer les malheurs des temps passés et fonder les prospérités de l'avenir. Contraste terrible où le cœur se brise, où la raison s'anéantit !

Devant de tels motifs, je ne m'excuserai pas de ce qui peut manquer à la forme de ces relations. Je ne réclamerai en leur faveur que leur parfaite et rigoureuse véracité ; j'ai scrupuleusement conservé aux faits leur exactitude, aux hommes leur caractère, aux paroles leur expression, et, pour ainsi dire, leur accent. J'ai mis tous mes soins à éviter les écueils que rencontrent le plus souvent les écrits sur des temps passés : d'abord ces anachronismes de l'esprit qui transportent à des époques antérieures les idées du jour, des pensées et des opinions qui n'existaient pas. Ensuite, cet idéalisme

de la politique qui se plaît à supposer, dans le cours des affaires, des prévoyances, des habiletés, des calculs profonds et des systèmes qui sont toujours imaginés après coup; orgueil de l'esprit humain qui se flatte lui-même. Enfin, pour mériter une entière croyance, j'ai fait ce qui me coûtait le plus; je n'ai rien dissimulé des faiblesses, des erreurs et des fautes de ceux à qui je pouvais tout sacrifier, excepté la vérité; car, il faut bien l'avouer, le bien que la Restauration a accompli, elle l'a trouvé bien plus dans son principe que dans l'habileté de ceux qui l'ont dirigée. Et pourtant, qui oserait affirmer que d'autres hommes, une autre direction eussent mieux assuré le rétablissement de la monarchie? Je laisse à ceux qui me liront à juger cette question.

Heureux si je parvenais à effacer ce qui reste de préjugés contre ces royales victimes; si je donnais aux justes appréciateurs de leurs vertus de nouveaux motifs de bénir leur mémoire; à ceux qui, faute de les connaître, étaient devenus leurs ennemis, des raisons de les regretter! Enfin, si j'amenais la postérité, impitoyable contre ceux que trahit la fortune, à juger cette fois nos princes d'après leurs généreux sentiments et non d'après leurs revers!

Pour nous, quoi qu'il advienne, fidèles à nos sentiments, fidèles aux convictions de notre vie entière, nous mourrons en disant, comme les Macchabées, les derniers défenseurs de la foi et de l'indépendance de leur nation : *Moriamur in simplicitate nostra.*

MÉMOIRES

DU

BARON DE VITROLLES

CHAPITRE PREMIER

LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPIRE

I

La France, fatiguée de révolutions, attendait un homme ou un événement qui mît un terme à ses malheurs. Elle invoquait un pouvoir quelconque pour échapper au désordre des factions populaires; et, d'instinct, elle le cherchait parmi les généraux que la victoire avait couronnés. Moreau, si grand à la guerre, paraissait timide à saisir le pouvoir. La mort avait arrêté Joubert sur le champ de bataille où il allait conquérir l'autorité qu'on lui préparait. Bonaparte, plus heureux, plus habile et plus audacieux, profita mieux des circonstances. La France ne l'avait pas choisi, mais elle l'accepta. A cette époque, tout changement éveillait l'espérance.

Le moment était favorable. Effrayé de cette furie sanglante qu'on appelait la Révolution, tout le monde cherchait un abri dans le pouvoir. On en voulait

donner sans mesure, et Bonaparte voulait le prendre sans bornes. Il en avait l'instinct et le génie. Il revint à toutes les idées d'ordre pour gouverner, réunit les partis pour les soumettre, rétablit la religion pour s'en faire un appui, et voulut la paix pour asseoir sa puissance.

Il se plaça à la tête de l'État comme un général à la tête d'une armée ; il en rassembla les pouvoirs épars, l'organisa pour l'obéissance, établit la subordination et le soumit à la discipline. C'était la condition de son règne. La disposition des esprits la rendait facile à réaliser, et cependant on lui fit un mérite de la nécessité. Habile à concevoir, et surtout prompt à exécuter, son génie fut égal à l'œuvre qu'il devait accomplir. C'est ainsi que, jusqu'à la paix d'Amiens, le premier consul satisfit tous les vœux en s'armant de toute la puissance. Les idées républicaines avaient passé comme un orage et n'étaient plus que le rêve de quelques cerveaux malades ; mais elles laissaient le vide à la place de l'enthousiasme qu'elles avaient excité. Condamné à régner par la force, Bonaparte appela à son secours l'avidité et les passions de l'intérêt personnel.

Au lendemain de l'épouvantable commotion, chacun cherchait sa place ; tous voulaient subjuguer la fortune, et le général ambitieux se présentait à la fois comme chef et comme modèle. Mais la subordination s'étendait à toutes les carrières ; elle contenait le débordement des ambitions et soumettait l'inquiétude des esprits. On n'arrivait à commander qu'à force d'avoir obéi, et l'obéissance était le seul apprentissage de cette espèce de grandeur.

Le mouvement était si rapide que ceux qui, par opinion, par situation ou par indépendance de caractère, ne s'étaient pas embarqués dans ce navire que les vents poussaient avec tant de violence, s'en trouvèrent tout de suite si éloignés qu'ils renonçaient à l'atteindre. J'étais de ce nombre, et c'est ainsi que je restai parmi les spectateurs froids et les juges désintéressés des grands événements de cette époque.

Le règne de Bonaparte ne fut qu'une suite de batailles. Ses victoires étonnèrent d'abord, mais elles furent si continuelles, si mal disputées qu'on s'y accoutuma et que même les plus surprenantes ne firent à la longue qu'une faible impression. On était désintéressé des événements. Hors de Paris, personne ne s'en occupait. Les journaux, en très petit nombre, se répandaient à peine. Les lecteurs, à cette époque, étaient à ceux d'aujourd'hui tout au plus comme un est à mille. Le public apprenait les victoires, comme les conscriptions, par les articles du *Moniteur* que les préfets faisaient afficher. La France les voyait sans plaisir, sans orgueil. Elle savait trop à quel prix il fallait les acheter. Il n'y avait plus de véritable amour de la patrie; la Révolution l'avait étouffé sous les flots de sang versés en son nom. La foi se perd par l'abus des choses saintes. — D'autre part, l'extension démesurée de nos frontières avait affaibli le sentiment national. Enfin, les peuples apprécient très bien ce que l'on prétend faire dans leur véritable intérêt; et, depuis la bataille de Marengo, il n'y avait rien eu pour la France dans les entreprises et les victoires de Bonaparte.

Toute sa politique ne fut qu'un système de con-

quête : passion aveugle et sans avenir, régime faux, qui se détruit lui-même, et où les plus grands succès impliquent les plus grands revers. Les plus grandes victoires de Napoléon se traduisirent toujours pour la France en un accroissement d'oppression. Après la destruction de l'armée et de la monarchie prussienne, au moment où la paix devait être le résultat naturel d'un tel succès, les Français virent paraître le décret daté de Berlin[1], le 12 novembre 1806, qui, d'un trait de plume, mettait tous les citoyens sous le joug de la discipline. Cet acte arbitraire n'était pas même déguisé sous la forme d'une loi ou les dehors complaisants d'un sénatus-consulte. Aucun danger de la patrie ne l'expliquait; il n'avait été fait que pour confirmer la domination du souverain. Tel était le prix de tant de sang versé et des immenses sacrifices faits pour donner à Napoléon les moyens de vaincre. — En 1807, au moment où la paix de Tilsitt le plaçait au plus haut de sa fortune, il brisa le dernier vestige de nos libertés, reléguées dans le tribunat. Il éteignit cette dernière voix qui pouvait encore discuter les lois; le Corps législatif les votait en silence. — Enfin, c'est après le dernier traité de Vienne, qui avait enlevé à l'Autriche ses plus belles provinces et une de ses archiduchesses pour la livrer au vainqueur, que parut le décret du 3 mars 1810, qui constitue en droit ce qui existait déjà en fait, la suppression de toute garantie de la liberté individuelle[2].

1. Ce décret mettait à la disposition de l'autorité militaire tous les Français « d'une constitution saine et robuste, de l'âge de vingt à soixante ans. »

2. Ce décret portait : « Il y aura huit prisons permanentes pour

Ainsi le despotisme du maître avait tout façonné pour l'absolu avec une grande force de conception. Toute l'administration semblait uniquement établie pour enrôler jusqu'au dernier homme et soustraire jusqu'au dernier écu. Dans les provinces, la population était épuisée, la production découragée, l'argent rare et sans circulation, le crédit nul, le commerce extérieur totalement paralysé; et les impôts, déjà exorbitants, étaient prélevés sur une misère profonde.

Au-dessus de ces désolations planait la plus grande de toutes, la conscription poussée à outrance. Cet impôt de sang enlevait sans cesse l'élite de la population, et l'enlevait à peu près sans retour. La contrainte était si dure que, pour y échapper, les malheureux désignés par le sort se condamnaient à de cruelles mutilations ou à des mariages réprouvés par la nature, dans lesquels l'adolescent s'unissait à une femme qui atteignait la vieillesse. Les conséquences d'un état aussi barbare étaient rigoureuses. Pour faire rejoindre les conscrits réfractaires, des colonnes mobiles désolaient le pays; les agents de ces exécutions militaires, juges et bourreaux, allaient jusqu'à poursuivre les parents des réfractaires, de malheureux vieillards plus ou moins innocents. On vendait ou on démolissait leurs pauvres chaumières. Tel était le prix de tant de conquêtes inutiles à la France.

Les sentiments moraux paraissaient étouffés sous une telle oppression, la crainte paralysait tout élan

détenir les prisonniers, » *qu'il n'est convenable ni de traduire devant les tribunaux, ni de faire mettre en liberté.* En outre, le ministre de la police a la faculté de « mettre en surveillance » les individus qui « lui paraîtront » devoir y être mis.

généreux. Il n'y avait de sagesse que dans la soumission, de sûreté que dans l'isolement, de vertu que dans l'obéissance, une obéissance passive, sans bornes, qui devait aller jusqu'au crime, s'il était commandé. Elle était enseignée dans les lycées au son du tambour, donnée comme article de foi dans les catéchismes; la chaire même en retentissait. Le joug pesait encore plus lourd sur l'esprit et sur la pensée; on ne leur laissait d'autre issue que les sciences matérielles de la guerre. On répandait le mépris sur les autres. La littérature était sans encouragement, sans récompense. On craignait l'histoire qui éclaire les peuples et attache l'infamie au front des tyrans. Les études morales et philosophiques étaient proscrites. On accablait de dédains ces flambeaux de l'esprit humain en les baptisant du nom d' « idéologie. » On arrêtait ainsi la marche de la pensée, des hautes études et de la civilisation.

En même temps, les mœurs s'en allaient, dépravées à la cour plus encore qu'à la ville et grossières comme dans les camps. Le maître donnait l'exemple d'une impudeur sans élégance et sans délicatesse. On voyait revivre autour de lui les désordres de la famille des César et tous les débordements des Faustine et des Julie, jusqu'à l'inceste même, s'il faut en croire la renommée. Le despotisme, d'ailleurs, avait préparé d'autres corruptions à l'usage du peuple, celles de la misère. Les pères s'accoutumaient à vendre leurs enfants échappés au sort de la conscription, assurés qu'ils étaient d'hériter du prix de leur sang, et on a entendu, en 1814, de ces malheureux regretter que cette marchandise eût perdu toute sa valeur.

Les droits de la famille étaient indignement violés. On disposait des enfants contre le gré de leurs parents; des fils pour les lycées, et des filles pour des mariages imposés par le caprice et la politique du maître. En 1811 ou 1812, les préfets reçurent l'ordre de faire connaître la position et la fortune des filles nobles et riches de leurs départements. Le préfet des Hautes-Alpes, De Fermon, se vantait à moi d'avoir porté ma fille sur le tableau de cette nouvelle conscription, et il me demandait presque des remerciements du service qu'il croyait m'avoir rendu.

Aucun recours n'était ouvert à la plainte, les dénis de justice, l'insulte, les vexations des agents de l'autorité restaient toujours impunis. Lorsqu'on essayait de réclamer contre une avanie de ce genre, la plainte était renvoyée à l'agent inculpé; les explications qu'il donnait étaient toujours acceptées, et le plaignant demeurait livré sans défense aux coups de l'animadversion. Il n'y avait pas une voix pour exprimer les griefs publics ou réclamer contre les injustices particulières. La représentation nationale, condamnée au silence, était dérisoire. La sûreté des personnes, la liberté des opinions étaient confiées à deux commissions du Sénat, qui n'avaient jamais brisé les fers d'un seul prisonnier ou servi d'égide à une pensée utile au bien public. Une police odieuse et vexatoire pénétrait partout; elle interceptait les communications intimes de l'amitié et même de la famille. Toute publicité des opinions était proscrite; aucune publication du dehors ne pouvait traverser nos frontières de fer. Les prisons d'État, malgré leur nombre, regorgeaient de victimes et d'otages; partout, des exilés sans préven-

tion légale, sans jugement et sans terme. Les lois se pliaient à tous les caprices du despote; il était maître de toutes les fortunes, et la plaine de Grenelle avait souvent pu constater qu'il disposait à son gré de la vie des citoyens[1].

Enfin, tout était forcé, tout était violent, même l'espèce de repos dont on jouissait.

II

Pénétré de tant de malheurs, je venais à Paris, en 1811, décidé à parler haut à ceux que je connaissais dans des positions officielles. Je les croyais puissants parce qu'ils étaient élevés; mais ils subissaient les premiers les conditions du pouvoir dont ils étaient les instruments. La préoccupation de leurs affaires, les passions violentes du soldat-empereur, la guerre — celle qui finissait ou celle qui allait commencer, — le spectacle de Paris, qui cache ses misères sous le mouvement et la vie dont il a le monopole, les fêtes, le luxe, les intrigues de la cour les entraînaient dans un

1. On montrait dans cette plaine un terrain nu, entouré de murs, destiné aux exécutions secrètes. Les victimes y étaient fusillées et enterrées sur place. On les conduisait au supplice par la barrière de la Cunette, sur la rive gauche de la Seine, qu'on avait surnommée *barrière de la mort*. Le colonel Prévot est un des derniers qui aient été exécutés, au mois de février 1814, sous l'inculpation d'avoir noué des relations avec nos princes, pendant le temps de sa captivité en Angleterre. — M. Dubuc, neveu du célèbre intendant de la Martinique, et général au service des États-Unis d'Amérique, périt de la même mort, à peu près à la même époque, sous la même prévention.

tourbillon continuel. Ils avaient l'air de me dire : « Mais attendez donc que l'orage soit passé. » L'orage, c'était Napoléon, et il ne passait pas. Complices innocents d'un système désastreux, chacun d'eux accomplissait son travail, comme l'ouvrier exécute sans le connaître le plan que l'architecte a tracé. Personne ne se croyait chargé de l'ensemble, et ne se serait même permis de le considérer.

Parmi ceux-là, j'avais connu M. Mollien, et j'avais eu avec lui les meilleurs et les plus agréables rapport. Il avait apporté au ministère du Trésor les lumières de la science et les sentiments de justice et de probité, qui valent bien mieux encore. Aimable d'esprit, doux et bienveillant de caractère, il détournait les yeux du tableau que j'essayais de mettre devant lui.

— Pendant toute la campagne d'Iéna, me disait-il avec orgueil, les fonds nécessaires au payement de la Grande-Armée ont été régulièrement faits à Strasbourg, et s'y sont accumulés, tandis que cette armée vivait des contributions des peuples vaincus.

Sa comptabilité était parfaite, et il avait appris au maître à lire tous les jours l'état des finances de l'empire sur un carré de chiffres grand comme la main.— Il ne voyait rien au delà.

Le ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, homme de droiture et de capacité, tenait toujours présents à sa pensée et à sa mémoire tous les détails de sa vaste administration, au point d'en ouvrir à volonté la page à l'endroit que Napoléon voulait connaître. Il se refusait à regarder plus loin ; en baissant la tête et levant les épaules.

— Que voulez-vous, disait-il, c'est la volonté de l'empereur.

Il m'étalait ensuite avec complaisance ses succès dans la conscription des gardes d'honneur, invention de la plus odieuse tyrannie transformée en loi d'exception et de sang [1].

Je parlais enfin à M. de Ségur, grand-maître des cérémonies, bel esprit qui aurait pu s'élever au-dessus du rôle de courtisan. Je lui disais que la gloire était trop chère au prix où il fallait l'acheter; et que la paix serait un bienfait, quand même elle devrait nous ramener dans nos anciennes limites.

— Oui, me répondit-il, je conçois cela. Mais l'empereur ne pourrait pas y respirer.

Voilà cependant, en vérité, où en était la France! On peut l'avoir oublié, mais le nier, non.

Il n'était pas nécessaire d'avoir un sentiment bien vif de l'intérêt public pour détester un tel état de choses et vouloir le briser. Dévouer sa vie à une semblable entreprise me semblait une assez belle destinée. Ce désir me ramenait naturellement aux sentiments et aux convictions de mes premières années, et mes pensées se portaient vers la royale famille qu'un long exil tenait éloignée de nous.

Bonaparte avait tout fait pour en effacer le souvenir. Depuis qu'il régnait, on ne l'avait nommée

1. Sous le prétexte de la formation de quatre régiments privilégiés de gardes d'honneur, les ministres de l'intérieur et de la police à Paris, et les préfets dans les départements désignaient à un service militaire forcé les fils de famille qui avaient déjà satisfait aux terribles lois de la conscription, même ceux qui étaient mariés et pères de famille. Il n'y avait aucun moyen d'échapper à la tyrannie,

qu'une fois, et c'était dans les fossés de Vincennes. La génération qui avait connu nos princes disparaissait; celle qui arrivait savait à peine que Louis XVI eût des frères; l'orpheline du Temple était pour elle un personnage historique; et le meurtre du duc d'Enghien lui apprit seul qu'il y avait encore des Condé. Nous-mêmes, qui dans nos plus jeunes années avions combattu sous leurs drapeaux et pour leur noble cause, nous étions dispersés, sans lien, sans union, si ce n'était sans souvenirs. Un grand nombre s'étaient rattachés au dominateur; les plus valeureux, dans l'armée; les plus nécessiteux, dans les droits réunis; les plus serviles, à la cour. Ceux qui avaient conservé dans leur âme quelque empreinte de leurs premiers sentiments étaient rejetés dans des situations particulières et étroites, sans influence et sans espoir d'en sortir. A peine, dans le cours de dix années, avions-nous entendu parler deux ou trois fois de ces princes dont le culte restait au fond de nos cœurs. Les nouvelles vagues et le plus souvent mensongères qu'on pouvait en avoir se transmettaient à l'oreille, et pour ainsi dire, par infiltration, sans qu'on en connût la source. On nous disait que madame la duchesse d'Angoulême avait donné naissance à un fils, et que le prince-régent d'Angleterre avait été parrain du royal enfant. D'autres fois, c'était un de nos princes apparaissant sur quelque champ de bataille, et combattant contre l'usurpateur pour les droits de sa maison. On commémorait encore le 21 janvier à l'église, et la fête de saint Louis à table, et ces vives émotions nous révélaient qu'il y avait au fond de nos cœurs des sentiments ineffaçables, et des pas-

sions inaperçues dans le cours ordinaire de notre vie. Les partis meurent lorsqu'il ne sont formés que par des intérêts; ils vivent, comme des religions, lorsqu'ils s'appuient sur des croyances.

Il nous restait donc des sentiments, mais peu d'espérances à moins qu'on ne veuille donner ce nom à quelques rêves de notre imagination. Par exemple, on parlait, à la fin de 1811, de mettre sur pied les gardes nationales de France, et j'écrivais à quelques-uns de mes amis de se jeter dans ce mouvement. D'autres fois, je rêvais les moyens de soulever les habitants de nos montagnes, de les armer aux arsenaux mal gardés, de Briançon et de Mont-Dauphin, et de réunir à ce mouvement les prisonniers que nous avions en grand nombre. Mais tous ces projets et mille autres semblables mouraient à peine éclos dans la pensée; on n'aurait su à qui les confier.

D'ailleurs presque tout le monde s'accoutumait peu à peu à la situation qui lui était faite. La tyrannie pesait sur tous; mais le sentiment public se montrait favorable aux victimes de la Révolution et accordait de la considération à ceux qui se maintenaient dans une noble indépendance. La politique du maître était de se les rattacher pour en accroître son pouvoir. Aussi les administrateurs dans les départements recherchaient-ils les anciens propriétaires, et se faisaient-ils un mérite de les placer dans les mairies, d'en remplir les conseils généraux; de les mettre en évidence dans les collèges électoraux et ailleurs.

C'est ainsi que j'avais été pendant plusieurs années membre du conseil général des Basses-Alpes, qu'on m'avait sollicité d'accepter la mairie de la commune

de Vitrolles, enfin, que je fus nommé par le collège électoral membre de la députation que ces collèges avaient l'usage d'envoyer à l'empereur. Mes collègues étaient le secrétaire général de la préfecture et un employé de l'enregistrement. Ce dernier présidait notre députation. Bonaparte était au courant des moindres détails.

— C'est celui-là qui devait présider, dit-il en parlant de moi.

La seule faveur, du reste, qui fut accordée à notre députation, porta sur moi. Il me donna le titre de baron. Ma famille me l'avait transmis de date plus ancienne et de meilleur aloi.

C'était au mois d'avril 1812, au moment où Bonaparte préparait la fameuse campagne de Russie. Il était à Saint-Cloud. Je parlerais mal de cette cour que je ne connaissais pas, et qui passa devant mes yeux comme une représentation théâtrale. Elle avait quelque chose de rude dans l'apparence ; mais elle donnait l'idée de la force et de l'action. Le souverain n'avait aucune grâce dans ses manières, aucune élégance dans ses paroles ; mais il y avait sur sa figure l'empreinte évidente du pouvoir et le caractère de la pensée. Son sourire jetait même assez de clarté sur son visage naturellement sombre et sévère. Il partit peu de temps après.

Rien de tout cela ne m'avait ébloui ; et je retournai dans mes Alpes le cœur serré de tous les maux qui pesaient sur nous, de ceux qui nous menaçaient encore, et sans oser en prévoir la fin, tant les desseins de la Providence étaient cachés à mes yeux !

La conspiration de Malet semblait bien révéler que le colosse avait des pieds d'argile ; mais l'audace de l'entreprise ne suffisait pas pour en assurer le succès. Elle serait tombée faute de soutiens, à moins qu'elle ne se fût jetée dans les vagues de la Révolution ou réfugiée à l'abri de la Monarchie. On lui fit l'honneur de l'appeler une conspiration à l'antique, apparemment pour flatter MM. Savary et Pasquier, jouets de ce bizarre complot. Cet épisode de vingt-quatre heures ne laissa aucune trace et je restai dans le cours de ma vie habituelle.

III

Au mois de décembre 1812, je partis de chez moi pour aller voir à Grenoble la marquise de Pina, ma grand'mère. Au moment où j'arrivais, et pour ainsi dire avant de m'embrasser, elle me mit entre les mains le fameux vingt-neuvième Bulletin de l'armée. Nos malheurs y paraissaient exagérés, on ne savait par quels motifs ; et cependant ce qu'on avouait n'était que pour cacher de plus affreux désastres.

Rien ne nous avait préparé à ces graves nouvelles. Nous attendions le traité de paix auquel l'empereur de Russie devait se soumettre à la lueur de l'incendie de Moscou. On parlait des projets gigantesques de Bonaparte, des liaisons qu'il avait formées avec la Perse, des quartiers d'hiver que son armée prendrait en Turquie, pendant que lui-même s'établirait à

Constantinople. Enfin on assurait qu'au printemps de 1813, il conduirait deux cent mille hommes plus loin qu'Alexandre, au delà de l'Indus, pour renverser les grands comptoirs de l'Angleterre. Au lieu de ces aventures colossales, faites pour bouleverser les imaginations, nous apprenions tout à coup que cette armée de cinq cent mille hommes avait disparu, balayée par le vent du Nord; que son chef, désespérant d'en rassembler la moindre partie, avait traversé seul, sur un traîneau, les déserts de glace couverts des débris de cette foule qui, peu de mois auparavant, faisait trembler la terre sous ses pas; enfin, que Napoléon arrivait seul à Paris, se félicitant presque de retrouver un abri aux Tuileries.

Ces nouvelles me paraissaient de nature à remuer fortement les esprits. Bonaparte n'avait vécu que de victoires; une aussi grande défaite devait renverser tout l'échafaudage de sa puissance. L'Europe comprimée allait se relever tout à coup; la France désenchantée et inquiète de son sort, chercherait de nouvelles garanties de sa sûreté et de son indépendance. Le Dauphiné et la Provence, que je parcourais à cette époque, ne répondaient point à l'agitation de mes pensées. On partageait mes sentiments; on détestait le joug; mais personne n'embrassait l'espoir de le secouer. Les fers de l'empire avaient été rivés par la terreur.

Je brûlais de retourner à Paris; je croyais que les événements auraient donné une impulsion nouvelle; je pensais qu'on se serait rapproché, entendu; que j'y trouverais des correspondances renouées, des projets formés; peut-être quelque action commencée.

Mais j'étais retenu et je ne pus partir que vers la fin de mars 1813 [1].

Quel fut mon étonnement, en arrivant ; de ne rien trouver de ce que j'avais espéré ! Mes relations les plus intimes étaient avec le comte Étienne de Durfort, l'un des plus dévoués à la cause royale, qu'il avait noblement servie. Aide de camp de M. le comte d'Artois

1. Je faisais de nombreux voyages dans les provinces du Midi. J'y avais de proches parents et de nombreux amis, et j'y étais appelé en outre par des espèces de fonctions. J'en dirai quelque chose pour montrer avec quelle rudesse l'administration traitait alors les intérêts particuliers.

Bonaparte, traversant un jour la forêt de Sénart, entra en conversation avec un paysan. Après lui avoir parlé de ses cultures, de ses bestiaux, il lui demanda pourquoi il n'avait pas de mérinos. Le paysan répondit qu'ils étaient trop chers. De là vint à Napoléon l'idée de distribuer de ces animaux. Pour en donner, il fallait en avoir beaucoup et à bon marché; et le meilleur moyen était d'empêcher les propriétaires de troupeaux de race, de faire couper les béliers sans autorisation; enfin, de les acheter à des prix fixés à volonté, c'est-à-dire mettre la main sur tous les troupeaux de France, et les administrer suivant son bon plaisir. Mais pour appliquer de si bons principes d'économie publique, il fallait former une administration et l'on créa immédiatement des places d'inspecteur général, d'inspecteurs principaux et particuliers, chargés de ce service.

Propriétaire d'un troupeau considérable, je me sentis blessé dans mes intérêts; j'écrivis un mémoire contre le décret du 2 mai 1811, et je l'adressai à M. d'Hauterive, en le priant de le transmettre au ministre de l'intérieur. Je ne reçus aucune réponse; c'était l'usage. — Quelques mois après, me trouvant à Paris, je demandai à M. d'Hauterive de me conduire chez le ministre, pour faire valoir les raisons que j'avais exposées. Il devait en être temps encore, puisqu'on n'avait nommé aucun titulaire de cette nouvelle administration. Ma visite ne servit à rien, qu'à m'apprendre qu'il n'y avait plus à raisonner lorsque le maître avait parlé.

A quelques temps de là, j'étais à Suresnes chez madame de Vaudemont, lorsque je reçus un gros paquet timbré et cacheté du ministère de l'intérieur. C'était ma nomination à une des places

lors de l'expédition de l'Ile-Dieu, il avait été un modèle de constance et de fidélité dans les revers. Rentré en France au moment où la royauté se remettait aux mains de la Providence et ne cherchait plus de bras pour la servir, il avait noblement résisté aux séductions qui en avaient entraîné tant d'autres. Réduit à une situation médiocre et à une fortune modique il avait refusé l'espèce d'éclat que donnaient les emplois à la cour de l'empereur, et tous les avantages qui lui étaient offerts; enfin, il couronnait une jeunesse brillante de tous les succès du monde

d'inspecteurs dont j'ai parlé. Je revins de suite chez M. d'Hauterive et le priai de m'accompagner encore une fois chez M. de Montalivet pour lui faire agréer mon refus.

J'exprimai d'abord au ministre ma surprise de le voir chercher des agents parmi ceux qui étaient aussi formellement opposés que moi aux mesures qu'ils seraient chargés d'exécuter. M. de Montalivet était homme d'esprit. Il me répondit que c'était précisément à cause de mon opposition précise et raisonnée qu'il avait voulu m'attacher au premier essai d'un système contestable; il fallait bien qu'il s'y trouvât quelques personnes indépendantes, soit pour en corriger les abus, soit pour en faire cesser l'application. De plus je pourrais choisir la circonscription des douze départements limitrophes de celui que j'habitais, et je n'aurais ainsi d'autre inspecteur que moi-même. — Tout cela était fort gracieux, mais ne me séduisait pas encore; et, m'adressant à M. d'Hauterive, qui connaissait ma famille, je lui dis que, sans afficher trop de prétentions, les fonctions auxquelles j'étais appelé me semblaient avoir une sorte d'infériorité qui me les rendait peu convenables.

Le ministre répondit alors, avec un peu d'aigreur, qu'en effet, il n'avait pas prévu le cas, puisque sur mon refus, la même place serait donnée au baron de Talleyrand, cousin du prince de Bénévent, qui l'avait vivement sollicitée pour lui; ce qui était vrai. Battu sur ce point, et entièrement abandonné par M. d'Hauterive, je n'eus plus rien à répondre et je sortis inspecteur des bergeries. Je faisais mes tournées à ma volonté, et me rendais facile à mes administrés.

par une fermeté de principes et une dignité de conduite faites pour honorer les plus beaux caractères.

La comtesse de Durfort, sa femme, avait traversé la Terreur à côté de sa mère et de son beau-père, le chevalier de Coigny. Elle s'était dévouée jusqu'au dernier moment au roi et à la malheureuse reine ; elle avait partagé leur prison des Tuileries ; elle avait assisté au départ de Varennes, au 10 août; elle les avait suivis jusqu'à la tour du Temple. Aux premiers jours du Consulat, lorsque de nouvelles espérances avaient fait tenter de nouveaux efforts, elle correspondait avec nos princes, recevait leurs principaux agents, et se faisait l'âme des projets dont l'exécution avait été confiée à son beau-père. — Mais bientôt la foudre de Bonaparte tomba sur la tête du chevalier de Coigny ; un exil perpétuel fut la grâce qui lui sauva la vie. Madame de Durfort l'accompagna dans cet exil, qui commençait pour lui lorsque l'émigration finissait pour tout le monde ; et, au bout de peu d'années, il termina à Düsseldorf une vie consacrée tout entière au service de ses maîtres [1].

1. Dans les premiers jours du Consulat, le bruit s'était généralement répandu, surtout parmi les royalistes, que Bonaparte avait la pensée de rétablir la succession des rois. On citait à ce sujet des paroles recueillies dans son entourage, et plus ou moins authentiques. Il appelait la jeune Hortense de Beauharnais sa *petite Vendéenne*, et la plaisantait sur son royalisme. Un jour, en regardant son épée.

— Il y en a une autre, dit-elle, qui vous irait bien mieux.

— Et laquelle ?

— Celle de Connétable.

Et le premier consul avait souri. — On répandait aussi une caricature où l'on voyait le général présentant à un dégraisseur le pan de son habit, couvert d'une tache sur laquelle était écrit : « 13 *vendé-*

J'avais compté en arrivant à Paris, trouver dans ce sanctuaire de fidélité et de dévouement quelques relations nouvelles avec nos princes ; je croyais qu'ils auraient fait connaître leurs pensées, leurs projets, le but qu'ils indiquaient à nos efforts ; mais rien ne se découvrait à mes recherches. Ce fut en vain que je m'informai si le duc de Duras, le comte Ch. de Damas, ou tout autre parmi les plus dévoués, aurait renoué quelque correspondance avec eux. On pouvait croire qu'ils n'avaient pas compris les conséquences des événements, ou que, découragés de l'inutilité de leurs tentatives passées, ils ne trouvaient plus de volonté au moment favorable.

Pendant ce temps, Bonaparte, par des efforts surnaturels, et en abusant des dernières ressources de la France, avait créé une nouvelle armée, et prétendait arracher encore des faveurs à la fortune. Il alla avec toute l'audace de son caractère, se placer, à la tête de deux cent mille hommes, aux extrêmes fron-

miaire. » — Le dégraisseur disait : « Je l'enlèverai, mais pas à moins d'un *louis.* »

Les partisans de la royauté caressaient ces vagues espérances ; et le premier consul entretenait une erreur utile à sa politique. A quelque temps de là, le chevalier de Coigny fut mis à la tête d'un complot assez mal ourdi par des agents venus d'Angleterre. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever le premier consul, entre Paris et la Malmaison, en le préservant de tout mal, et en même temps d'ouvrir au roi les portes de la ville de Brest, où l'on avait des intelligences. Le premier consul n'eut égard ni à la bonhomie du chevalier de Coigny, qu'il avait dupé, ni aux soins que les conspirateurs prenaient de ses jours. Le pauvre chevalier allait être jugé et condamné à mort par une commission militaire, lorsqu'on obtint par l'intercession de madame Bonaparte et comme une grâce, qu'il allât finir ses jours dans l'exil.

tières de l'Allemagne ; et les batailles de Lutzen et de Bautzen firent encore douter du parti que prendrait un succès si hardiment disputé.

Trompé dans toutes mes espérances, j'étais retourné chez moi ne sachant que penser de l'avenir. — Mais la bataille de Leipzig, la plus grande peut-être de toutes les batailles par le nombre des peuples qui y étaient engagés, comme par les chances qui s'y décidaient, vint réaliser toutes les prévisions que la retraite de Moscou m'avait inspirées. Les dégoûts de mon dernier voyage à Paris s'effacèrent, et je partis au mois d'octobre 1813, pour m'y rendre de nouveau.

IV

Je ne m'attendais plus à trouver à Paris les dispositions que j'y avais inutilement cherchées au printemps précédent. Je me décidai à marcher d'après mes propres inspirations, et à tenter ce que pourrait la volonté d'un homme sans influence ni autorité, jeté et pour ainsi dire perdu dans la foule.

La première et la plus difficile condition était de faire comprendre à des hommes placés dans de hautes positions, que la France devait chercher de nouvelles destinées ; car c'est une vérité — et je la devinais — qu'un gouvernement, un parti, une institution quelconque ne périssent jamais par les attaques de ceux qui sont en dehors, mais par la défection de ceux qu'ils comptent dans leur sein. Luther n'aurait jamais réussi à fonder sa grande secte, s'il n'eût été catholique et

moine. La Révolution française n'aurait jamais pu se développer si l'ébranlement n'eût été donné par un prince du sang, et par des grands seigneurs qui reniaient le principe de leur existence. Enfin, en d'autres termes, un pouvoir ne périt que par la trahison des siens, et, pour ainsi dire, par le suicide.

Mais tous les esprits étaient définitivement courbés ; et ceux que je connaissais dans le gouvernement étaient engagés par tous leurs intérêts. Il y avait bien quelques hautes notabilités dont le mécontentement était facile à deviner ; telle était, par exemple, la position de M. de Talleyrand; mais je ne le connaissais point. Enfin, dans toutes mes relations, je ne vis que le duc de Dalberg, qui, par son existence, ses rapports et son caractère, fût dans les conditions que je cherchais.

J'avais connu le baron de Dalberg en 1795, en Allemagne. J'arrivais de l'armée de Condé. Il sortait de l'université de Gœttingue. Il y avait puisé les idées que la Révolution jetait au dehors dans les jeunes imaginations. La disparité de nos opinions ne fut point un obstacle à notre liaison. Nous étions jeunes tous deux; et, à cet âge, on cède si facilement aux attraits de l'amitié! On s'attache pour le plaisir de s'attacher. Dalberg avait de la grâce dans les manières, de la douceur et de la facilité dans le commerce de la vie. Son esprit, fin et délicat, était nourri de connaissances variées et orné par le goût et le sentiment des arts. Sa taille était petite et mince. Sa physionomie portait surtout l'empreinte de la finesse; peut-être même y en avait-il trop dans son regard pour ne pas intimider la confiance et arrêter l'abandon. Il était un des derniers

représentants de l'ancienne maison des barons de Dalberg, la plus élevée dans l'ordre de la noblesse médiate de l'empire. Entre autres illustrations, cette famille en avait une particulière : celle de n'avoir jamais voulu accepter d'autre titre que celui porté par ses premiers auteurs. A chaque couronnement des empereurs d'Allemagne, on créait des comtes de l'Empire, et le nouveau souverain armait des chevaliers. Dans ces augustes solennités, le héraut d'armes, avant d'appeler ceux qui étaient désignés à ces faveurs, criait à haute voix : « Y a t-il ici un baron de Dalberg « qui veuille recevoir la dignité de comte? » Et, présents, ils constataient par leur silence leur refus et leur privilège.

Leur fortune s'était entretenue par la richesse des cadets qui, à travers les grands chapitres, parvenaient aux dignités les plus lucratives, et jusqu'aux souverainetés ecclésiastiques. L'oncle de Dalberg était alors coadjuteur de l'archevêque de Mayence, c'est-à-dire héritier du premier électeur, archichancelier de l'empire, prince souverain d'un million de sujets. C'était encore sur sa tête que portait la succession du prince-évêque de Constance, qui comptait plus de deux cent mille sujets. Au moment dont je parle, le coadjuteur était à Erfurth, comme gouverneur de cette partie de la Thuringe qui appartenait à l'électeur de Mayence.

Le coadjuteur avait capté la faveur du parti philosophique et des Sociétés secrètes de l'Allemagne, et avait ainsi obtenu la popularité qu'ils dispensaient à leur gré[1]. Au milieu du naufrage de toutes les for-

1. Le coadjuteur de Mayence était un des douze apôtres que Weishaupt, professeur à Ingolstadt, s'était choisis pour former la

tunes devant Napoléon, il en chercha une nouvelle en s'attachant au char du vainqueur. Dans le bouleversement de l'ancien empire et l'établissement de la confédération du Rhin, il reçut de Bonaparte, avec le titre de prince primat, la souveraineté de l'ancienne ville libre de Francfort-sur-le-Mein et celle de Ratisbonne : aussi avait-il été un des premiers à venir décorer de sa présence le couronnement de l'oppresseur de son pays.

En dépit de ses opinions politiques, le neveu du coadjuteur était allé à Vienne pour s'y ouvrir la carrière des affaires, et je l'avais à peu près perdu de vue lorsqu'en 1802 je le retrouvai à Paris ministre du margrave de Bade auprès du premier consul. Alors ses idées révolutionnaires et mes sentiments royalistes se trouvèrent d'accord pour détester, lui, le destructeur de la liberté, et moi, l'usurpateur. Nos conversations roulaient souvent sur les moyens de le renverser, et ceux qu'il aurait choisis étaient les plus violents.

Une circonstance inattendue lui donna l'occasion de mettre sa haine dans la balance de la haute politique. M. de Markoff, ambassadeur de Russie, partant pour retourner à Pétersbourg, laissa à Dalberg la correspondance secrète avec la cour de Russie. L'ambas-

société secrète instituée sous le nom d'*ordre de la perfectibilité* et plus connu sous celui d'*Illuminés*. — Weishaupt, d'abord élève, ensuite ennemi des jésuites, avait puisé dans leur constitution, et en même temps dans l'organisation de la franc-maçonnerie les statuts de la société nouvelle. Les chefs qu'il avait élus correspondaient avec lui sans le connaître et ne se connaissaient pas entre eux. Leur but avoué était de perfectionner l'éducation. Sous ce voile ils préludaient aux dangereuses rêveries de ceux qu'on désigne sous le nom moderne de *socialistes*.

sadeur avait des raisons de croire que l'impératrice, princesse de Bade, était mal disposée pour lui, et il espérait qu'elle lui saurait gré d'avoir confié au ministre de sa famille les intérêts et les affaires de la cour impériale.

La correspondance de Dalberg fut tout imprégnée de ses passions : il aiguisa les griefs, exalta les appréhensions et contribua bien pour sa part aux déterminations du czar qui forma la troisième coalition, par son traité avec la Grande-Bretagne, signé à Pétersbourg le 11 avril 1805. — Si cette influence du ministre de Bade ne fut pas positivement connue, il eut au moins lieu de craindre qu'elle ne fût soupçonnée, et, ne se fiant pas au manteau diplomatique qui le protégeait mal, il s'éclipsa pendant plus d'une année sous prétexte de santé, invoquant un voyage à faire en Italie.

Plus tard, les succès de l'empereur Napoléon, qui avait fini par briser presque toutes les résistances, changèrent les idées ou plutôt les calculs de Dalberg. Il était plus facile de chercher la fortune en la servant qu'en l'attaquant; aussi se rapprocha-t-il de M. de Talleyrand. Il rendit des services, je ne sais de quelle espèce, pendant la campagne de Pologne et l'hiver de Varsovie. Au retour, il passa au service de France, fut fait duc, et conseiller d'État, et reçut la promesse d'une dotation de plusieurs millions, qu'il obtint en effet plus tard.

L'empereur, voulant donner à son quartier général de Varsovie l'apparence et l'éclat d'une cour, y avait appelé la Comédie-Française, les ambassadeurs, les ministres étrangers résidant à Paris, etc. Au retour de

la campagne, pendant le séjour qu'il fit à Dresde, Napoléon crut devoir la politesse d'une audience à chacun de ces messieurs. Il remercia le ministre du duc de Bade du zèle qu'il avait mis à le servir, ajoutant qu'il chercherait l'occasion de lui prouver sa reconnaissance. Dalberg ne manqua pas de présence d'esprit et dit que l'empereur pourrait faire pour lui ce qu'il avait fait pour tant d'autres : réparer les malheurs et les pertes causées par la Révolution.

— Comment, dit l'empereur, les pertes de la Révolution? Mais vous n'êtes pas Français!

L'autre expliqua combien sa famille avait souffert de la guerre et de l'anéantissement de ses grandes espérances.

— Quelle fortune avait donc votre père? reprit l'empereur.

— Mais, sire, cent mille livres de rente.

— Eh bien! je vous les doublerai.

Trois années s'écoulèrent sans que ces paroles dorées reçussent aucune exécution. Mais enfin, dans un traité conclu avec la Bavière, l'empereur, au moment de le ratifier, ajouta au bas comme dernière condition, que le roi payerait quatre millions au neveu et à la nièce du prince primat. C'était de la générosité à bon marché. Cette somme fut la dotation du duché accordé à Dalberg.

Mais la fortune n'avait plus trouvé en lui qu'une âme fatiguée. Il cherchait des émotions, et ne pouvait s'en procurer que dans les spéculations d'argent ou dans celles de la politique, qui lui avaient mieux réussi. Cette disposition d'esprit, et le vieux ferment d'idées révolutionnaires qui lui restait, s'exhalaient sans cesse

en expressions de mécontentement. Voilà ce que j'essayais d'employer au succès d'une noble entreprise.

Les premières ouvertures ne furent pas difficiles; mais ensuite, il s'arrêtait devant les chances dont le calcul était effrayant. Je lui proposais, dès le mois d'octobre, de sonder M. de Talleyrand, de lui montrer la belle perspective qui s'ouvrirait devant celui qui changerait les destinées de la France. Le mouvement imprimé à l'Europe rendrait ce projet facile si on trouvait à l'intérieur, des esprits préparés à le seconder, même à le diriger. Le rétablissement de la famille royale présentait seul les garanties d'avenir et de stabilité dont nous avions besoin. Le jour où on pourrait le croire possible, nous serions entourés de nombreux partisans, tant ceux qui seraient remués par de vieux sentiments, que ceux qui se jetteraient dans une nouveauté pleine de grandes espérances. Enfin, ce beau rôle convenait à ses souvenirs de famille, à ceux de sa jeunesse, qu'il n'avait pas abdiqués, et deviendraient la plus belle page de son histoire.

J'ignore comment mes paroles étaient rapportées ou traduites à M. de Talleyrand; mais je pouvais bien juger qu'on les écoutait, qu'on s'y accoutumait, et en même temps, qu'on osait peu. Les enjeux étaient trop forts; il y allait de la fortune et de la vie.

Parmi ceux qui se groupaient autour de M. de Talleyrand, et que je rencontrais chez Dalberg, était l'abbé Louis. Il n'avait jamais rien eu d'ecclésiastique, si ce n'est la fonction de conseiller-clerc au parlement de Paris et celle de diacre à la messe du 14 juillet 1789. Il avait quitté depuis longtemps le titre et le costume de son état. Ses principes et ses mœurs passaient pour

relâchés; son esprit manquait d'étendue, mais il était ferme et affirmatif; on ne doute jamais quand on n'a qu'une idée. Rude et grossier par caractère, il se croyait audacieux lorsqu'il n'était qu'insolent. Au besoin, il savait flatter, mais toujours avec une sorte de brusquerie qui prêtait à ses cajoleries un air de franchise. L'émigration avait été pour lui une sorte d'anomalie. La Révolution lui convenait mieux; mais la Révolution n'avait pas voulu de lui, et il en avait fui les dangers. Pendant son séjour en Angleterre, il avait étudié les finances de ce pays. Mais il n'avait appris que le mécanisme des opérations administratives; il était à cheval sur les billets de l'Échiquier et leur consolidation en rentes constituées. Rentré en France, à peu près sans ressources, il prit quelque emploi subalterne pour vivre, gagna des rangs, et devint maître des requêtes par la protection de M. Mollien dont il se fit bientôt le détracteur. Il cherchait sa fortune dans les choses nouvelles. En tout c'était un homme de passion, de haine, et de grande activité.

Je voyais aussi chez Dalberg plusieurs autres personnes portées à l'opposition, parmi lesquelles je pourrais citer Roux-Laborie.

Que dire d'un homme que tout le monde a connu? Sa grande activité l'avait mis en contact avec l'univers entier. Il aimait l'intrigue, mais peut-être moins pour ses avantages personnels que pour l'intrigue elle-même. Son caractère facile, aimable, obligeant, faisait qu'on se demandait s'il intriguait pour obliger ou s'il obligeait pour intriguer. Mais il est certain que personne n'était plus heureux qu'on lui donnât *quelque chose à faire*, et qu'il a toujours fait plus pour les autres

que pour lui-même. Avocat de son métier, il ne plaidait jamais, et donnait peu de consultations. Au besoin, il faisait assez bien un mémoire. Il vivait quelquefois en grand seigneur, le plus souvent en pauvre diable, suivant la hausse ou la baisse de ses actions. Son esprit facile était plein de formules d'admiration, et de ressources pour dire à chacun ce qui devait lui être le plus agréable. Roux-Laborie était surtout habile à se faire ouvrir toutes les portes, même celles qui étaient le plus décidées à se fermer devant lui. Il entrait ainsi dans beaucoup de confidences, de projets et d'ambitions. Il les servait toujours avec zèle, quelquefois avec succès, et ce n'étaient pas les plus minces. « Il en est jusqu'à trois que je pourrais nommer, » qui peut-être, sans lui, ne seraient point parvenus au ministère.

Ses liaisons, au temps dont je parle, étaient avec le duc de Bassano et quelques autres; mais, de plus, il était familier chez Cambacérès et chez M. de Talleyrand. Il se rendait intéressant à chacun, précisément parce qu'il voyait les autres, et avait toujours beaucoup à raconter. Il allait jusqu'aux limites de l'indiscrétion, mais sans dépasser le point qui lui eût enlevé les confiances. La publicité actuelle des journaux lui eût porté un coup mortel. Il faut dire, du reste, à son éloge, qu'il conservait ses amis dans toutes les fortunes, et leur rendait autant dans la disgrâce que dans la faveur; mais comme il lui en fallait de nouveaux à chaque changement de circonstances, sa vie était des plus occupées. On le rencontrait partout, et toujours pressé. Il écrivait cinquante billets dans la journée; aussi s'était-il fait un style particulier, un laconisme à

son usage, et son écriture n'était celle de personne[1]. Un tel homme était précieux pour Dalberg, qui aimait à fureter dans les affaires. — Le concours de tout ce monde qui cherchait le mouvement servait à nous tenir assez bien informés; les journaux anglais, si sévèrement prohibés, nous arrivaient de loin en loin, et cela, par l'entremise de l'archevêque de Malines, le fameux abbé de Pradt. Conspirateurs en expectative, nous étions comme les astrologues, cherchant à calculer la marche et les influences des astres errants dont nous attendions nos destinées.

V

Nos regards étaient surtout fixés sur les progrès de ces nombreuses armées, ou plutôt de ces peuples soulevés contre nous, auxquels nous n'avions laissé d'autre alternative que les armes ou l'esclavage. Nous cherchions à pénétrer les dispositions des souverains marchant à leur tête, unis cette fois pour le salut de tous : situation nouvelle qui resserrait les liens de la dernière coalition, et la rendit indissoluble.

1. Il écrivait à quelqu'un qui avait rendu service à un de ses amis :

Toujours parfait.
Lui et moi,
avec sa reconnaissance,
demain,
chez vous,
cinq heures,
n'est-ce pas? (*Note de l'éditeur.*)

Entraînés par des succès plus grands qu'ils ne les avaient espérés, ils étaient arrivés à Francfort préparés à tout, excepté à une victoire si complète; aussi avaient-ils de la peine à en saisir les résultats. Ils n'embrassèrent d'abord pas d'autre avenir qu'un traité avec Bonaparte, nous laissant pour frontières les Pyrénées, les Alpes, l'Océan et le Rhin; ils auraient même encore, au besoin, élargi ces limites. Ces dispositions furent révélées lors du retour de M. le baron de Saint-Aignan, beau-frère de M. de Caulaincourt, retenu entre leurs mains. Il fut renvoyé par eux en France, et chargé des premières paroles de négociation. Cette incertitude de l'Europe victorieuse, qui sollicitait des traités au lieu de les dicter, encouragea Napoléon, et en même temps contribua à l'aveugler. Il regarda ce qu'on lui proposait comme un pis-aller, et voulut obtenir davantage par les armes. Dans les revers, on se flatte toujours que le malheur est arrivé à son dernier terme, et dans le succès, on ne voit point de bornes à la prospérité.

Les négociations dont M. de Saint-Aignan avait été chargé lui donnaient quelque importance, et j'éprouvai quelque curiosité à le rencontrer chez la princesse de Vaudemont. La maison de la princesse était le rendez-vous de beaucoup de monde, et de gens qui ne se seraient pas rencontrés ailleurs; Français et étrangers, tout y affluait. Quelques-uns offraient de l'intérêt, soit par eux-mêmes, soit par leur situation. La princesse était bonne, aimable, fidèle à ses nombreux amis; elle semblait même plus dévouée à ceux qui éprouvaient des revers. Sa facilité allait peut-être jusqu'à l'excès, non pas faute de jugement

(elle avait au contraire de la finesse d'observation et un tact remarquable), mais par une sorte d'indifférence. Elle ne s'effarouchait d'aucune opinion, d'aucun principe, d'aucune réputation. On aurait même dit qu'elle recherchait les plus difficiles à soutenir, comme pour les protéger.

Il ne lui aurait manqué pour montrer beaucoup d'esprit, que de le vouloir et de s'en donner le temps; mais, entraînée dans une continuelle activité, sa vie était abandonnée à tous ceux qui voulaient en prendre leur part. Elle aurait pu appliquer à sa vie la devise que la maison de Beaujeu avait prise : *A tout venant beau jeu.* On lui disait avec raison qu'elle s'était condamnée au supplice de l'antiquité, et qu'elle était désormais livrée aux bêtes. Au reste, la plus grande aisance régnait chez elle; on n'y rencontrait ni mari, ni amant. Ses manières étaient assez libres; elle cachait une sorte de fierté sous une familiarité commune quelquefois jusqu'à la brusquerie; mais cette particularité n'était permise qu'à une grande dame. Elle le savait bien et reprenait à volonté, avec la plus exquise politesse, le ton, les convenances et la dignité de son rang.

Madame de Vaudemont était la dernière de cette branche des Montmorency établie en Flandre, et qu'on trouve au premier rang dans l'histoire de ce pays avec le personnage tragique du comte de Horn. Née grande dame, et riche par sa mère, des Wassenaër de Hollande, elle fut destinée à épouser le prince de Vaudemont, cadet des deux frères qui ont terminé de nos jours cette branche de la maison de Lorraine, établie en France, et dont les membres ont illustré

le nom de Guise. Les derniers représentants de cette race de géants, autrefois si proche de la couronne, le prince de Lambesc, dernier grand écuyer de France, et le prince de Vaudemont son frère, ne portaient pas la tête si haute. Et quand ils auraient hérité des grandes qualités de leurs ancêtres, qu'auraient-ils pu en faire dans ce siècle où ce qu'on appelle les masses broie les hommes quelque grand qu'ils soient, et les réduit en cette poussière dont elles sont elles-mêmes composées[1] ? La future princesse de Vaudemont n'était pas de celles dont on peut consulter le goût en matière de mariage. Celui qu'on lui imposait était le seul peut être qu'elle pût faire, où la grandeur de la naissance fût du côté de son mari. Elle n'eut jamais d'enfants, et, quelques-uns le prétendent, ce fut l'effet d'une décision prise le jour même de ses noces. Aussi disait-elle souvent qu'elle était le tombeau de deux grandes maisons[2]. — Plus tard, la princesse obtint une complète indépendance. La Révolution força le prince de Vaudemont d'aller en Autriche chercher auprès des aînés de sa maison un asile et des services, sous le nom

1. Ils étaient fils de Charles de Lorraine, comte de Brionne, dernier rejeton de la branche d'Elbeuf et de Louise de Rohan-Montauban. Leur sœur, Anne de Brionne, avait épousé Victor-Amédée, prince de Carignan, et fut ainsi la grand'mère du roi de Sardaigne.

2. A l'époque de son mariage, la princesse était belle, élancée, blanche comme un lis, mais faible et languissante comme une fleur étiolée. Elle était sujette à des maux de nerfs tels qu'on n'en voyait point de semblables à une époque où pourtant le plus grand nombre des jeunes femmes en étaient attaquées. On n'avait trouvé d'autre remède, lorsque ces crises violentes s'emparaient d'elle, que de la jeter dans un cabinet soigneusement matelassé de tous côtés; elle

de prince Joseph de Lorraine. Il laissa sa femme maîtresse de sa personne et de sa fortune. Elle subit l'émigration, mais à de meilleures conditions que toute autre : partout elle fut le lien de la société et le charme de ses amis. Rentrée en France aussitôt que les portes en furent ouvertes, elle n'eut aucune peine à s'accommoder des choses nouvelles et des hommes nouveaux. Fouché la servit en cette occasion, et jamais elle n'en perdit la reconnaissance. Elle retrouva aussi M. de Talleyrand. C'était sous les auspices de sa belle-mère, la comtesse de Brionne, et de ses belles-sœurs, que le jeune et brillant abbé de Talleyrand avait fait son entrée dans le monde.

Il y avait plus de dix ans que la bonne princesse

s'y débattait aussi longtemps que durait l'attaque et finissait par s'endormir d'un sommeil léthargique. On la retirait de là faible, anéantie, pouvant à peine se soutenir, jusqu'au moment où elle, retombait dans de semblables convulsions. Tous les médecins avaient été consultés.

— Si au lieu d'être une princesse de Lorraine, c'était une femme du peuple, je la guérirais, disait Bordeux, le plus spirituel de tous, au sortir d'une de ces consultations.

— Et comment? lui dit-on.

— Parbleu ! en lui donnant la gale.

A quelque temps de là, la princesse prit naturellement la petite vérole; elle en fut couverte et les traces du mal restèrent gravées sur son beau visage. De ce moment, sa santé se rétablit, elle devint aussi robuste qu'elle avait été faible. Elle prit de l'embonpoint, peut-être un peu plus qu'elle ne l'aurait voulu. Sa démarche, de languissante qu'elle était, devint ferme, prompte et presque hardie. Ses pieds et ses mains avaient seuls conservé leur forme et leur délicatesse première. Mais le plus étonnant fut le changement survenu en même temps dans son caractère. A la place de cette personne si douce, si dolente, on en vit paraître une autre décidée, active, entreprenante, hardie et même brusque à tel point que les amis de sa jeunesse lui disaient qu'ils auraient une bonne raison de la détester : l'avoir aimée autrefois.

m'avait admis au nombre de ses intimes. J'avais conduit Dalberg chez elle; il y fut très goûté. La confiance s'établissait naturellement entre ceux qui s'y rencontraient; on se communiquait facilement les nouvelles de chaque jour, et on les recherchait d'autant plus, que les journaux n'étaient écrits que pour les cacher. Aussi, il faut bien l'avouer, ce n'était pas toujours pour la maîtresse de la maison qu'on allait chez elle.

Parmi ceux que j'y voyais le plus habituellement, j'avais distingué M. de la Valette, homme de cœur et de dévouement. Quelle que fût l'opposition de nos sentiments, j'éprouvais pour lui une sorte d'attrait. La France était, à ses yeux, tout entière dans la personne de l'empereur. Nos discussions étaient vives et franches et ne laissaient aucun levain. Elles allaient même jusqu'à l'abandon. Quand nous nous trouvions quelquefois, après minuit, seuls avec la princesse, il s'exhalait en vigoureuses philippiques sur l'apathie de la France en présence de l'invasion étrangère. J'avais bien de la peine à lui faire comprendre combien le joug de son doux maître était devenu odieux, et que tout nous était bon pour nous en délivrer, même l'invasion étrangère.

— Eh bien, me disait-il, réunissons-nous contre l'ennemi commun, et puis nous nous battrons entre nous à qui aura l'empire.

— Très bien, lui disais-je, si vous nous donniez des positions et des armes égales. Et je m'endormais en toute sécurité après de telles conversations, que la moindre révélation eût fait punir comme un crime capital.

Le nom de Bourbon revenait quelquefois; mais plutôt indiqué que prononcé. — Un soir, on parlait, devant la marquise de Coigny, de voyages, de retour, et elle comprenait à merveille nos sous-entendus.

— Oh! pour moi, dit-elle, avec le son aigre de sa voix, je n'aime pas les revenants.

Une personne, choquée de cette affirmation dédaigneuse, et faisant allusion à l'avarice de la marquise, prit la parole à son tour.

— Madame aimerait cependant les revenant-bons?

Elle assura que non.

— Allons, allons, madame, vous aimerez les revenus.

Je ne cite ces mauvaises équivoques que pour faire juger quel était à cette époque l'esprit de la société.

Il faut bien dire que, jusque-là et bien plus tard encore, personne ne croyait à une restauration, excepté ceux qui avaient à cœur de la faire. Il n'y a de foi que lorsqu'il y a de l'espérance. S'il m'arrivait, pour sonder les opinions, de questionner quelqu'un sur les chances de l'avenir, je ne trouvais celle-ci dans les idées de personne. Je ne parle ici que de la société de Paris, la société bavarde, insouciante, qui brise les caractères et se rit des sentiments généreux. L'élan de la France, et particulièrement les événements du Midi et de l'Ouest firent voir bientôt combien les cœurs s'étaient ouverts à l'espérance de nos princes légitimes. Mais à Paris, il n'en était pas ainsi. J'en fis l'expérience entre autres, auprès d'un commensal de madame de Vaudemont, le comte de Montlivault, mon confrère en émigration. A la vérité, il était alors intendant de l'impératrice Joséphine, ce

qui pouvait bien lui troubler un peu la vue. Quand je vins à lui présenter le retour de nos princes comme une des prévisions admissibles, il en parut aussi étonné que si je lui eusse parlé de la résurrection de Louis XIV, et il me regardait avec une sorte d'inquiétude sur l'état de mon cerveau. C'était au mois de février 1814.

VI

Cependant les craintes de Napoléon étaient plus éveillées que nos espérances; et ses inquiètes prévisions sur les dispositions des puissances dépassaient l'hostilité de leurs projets. — Le 13 janvier, M. le duc de Vicence attendait à Lunéville la réunion du congrès annoncé. M. de la Besnardière était, en l'absence du ministre, chargé du portefeuille des relations extérieures, et il lui écrivait : « Sa Majesté « m'ordonne encore d'informer Votre Excellence « que la lettre de l'empereur à son auguste fille est « à peu près dans le sens de celle de M. de Metter- « nich ; que l'empereur proteste de nouveau que, « quels que soient les événements, il ne séparera « jamais la cause de sa fille et celle de son petit-fils, « de celle de la France. *Comme cela peut avoir trait « à des projets conçus par d'autres puissances en faveur « des Bourbons*, il importe de ne montrer à cet égard « aucune crainte, et de faire entendre que les Bour- « bons, mis en avant, ne serviraient qu'à réveiller « des sentiments bien opposés aux espérances de « leurs partisans ; et que, si un parti pouvait se

« former en France, ce serait uniquement celui de la « Révolution, vulgairement appelé des Jacobins. »

Le même M. de la Besnardière, faisant connaître à M. de Caulaincourt les intentions de Napoléon au sujet des négociations, lui écrivait le 19 janvier : « La « chose sur laquelle Sa Majesté a le plus insisté et « est revenu le plus souvent, c'est la nécessité que « la France conserve ses limites naturelles. C'était là, « m'a-t-il dit, une condition *sine quâ non*... la France, « sans les départements du Rhin, sans la Belgique, « sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le « système de ramener la France à ses anciennes fron- « tières, est inséparable du rétablissement *des Bour- « bons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie « du maintien de ce système*, et l'Angleterre le sentait « bien, *Avec tout autre*, la paix sur une telle base « serait impossible et ne pourrait durer. »

La force de conception de Bonaparte lui faisait envisager les rigoureuses conséquences que ses ennemis n'apercevaient point encore et personne en France ne les voyait.

Cependant, une circonstance inattendue servit à nous donner un peu de mouvement, en ajoutant une haine nouvelle aux anciennes haines accumulées. Vers le 1er janvier 1814, la duchesse de Dalberg, dame du palais de l'impératrice, alla faire sa cour à l'occasion du nouvel an. Bonaparte, arrivant à elle, lui adressa, devant tout le monde, l'allocution la plus brutale sur ce qu'il appelait les mauvaises intentions de son mari. Il lui reprocha son ingratitude, menaça de le dépouiller, de le chasser de France et cela dans les termes durs et grossiers dont il usait en pareil

cas. Cet élan de fureur avait été provoqué par des lettres interceptées où Dalberg, écrivant à un préfet de ses amis, le comte de Kergariou, prévoyait des revers dans la campagne qui s'ouvrait en Hollande. Aux yeux des tyrans, prévoir, c'est désirer. — La pauvre jeune femme, déconcertée, ne répondit que par ses larmes; mais elle conserva un ressentiment qui la mit encore plus dans nos intérêts. Elle y porta cette vivacité de sentiments qui appartient aux femmes. Dès ce moment, elle et sa sœur, madame de Marescalchi, aidèrent à entraîner Dalberg, tout ce qui l'environnait marchait avec lui et plus vite que lui.

Dans cette impatiente inactivité, je demandai à mon complice de presser M. de Talleyrand, de le réchauffer, de le décider. Mais je le connaissais mal. C'était l'homme qu'on ne pouvait ni réchauffer, ni décider. Le duc de Dalberg me rapportait des expressions de haine contre l'empereur, des vœux ardents contre sa personne et son pouvoir; mais jamais des partis pris ou à prendre. Celui de la restauration n'était pas le seul qu'il admît; il ne l'aurait même pas choisi s'il en avait trouvé un autre aussi favorable pour renverser l'ennemi public. Quelquefois même il semblait s'en effrayer.

— Et puis, comment seront-ils pour nous? avait-il dit à mi-voix.

— Auront-ils oublié la messe du 14 juillet? aurait dit plus crûment l'abbé Louis en pareille occurrence.

Tout se perdait en paroles; les conspirations de salon commencent et finissent en observations. —

D'ailleurs, aucune issue ne s'ouvrait devant nous. Les nouvelles, vraies ou fausses, nous arrivaient confuses, comme des bruits incertains. On aurait dit que ce n'était pas de nous qu'il s'agissait, ou plutôt la tyrannie nous avait dégoûtés de nos plus chers intérêts. Peu de monde s'en occupait. On désirait la paix avant tout; mais on obéissait à la guerre; on se lassait même de faire des vœux toujours inutiles et souvent dangereux.

Maret, duc de Bassano, soutenait le parti de la guerre, en courtisan qui devine et caresse les mauvais penchants de son maître. M. de Talleyrand et M. de Caulaincourt s'étaient prononcés pour la paix, l'un par esprit d'opposition, l'autre pour le bien de son pays et par conviction.

Au moment où il se vit contraint de paraître désirer la paix, Bonaparte avait appelé le duc de Vicence au ministère des relations extérieures. Il se couvrait de la bonne foi de son ministre, qu'il trompait pour mieux tromper l'Europe. Il n'y eut de vrai dans les négociations de Napoléon que les intentions de M. de Caulaincourt. Mais il fallait aussi tromper la France; l'empereur réunit donc le Sénat et le Corps législatif, instruments jusque-là serviles entre ses mains. Les documents qui leur furent communiqués nous révélèrent l'état des négociations. Nous connûmes ainsi positivement les ouvertures de paix faites le 9 novembre par les souverains coalisés. Elles nous assuraient après de si grands revers, ce qui aurait pu nous satisfaire après des victoires. Dans ces conférences, les cabinets alliés avaient dit « qu'ils étaient unanime-« ment d'accord sur la puissance, sur la prépondérance

« que la France devait conserver dans son intégrité, « en se renfermant dans ses limites naturelles . le « Rhin, les Alpes et les Pyrénées. » L'Angleterre s'était réunie à ces intentions pacifiques, et lord Aberdeen avait dit : « Nous rendrons à pleines mains. »

La proclamation du 1er décembre devint également publique. Dans ce manifeste de guerre, les puissances demandaient la paix et montraient quelles concessions elles eussent faites pour l'obtenir. Elles déclaraient formellement :

« Qu'elles ne faisaient pas la guerre à la France, « pas même à Napoléon, mais à cette prépondérance « que, pour le malheur de l'Europe et de la France, « l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée en « dehors de son empire... Qu'en arrivant sur le Rhin, « elles ont offert la paix, fondée sur l'indépendance « de l'empire français, comme sur l'indépendance « des autres États de l'Europe. Les souverains alliés « désirent que la France soit grande, forte et heu- « reuse, parce que la puissance française, grande et « forte, est une des bases fondamentales de l'édifice « social. »

Ces intentions manifestées par les souverains alliés, où la morale semblait pour la première fois donner la main à la politique, furent hautement louées par les rapporteurs de la commission du Corps législatif et même, devant l'assemblée, par M. Regnauld de Saint-Jean-d'Angély, commissaire de l'empereur. Personne n'éleva un doute sur la bonne foi qui les avait dictées. La commission du Sénat, malgré l'abjecte servilité de ce corps, ne put s'empêcher de demander dans son adresse la paix et quelques garanties de liberté. Il y

a un dernier degré de honte que personne ne veut affronter. M. de Fontanes, qui empruntait ses opinions, sa soumission et ses modèles au siècle de Louis XIV, avait rédigé cette adresse dans son style pompeux et élégant :

« Vous avez cru sans doute, Sire, que la puissance « s'affermit en se bornant, et que l'art de ménager le « bonheur des peuples est la première politique des « rois... Obtenez la paix par un dernier effort, digne « de vous et des Français, et que votre main, tant de « fois victorieuse, laisse échapper les armes après avoir « signé le repos du monde. Tel est, Sire, le vœu du « Sénat, le vœu de la France, le vœu de l'humanité. »

La commission du Corps législatif, dont M. Lainé était le sévère et courageux organe, exprimait plus hautement les vœux du pays.

« Il faut, disait-il, faire entendre les vœux du peu- « ple pour la paix et ses gémissements contre l'op- « pression... Les moyens pour asseoir la paix sur des « bases durables seront efficaces... si les Français « sont convaincus que leur sang ne sera versé que « pour défendre une patrie et des lois protectrices. « Mais ces mots de paix et de patrie retentiraient en « vain, si l'on ne garantit les institutions qui promet- « tent les bienfaits de l'une et de l'autre... Il paraît « indispensable à votre commission... que Sa Majesté « soit suppliée de *maintenir l'entière et constante exé-* « *cution des lois qui garantissent aux Français les droits* « *de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation* « *le libre exercice de ses droits politiques.* »

Cette adresse fut votée par 223 voix contre 51.

Ces expressions étaient les premières depuis bien

des années qui eussent dit les vœux et les griefs du pays. Elles n'eurent qu'un faible retentissement dans le pays, tant les esprits étaient devenus étrangers aux intérêts publics. Mais elles furent pour nous une nouvelle et complète certitude que nos sentiments et nos efforts étaient parfaitement conformes aux sentiments et aux vœux de la France entière. Conspirer est un droit lorsque la conspiration tend à réaliser les vœux d'un peuple légalement et universellement exprimés; mais conspirer est un crime lorsqu'on veut faire triompher par la violence des opinions partielles ou des intérêts particuliers.

Bonaparte interrompit brusquement la session et s'expliqua sur ce qui s'était passé à sa manière, en termes brutaux et familiers. Je laisse à d'autres à admirer la raideur de cette fibre corse. La France éplorée, lui demandant de faire cesser les calamités qui la menacent, de la préserver de l'invasion, ne pouvait l'émouvoir. Son cœur ne s'était jamais ouvert à un sentiment généreux, et il ne sacrifia jamais aux vœux publics le moindre intérêt de son ambition.

VII

Cependant, l'armée de la coalition avait passé le Rhin le 21 décembre. Le prince de Schwartzemberg adressait en même temps une proclamation aux Français, datée de Laerach; elle exprime les mêmes sentiments que le manifeste des souverains. Celle de Blücher aux habitants de la rive gauche était plus acerbe

et plus soldatesque. Mais même alors, ces démonstrations hostiles n'avaient d'autre but que la paix, et, quelque nombreuses que fussent leurs armées, les alliés craignaient de porter la guerre au sein de la France et auraient voulu l'éviter à tout prix.

Bonaparte seul était opposé à la paix. Pressé par ces vœux unanimes, il appela l'astuce à son secours. Il avait eu l'air d'accorder aux instances du duc de Vicence l'acceptation des propositions de Francfort comme base des négociations à intervenir; il fit partir son ministre dans les premiers jours de janvier. Le congrès annoncé à Mannheim servait de prétexte; mais pénétrer au quartier général des souverains était le but. Il espérait encore dénouer par ses intrigues le lien de la coalition[1]. Ce chemin fut fermé à M. de

1. Napoléon fondait de telles espérances principalement sur le crédit personnel de M. de Caulaincourt auprès de l'empereur Alexandre. Le duc de Vicence avait été pendant plusieurs années ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il y fut bien accueilli lorsque l'empereur Alexandre, après une minutieuse et sévère enquête des ministres russes en Allemagne, eut acquis la certitude que M. de Caulaincourt n'avait point été l'agent de l'inique attentat contre la personne du duc d'Enghien. Il dut par la suite à ses qualités personnelle la considération que lui accorda le czar.

J'en citerai un témoignage certain et peu connu; je le tiens du comte de la Ferronnays. Il en avait retrouvé à Saint-Pétersbourg les documents officiels enlevés de Paris en 1815.

A la fin de 1811 et au milieu des préparatifs de la campagne de Russie, Napoléon voulant éloigner de l'esprit d'Alexandre toute inquiétude, pour en éloigner toute précaution, adressa de son cabinet à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg une *note verbale*, destinée à être communiquée à l'empereur de Russie. Il voulait lui prouver que les immenses préparatifs qu'il ne pouvait plus dissimuler n'avaient d'autre but que d'écraser d'un seul coup l'opiniâtre résistance du peuple espagnol. — Le duc de Vicence demanda une audience à

Caulaincourt; on le laissa attendre aux avant-postes, sous divers prétextes, jusqu'au moment où la réunion du congrès à Châtillon fut décidée.

Dans une telle situation, qu'avaient à prévoir, qu'avaient à faire ceux qui conservaient quelques généreux sentiments? Il était évident que Bonaparte ne consentirait jamais à une paix imposée par les succès de l'ennemi, au milieu de la France envahie. Il pousserait jusqu'au bout les chances de la guerre et les violences qu'elle commanderait. L'armée ne l'abandonnerait pas, par point d'honneur encore plus que par attachement pour sa personne, et aussi parce qu'elle n'eût su en quelles mains confier les destinées de la patrie. La France se retirait de lui; mais elle était trop pliée au joug pour se relever tout à coup.

l'empereur Alexandre, et lui donna une première, puis une seconde lecture de la note verbale.

Alexandre, après avoir écouté avec la plus grande attention, dit qu'il aimerait bien à croire aux assurances qui lui étaient données; mais que toutes les informations les plus positives, et qui lui parvenaient de toutes parts démentaient entièrement le contenu de la note; et après l'avoir discutée avec lui-même (car l'ambassadeur s'était renfermé dans le texte officiel), le czar l'interpella.

— Vous voyez combien j'ai de motifs de ne point croire aux assertions de Napoléon. Eh bien! je commencerai à y prendre confiance si vous, M. de Caulaincourt, vous pouvez m'affirmer sur l'honneur que vous y ajoutez une foi pleine et entière.

A ces mots, le duc de Vicence salua le czar et se retira sans répondre. Il fit plus; rentré chez lui, et dans le silence de son cabinet, il prit la plume et rendit compte à son redoutable maître de toute l'audience, sans oublier le dénouement. Pour apprécier ce qu'il y avait là de hauteur de caractère, il faut se rappeler l'état d'abaissement auquel Bonaparte avait réduit les premiers agents de son pouvoir, et jusqu'à quels emportements allait la violence de sa colère.

D'un autre côté, les puissances coalisées ne pouvaient reculer sans avoir obtenu les garanties de la paix. Leurs armées étaient trop nombreuses, leurs peuples trop engagés, trop animés, et la France trop épuisée pour prévoir leur déroute. En poursuivant cette paix impossible, ils étaient forcés, malgré eux, à l'occupation, à la conquête et peut-être au partage de la France; dans tous les cas, à l'anéantissement de notre pays.

Cette série de conséquences rigoureuses était inévitable et il n'y avait point d'issue à une telle situation, à moins qu'on ne parvînt à jeter à l'encontre de ce sinistre avenir une cause nouvelle. Il fallait qu'elle assurât la paix; qu'elle fût toute française pour sauver l'honneur de la patrie, sans lequel la paix même aurait été insupportable; qu'elle permît à tous les peuples de rentrer dans le repos; qu'elle rattachât la France aux autres nations, pour que la paix fût durable et portât des fruits de prospérité; enfin qu'elle garantît les libertés publiques dont le sentiment devait s'exalter par le fait même de la tyrannie actuelle. Et cette cause à faire prévaloir, la seule, c'était la Restauration.

Il n'y avait point de choix, parce qu'il n'y avait point d'alternative dans les moyens de salut. On ne pouvait qu'abandonner les intérêts de son pays, par indifférence, comme le plus grand nombre; le trahir par basse flatterie, comme le duc de Bassano et les autres courtisans; ou enfin essayer de le sauver par un généreux dévouement. Là était non seulement le droit, mais le devoir de tout homme indépendant qui sentait battre dans sa poitrine un cœur vraiment français.

D'autre part, que pouvions-nous faire dans le cercle étroit où nous étions resserrés? Une révolution de palais? Une faction dans l'armée? Un assassinat, arme ordinaire des esclaves contre les tyrans? Personne n'eut le courage d'une telle lâcheté[1]. Pouvions-nous réveiller, éclairer, unir et animer une opinion réelle et générale, mais engourdie et glacée par la crainte? Comment y parvenir? Je l'essayais dans un écrit où je prouvais que le soldat couronné ne donnerait jamais ni paix, ni liberté, et je montrais en perspective notre royale famille associée d'avance à ces deux grands intérêts de la patrie. J'ignorais alors que M. de Chateaubriand eût traité le même sujet dans des pages éloquentes : *Bonaparte et les Bourbons*. Du reste, on pouvait bien écrire pour satisfaire ses ressentiments ou calmer son impatience; encore y fallait-il des précautions; mais imprimer était difficile et plein de dangers; publier, c'était la mort. On reçut dans ce temps deux ou trois exemplaires d'un petit ouvrage écrit dans le même sens et publié à Londres par le marquis de la Maisonfort. Le prêter était un acte de courage et un témoignage de la plus intime confiance. C'est ainsi que nos fers étaient rivés, et que nous cherchions nécessairement au dehors une action totalement comprimée à l'intérieur.

1. On s'étonnait devant M. de Talleyrand de ce que nos meilleurs rois eussent été en butte au fer des assassins, et qu'aucun n'eût attenté à la vie de l'homme qui pesait si rudement sur notre pays.

— Que voulez-vous, répondit l'évêque d'Autun, il n'y a plus de religion en France.

VIII

Nous avions souvent gémi de ne pas avoir la moindre révélation de nos princes. Nous étions prêts à les accuser d'abandonner leur cause au moment où ils pouvaient relever leur drapeau. Mais un de ces journaux anglais si sévèrement prohibés nous parvint un jour par l'intermédiaire de l'archevêque de Malines; il nous apprit que Monsieur, comte d'Artois, s'était embarqué le 25 janvier pour se rendre sur le continent; et vers le même temps, M. le duc d'Angoulême avait également quitté l'Angleterre pour venir dans le midi de la France et s'y présenter généreusement à ses amis et à ses ennemis. Cette nouvelle, totalement ignorée par le plus grand nombre, à peine remarquée de ceux qui l'apprenaient, fut pour nous un éclair de feu et de lumière. Elle ranima nos espérances et réchauffa tous nos conseils. Je me décidai sur-le-champ à partir pour chercher Monsieur partout où il serait. Je voulais connaître ses intentions, lui porter quelques renseignements sur l'état de la France, combiner avec lui les moyens de succès, soulever en sa faveur les cœurs et les esprits, combattre, s'il était nécessaire, enfin faire tout au monde pour amener un dénouement digne de la France et de ses nobles princes.

Mais les difficultés étaient immenses, et lorsque je les discutais dans l'étroite intimité qui partageait mes vœux, il semblait qu'elles devaient m'arrêter. Soldat de l'armée de Condé, je n'avais jamais connu

la personne du roi ni celle de son frère. Par quels moyens parviendrais-je jusqu'au prince? Comment me ferais-je recevoir et écouter? Et puis, quel espoir d'échapper à l'inquisition de Savary et de sa police, plus sombre et plus cruelle que celle de la Santa-Hermandad? Ma famille, ma fortune restaient à leur merci. Tout moyen de retour me serait interdit. Enfin que pouvais-je raisonnablement espérer, seul, inconnu, n'ayant aucun caractère public, aucun nom dans les affaires, aucune mission, aucun pouvoir, aucune direction? Quel poids pouvaient avoir mes paroles?

Malgré tous ces obstacles qui se présentaient à la raison, une voix intérieure parlait plus haut, et me poussait pour ainsi dire malgré moi. Je résolus donc mon départ, et j'en calculai les voies d'après les nouvelles de chaque jour. L'arrivée de Monsieur, suivant nous, démontrait que l'Angleterre et le reste de l'Europe voulaient le rétablissement de la maison de Bourbon. Les troupes alliées avaient pris en entrant en France un signe commun de ralliement; c'était un brassard blanc, semblable à celui de l'armée de Condé. Bernadotte, à la tête de ses Suédois, Bernadotte le Béarnais avait juré de ne poser les armes qu'après avoir replacé sur le trône les descendants du grand Henri. On parlait de ses proclamations, de celles des souverains alliés, qui annonçaient d'aussi nobles intentions. Ces bruits n'avaient rien de vrai. C'était l'expression des vœux de ceux qui les inventaient et de ceux qui se plaisaient à les répandre. Je ne pouvais me diriger que sur des indications aussi incertaines, et ma première intention fut de parvenir auprès de

Bernadotte. Je supposais qu'il était en relations suivies avec Monsieur, comte d'Artois, et qu'il me donnerait les moyens de me rendre auprès de ce prince. On assurait que l'armée suédoise avait déjà dépassé Liège, et qu'elle marchait rapidement sur Paris.

J'étais dans cette préoccupation, et à peu de jours de mon départ, lorsque nous apprîmes la réunion du congrès de Châtillon. Dans le premier instant, cette nouvelle ne changea rien à mes projets. Ils furent même confirmés par le récit d'une conversation que le duc de Dalberg avait eue avec M. le prince de Talleyrand.

— Vous voyez, lui avait dit celui-ci, l'Europe est ignorante de votre situation, ignorante de ce qu'elle peut, de ce qu'elle doit pour le salut de tous; elle ouvre des négociations avec l'homme qu'elle devrait écraser, et au seul moment où elle pourrait l'anéantir. Il sera plus habile qu'eux; la paix sera signée, et nous, que deviendrons nous? Il a deviné nos vœux, il ne nous les pardonnera jamais... Il faudrait à tout prix faire connaître aux souverains alliés l'état des affaires, ce qu'ils peuvent entreprendre, et le danger des négociations où ils se laissent entraîner. Mais par quels moyens? Où trouver une personne d'une assez grande confiance qui entreprenne de pénétrer jusqu'à eux, qui les éclaire, les rassure, et leur donne courage en relevant leurs espérances? »

Le duc de Dalberg abonda entièrement dans le sens de M. Talleyrand, en lui faisant pressentir qu'il serait possible de trouver une personne telle qu'il la désignait. M. de Talleyrand l'engagea vivement à décider ce voyage, assurant qu'il donnerait à celui qui vou-

drait l'entreprendre tous les moyens de se faire écouter. Tel fut à peu près le récit de Dalberg.

Jusque-là, je n'avais eu d'autre pensée que de m'approcher de Monsieur, comte d'Artois. J'avais supposé les cabinets de l'Europe trop éclairés pour ne pas embrasser la cause de la légitimité. Elle était évidemment leur propre cause, leur sûreté, leur avenir. Mais les appréhensions de M. de Talleyrand éveillèrent toutes mes craintes. Je conçus qu'il y avait autre chose à faire que d'aller déposer aux pieds du prince l'hommage d'un dévouement fort inutile, s'il était isolé. Le sort de la France importait avant tout; et les résolutions des souverains devaient en décider. Il fallait donc leur montrer l'appui que pouvait leur donner le concours de l'opinion de la France, si on embrassait franchement ses intérêts; mais je pensais que Monsieur avait des relations avec les cours alliées, et qu'il leur ferait comprendre, mieux que tout autre, cette union naturelle de leurs intérêts. C'était donc toujours ce prince que je voulais chercher. Un bruit fort incertain disait qu'il était à Bâle.

IX

D'autre part, Bonaparte redoublait d'efforts et d'activité pour sa défense. Les conscriptions dépassaient toute mesure; on enlevait tout ce qui pouvait porter une arme, et les malheureux passaient de la charrue au champ de bataille, sans aucun intervalle[1]. Paris

1. Les diverses conscriptions levées par Napoléon, sous la vaine formalité des sénatus-consultes, du 11 janvier au 13 novembre 1813,

présentait alors un singulier spectacle. Tantôt il était encombré de gens de la campagne, qui s'y réfugiaient avec leurs chariots, leurs bœufs et leurs meilleurs effets; tantôt des colonnes de prisonniers de guerre traversaient la ville. Il y en avait de toutes les couleurs, de toutes les nations, de tous les langages. On les multipliait aux yeux du peuple; on les faisait circuler en différents sens et d'un bout de la ville à l'autre. Bien des gens donnaient de l'argent à ceux qui excitaient le plus la pitié. On voyait en même temps dans les rues un grand nombre de soldats isolés et de conscrits dans un tel état de dénuement, qu'ils demandaient l'aumône. Un jeune paysan, revêtu de la veste des conscrits, s'adressa à moi. Je lui fis honte, soldat qu'il était, d'avoir recours à un si lâche métier. Il m'apitoya en me racontant qu'il y avait à peine trois semaines qu'on l'avait armé d'un mauvais fusil sans baïonnette et sans cartouches.

— Mais, malheureux, que faisais-tu là?

— Ils disaient que nous étions là pour *faire muraille*, me répondit-il. Il assurait qu'il s'était sauvé, lui troisième, de toute une de ces compagnies formées à la hâte; le reste avait péri.

Dans le monde, on calculait assez froidement les ressources de l'empereur, les moyens qu'il avait de vaincre ou de prolonger la guerre. Cependant, ses succès passés donnaient au plus grand nombre confiance dans ses succès à venir. On parlait diversement des

ne s'élevaient pas à moins d'un million quarante mille hommes, si on s'arrête au chiffre légal; mais il était toujours dépassé par le zèle des employés. De pareils services étaient, en effet, fort bien récompensés.

dispositions des puissances alliées; on s'était étonné de la longueur de leur séjour à Francfort; on s'étonnait de la lenteur de leur marche en France. On attribuait à l'incertitude de leurs projets leurs progrès et leurs retraites successives, résultat des chances variées de la guerre. On croyait à des mésintelligences entre eux, et l'on répétait ce mot de Rivarol, que les coalitions de l'Europe « avaient toujours été en arrière « d'une année, d'une armée, et d'une pensée. » Enfin, les désirs opposés et les opinions diverses étaient en suspens.

Mais au milieu du développement de ses forces matérielles, Bonaparte sentait bien que la véritable force, la force morale, lui échappait. Il était arrivé à la dernière épreuve d'un gouvernement absolu, lorsqu'il est réduit à invoquer le secours de l'opinion qu'il a comprimée, et des sentiments publics qu'il a aliénés. D'ailleurs Bonaparte, audacieux dans les combinaisons militaires, était timide devant les instincts populaires. Le mouvement de l'opinion publique le surprit et l'arrêta près d'un mois à Paris; et cet homme du destin, qui n'avait connu d'autre droit que celui de la force, semblait alors retenu par une sorte de pressentiment. Il reculait de jour en jour son départ pour l'armée. Il craignait pour la première fois de commettre son sort au hasard des batailles. Enfin il resta jusqu'au dernier moment, celui où sa cause était perdue aux yeux de tous, s'il ne la relevait par un succès miraculeux. Il partit le 25 janvier, le jour même où Monsieur quittait l'Angleterre; il ébranlait et entraînait avec lui Paris, et pour ainsi dire la France tout entière. Monsieur était seul, sans autre appui que son droit; un

seul carrosse renfermait toute sa suite; et pourtant, peu de semaines après!...

Dans une position aussi difficile, Napoléon comprit bien qu'il lui importait d'enchaîner les esprits, en exagérant ses ressources, et en affectant la confiance qu'il voulait inspirer. Il y parvint. Dès le commencement du congrès de Châtillon, il annonçait et faisait répandre qu'il dépendait de lui de traiter aux meilleures conditions; ou, comme il le disait, « qu'il avait « le traité dans sa poche. » S'il ne donnait pas aux puissances la satisfaction de le signer, c'était uniquement dans la certitude d'obtenir des conditions meilleures encore, telles que de nouveaux succès pouvaient les lui assurer. C'est dans un de ces moments de bravade qu'il s'était écrié : « Je suis plus près de Munich « et de Vienne qu'ils ne le sont de Paris. » Il comptait sur ces traités signés à la lueur des bivouacs qui lui avaient si souvent réussi.

Les Bulletins de ses opérations venaient appuyer dans l'opinion ce que ses fanfaronnades avaient de plus exagéré; on le croyait comme s'il n'avait jamais menti; et les personnes les plus éclairées et les mieux informées étaient trompées comme les autres. Ce fut au point que Dalberg vint me trouver un matin pour me dire qu'il ne fallait plus penser à partir, que l'empereur était maître des négociations; que l'armistice se traitait à Lusigny, et qu'il serait immédiatement suivi d'une pacification générale et définitive. Et comme j'insistais sur mes projets de départ, il me dit avec colère qu'il ne me laisserait point faire une telle folie, courir à ma perte, consommer la ruine de ma famille, et porter ma tête sur l'échafaud. Il fut enfin si positif,

si véhément, et cela avec une expression d'intérêt si vraie, que je finis par consentir à remettre mon départ.

X

Cependant les chances de la guerre se balançaient. Ce n'était pas assez pour Bonaparte; mais c'était assez pour tenir les esprits en suspens. Il avait l'art de faire retentir ses moindres succès comme des victoires; ses projets, comme des réalités. Les grands souvenirs de sa vie militaire imposaient encore; mais tout le monde était désaffectionné. Son rôle de héros était usé. On voulait autre chose, sans savoir précisément ce qu'on désirait. On était fatigué de lui.

Tout l'intérêt se portait sur les négociations de Châtillon; et bientôt on commença à douter de la conclusion d'un traité si nécessaire à Napoléon, et qui ne se terminait pas. J'amenai Dalberg à penser comme moi qu'il était peut-être encore temps de jeter un poids dans cette balance des destinées; et mon départ fut résolu pour les premiers jours de mars.

Je cherchai alors le point où il me serait plus facile de m'ouvrir un passage au travers des armées alliées. Les lignes d'attaque et de défense étaient si étendues, de Lille à Lyon, qu'il n'était pas difficile de traverser ces frontières mobiles: il suffisait d'éviter les corps guerroyants. Les communications n'étaient pas trop interrompues dans les longs intervalles qu'ils laissaient entre eux. J'imaginai qu'en prenant la route de Lyon par le Bourbonnais je trouverais les lieux dépas-

sés par la gauche de l'armée qui marchait sur Paris, et que je pourrais ainsi, sans difficulté, pénétrer entre cette armée et celle qui se portait sur Lyon. Le Charolais m'offrait un passage assez commode. Je savais pouvoir y trouver un toit hospitalier et les informations dont j'avais besoin. Une fois arrivé à Dijon, je pourrais me rendre auprès de Monsieur, comte d'Artois, partout où il serait; c'était lui que je cherchais avant tout.

Cette route me convenait mieux que toute autre; mes excursions pouvaient s'expliquer par mon retour chez moi; et j'avais fait viser mon passeport pour m'en aller dans les Basses-Alpes. Je préparai tout pour mon départ. Dalberg, madame de Durfort et son mari furent seuls dans mon secret; pour toutes mes autres connaissances, je partais pour me rendre en Provence. Madame de Durfort me remit trois lignes tracées sur un morceau de gaze d'Italie. Ces mots, adressés à Monsieur, d'une écriture qui lui était bien connue, demandaient qu'il accordât une entière confiance à celui qui en était porteur. Je les cachai soigneusement dans une doublure d'habit.

Dalberg m'annonça, la veille de mon départ, qu'il ne fallait pas compter sur les moyens d'introduction que M. de Talleyrand avait promis. C'était en vain qu'il lui avait demandé un écrit de sa main, même insignifiant, un cachet à ses armes, ou enfin quelques paroles aussi vagues qu'il voudrait, dont on pût induire qu'il connaissait et approuvait les motifs de mon voyage. Tournant autour de mille raisons, il avait voulu persuader à Dalberg que rien de tout cela ne pourrait me servir.

— Vous ne connaissez pas ce singe, ajoutait Dalberg; il ne risquerait pas de brûler le bout de sa patte, lors même que les marrons seraient pour lui tout seul.

Je m'expliquai à un certain point cette excessive réserve de sa part : il ne me connaissait pas du tout. Dalberg disait même qu'il lui avait caché mon nom. M. de Talleyrand a dit le contraire... depuis les événements.

Quant au duc de Dalberg, il s'abandonna plus franchement. Il tenait bien plus à m'envoyer à Châtillon qu'à me voir courir les aventures pour chercher, nous ne savions en quel lieu, le représentant d'une royauté encore douteuse. Le 5 mars, au soir, je me rendis chez lui, muni d'une fiole d'encre sympathique. Il écrivit de cette manière sur mon petit portefeuille deux mots pour le comte de Stadion, ministre de la cour d'Autriche au congrès de Châtillon, et ces deux mots n'étaient que les deux noms de baptême de deux femmes dont ils avaient été occupés à Vienne dans le même temps. Ensuite il traça deux lignes pour le comte de Nesselrode, secrétaire d'État des affaires étrangères de Russie. Les mots qu'il lui adressait étaient plus significatifs et entraient dans le sens des affaires. Enfin, pour compléter mon bagage diplomatique, il me remit un cachet à ses armes allemandes, gravées sur une cornaline.

C'est ainsi que j'étais accrédité. Quant aux instructions, elles furent succinctes. Il ne fut question que d'un seul point. Dalberg demandait absolument que son nom ne fût pas prononcé à M. de Metternich, et il me conseillait de me tenir moi-même sur la plus grande réserve vis-à-vis du ministre autrichien. Ces

préjugés au moins désobligeants, tenaient aux époques où Dalberg avait plus particulièrement connu le comte, devenu prince de Metternich. C'était en 1806 et les années suivantes; M. de Metternich était ambassadeur d'Autriche à Paris, et obligé de ménager la difficile position où la terrible campagne d'Austerlitz avait réduit son pays. Il y mit de l'habileté. Plus tard, les négociations du mariage impérial avaient aussi demandé de l'adresse. Cette conduite toute de réserve et de dissimulation, et surtout l'assentiment de Napoléon à l'élévation de M. de Metternich lorsqu'il fut placé, en 1810, à la tête des affaires de son pays, avaient inspiré des soupçons sur son caractère. On croyait qu'il avait servi les intérêts de Bonaparte plus qu'il n'était nécessaire à ceux de son maître. Dalberg avait partagé ces préjugés; il était en outre ami du comte de Stadion, que M. de Metternich avait remplacé.

Je quittai Dalberg, et nous nous embrassâmes avec un sentiment profond mêlé de crainte et d'espérance. Le lendemain, à cinq heures du matin, je m'embarquai dans une diligence qui prenait la route de Lyon. Je ne m'étais point arrêté à un projet bien précis. Je me laissais aller aux cours des événements, et d'après les renseignements de chaque jour. Il faut bien avouer qu'au moment de mon départ, où je me séparais avec émotion de quelques amis à Paris, mes regards se portaient plus loin, sur ma famille; mon cœur se serrait en pensant que j'allais jouer son repos et peut-être tout son avenir; mais j'obéissais à une voix qui parlait plus haut que toute autre.

CHAPITRE II

LE CONGRÈS DE CHATILLON ET LA CAMPAGNE DE FRANCE.

I

Je partis le 6 mars dans la diligence qui se rendait à Lyon par le Bourbonnais. Les voyageurs étaient nombreux, et il m'importait de les connaître. Deux jeunes gens de Chalon-sur-Saône fixèrent mon attention au début. Ils voyageaient pour le commerce des vins et cherchaient à retourner chez eux. Je pensai d'abord qu'en y arrivant sous leurs auspices j'aurais des renseignements et le choix des routes qui me conviendraient. Je découvris ensuite parmi les voyageurs un sieur Cauchois; nous sûmes bien vite qu'il était commissaire de police à Joigny; il croyait pouvoir se rendre chez lui sans être inquiété. Je m'attachai davantage à cette voie; c'était la plus courte.

On parlait avec indifférence des événements de la guerre, et avec inquiétude des dangers de la route, lorsqu'à Fontainebleau on nous apprit qu'une diligence partie de Paris, et le courrier arrivant de Lyon avaient été successivement arrêtés et dévalisés par les Cosaques sur le chemin que nous suivions, du côté de Montargis. Les voyageurs étaient fort contristés; pour moi, je prenais mon parti, quoique ce moyen de franchir le pas me parût un peu brusque.

C'est dans ces dispositions que nous arrivâmes à Nemours. Le général Allix y avait réuni deux ou trois mille hommes de levées fort irrégulières. Il se préparait à en défendre les approches; et, en attendant les ennemis, c'était contre nous qu'il exerçait son zèle et l'autorité qu'il s'était arrogée. A peine voulait-on nous permettre d'entrer dans la ville, et nous reçûmes l'ordre de ne pas continuer notre route, le tout à cause des soins particuliers que le général Allix prenait de notre sûreté. Nous résolûmes de tenter une humble représentation et je fus choisi, à l'unanimité pour porter la parole. Je m'adjoignis un de mes compagnons de voyage, et nous pénétrâmes assez facilement dans une bicoque où le général commandant avait établi ce qu'il appelait son quartier général. Il était seul avec un secrétaire; je lui donnai les meilleures raisons possibles; j'invoquai la liberté des voyageurs et l'importance de leurs affaires. A tout cela, le général qui me regardait bien fixement, ne répondait rien. Je commençais à trouver la réception fort malhonnête, lorsqu'un signe de son secrétaire nous découvrit que le général était sourd. Je criai alors à ses mauvaises oreilles les raisons que je lui avais déjà dites. Après quelques difficultés, il nous permit de sortir de Nemours, à condition que nous ne suivrions pas la grande route, et que nous nous jetterions sur la droite du canal, du côté de Château-Landon; nous y serions, disait-il, à l'abri des incursions des Cosaques. Nous allâmes, en effet, comme nous pûmes, à pied, à cheval, en carriole, coucher à Château-Landon.

Je m'attachais de plus en plus au commissaire de police de Joigny; toutes mes prévenances étaient pour

lui. Il m'avait expliqué que l'hetman des Cosaques, Platow, occupait les positions du côté de Sens, par conséquent entre Joigny et Paris; et que les troupes autrichiennes, commandées par le prince Maurice de Lichtenstein, tenaient Auxerre; nous pouvions donc passer entre deux sans les rencontrer.

Nous partîmes le lendemain et nous nous rendîmes à pied à Montargis. Là, nous séparant de nos compagnons de voyage, nous prîmes une carriole qui devait nous conduire à Joigny par la traverse. La route était mauvaise; nous trouvâmes même de la neige sur les hauteurs. Nous n'avancions pas. Mon nouvel ami, M. Cauchois, s'était chargé de régler les logis, et il me conduisit ce même soir à Villefranche, chez des amis ou parents à lui. Il me présenta comme un de ses meilleurs amis; ce qui rendait assez plaisant l'embarras où il était de dire mon nom.

La plus parfaite hospitalité nous avait accueillis, et nous repartîmes le lendemain dans notre modeste et très lent équipage. Nous arrivâmes ainsi à Joigny, et j'acceptai à dîner chez mon excellent compagnon de voyage. Je trouvai madame Cauchois très prévenue en ma faveur; enfin, je me croyais bien établi dans la maison, lorsque, tout à coup, le commissaire de police me demanda si j'avais un passeport et me proposa de le lui remettre, pour qu'il pût m'inscrire sur son registre. Je fus d'abord un peu inquiet; mais je vis bientôt que toute sa préoccupation était de savoir le nom de son nouvel ami. Il me rendit mon papier bien en règle, visé, paraphé, et nous nous mîmes gaiement à table. Ces braves gens me parlaient des précautions qu'ils avaient prises pour mettre leurs meilleurs effets à

l'abri du pillage, et ils m'engageaient beaucoup à ne pas hasarder les miens à travers les troupes que j'allais traverser.

— Il n'y a pas de sûreté, me disaient-ils, et pas plus au milieu des nôtres que des étrangers. On ne peut se fier à personne. Mais nous avons fait murer une cave; elle renferme ce que nous avons de meilleur en meubles, linge, argenterie, etc., et il y aurait moyen d'introduire votre malle par le soupirail.

J'étais vraiment touché de tant de bonté. J'avais cherché, dès mon arrivée, et avec quelque embarras, à me procurer une voiture pour me rendre le lendemain à Auxerre. La confiance étant encore mieux établie avec M. Cauchois depuis le dîner, ce fut lui qui me procura une carriole et me mit en voiture le lendemain. J'avais à peine fait quelques lieues sur le chemin d'Auxerre, que je fus arrêté par un dragon autrichien en vedette. Quelques phrases allemandes, le nom du prince de Lichtenstein prononcé à propos et le don de quelques cigares m'ouvrirent la route.

Les paroles de M. de Talleyrand et les instances de Dalberg avaient déterminé mon plan de campagne. C'était à Châtillon que je devais d'abord arriver. M. de Stadion me ferait connaître l'état des négociations; j'apprendrai même de lui où je devrais me diriger pour trouver le prince que je cherchais avant tout. Châtillon m'offrait bien quelques dangers; comment échapper, dans une si petite ville, à tous les argus de l'ambassade française? Mais je ne m'étais pas embarqué pour éviter les dangers. Cependant, la prudence me conseillait de ne pas continuer sous mon nom mon aventureux voyage, et de me procurer un nou-

veau passeport. Je choisis le nom de Saint-Vincent, négociant suisse du pays de Vaud, en route pour retourner dans son pays.

Ce fut pour obtenir les papiers nécessaires et en même temps pour acquérir quelques informations sur l'état des affaires, que je manifestai le désir de voir le prince de Lichtenstein. Je me présentai chez lui. Les aides de camp ne me trouvèrent pas assez bonne mine pour me laisser pénétrer chez leur général. Mon costume de voyageur était en effet des plus simples. Ils me renvoyèrent au commandant de la place pour le passeport que je demandais; bref, ils m'éconduisaient assez lestement, lorsque je m'avisai de leur dire que je venais de Paris. Ils s'entretinrent alors en allemand sur l'intérêt que le prince pourrait trouver à causer avec un voyageur si récemment sorti de la capitale, et ils me firent entrer.

La demande du passeport pour me rendre à Châtillon me servit d'abord de texte; mais ensuite, je ne cachai pas au prince que le but de mon voyage n'était pas absolument étranger à la politique. Il ne me pressa point de questions à ce sujet et se borna à s'informer de Paris et de la disposition des esprits, s'étonnant de tant de soumission, malgré l'approche des armées libératrices. Il était surtout frappé de la dépravation morale qu'il trouvait en France. Il me citait entre autres ces délations qui avaient pour origine des inimitiés locales et pour but d'attirer la vengeance des étrangers sur des voisins détestés. Le bon prince allemand partait de là pour nous juger et ne croyait pas qu'un peuple se relevât d'une telle dégradation.

Je m'efforçai d'atténuer des impressions aussi défa-

vorables. J'avouai que notre terrible révolution avait remué les passions jusqu'à la lie, que les sentiments moraux en avaient été ébranlés; mais j'ajoutai qu'on pourrait bien aussi rencontrer ces mauvais instincts de l'humanité dans d'autres pays, où ils n'auraient pas les mêmes excuses.

Dans la suite de la conversation, le prince en vint encore à dire qu'il ne concevait pas comment le peuple français avait pu supporter aussi longtemps un joug aussi dur, aussi humiliant. Il ne pouvait comprendre comment les malheurs que Bonaparte attirait sur nous, les actes de tyrannie exercés sur la nation et contre les particuliers n'eussent jamais armé un bras vengeur. Surpris à mon tour, je lui répondis que quelles que fussent ses idées sur notre état moral, grâce au ciel, le poignard et le poison n'étaient pas des armes à notre usage.

— N'aurait-on pas bien plus droit de s'étonner, repris-je ensuite, qu'à une époque où l'Autriche a été deux fois foulée aux pieds par Napoléon vainqueur, il ne se soit pas trouvé un seul homme d'un patriotisme assez exalté pour frapper l'auteur de tant de calamités? Si de pareils sentiments n'ont jamais armé le bras d'un de vos compatriotes, comment pouvez-vous être surpris de la longanimité dont vous semblez accuser la France? Bonaparte est Français après tout, et s'est placé à la tête des armées françaises, c'est au nom de la France qu'il les a conduites à la victoire. Il en a outrageusement abusé, j'en conviens. Il faut qu'il tombe; mais il ne faut pas qu'un lâche assassinat le ravisse à la vindicte du pays.

Mes paroles prenaient l'accent de l'opposition et

presque de l'aigreur; je m'étonnais moi-même de l'impression que j'éprouvais à ce premier contact avec un général étranger. J'oubliais que leur concours était en ce moment nécessaire à la délivrance de mon pays, et j'étais prêt à défendre celui que je voulais renverser.

Sous tous les autres rapports, le prince de Lichtenstein fut très courtois. Il déplorait sincèrement les maux de la guerre et cherchait à les atténuer. Il donna des ordres pour que le passeport me fût délivré. Je partis d'Auxerre le même jour et dans le même équipage; je couchai à Tonnerre, et le lendemain de bonne heure, j'arrivai à Châtillon.

II

J'avais cherché, en arrivant, la plus misérable auberge, celle qui devait le mieux me garantir de toute communication avec les personnes de l'ambassade française. Conduit dans un méchant cabaret, je demandai la plus petite chambre : le manteau de la pauvreté est celui qui cache le mieux. Ensuite, il fallait aller au-devant de la curiosité pour l'endormir; aussi je saisis la première occasion de raconter mon histoire près du feu de la cuisine : j'étais un marchand du pays de Vaud, on n'avait pas voulu me délivrer de passeport à Paris, et je venais en chercher un à Châtillon. Tout le monde me parut plus tranquille autour de moi, lorsqu'on crut bien savoir à quoi s'en tenir, et, en sortant, je donnai lieu de penser que je me rendais à l'ambassade française.

Ce n'était pas celle-là que je cherchais. J'avais écrit sur un bout de papier ces mots pour le comte de Stadion : *Un voyageur qui arrive de Paris désirerait s'entretenir avec M. le comte de Stadion; il le prie de lui donner l'occasion de le voir.* Je m'informai de sa demeure, assez timidement, aux gens que je rencontrais dans les rues, et au moment où j'arrivais chez lui, je vis sa voiture approcher du perron. Il allait y monter, lorsqu'un de ses gens lui remit mon billet. Il rentra un moment, et me répondit par écrit « qu'il verrait le voyageur avec beaucoup d'empressement, que dans ce moment il était obligé de sortir pour aller dîner chez le comte Razumowski, mais qu'il serait de retour à huit heures du soir, et le priait de se trouver chez lui. »

Je retournai dans mon petit hôtel, longeant les murailles, et sans beaucoup regarder autour de moi. Lorsqu'à l'heure fixée j'arrivai au rendez-vous, je trouvai le salon du comte éclairé comme s'il eût attendu un plénipotentiaire en titre, et il avait donné l'ordre de l'aller chercher aussitôt que j'arriverais.

A la vue de l'écriture de notre ami commun, Dalberg, et des noms que la liqueur sympathique fit paraître à ses yeux, le comte s'écria que Dalberg seul avait pu écrire ces mots, et il n'en fallut pas davantage pour établir entre nous la confiance dont j'avais besoin. Je lui parlai très ouvertement du but de mon voyage, des espérances que nous avions conçues, des craintes qu'inspiraient les négociations prolongées des alliés avec Bonaparte; je lui appris ce que les bruits publics annonçaient de la bataille d'Orthez, qui ouvrait aux alliés la ville de Bordeaux, l'arrivée de M. le duc d'Angoulême à l'armée, et les senti-

ments que pouvait exciter, dans des contrées aussi bien animées, la présence de ce prince. Nous parlâmes de Paris, des symptômes de l'opinion ; enfin, nous passâmes plus d'une heure à échanger nos phrases avec promptitude, vivacité, cordialité de sa part, aisance et parfait aplomb de la mienne. Lorsque, dans de grandes circonstances, on se rencontre, unis par des intérêts semblables, il n'y a qu'un moment de la première vue à l'intimité. Je me retirai, en acceptant de déjeuner le lendemain avec lui. Le rendez-vous était matinal. Tout en déjeunant, le comte de Stadion prenait des notes sur les nouvelles que j'apportais, et il allait, me dit-il, expédier à ce sujet un courrier au prince de Metternich, à Troyes, où se trouvait en ce moment le grand quartier général des souverains alliés.

Le nom du prince de Metternich me fit dresser les oreilles, et je témoignai à mon interlocuteur les appréhensions de Dalberg et les précautions qu'il m'avait recommandées à l'égard du ministre autrichien.

— Je suis l'ami de Dalberg autant que vous pouvez l'être, me dit M. de Stadion, et je ne passe pas pour être un partisan aveugle de M. de Metternich. Mais en cette occasion, Dalberg se trompe entièrement. Notre ministre dirigeant est incapable de vous compromettre l'un ou l'autre, et je serais son garant s'il en avait besoin. D'ailleurs vous ne pourrez rien faire ici que par lui. M. de Metternich est le lien qui unit les souverains. En ce moment, il est autant le ministre de l'empereur de Russie que celui de l'Autriche. Si vous vous arrêtez aux vaines craintes de Dalberg, autant vaudrait retourner à Paris.

La conversation se ranima comme la veille. M. de Stadion se prêtait à mes questions. Elles portèrent d'abords sur les faits de la guerre, que je ne savais comment m'expliquer ; nous ne connaissions des événements militaires que ce que les Bulletins de Bonaparte nous en avaient appris.

— Nous avons subi les vicissitudes de toute coalition, me dit le ministre autrichien ; et les difficultés inhérentes au déployement de nos immenses armées, à la présence des souverains, dont les idées ne s'accordent pas toujours, et à la sourde inimitié des généraux que leur position rend insubordonnés. Ces dissidences ont deux fois amené la séparation des deux armées d'invasion. Le maréchal Blücher, ardent et audacieux général d'avant-garde, ne pouvait se soumettre à la présence du prince de Schwartzemberg, à qui le commandement suprême des armées coalisées a été déféré. L'indépendance du maréchal prussien a été quelquefois soutenue par son roi et par l'empereur Alexandre. Mais ce n'était pas devant un ennemi tel que le grand capitaine qu'on pouvait jouer un tel jeu, et prêter le flanc à ses hardies conception ; son armée est dans sa main comme son épée. Aussi a-t-il frappé des coups redoublés sur les corps commandés par Blücher, et a-t-il fait reculer notre armée jusqu'à Langres. Le maréchal prussien, sans s'inquiéter de notre retraite, a poussé sur Paris, et vous avez pu entendre le bruit de ses canons. Il offrait ainsi à Napoléon l'occasion de renouveler, sur les derrières de son armée, ces savantes manœuvres avec lesquelles il a souvent détruit, en un jour, des royaumes. Mais les renforts considérables que Blücher a réunis lui ont

permis d'occuper à la tête de cent mille hommes une forte position derrière l'Aisne, à Laon, à Reims et à Soissons, prêt à porter, si ce n'est un coup décisif, au moins un poids considérable dans les chances de la guerre.

Ces récits, que j'abrège, et où il était souvent question des hommes sacrifiés par milliers au démon des batailles, me tenaient en suspens dans une pénible anxiété. J'étais convaincu que le salut de la France et, son avenir dépendaient des revers de Napoléon; et, d'un autre côté, je gémissais, désolé de voir le sang français si généreusement versé dans cette lutte glorieuse, mais sanglante et inutile. Mon zèle n'en était que plus stimulé cependant, car je voyais, plus pressante que jamais, la nécessité d'amener à tout prix la solution décisive d'une situation aussi compliquée.

— Et à présent, disais-je au comte de Stadion, où en êtes-vous de vos négociations? N'avez-vous embrassé d'autre perspective que la guerre à outrance, ou la paix avec celui qui ne la fera jamais?

— On n'a pas osé porter la vue au delà de la paix, me dit-il, parce qu'on aurait craint de rencontrer trop d'obstacles à cette paix si désirée, et de ne plus s'entendre sur des questions plus éloignées. Nous avons attendu cependant plus de dix jours à Langres, je ne dirai pas vous, que nous connaissions pas, mais une personne qui vînt comme vous nous apporter quelque expression des sentiments de Paris et de la France; personne n'a paru. Nous ne trouvions rien dans les pays que nous traversions qui pût nous inspirer d'autres idées; et le Congrès s'est réuni ici le 4 février.

« Dès le 7 du même mois, nous avons posé les bases

de la négociation; nous demandions que la France rentrât dans ses anciennes limites, moyennant les restitutions auxquelles consentirait l'Angleterre, et qu'elle renonçât à toute influence hors de ses frontières. Après les affaires de Brienne, Bonaparte s'était montré disposé à la paix plus que nous ne l'avions espéré, Nous en eûmes pour témoignage la lettre de M. le duc de Vicence au prince de Metternich, en date du 9 février. Il demandait si la France, consentant à rentrer dans ses anciennes limites, obtiendrait immédiatement un armistice. Sous cette garantie, il serait prêt à faire le sacrifice demandé.

« C'est sur ces bases que nous avons proposé, le 17 février, le projet de traité préliminaire. Il portait la renonciation : 1° à toutes les acquisitions de territoire depuis 1792; 2° à toute influence directe ou indirecte hors de ces limites et aux différents titres qui la constataient, tels que roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, et médiateur de la Confédération Suisse. Il garantissait l'indépendance et la souveraineté de tous les États de l'Europe, solennellement reconnues; l'Allemagne était composée d'États indépendants réunis par un lien fédératif; les États de l'Italie étaient délivrés de toute influence étrangère; la Hollande rendue à la maison d'Orange avec un accroissement de territoire, la Suisse restait dans ses anciennes limites sous la garantie des grandes puissances (la France comprise), l'Espagne était rétablie sous Ferdinand XII. Les restitutions des possessions françaises conquises par l'Angleterre étaient soumises à des restrictions : elle prétend garder l'île de Tabago et l'île de France; la restitution de la Guadeloupe et

de la Guyane est soumise à des conditions éventuelles.

« Le plénipotentiaire français s'est refusé, jusqu'à ce jour, à accepter ou même à discuter les conditions proposées. Depuis cette époque, les événements militaires ont eu des chances variées; il paraît que Bonaparte a voulu faire plier les négociations à ses succès ou à ses espérances.

« Les souverains alliés sont eux-mêmes placés trop près du théâtre de ces combats pour ne pas en recevoir l'impression. L'empereur de Russie, par exemple, donne au moindre revers l'ordre de traiter à toutes conditions; au moindre succès, il ne veut plus entendre à rien. Cependant, Bonaparte, étourdi par le bruit de ses armes, n'a pas voulu douter de sa fortune; au lieu de faire sur-le-champ le sacrifice que lui imposait la situation des affaires, et de se rapprocher ainsi des conditions du traité, il a voulu tout défendre, et son ambassadeur, craignant de se compromettre dans des circonstances si difficiles et au milieu de volontés si absolues, se tient sur la réserve et se refuse soit à entrer en négociation sur le projet de traité du 17, soit à présenter un contre-projet. S'il eût resserré la discussion sur les bases proposées, il aurait obtenu de grandes concessions de notre côté, et tout serait fini. D'autre part, lorsque les coups frappés sur nos colonnes d'invasion nous firent comprendre que nos succès pouvaient être balancés par des revers; que la guerre se prolongerait en France ou même hors de ses frontières, nous sentîmes la nécessité de resserrer le lien qui devait nous unir dans une résistance puissante et aussi prolongée que les circonstances l'exigeraient. C'est dans cette intention que les cours

alliées ont signé, le premier de ce mois, à Chaumont, un traité pour renouveler et confirmer l'alliance offensive et défensive de toutes avec chacune, pour le temps et l'avenir, dans le succès et surtout dans les revers qu'on redoutait à ce moment. »

III

Quand on est aussi novice aux affaires que je l'étais, on est disposé à accepter comme leçons tout ce qu'on nous présente avec le cachet de l'autorité et de l'expérience. Cependant, quelle que fût mon ignorance, mon bon sens se révoltait de voir les plus essentiels intérêts des peuples livrés aux chances et au hasard des moindres événements. J'avais supposé aux hommes d'État de plus grandes conceptions, des vues plus longues, des plans plus fermes et mieux concertés.

— Mais enfin, disais-je au ministre qui, le premier, m'introduisait dans les avenues de la politique, vous espérez donc sérieusement traiter avec Bonaparte?

— Oui, reprit-il, nous espérons l'y contraindre.

— Et quand il en serait ainsi, continuai-je, quelle probabilité de repos, quelle garantie d'avenir pouvez-vous attendre d'un pareil traité? Vous obtiendrez un armistice; mais la paix, non. N'avez-vous soulevé tant de peuples, ne les avez-vous jetés sur nous que pour obtenir une suspension d'hostilités? Vous ne pouvez pas douter que Bonaparte, ardent à venger ses revers, ne reprenne les armes à la première occasion. Il choi-

sira le moment où vous serez rentrés dans les habitudes de la paix, séparés les uns des autres, désarmés, peut-être désunis, refroidis au moins dans l'enthousiasme qui vous anime et qui double vos forces.

« D'un autre côté, ce n'est pas la conquête de la France que vous pouvez rêver. Vous savez aussi bien que nous qu'elle est impossible. Lors même que vous l'auriez occupée tout entière, elle vous échapperait, et le sol même finirait par s'entr'ouvrir sous vos pas. Vous trouveriez partout des hommes semblables à ceux que nous vous montrons sur les champs de bataille.

« Dans quelle fatale alternative restez-vous donc placés? Conclure une paix inutile ou essayer une conquête impossible! Perpétuer un système de guerre qui nous écrase et finirait par vous détruire, ou bien essayer une occupation qui nous dévasterait et finirait par vous dévorer! Il faut donc sortir d'un pas aussi dangereux et trouver ailleurs une voie de salut. Il faut que vous embrassiez une cause française qui rallie des intérêts opposés, une cause à laquelle la nation tout entière puisse se rattacher avec honneur; et cette cause elle existe heureusement, et elle est entre vos mains. C'est le rétablissement de la maison de Bourbon. Le développement de cet intérêt national renferme la véritable, l'unique solution de toutes les difficultés du moment, et la meilleure garantie de l'avenir de tous.

— Vous parlez, me répondit M. de Stadion, à l'homme le plus disposé à comprendre et peut-être à embrasser un tel parti; mais les esprits n'y sont point préparés; on le regarde généralement comme dangereux à entreprendre et impossible à soutenir... Enfin,

vous êtes ici, vous verrez par vous-même. Mais le succès... qui pourrait nous le promettre?

Mon interlocuteur était en effet attaché à l'ordre ancien par principe. Il était ennemi de Napoléon par amour pour sa patrie, et aussi pour des injures personnelles. Bonaparte ne les ménageait ni aux ministres ni aux souverains eux-mêmes, quand il leur supposait une pensée de résistance.

Le comte de Stadion appartenait à une de ces familles de l'empire d'Allemagne qui s'attachaient au service de l'Autriche et remplissaient le vide que laissait dans les emplois le peu de goût, on disait même alors le peu d'aptitude des Autrichiens pour les affaires publiques. Ministre en Suède à l'âge de vingt-quatre ans, sous le prince de Kaunitz, puis un instant en Angleterre sous le ministère du baron de Thugut, il avait été successivement ambassadeur à Berlin et à Pétersbourg. C'est dans ce dernier poste qu'il négociait, en 1805, la troisième de ces coalitions, efforts convulsifs de l'Europe pour échapper au joug qui la menaçait. La violence du soldat qui maîtrisait la France ne permettait pas aux rois de s'aveugler sur le danger, et cependant ils ne demandaient que la paix. Mais Bonaparte abusait de la victoire pour dicter des traités ruineux, et de la paix, pour usurper plus que ne lui avaient donné la victoire et les traités.

La défaite d'Austerlitz et la paix de Presbourg prouvèrent encore une fois que la justice de la cause n'en assure pas le succès. A la suite de ces malheureuses capitulations de l'Autriche, le comte de Stadion devint ministre dirigeant des affaires étrangères. Il se résigna d'abord franchement à cette paix, quelques dures

qu'en fussent les conditions ; mais, en 1809, il espéra que l'Autriche pourrait se relever de tant d'humiliations, au moment où Napoléon semblait le plus embarrassé dans la complication des affaires d'Espagne. Il n'en fut pas ainsi. Le géant des batailles frappa sur l'armée autrichienne les grands coups de Ratisbonne et de Wagram, et dicta une paix désastreuse pour l'Autriche. Le mariage de Napoléon avec une fille de l'empereur fut un des résultats de cette victoire, et il exigea le renvoi du comte de Stadion. Ce fut le prince de Metternich, alors ambassadeur à Paris, qui lui succéda, et ce choix eut l'assentiment de Napoléon.

Le comte de Stadion, retiré dans ses terres, en Bohême, était réduit à faire des vœux pour son pays, lorsqu'il fut appelé à prendre part aux affaires en 1813. Il assista sans caractère officiel à la négociation de Kalisch (1er mars 1813), où fut signée l'alliance de la Russie et de la Prusse. Dans ce traité, on réservait une place à l'adhésion de l'Autriche. Il avait suivi les conférences, continuées à Francfort, et avait ensuite été envoyé au Congrès de Châtillon. M. de Stadion avait alors environ cinquante ans; il conservait du type allemand la rondeur, la franchise et la simplicité. La vie cosmopolite lui avait donné le ton et les habitudes de la meilleure compagnie de l'Europe. Sa pensée était plus droite qu'élevée, plutôt rapide qu'étendue; mais il avait l'intelligence pratique, la véritable intelligence des affaires. Tel était le premier personnage politique dont j'approchais.

Il m'écoutait avec bonté, avec intérêt, ne repoussait ni mes raisonnements, ni mes vœux ; mais il me

désespérait sur le succès qu'on en pouvait attendre.

— Votre meilleure espérance, me disait-il, est dans le caractère de Bonaparte. Il ne veut pas la paix, il ne la voudra jamais qu'au dernier moment, et lorsqu'elle sera impossible. Mais si par un illogisme qu'on ne saurait prévoir il accède à des conditions qui nous donnent de suffisantes garanties, nous qui ne combattons que pour obtenir cette paix, nous la saisirons avec empressement.

Dès mon arrivée, je lui avais parlé de Monsieur, comte d'Artois. Je m'étais informé s'il y avait quelqu'un chargé de ses intérêts à Châtillon, et s'il était personnellement en correspondance avec ce prince. Il avait souri à la naïveté de mes questions. On n'en avait pas seulement entendu parler. Il croyait bien, comme moi, que Monsieur s'était arrêté à Bâle, et l'on disait qu'il avait poussé quelques reconnaissances en France, du côté de Vesoul. Mais sa présence n'avait été prise en aucune considération.

— Le duc de Vicence est le seul qui m'en ait parlé, me dit M. de Stadion. Il cherchait à sonder mes intentions plus qu'il ne s'en inquiétait. « Ce prince ne peut être en France, » m'a dit l'ambassadeur de Bonaparte, « qu'avec l'assentiment des souverains alliés, et particulièrement de l'Autriche. Que devons-nous en conclure pour les négociations de la paix et pour les liens de famille qui nous unissent? » Je lui ai répondu en toute vérité qu'il n'y avait rien à préjuger d'une tolérance aussi insignifiante; que, loin d'y avoir été appelé, le prince s'y trouvait sans autorisation, sans appui et sans aucune relation politique.

Cet éloignement de nos princes en dehors de l'ac-

tion politique aurait eu de quoi me décourager, si j'avais pu l'être. M. de Stadion voyait avec intérêt les sentiments qui m'animaient, et il parlait de m'ouvrir des communications avec quelques-uns de ses collègues. En attendant, il me les faisait connaître. Le baron Guillaume de Humboldt exerçait l'influence personnelle qui appartient à un esprit ferme et cultivé; il avait passé de la science aux affaires, mais sans abandonner la science. Son caractère avait de la rudesse, et sa haine enveloppait Bonaparte et la France dans un même ressentiment. Le comte Razumowski avait tout le poids que lui donnaient la puissance de la Russie et son importance dans la coalition. Les trois ministres anglais, les lords Cathcart et Aberdeen, et sir Charles Stuart, étaient courtisés par les autres; on leur savait gré de leur bonne volonté pour la paix; ils s'y prêtaient de bonne grâce et offraient encore des sacrifices, mais pas autant qu'à Francfort. — Au reste les souverains et les ministres dirigeants étaient trop rapprochés de leurs représentants au Congrès pour laisser une grande latitude à leur détermination.

Je pensais à étendre ainsi mes relations à Châtillon, à plaider auprès de ceux qui voudraient m'écouter une cause si juste et si belle, et à partir ensuite pour me mettre à la recherche de Monsieur. Mais, dès le lendemain, le comte de Stadion reçut un courrier de Troyes; le prince de Metternich lui demandait avec instance de m'engager à partir tout de suite, pour me rendre auprès de lui, au quartier général.

M. de Stadion me présenta cette circonstance comme la plus favorable pour la cause que je voulais

servir. Il se moquait un peu de moi lorsque je plaçais avant tout le désir de rejoindre notre prince. Je passai quelques heures encore avec mon nouvel ami. Son intérêt pour le succès de mon entreprise semblait redoubler. Il m'encourageait en me dessinant à grands traits les hommes que j'allais voir, les affaires que j'allais toucher, les dispositions particulières des princes et des ministres et leurs rapports entre eux. Il me représentait le roi de Prusse calme dans le succès comme il avait été patient dans les revers, et ne cherchant aucune influence personnelle dans la direction des affaires. L'empereur Alexandre, au contraire, aimait à se poser comme chef de la coalition, et n'était pas toujours content de ses alliés, quoiqu'ils lui laissassent volontiers les apparences d'un premier rôle ; ses impressions étaient vives et ses résolutions mobiles. L'Autriche, plus calme, avait la force qui appartient à l'esprit de suite et de ténacité. Lord Castlereagh, nouvellement arrivé, s'était parfaitement associé aux sentiments des puissances continentales et entrait franchement dans l'idée de la paix, à condition de la subordonner aux intérêts de l'Angleterre. Le comte de Nesselrode, le plus jeune des ministres, ne pouvait pas toujours modérer comme il l'aurait voulu ce qu'on pouvait appeler les soubresauts de son maître. Le prince de Hardemberg, avec plus de haine et de ressentiment contre nous, restait dans une attitude semblable à celle que le roi de Prusse avait choisie. Enfin la véritable direction des affaires était entre les mains du prince de Metternich ; il y apportait de l'habileté, de la sagesse et un grand esprit de conciliation. Il était le lien de cette grande association.

Je profitai à mon tour des moments qui me restaient pour déposer dans le cœur du comte de Stadion quelques dernières paroles. Je lui demandai avec effusion d'être auprès de ses collègues l'interprète et le défenseur des sentiments qui m'animaient pour cette France si malheureuse par les passions d'un seul, pour cette royale famille qui seule pouvait la sauver. Il me le promit en serrant ma main dans la sienne, comme s'il s'agissait d'un engagement d'honneur.

Il m'est arrivé quelquefois, en me rappelant ces premiers moments de ma vie politique improvisée, de sourire en moi-même de l'étonnement que devait éprouver un vieux ministre, usé à ce que les affaires ont de plus froid et de plus calculé, vis-à-vis de celui qui s'y jetait de tout cœur, sans arrière-pensée, mettant l'abandon à la place de la réserve, l'émotion à la place des détours diplomatiques. Il pouvait s'en étonner, mais il n'en recevait pas moins l'impression que produit nécessairement dans l'âme tout ce qui est vrai. La sincérité a sa puissance, elle aussi.

Je quittai le comte de Stadion le cœur plein d'une véritable reconnaissance. Nous savions plus l'un de l'autre que beaucoup d'amis intimes; et je l'avais mieux apprécié dans ces trois jours que je n'aurais pu le faire pendant des années dans le cours ordinaire de la vie. Il y a dans les grands intérêts quelque chose qui élève les âmes à une hauteur où il leur est plus facile de communiquer et de s'entendre.

IV

J'arrivai à Troyes dans la soirée du 11 mars. La ville était encombrée, et je ne trouvai de logement que dans une auberge située sur la place même où le malheureux chevalier de Gouault avait péri peu de jours auparavant. Il avait osé être l'organe de ses concitoyens auprès de l'empereur Alexandre. Ils demandaient le rétablissement du trône légitime. Ces vœux furent son crime; il tomba victime des ordres impitoyables de Bonaparte. J'étais plus sensible à son malheureux sort qu'aux appréhensions d'une pareille destinée.

Je me présentai le soir même chez le prince de Metternich. Il était en conférence avec les trois autres ministres dirigeants, et, venant à moi, il me dit sans autre préambule :

— Je suis charmé de votre arrivée; nous sentons depuis longtemps le besoin de parler à des gens qui sachent la France mieux que nous... Mais quelle est donc la personne qui conserve tant de méfiance de moi? Stadion la désigne par la lettre initiale de son nom, D... C'est sûrement Dalberg... Mon Dieu! comment n'a-t-il pas compris, homme d'esprit qu'il est, quelles étaient les difficultés de ma situation pendant tout le temps de mon séjour à Paris? Mais je lui pardonne de bon cœur... Eh bien ! que pense-t-on? Où en êtes-vous, à Paris?

— Nous sommes étonnés, lui répondis-je, de ne

pas vous comprendre, de ne pas trouver chez vous des intentions plus prononcées et à votre guerre un but plus politique.

Nous échangeâmes encore quelques paroles sans portée.

— Nous causerons de tout cela demain, reprit-il. Je suis obligé de rentrer à notre conférence.

Je lui dis que j'étais porteur de quelques lignes du duc de Dalberg pour le comte de Nesselrode et d'un cachet de ses armes; c'étaient mes lettres de créance. Il me répondit qu'elles suffisaient bien; mais il me demanda de ne communiquer avec personne autre que lui et me donna rendez-vous pour le lendemain à midi précis.

Lorsque j'arrivai, le prince se levait : les nuits tout entières étaient employées aux conférences des ministres et à l'expédition des affaires. Je vis passer dans le salon où j'attendais, un homme d'assez petite stature, et bientôt après le prince de Metternich, qui me salua. Quelques moments après, l'autre personnage vint m'appeler par mon nom de *Saint-Vincent*, en me priant d'entrer. M. de Metternich me nomma de suite son nouvel interlocuteur; c'était le comte de Nesselrode. Je leur remis d'abord entre les mains le cachet de Dalberg, et je fis paraître les deux lignes écrites pour M. de Nesselrode. Ils examinèrent pendant longtemps et avec soin l'écriture et le cachet.

— Je ne connais pas les armes de Dalberg, disait l'un d'eux, mais ce sont bien les écussons de l'empire.

Puis, l'écriture fut encore le sujet de chuchotements entre eux. Ces petits apartés, je le voyais bien,

se résumaient en doutes. Après un moment d'hésitation, le prince de Metternich vint à moi avec aisance, et me parla du ton le plus ouvert.

— Peu nous importe au reste, Monsieur, me dit-il, que vous soyez réellement la personne qui se présente à nous dans d'honorables intentions, ce que nous sommes disposés à croire. Fussiez-vous un envoyé de Bonaparte ou de Savary, nous pourrions vous dire les mêmes choses. Aujourd'hui, tout est à découvert; nos intentions sont avouées; nous voulons bien qu'elles soient publiques.

Il développa ensuite, d'une manière très large et dans un monologue de plus d'un quart d'heure, le plan et les desseins de la coalition. Il expliqua comment les souverains s'étaient unis dans l'intention d'assurer le repos de l'Europe, si gravement compromis par l'ambition effrénée de Napoléon. Les conditions de ce repos étaient celles du rétablissement de l'équilibre européen. A cet effet, la Russie, l'Autriche et la France devaient se balancer par une égalité de forces, de population, de puissance. La Prusse devait obtenir des agrandissements de territoire, tels qu'elle pût atteindre au moins à la moitié d'un de ces grands États. La Hollande, augmentée de la Belgique et touchant à nos frontières, devait être une barrière à nos envahissements; par conséquent, elle serait notre ennemie naturelle sur terre, mais notre alliée sur mer toutes les fois qu'il s'agirait de résister à la prépondérance maritime de l'Angleterre. Rien ne s'opposait à cette combinaison, qui assurait la stabilité des peuples et des gouvernements.

L'Autriche ne formait aucune prétention sur l'em-

pire d'Allemagne, dont la protection lui avait toujours été à charge; elle renoncerait à toutes celles de ses possessions qui étaient voisines de nos frontières, et ne réclamerait rien, soit du Brisgau, soit dans le reste de la Souabe; ainsi l'Allemagne serait entre nous et les grandes puissances un corps pour ainsi dire inerte, un bastingage qui amortirait le choc des ambitions ou des intérêts opposés. Le prince parlait du ton de la confiance.

— En vain croirait-on, ajouta-t-il, que la grande coalition de l'Europe peut se diviser ou se dissoudre, nous sommes aujourd'hui unis dans des sentiments intimes et des principes inébranlables, et nous avons mis tous nos intérêts en commun. Le traité de Chaumont en fait foi; et nous savons bien que de notre union dépend notre salut et notre existence.

Le comte de Nesselrode confirma en quelques paroles tout ce que M. de Metternich venait d'exposer d'une manière si claire et si précise.

J'avais écouté avec la plus grande attention; mais rien dans ce tableau des plans de la coalition ne répondait à la pensée qui m'occupait tout entier; rien ne me donnait l'occasion de l'introduire, et quelque chose me disait de ne pas jeter tout à coup en avant une question qui pouvait mettre fin à des communications si précieuses.

Je remerciai M. de Metternich des points de vue qu'il me permettait d'envisager. Je lui dis qu'ils étaient tout nouveaux pour moi; que nos pensées s'étaient bornées à notre pays si malheureux après quinze années d'une effroyable révolution, dix ans d'une tyrannie militaire insupportable, et menacé aujour-

d'hui des derniers et des plus grands désastres, qu'il y avait cependant chez nous une raison publique et des sentiments faits pour entendre à tout ce qu'on pourrait résoudre pour le salut, le repos et la prospérité de l'Europe ; mais que ces vœux seraient perdus et ce concours inutile, aussi longtemps que le chef militaire qui pesait sur nous pourrait en étouffer l'expression ; que la France avait, plus que tout autre pays, besoin de paix et de repos ; que ceux qui voulaient l'un et l'autre, s'ils étaient de bonne foi, seraient bien mal inspirés de ne pas s'appuyer sur une alliance aussi utile. Je donnai pour preuve les révélations de l'esprit public au mois de janvier de cette année; elles ne devaient pas lui avoir échappé. La réponse de mes illustres interlocuteurs me prouva qu'ils étaient assez mal avertis ou qu'ils avaient compté pour trop peu ces démonstrations de l'opinion ; et c'était cependant là leur plus puissant auxiliaire. Je pris soin de faire valoir cette expression des vœux publics par les députés des départements et par le Sénat lui-même, j'insistai sur cette opposition vraiment éclatante, puisqu'elle était manifestée par des organes aussi bien façonnés au joug, et au milieu du long silence imposé par le despotisme. Napoléon en avait bien compris la gravité, puisqu'il s'était cru obligé d'interrompre violemment la session des Chambres. Je disais aux deux ministres tout ce qui pouvait résulter de ce réveil d'une opinion nationale, si elle était secondée et encouragée.

— Mais enfin, me dit M. de Metternich, que voudrait-on en France?

— La France, lui dis-je, veut être délivrée du joug sous lequel le despotisme le plus inouï l'a courbée ;

elle demande un repos qui lui est ravi depuis vingt-cinq ans; elle veut vivre dans la société des peuples de l'Europe, au lieu de la briser par des guerres éternelles. Toutes les pensées se tournent vers les souvenirs de l'existence passée, si tranquille et si belle; et tous ces souvenirs nous ramènent et nous rattachent à la famille de nos rois. L'espoir de leur retour nous semblait chimérique; mais depuis que le colosse qui pèse sur nous a été ébranlé par les défaites de Russie et de Leipsick, depuis surtout que l'Europe a serré les rangs et a marché vers nous, nous avons cru qu'elle nous tendait la main, et qu'il nous était permis d'espérer... En résumé il n'y aura point de paix avec Bonaparte, et il n'y aura point de France sans les Bourbons. — J'avais dit ces derniers mots par entraînement; mais enfin ils étaient prononcés.

Les deux ministres se regardèrent avec une sorte d'étonnement; et M. de Metternich reprit le premier la parole.

— Mais nous la traversons, cette France, dit-il, nous habitons au milieu d'elle depuis plus de deux mois, et rien de semblable ne s'est dévoilé à nous. Nous ne trouvons, dans cette population au milieu de laquelle nous sommes mêlés, rien de ce que vous annoncez, ni le besoin de repos, ni ces souvenirs des temps anciens; pas même une expression générale de mécontentement contre l'empereur. Nous avons bien vu quelques émigrés venir à nous, et nous demander bien bas à l'oreille si nous avions l'intention de ramener le roi. Mais ils se sont éloignés sans mot dire, lorsque nous leur avons déclaré que nous n'avions point embrassé de semblables pensées; aussi ce que nous voyons ne

nous paraît nullement d'accord avec ce que vous nous dites.

— De telles objections m'étonneraient moins, répondis-je, si je parlais à tel ou tel qui n'eût point habité parmi nous. Celui-là comprendrait difficilement ce que vous avez dû deviner, vous, mon prince.

« La Révolution et la Terreur ont comprimé, chez le plus grand nombre, tout élan généreux. Depuis vingt ans, on n'a trouvé de salut que dans la soumission la plus absolue à toutes les tyrannies qui se sont succédé. Nous souffrons et nous haïssons en silence, opprimés que nous sommes par cette main terrible qui a aussi pesé sur vous. Il ne s'élèvera pas une voix courageuse, aussi longtemps que l'idée de la puissance de Bonaparte ne sera pas ébranlée. Son pouvoir, dites-vous, devrait être bien affaibli après ses revers en Russie et en Allemagne, et surtout au moment où la France est envahie par cinq ou six cent mille hommes. Eh bien, cela n'est pas arrivé. Le prestige de ses anciens succès couvre encore ses défaites actuelles; on croit encore à son étoile, et par une seule raison, c'est qu'en ce moment vous traitez avec lui. Quel est celui qui, abhorrant Bonaparte et son despotisme, osera se confier à vous, quand demain peut-être vous allez nous faire tous rentrer dans ses fers, et nous livrer à ses vengeances? Non, personne! Moi seul, peut-être! Et je serais même tenté, depuis que je suis ici, de trouver que c'est folie!

J'étais ému, et je crois que mon émotion faisait plus d'impression que mes paroles.

— Mais enfin, reprit M. de Metternich, qu'avons-nous à faire dans une question qui est tout entière

du gouvernement intérieur de la France! Le droit des nations, universellement reconnu, nous interdit de nous immiscer dans de telles affaires; et ce ne serait pas impunément qu'un État se permettrait de violer ces principes; un jour peut-être cet exemple servirait à justifier une sorte de représailles : et où en serait alors le repos, l'existence même des nations?

— Il sera donc permis, lui dis-je assez vivement, il sera permis à tout sôldat audacieux qui se sera placé à la tête des armées de son pays, d'user de la force dépouillée de tout droit, de porter la guerre partout, de forcer les peuples à s'épuiser en vaines résistances, de multiplier sur la surface de l'Europe les champs de batailles, ou plutôt de carnage, de briser les nations, d'humilier toutes les couronnes, de disperser, de détruire les familles souveraines, de disposer de leurs trônes! Et vous seuls, raisonnant pour ainsi dire comme sur les bancs de l'école, vous reconnaîtrez des principes, des droits que ce soldat aura foulés aux pieds? Prenez-y garde! vous vous placez nus et désarmés vis-à-vis d'un guerrier cuirassé et armé de toutes pièces.

Embarrassé peut-être de ma vive allocution, M. de Metternich ne répondit que par une adroite insinuation, en disant ce qu'ils attendaient de nous. Il m'annonça que le Brabant, à peine délivré de la présence des troupes de Napoléon, avait, par un mouvement spontané, prononcé sa séparation de la France. Une députation solennelle était venue faire connaître cette détermination aux souverains. Les cours alliées avaient reconnu son indépendance, et pris l'engage-

ment de le soutenir de toutes leurs forces contre toute agression.

— Je le comprends bien, répondis-je froidement, sans m'étonner, le Brabant était délivré des troupes de Napoléon.

Notre conférence se prolongea ainsi assez longtemps. On m'écoutait; on me témoignait de l'obligeance personnelle, mais on ne me concédait rien. Le prince me donna rendez-vous pour le lendemain à la même heure.

Je rentrai chez moi bien préoccupé des dispositions de ceux qui dirigeaient cette grande œuvre de l'indépendance des nations. Elle me paraissait lancée à l'aventure, et devait être ainsi le jouet des événements. Si je me plaignais de ne pas trouver des esprits élevés au-dessus des considérations communes et des intérêts ordinaires, je n'en accusais pas moins amèrement ma propre insuffisance; je me reprochais de ne pas trouver des réponses plus fortes, des raisonnements plus persuasifs, des motifs plus entraînants. Je regrettais, en vérité, que quelque homme plus puissant en raison et en paroles ne fût pas à ma place.

V

Il serait difficile pour moi et fatigant pour autrui de rapporter ici jour par jour les entretiens auxquels m'appelait M. de Metternich. Ils tournaient souvent en simples conversations; nous revenions souvent sur les mêmes sujets et ce récit serait plein de répéti-

tions. Ces conférences de chaque jour duraient au moins une heure, quelquefois d'avantage; nous étions seuls, rarement interrompus. Le prince me recevait dans un assez grand salon en forme de galerie, éclairé par de larges croisées; il voulait bien voir et ne craignait pas d'être vu. Le plus souvent nous étions debout et arrêtés; quelquefois nous marchions; nous n'étions presque jamais assis. Sa diction simple, facile et claire ne manquait pas de grâce. Il avait à cette époque à peu près quarante-cinq ans. Sa figure était belle et agréable, sa taille noble et même élégante; ses manières engageantes, naturelles et pleines de séduction. Nous revenions souvent sur les points discutés la veille, et j'en prenais occasion de faire valoir des raisonnements mieux étudiés.

Mon texte était toujours le même : la paix pour le monde, et les Bourbons pour la France; la rupture du congrès de Châtillon, et de toute négociation avec Bonaparte.

— Que la France se prononce, disait M. de Metternich; nous sommes prêts à la soutenir; aucune considération ne nous arrêterait. Croyez-vous que nous nous regardions comme liés par les intérêts de notre archiduchesse ou de son fils? Il n'en est rien; on ne sacrifie pas le salut des États à des sentiments de famille; et la perspective même d'une régence qui donnerait le pouvoir à l'impératrice et à son fils ne nous détournerait pas de poursuivre les conditions nécessaires à l'existence des États européens. L'Autriche se suffit à elle-même; elle ne doit pas compliquer sa situation en embrassant des intérêts qui lui sont étrangers. Si la protection de l'empire germa-

nique nous a paru un fardeau assez lourd pour qu'il nous convînt d'y renoncer, jugez de ce que serait pour nous la charge de maintenir la régence de l'impératrice, dans un pays tel que le vôtre. C'est à la France à faire elle-même sa destinée; notre secours ne lui manquera pas.

C'était là son thème habituel, et c'est aussi sur ce point que je l'attaquais le plus souvent.

— Vous voudriez que la France soulevée, lui disais-je, vînt tout à coup, par un effort généreux, terminer la lutte terrible dans laquelle vous vous êtes engagés. Vous aviez peu de droit de l'espérer; et cependant c'est cela même que je vous apporte. Mais cet acte spontané de tout un peuple ne peut s'obtenir qu'à des conditions déterminées. Elles dépendent entièrement de vous, et il me semble que vous ne les comprenez pas. Qu'avez-vous fait pour nous inspirer de tels sentiments? Quels moyens nous avez-vous donnés de briser nos fers? Avez-vous annoncé cet appui que vous me promettez? En avez-vous donné les garanties? Nous apportez-vous une cause française, à laquelle des cœurs français puissent se rattacher honorablement? Avez-vous détruit les forces de celui qui nous opprime, au point que nous n'ayons plus à redouter son pouvoir et ses vengeances? Non. — Au contraire, vous traitez publiquement avec lui; vous lui demandez une paix qu'il ne vous donnera pas; et vous nous dites : « Soulevez-vous!... » Singulier raisonnement! Des hommes robustes passent à côté d'un malheureux renversé et gémissant sous le rocher qu'il ne peut ébranler; et lorsqu'il implore leur secours, ils lui disent : « Déli-

vre-toi par tes propres efforts du fardeau qui t'accable, et après cela tu nous trouveras disposés à venir à ton secours. »— Mais pensez-y donc ! s'il pouvait se débarrasser lui-même, il n'aurait pas besoin de vous. Et s'il n'avait pas besoin de vous, vous accepterait-il ?

Le ministre dirigeant se prêtait à ces discours comme à de simples conversations. Il s'y intéressait, sans paraître en recevoir d'impression; mais quelquefois, quand le sentiment de ma position ou l'impuissance de mes paroles faisait naître en moi une émotion que je ne pouvais maîtriser et qui allait quelquefois jusqu'à rougir mes yeux, il s'avançait avec bonté, me prenait les mains, et m'encourageait à continuer, à persévérer.

— Allons, ne perdez point courage me disait-il, les événements peuvent amener des chances nouvelles; nous ne saurions les prévoir; mais je dois résister à l'entraînement que vous voudriez nous faire partager, et je vous donne les motifs de notre résistance.

Quelquefois, cependant, le prince semblait entrer un peu mieux dans le cercle de mes idées. Il me questionna un jour sur le degré d'importance qu'on attacherait en France à l'extension de nos anciennes frontières. Je lui dis qu'on ne pouvait, sans nous faire un grand tort, ne pas nous laisser tout ce qu'on aurait accordé à Napoléon, et plus encore. On le devait à la France, et aux engagements pris à Francfort. Entre nos mains, il n'y aurait pas là de danger pour le repos de l'Europe. Donner moins serait placer la famille royale dans une position embarrassante; et lors même que, dans le premier moment, satisfaite de sa délivrance, l'opinion française

ne réclamerait pas un agrandissement raisonnable, il est évident qu'à la longue, elle s'en ferait un grief contre la Restauration. La France ne serait heureuse du retour de ses princes qu'à la condition d'en être fière. D'ailleurs il résulterait nécessairement des traités à intervenir un accroissement en puissance et en consolidation des États prépondérants; on nous devait au moins des équivalents. N'avaient-ils pas solennellement reconnu que la France devait être grande et forte? — M. de Metternich ne le niait pas; il admettait, mais vaguement, la possibilité de nous faire une part des pays entre le Rhin et la Moselle, et même d'y joindre le Luxembourg. Quant à la Belgique, il ne fallait pas en parler, surtout à cause d'Anvers.

VI

J'avais souvent ramené la conversation sur Monsieur, comte d'Artois. Mais on en savait peu de chose. On le croyait à Vesoul, et on ne s'occupait pas du tout de lui. Je blâmais cette négligence.

— Il serait cependant votre plus puissant allié, disais-je, si vous saviez vous en servir.

On ne comprenait pas le désir que j'avais de me rapprocher de lui. J'avais beau dire que mes paroles auraient plus de poids lorsqu'elles auraient son assentiment, on me retenait toujours, et je sentais moi-même que je ne pouvais quitter un seul instant cette position inattendue, où l'on me donnait chaque jour

le droit de plaider notre sainte cause devant ce tribunal suprême.

Dans cette perplexité, je résolus d'écrire à Monsieur. M. de Metternich me promit de lui faire parvenir mes lettres. J'annonçais au prince « que, personnellement inconnu de lui, j'avais quitté Paris, dans les premiers jours de mars, pour lui offrir tout ce qu'il pouvait attendre du plus entier dévouement; qu'en cherchant à m'approcher de sa personne, je m'étais trouvé, à Châtillon et à Troyes, forcé de discuter et pour ainsi dire de traiter des intérêts si grands et si puissants, que j'étais embarrassé de le faire sans avoir son autorisation et ses directions; et que, cependant, j'avais trouvé des ouvertures si heureuses, les moments me semblaient si précieux, que je n'osais pas quitter la position où le hasard m'avait placé, jusqu'à ce que j'eusse pénétré le fond des affaires et peut-être amené quelques déterminations favorables. » Je lui disais, en outre, non sans quelque réserve, ce que j'avais observé de la situation; enfin, je lui demandais ses instructions, son autorisation et ses ordres pour continuer l'espèce de négociation dans laquelle je me trouvais engagé sans l'avoir prévu.

J'adressai ma lettre à Monsieur, frère du roi, à Vesoul, en la mettant sous une enveloppe à l'adresse du comte François d'Escars, son capitaine des gardes. M. de Metternich me promit de la faire parvenir par les généraux autrichiens qui commandaient en Franche-Comté. Deux jours après, j'écrivis une seconde lettre pour réclamer et hâter une réponse que le progrès de mes conférences rendait tous les jours plus nécessaire; mais elles ne parvinrent ni l'une ni l'autre.

Vers le même temps, je voulus écrire au duc Dalberg pour lui annoncer mon arrivée et lui dire des affaires ce que je pouvais en envelopper sous les formes d'une lettre de commis voyageur. Je ne doutais pas que le ministre de la coalition n'eût des intelligences et des voies de correspondance à Paris. J'avais l'air si sûr de mon fait, qu'il fut embarrassé de m'avouer le manque absolu de toute relation de ce genre. Il prit ma lettre, et celle-là non plus ne parvint jamais à son adresse.

Le temps pressait de tous côtés, et je n'avançais pas. Je pensai qu'en précisant les questions, je pourrais en hâter la décision. Je demandai donc au prince la permission de lui présenter une note dans laquelle je résumerais quelques demandes positives, et voici les points principaux que je traitai :

1° — La rupture du congrès de Châtillon ;

2° — La déclaration solennelle des puissances alliées qu'elles ne traiteraient jamais, à aucune condition, avec la personne de Bonaparte ;

3° — La reconnaissance explicite du roi, et la remise entre ses mains des provinces occupées par les troupes alliées. Elles seraient immédiatement ouvertes à l'administration de Monsieur, frère du roi ;

4° — L'établissement, sur le territoire français, de trois quartiers généraux, où trois princes de la maison royale appelleraient tous les Français, militaires ou autres, à se réunir à eux dans l'intention de rétablir la monarchie. J'indiquai Lunéville, où Monsieur prendrait le commandement, pendant que M. le duc d'Angoulême s'établirait à Bordeaux et M. le duc de Bourbon à Lyon, dont on attendait la prochaine occupation ;

5° — Les subsides nécessaires à l'organisation de ces trois corps d'armée royaux.

Les développements que je donnais à ces bases de négociations étaient très simples : « Vous demandez, disais-je, que l'opinion se prononce en France contre Bonaparte; rompez vos négociations avec lui et annoncez d'une manière formelle que vous ne ferez aucun traité avec l'ennemi commun; donnez en même temps à la France des garanties de son indépendance et de l'intégrité de son territoire en reconnaissant solennellement l'autorité du roi et en lui remettant l'administration des provinces à mesure que vous les occupez. Alors il ne restera plus de doute sur vos intentions. Puis, montrez les Bourbons partout, montrez-les à la tête d'une opinion française; mettez-leur les armes à la main, et annoncez ainsi que leur cause est avouée, soutenue et embrassée par l'Europe. A telles enseignes, vous verrez la France s'enflammer, et elle vous apportera un puissant secours. Votre position militaire au milieu de notre pays est précaire, vous ne pouvez vous le dissimuler. Changez-la contre une position politique; elle sera inexpugnable. Vous donnerez à vos opérations une base nouvelle; vous intimiderez les partisans de votre adversaire, et lui-même commencera à craindre. Il peut lutter longtemps encore et avec avantage; mais élevez contre lui un drapeau français, et il tombera. »

M. de Metternich reçut cette note avec empressement, et parut la lire avec intérêt. Mais la conversation qui suivit ne me donna pas l'idée qu'il voulût embrasser dans son ensemble un parti aussi vigoureux. Il me resta dans la pensée qu'il en accepterait quelque

chose, comme une menace à jeter à travers les négociations qu'il continuait avec celui qui était encore maître de la France. J'étais novice à pénétrer les caractères politiques. J'y supposais des profondeurs, des plis et des replis qui n'existent que dans l'imagination de ceux qui ne les ont pas vus de près.

Le ministre d'Autriche n'était pas de ceux qui portent leurs vues trop haut ou trop loin. Il savait attendre les événements, et les prenait tels qu'ils étaient plutôt qu'il ne cherchait à les faire naître. Son esprit, essentiellement pratique et plein de bon sens, ne se perdait jamais dans les théories, dans l'imagination des choses possibles, ou dans la multiplicité des considérations. C'était un homme d'État, fort de ses idées simples et possédant assez de suite pour n'être pas pressé. Enfin, il était assez maître de lui pour ne se jamais laisser détourner de ses fins, et ses fins étaient de maintenir tout ce qui existait, et d'y accommoder les intérêts de son pays. Ces qualités de son caractère et de son esprit, les bornes mêmes de son génie, étaient principalement celles qui convenaient aux principes immuables de ce vieil empire autrichien, conservateur, patient, temporiseur et toujours persistant. Cette conformité des dispositions caractéristiques de celui qui gouverne avec le principe politique de l'État est une condition essentielle du succès. Sous de tels auspices, le génie de l'homme s'identifie sans effort au pays et aux circonstances, et devient naturellement l'expression officielle de l'esprit public. Cet accord merveilleux suffit pour expliquer la longue et imperturbable carrière politique qui a fait du prince de Metternich, le premier des hommes d'État de son temps.

Mais ces considérations sont trop simples pour ceux qui envisagent la politique comme une science occulte pleine de mystères et de ressorts secrets mis en jeu par des mains invisibles. Étonnés de l'immuabilité du ministre dirigeant en Autriche, et de son influence sur les autres cabinets, ils en ont fait la personnification de l'habileté diplomatique telle qu'ils la conçoivent, composée de finesse, de mensonge et de duplicité, car tel est pour le vulgaire l'idéal ou la poésie de la politique des cours. Si l'on veut écarter cette fantasmagorie, on verra que M. de Metternich, comme la plupart de ceux qui l'ont précédé et de ceux qui le suivront dans la direction des affaires, cherchait à lever une à une les difficultés des circonstances et à pourvoir aux nécessités de chaque jour avec plus ou moins de perspicacité ou de bonheur. Simple et direct dans ses procédés, il a été l'un des premiers à comprendre qu'il y avait une habileté nouvelle, celle de bannir cette sotte importance, ces prétentions à la finesse, ces mystères affectés, attirail de l'ancienne diplomatie, inutile dans un temps où tout se passe sur la place publique. C'est le règne de la politique de la force. Mais lorsque la force fait défaut et qu'on est en droit de légitime défense, n'est-il pas permis de détourner par quelque adresse la violence des coups qui vous menacent? Les feintes ne sont-elles pas autorisées dans la politique, comme dans l'escrime?

Par exemple, lorsque après cette grande défaite dont la première journée fut à Ulm et la dernière à Austerlitz, l'Autriche resta opprimée sous les dures conditions du traité de Presbourg, l'ambassadeur de cette puissance, obligé de se maintenir auprès du vainqueur

dans une position aussi difficile pour l'honneur de la couronne impériale et les intérêts de son pays, ne devait-il pas calculer sa conduite, mieux que ses paroles, jouer l'indifférence et même se couvrir de quelques artifices pour détourner les sinistres projets du conquérant qui s'était élevé sur un trône pour menacer les autres de plus haut? M. de Metternich dissimula habilement les préoccupations de l'ambassadeur de sa cour sous les dehors de la légèreté, de la vie mondaine et des plaisirs. Il fit si bien, que Napoléon cessa, après quelque temps, d'avoir l'œil ouvert sur lui et sur son gouvernement. Plus tard, lorsque le cabinet autrichien conçut l'espoir de sortir d'un état aussi précaire et vint seul, généreusement, tenter de recouvrer par les armes son existence compromise, Bonaparte, irrité de cette audace, s'exhala en violentes invectives contre le monarque, contre son ambassadeur; il alla jusqu'à l'insulte; et cependant, après la victoire, voulant éloigner le comte de Stadion, qu'on regardait comme l'auteur de cette levée de boucliers, il souffrit que le dernier ambassadeur en France fût placé à la direction des affaires de l'Autriche.

C'était en 1810, depuis cette époque, M. de Metternich a exercé dans les conseils de l'empire autrichien une influence incontestée. Elle fut d'abord toute pacifique, au point de soumettre son pays, en 1812, à la dure condition de fournir un corps de troupes auxiliaires de cinquante mille hommes pour l'envahissement de la Russie. C'était ployer bien bas; cependant l'Autriche s'y accommoda en toute franchise. Plus tard, lorsque la Russie, descendant des hauteurs du pôle, et la Prusse, soulevée par le désespoir, vinrent,

sur les rives de l'Elbe, combattre pour le salut et l'indépendance du monde, l'Autriche se serait manquée à elle-même, si elle avait déserté la cause commune. Mais avant de joindre aux armées de la coalition les forces qu'elle s'était ménagées, elle fit, en proposant sa médiation, une dernière tentative en faveur de la paix. Ses offres furent acceptées par les alliés, sans espoir d'obtenir un résultat; par Napoléon, sans désir d'y concourir. Le Congrès avait été annoncé à Prague; les ministres russes et prussiens, et ceux de la puissance médiatrice, y attendirent pendant vingt jours les négociateurs français, MM. de Caulaincourt et de Narbonne. Ceux-ci arrivèrent au dernier moment, peu de jours avant le terme de l'armistice. Le refus de toute négociation pacifique ne pouvait être marqué plus positivement. L'empereur d'Autriche adhéra alors à l'alliance de la Russie et de la Prusse, et leur apporta l'appui de deux cent mille combattants.

Le prince de Metternich me raconta un jour entre autres la curieuse scène à laquelle il avait assisté à Dresde lorsqu'il vint annoncer à Napoléon la détermination où était l'Autriche de se porter médiatrice de la paix générale. Bonaparte le retint pendant plusieurs heures, voulant lui persuader qu'il se trompait, que l'empereur d'Autriche ne pouvait pas renoncer à son alliance; que se porter pour médiateur était s'unir à ses ennemis. Jusqu'au dernier moment il niait au ministre autrichien le parti pris par la cour impériale, et que celui-ci venait lui annoncer. Il aurait voulu se le nier à lui-même. Il se perdait en raisonnements pour prouver à M. de Metternich que tous les intérêts

de l'Autriche y étaient opposés. Il s'animait en parlant : tantôt il avait de caressantes douceurs, tantôt de feintes colères. Un moment même, il alla jusqu'à jeter son chapeau par terre, attendant vainement que M. de Metternich le ramassât. Le grand homme ne méprisait pas les ressources de la comédie.

Nos conversations devenaient ainsi de jour en jour plus aisées et plus familières. Je n'avais pas attendu ce moment pour y introduire un sujet bien touchant et bien terrible : les maux affreux que cette inondation des peuples armés faisait peser sur notre malheureux pays. Les contrées que j'avais traversées ne m'avaient pas montré des traces bien effrayantes de ces dévastations; un faubourg de Troyes, à moitié brûlé, était le seul exemple que j'en eusse rencontré. Mais ce qu'on en racontait était déchirant. Même en admettant toutes les exagérations insérées dans les bulletins de Bonaparte et les articles du *Moniteur* dans le but de soulever les populations, il est certain que le mal était grand. Cette singulière destinée qui m'avait fait, pour ainsi dire, le représentant des intérêts de la France auprès des rois de la coalition m'imposait le devoir de réclamer hautement en faveur de si grandes infortunes. J'en avais entretenu plusieurs fois le prince de Metternich. Il en gémissait, lui aussi, et bien loin de penser comme d'autres que c'étaient de justes représailles, il aurait voulu, à tout prix, arrêter ces désolations. Je n'avais pas besoin, pour exciter sa sollicitude, de lui représenter le danger imminent de pousser au désespoir une population généreuse qu'on réduisait à de telles extrémités. Mais on cherchait en vain, on ne savait qu'y faire.

— Vous n'ignorez pas, me disait-il, combien il est difficile de maintenir une exacte discipline dans une armée qui combat tous les jours, subdivisée en corps nombreux, dans un pays qu'elle envahit, et où les services nécessaires ne sauraient être réguliers. Mais il est encore bien autrement difficile de maintenir l'ordre, lorsque les corps d'armée se composent de nations séparées par des langages différents, ne reconnaissant chacun que ses officiers et ses règles de subordination. Comment un capitaine autrichien pourra-t-il réprimer les désordres d'une troupe de Cosaques ou de Baskirs? Serait-ce par l'autorité du commandement? Ils ne le comprennent pas. D'autre part, comment pourrait-on y employer la force? Il faudrait donc s'entretuer. On a fait quelques exemples rigoureux, et ils n'ont produit que très peu d'effet. On n'a pas même pu leur donner la publicité qui les aurait rendus utiles.

Je proposai de former une sorte de prévôté générale, choisie dans les différentes armées. On en avait déjà parlé. Mais créer tout à coup une telle institution, un code pénal, des juges, une législation tout entière, et cela au milieu des combats chaque jour renouvelés sur tant de points, au milieu des marches rapides, des retraites précipitées, était chose impossible, et le cœur en restait navré.

Il n'y avait donc de soulagement à espérer que dans la plus prompte issue de la guerre, et l'on ne voulait pas comprendre le seul moyen de la terminer promptement et honorablement pour tous.

VII

Si je m'étais préoccupé de moi-même, j'aurais pu m'étonner de la singulière position que la destinée m'avait faite en si peu de jours. Ces rapports familiers, ces communications intimes avec le ministre qui dirigeait la grande croisade de l'Europe, le droit de lui tout dire, d'introduire et de soutenir une cause jusque-là repoussée, auraient satisfait une volonté moins ardente et moins impatiente que la mienne. Mais je ne comptais pour rien ces avantages lorsque je considérais tous les obstacles qui me restaient à surmonter. Quelquefois, il me semblait que M. de Metternich, avec toute sa bienveillance, me berçait fort doucement, comme pour m'endormir. Je cherchais à m'ouvrir d'autres voies, et je m'arrêtai à la pensée de porter ma cause devant l'empereur de Russie. Il parlait plus que les autres à mon imagination, et j'espérais sortir ainsi de cette suite de raisonnements froids et didactiques dans lesquels le ministre dirigeant me resserrait. J'espérais remuer dans le cœur de l'empereur des sentiments plus généreux, et dans son esprit des pensées plus élevées. Ne devait-on pas les attendre d'une plus haute dignité?

Ce fut dans cette intention que je me rendis, le 16 mars au matin, chez le comte de Nesselrode. Je lui exprimai toute ma peine de voir s'écouler en conversations inutiles un temps si précieux. Je me plaignais de cette forme raisonneuse de M. de Metternich, qui

transportait l'argumentation de l'école au milieu d'un champ de bataille.

— Je sais bien, lui disais-je, tout ce qui me manque pour vous convaincre. J'ignore vos formules et votre langage diplomatique. Mais les sentiments qui m'inspirent n'en sont pas moins ceux que vous devriez partager, et les conseils que j'apporte sont encore plus essentiels pour vous que pour nous-mêmes. Il me semble que s'il m'était permis de les présenter à l'empereur de Russie, ils seraient mieux compris.

— Je ne sais, répondit le comte de Nesselrode, si l'empereur consentira à vous recevoir. Il a refusé de voir ceux qui sont venus ici de la part de M. le comte d'Artois, tels que le comte François d'Escars et M. Jules de Polignac. Mais ces personnes parlaient un langage que nous ne comprenions pas; vous, au contraire, vous parlez notre langue. Ne vous inquiétez pas de ce que vous appelez nos formules diplomatiques. Votre raison s'en passe très bien; et les résistances dont vous vous plaignez tiennent aux décisions graves et presque violentes que vous nous proposez. Au reste, s'il dépend de moi, vous verrez l'empereur.

Le lendemain, je reçus un billet du comte. Il m'annonçait que l'empereur me recevrait ce même jour, à sept heures du soir.

L'idée de cette entrevue porta une sorte de fièvre dans mes pensées. Il fallait aller chez M. de Metternich à l'heure accoutumée, et je m'en plaignais pour la première fois. Mais j'espérais trouver, au retour, quelques heures de méditation. Ce n'étaient plus des raisonnements que je cherchais. Il me semblait que je les avais tous ressassés dans mes conversations avec MM. de

Stadion et de Metternich. Mais j'appelais ces inspirations qui remuent plus puissamment les âmes et entraînent les volontés. Je les demandais, sans savoir qui les donne et où l'on peut les puiser.

J'allais entrer chez le prince de Metternich, lorsque je reçus un nouveau billet de M. de Nesselrode. Ce n'était pas le soir que l'empereur me recevrait; mais immédiatement. Le comte m'attendait chez lui.

J'avais trop peu de confiance en moi pour ne pas être fort contrarié de me trouver ainsi pressé par le temps et de ne pouvoir me préparer un moment à une entrevue aussi importante. J'en étais si préoccupé que je trouvai peu de chose à dire au comte de Nesselrode. Il attendait les ordres de l'empereur. En effet, un aide de camp du czar ne tarda pas à entrer. Ils échangèrent quelques paroles en langue russe, et nous partîmes. Je ne remarquai rien, en arrivant, que la simplicité de la maison occupée par l'empereur et la taille démesurée de ces colosses qui l'environnaient. Je voyais, pour la première fois, les Cosaques de la garde.

Le comte de Nesselrode me précéda dans le salon de l'empereur, si l'on peut appeler ainsi une salle basse qui donnait sur le petit vestibule de la maison. Il en sortit peu d'instants après et me fit entrer.

— Parlez haut, me dit-il au moment où je passais la porte, l'empereur a l'oreille dure.

Les circonstances étaient trop graves, le sentiment qui m'animait trop entraînant pour que j'éprouvasse le moindre embarras, la moindre timidité. Mais cette recommandation d'élever la voix, sans savoir à quel point, jeta quelque embarras sur ma première phrase.

Il y a dans l'organe une accentuation naturelle qui en fait toute la convenance et semble aider à la persuasion. On en perd le rythme quand il faut en forcer le diapason.

L'empereur était debout dans le salon; il n'y avait point de meubles, point de sièges, point de table. J'aurais mieux aimé le trouver assis. Sa taille était imposante; mais sa figure ne l'était pas, quoiqu'elle portât l'empreinte du pouvoir. En ce moment, toute son expression était celle d'une obligeante prévenance.

Il m'adressa d'abord la parole en me demandant mon nom et par qui j'étais envoyé.

— Mon nom, Sire, lui dis-je, est inconnu de Votre Majesté. Je voyage sous un nom supposé. Mais je manquerais au respect que je lui dois si je lui taisais celui que je porte.

Ici je me nommai.

— Il m'est plus difficile, ajoutai-je, de dire à Votre Majesté par qui je suis envoyé. Si elle entend une mission positive et directe, je n'en ai reçu de personne; si elle demande au nom de qui je parle, c'est au nom de cette opinion qui s'est manifestée dans le Sénat et dans le Corps législatif, si ouvertement, que Bonaparte a été forcé d'interrompre violemment leur session. Je parle au nom de tout ce qui reste en France d'indépendance et d'honneur. Le duc de Dalberg, avec qui je suis lié, a connu et facilité mon départ. M. de Talleyrand doit en avoir été instruit, et, sans connaître sa personne, je connais assez ses dispositions.

— Fort bien, dit l'empereur. Et que demande donc cette opinion, au nom de laquelle vous parlez?

— Elle demande, Sire, ce que l'Europe entière veut obtenir : la paix, le repos, la stabilité. Ces vœux si justes de tous les peuples, la France les partage. Méprisera-t-on une alliance si utile, si précieuse ? Est-ce donc une résolution prise de nous traiter en ennemis, tandis que nos vœux et nos sentiments sont conformes aux vôtres? Plus fatigués de nos victoires que le reste de l'Europe ne l'a été de ses défaites, nous sentons plus vivement le prix d'un meilleur avenir ; enfin, nous voudrions rentrer dans la société des nations, si violemment brisée pour le malheur de tous.

L'empereur répondit que, s'il en était ainsi, il serait bien facile de s'entendre. C'était à regret qu'ils avaient porté la guerre en France. Ils n'avaient d'autre motif que d'obtenir la paix; mais, au lieu de sentiments pacifiques, ils avaient trouvé la France hérissée de soldats et d'inimitiés, et n'avaient rencontré nulle part le concours d'opinions que j'annonçais. Enfin il me présenta, en d'autres termes, les premières objections que M. de Metternich m'avait faites.

Je repris à mon tour ce que j'avais répondu de mieux. Je pouvais affirmer les sentiments de la France ; ils étaient unanimes ; j'en prenais à témoin nos souffrances extrêmes et les manifestations faites dans les seules occasions où elles avaient été possibles. Je montrais l'opinion publique comprimée par le chef militaire dont rien n'avait encore infirmé le pouvoir. Ne pouvait-il pas obtenir des succès dans la guerre ? La voie des négociations ne lui restait-elle pas toujours ouverte? Les puissances coalisées le laissaient arbitre de la paix ou de la guerre ; et aussi longtemps qu'il en serait ainsi, qui donc oserait se prononcer contre lui?

L'empereur m'écoutait à merveille; je prenais confiance et ma voix s'animait peu à peu.

— Mais enfin, me dit-il tout à coup, que pensez-vous qu'il y ait à faire? Comment entendez-vous qu'on puisse former de nouveaux liens avec la France?

Je n'avais pas le temps, dans une seule audience, de préparer et ménager mes moyens, et je sentis qu'il fallait franchir tout de suite la difficulté. Je démontrai, avec toute la force de ma conviction, qu'une paix solide était impossible avec Bonaparte; que pour arriver à cette paix tant désirée, il était nécessaire de donner à la France des garanties positives de bonheur et de tranquillité, et que le rétablissement de la maison royale pouvait seul nous donner ces gages d'avenir.

— La preuve d'attachement que vous donnez à vos anciens maîtres est certainement louable, reprit l'empereur d'un air plus froid et plus réservé; elle part d'un sentiment de loyauté et d'honneur que j'apprécie; mais les obstacles qui séparent désormais les princes de la maison de Bourbon du trône France me paraissent insurmontables... Ils reviendraient aigris par le malheur; et lors même que des sentiments généreux ou un calcul mieux entendu leur imposeraient le sacrifice de leurs ressentiments, ils ne seraient pas maîtres de modérer ceux qui ont souffert pour eux et par eux... L'esprit de l'armée, de cette armée si puissante en France, leur serait opposé; l'entraînement des générations nouvelles leur serait contraire; les protestants ne verraient pas leur retour sans crainte et sans opposition; l'esprit du temps n'est pas pour eux... Toutes ces considérations nous ont éloignés de cette pensée. Un tel dessein serait environné d'obstacles, et serait

encore plus difficile à soutenir à la longue qu'à exécuter dans le premier moment. Tout cela a été pesé, ajouta-t-il. D'ailleurs, connaissez-vous les princes de la famille royale?

Et comme je lui répondais que non, et que, soldat de l'armée de Condé, je n'avais connu que les trois générations de cette famille, de héros :

— Eh bien! reprit-il avec une expression mêlée de déplaisance et de regrets, si vous les connaissiez, vous seriez persuadé que le fardeau d'une telle couronne serait trop lourd pour eux... Nous avons bien recherché déjà ce qui pouvait convenir à la France, si Napoléon disparaissait. Il y a quelque temps, nous avions pensé à Bernadotte; son influence sur l'armée, la faveur qu'il devait avoir auprès des amis de la Révolution, avaient arrêté un moment nos pensées sur lui; mais ensuite plusieurs motifs sont venus nous en éloigner. On a parlé d'Eugène Beauharnais; il est estimé de la France, chéri de l'armée, sorti des rangs de la noblesse, n'aurait-il pas de nombreux partisans? Après cela, peut-être une République sagement organisée conviendrait-elle mieux à l'esprit français. Ce n'est pas impunément que les idées de liberté ont germé pendant longtemps dans un pays tel que le vôtre. Elles rendent bien difficile l'établissement d'un pouvoir plus concentré.

Où en étions-nous, grand Dieu, le 17 mars! L'empereur Alexandre, le roi des rois unis pour le salut du monde, me parlait de la République!... Je dissimulai assez bien l'étonnement où me jetaient ces dernières paroles, et je restai assez maître de moi pour répondre à l'empereur sans que l'altération de

ma voix trahit mon émotion. Je n'avais pas assez pratiqué les rois pour m'attendre à une allocution semblable. Je croyais que c'était moi qui plaiderais, et qu'on me répondrait par quelques grandes et nobles paroles, par des sentiments aussi élevés que les supposait la dignité de mon interlocuteur. Mais point du tout, il m'avait tout de suite attaqué corps à corps, en faisant pleuvoir sur moi les raisons les plus serrées, les plus fortes, les plus complètes, enfin les seules et toutes celles qu'on pouvait m'opposer!

VIII

Mon langage prit naturellement une plus froide et plus sérieuse expression :

— Je ne viens point ici, repris-je, partisan aveugle de l'ancienne famille de nos rois, soutenir des intérêts personnels. Si je connaissais un autre parti qui assurât mieux les destinées de la France, fût-ce même le maintien de Napoléon, je l'embrasserai avec le même zèle. Je viendrais ici soutenir sa cause, ou plutôt j'irais me placer dans les rangs de ceux qui combattent généreusement pour lui; mais je connais les vœux de mon pays et les conditions de son salut; nous voulons la paix au dehors, et chez nous des garanties contre le despotisme. Nous ne pouvons attendre ni l'une ni les autres du soldat qui nous domine, et c'est en vain qu'on les chercherait en s'aidant de quelque autre nom propre ou de quelque combinaison nouvelle. Personne n'y prendrait con-

fiance. La France n'aura l'espoir d'un meilleur avenir qu'en se rattachant à son existence ancienne, sous le sceptre paternel de cette famille, qui depuis huit cents ans a présidé à ses belles et glorieuses destinées. Les princes de la maison royale sont trop éclairés par leurs malheurs et surtout par les leçons de l'histoire pour oublier que leur puissance ne s'est fondée et ne peut se maintenir qu'en s'associant franchement aux intérêts de la France. D'après leur caractère personnel, et l'on pourrait dire héréditaire, on doit plutôt craindre leur trop grande facilité que leur résistance aux concessions exigées par les temps.

« Le plus grand nombre de leurs partisans s'est mêlé depuis longtemps à la nation et s'est associé à son esprit; à peine en est-il resté quelques-uns auprès d'eux. Trop fidèles au malheur, trop généreux pour ne pas être exempts de haine, le bonheur inattendu de retrouver un trône pour leurs princes, une patrie pour eux-mêmes, effacerait de leur cœur tout ressentiment, s'il pouvait y en avoir. Le malheur peut aigrir, mais le bonheur adoucit les caractères. L'armée, formée et recrutée sans cesse et sans mesure par les moyens les plus violents, ne demande que le repos. Les chefs mêmes de cette armée, soumis et contraints autant que les derniers soldats, supportent le joug avec peine; ils voudraient enfin jouir des existences qu'ils se sont créées par les armes; ils ne se battent plus que pour l'honneur de leur drapeau. Les protestants forment une très petite part de la population, et sont tellement confondus avec le reste, qu'ils en partagent tous les sentiments. Les passions religieuses se

sont éteintes chez nous avec la foi, et elles ont fait place à de plus terribles entraînements. Enfin, Sire, tous les ressorts sont tellement tendus, tous les intérêts tellement froissés, tous les esprits tellement comprimés, que le retour à un ordre plus naturel et plus doux causera une détente générale et un sentiment de bien-être qui rattacheront tout le monde.

L'empereur Alexandre soutint encore en quelques phrases les difficultés d'une restauration :

— Que sera donc, Sire, repris-je avec plus de force, ce grand soulèvement de l'Europe dont les souverains sont les chefs, et dont Votre Majesté est pour nous le héros, s'il ne sert pas à rétablir la société sur les seules bases où elle puisse reposer, si les principes d'ordre et de justice ne sont pas remis en force et en honneur; enfin, s'il n'assure pas l'inviolabilité des trônes, qui est le salut des peuples? La légitimité des dynasties hautement reconnue par le fait d'une restauration opérée du consentement de tous sera un principe fécond. Tout semble préparé dans les esprits pour recevoir une aussi heureuse influence; seules, les têtes couronnées se manqueraient à elles-mêmes au point de méconnaître ce principe de leur existence!

« Les plus grandes, les plus nobles entreprises ne sont jugées que par leurs résultats. Celle qui a conduit Votre Majesté au cœur de la France doit avoir pour but une fin digne de nous, de l'Europe et de vous, Sire. Si elle ne tarit pas la source des maux qui ont passé sur nous, les contemporains et l'histoire n'y verront qu'une vaine parade, sans grandeur, parce qu'elle aura été sans effet. — Déjà, Sire, conti-

nuai-je en m'animant davantage, les armées alliées portent le poids de l'incertitude qui s'est montrée dans les conseils des rois. Faute d'avoir embrassé franchement un généreux parti auquel les Français se seraient rattachés en grand nombre, on ne nous a montré que des conquérants et des dévastateurs; et moi qui parle à Votre Majesté, moi qui ai tant risqué pour parvenir jusqu'à elle, si je ne suis pas écouté, si je reste convaincu que ce sont uniquement les malheurs d'une guerre odieuse qu'on vient jeter sur nous, en partant d'ici,—dis-je en frappant du pied un peu plus fort que ne le permettait l'étiquette et le respect des cours, — en partant d'ici, j'irai dans mon pays, au milieu de nos Alpes; nous nous armerons jusqu'au dernier; nous disputerons à d'injustes agresseurs les moindres sentiers de nos montagnes; et il coulera bien du sang avant que des troupes ennemies puissent y pénétrer.

L'attention de l'empereur semblait redoubler, et je me sentais encouragé.

— Votre Majesté, continuai-je, reconnaît elle-même qu'elle n'a aucun point d'appui dans ce pays couvert de ses innombrables armées; et comment en serait-il autrement, lorsque la population entière ne voit que des malheurs sans issue? Et qui saurait prévoir les résolutions que peut inspirer un tel désespoir? Si, au contraire, en partant de Francfort, en passant le Rhin, vous aviez réveillé nos vieux souvenirs, si la cocarde blanche s'était unie aux couleurs des différents peuples qui marchaient sur nous; si une décision franche et hautement proclamée avait annoncé à la France qu'on voulait en finir avec les révolu-

tions, qu'il s'agissait du rétablissement de ses rois, et qu'on voulait ainsi assurer son repos et son bonheur, combien les résistances se seraient affaiblies, combien les cœurs et les volontés seraient allés au-devant de vous !... A coup sûr, dans le moment où je parle, Votre Majesté compterait dans ses armées plus de quarante mille hommes qui ont été inutilement sacrifiés !...

Ici, je fus interrompu par un mouvement brusque de l'empereur.

— C'est vrai, s'écria-t-il en tournant entièrement sur lui-même, voilà ce que j'ai dit cent fois, mais on n'a jamais voulu m'entendre !

Ce mouvement et ces paroles changèrent entièrement ma position. Je me sentais plus fort; je devins plus calme.

— Si j'osais dire à Votre Majesté toute ma pensée, j'exprimerais mon étonnement sur la conduite même de cette guerre. Je demanderais à quoi servent ces corps d'armée qui portent sur différents points les têtes de leurs colonnes : ceux qui viennent se montrer dans le nord de la France, ceux qui marchent sur Lyon? Ils semblent ne se répandre ici que pour étendre les désolations de la guerre. On se présente en amis, en alliés, et l'on dévaste le pays, et l'on traite avec Bonaparte ! La guerre devrait être politique, on la fait stratégique. On demande l'opinion et les vœux de la nation aux provinces qui sont muettes, tandis qu'on en trouverait l'expression à Paris, mais à Paris seulement. Il faut pourtant sortir de ces contradictions, ou subir leurs conséquences; se contenter des conditions que Bonaparte, tout

vaincu qu'il est, voudra bien accorder aux vainqueurs, ou finir la guerre d'un seul coup. Voulez-vous, par une action à la fois hardie et généreuse, mettre un terme aux dangers et aux maux affreux de la guerre? Abandonnez les combinaisons compliquées, réunissez vos forces sans regarder en arrière, brûlez vos vaisseaux, marchez droit sur Paris; et je laisse ma tête entre les mains de Votre Majesté pour qu'elle tombe sur un billot, si l'opinion ne se prononce pas hautement pour le rétablissement de la monarchie.

Tout ému que j'étais, je suivais des yeux la belle figure de l'empereur Alexandre; elle n'était ordinairement ni très expressive ni très mobile. Cependant, je la voyais s'animer à mes paroles; la perspective d'un si beau succès faisait briller ses yeux d'un nouvel éclat; et ce fut dans un de ces moments où son exaltation se révélait, que ses paroles prirent une expression extraordinaire.

— Monsieur de Vitrolles, me dit-il, le jour où je serais à Paris, je ne reconnaîtrais plus d'autre allié que la nation française.

Le reste de la conversation fut facile et animé. L'empereur avait été fatigué de beaucoup d'opinions divergentes; on avait embarrassé son esprit d'une foule de considérations secondaires. La situation était difficile, elle pouvait devenir dangereuse; le temps pressait, et j'offrais un parti simple, prompt et décisif; de là tout le succès de cet entretien, qui dura plus d'une heure et demie. Les mêmes paroles, quelques jours avant ou quelques jours après, n'auraient peut-être produit aucun effet. La disposition des esprits, la convenance des temps, le concours des circonstances

servent mieux à la persuasion que la force des raisonnements ou l'habileté du discours.

Les derniers mots de l'empereur me firent pleinement sentir l'impression qu'il avait reçue. Il me tendit la main, et je la serrai dans les miennes en m'inclinant.

— Je pars ce soir pour le quartier général du prince de Schwartzemberg, me dit-il; et je vous promets que cet entretien aura les plus grands résultats.

Je sortis tout autre que je n'étais entré. Le succès inespéré de cette entrevue m'élevait, à mes yeux, comme aurait pu faire une victoire. J'étais, fier vis-à-vis de moi-même, d'avoir changé le cours des événements, et de les avoir fait tourner au salut de mon pays. L'empereur partit à sept heures du soir pour le quartier général du prince de Schwartzemberg, près d'Arcis-sur-Aube. Toute sa suite l'accompagna; le comte de Nesselrode resta seul.

IX

Je revis le prince de Metternich le soir même, et, le lendemain, avec la meilleure assurance que m'avait donnée l'entretien de l'empereur Alexandre. Je ne lui parlai point du rendez-vous impérial que j'avais demandé sans le prévenir, et que j'avais obtenu sans son concours : sa jalousie politique aurait pu en être piquée. D'ailleurs, peut-être avait-il été instruit par le comte de Nesselrode de ma démarche, de la confé-

rence qui s'en était suivie, et de la manière dont elle s'était terminée. Mais je me sentais plus de confiance, et je lui demandais avec plus d'autorité l'adoption des cinq articles que j'avais proposés. J'insistai plus positivement sur le premier, qui exigeait la rupture des négociations de Châtillon, inutiles en tout cas, et peut-être dangereuses. Le prince me paraissait bien un peu plus facile, un peu plus disposé à quelques concessions; mais il ne me faisait aucune ouverture, et ne me laissait rien pénétrer de l'état des questions. Il ne voulait probablement pas donner à mes insistances de nouveaux motifs, que j'aurais puisés dans l'obstination de Bonaparte et les exceptions dilatoires de son ambassadeur.

Je me croyais plus avancé que je ne l'étais. La pensée de traiter avec le dominateur de la France, de le contraindre à la paix, avait été jusqu'à mon arrivée la seule admise par les puissances européennes. Je l'avais peut-être ébranlée, mais non détruite. C'était, suivant eux, en finir plus facilement et à meilleur marché. Tout autre parti leur paraissait aventureux, et fait pour compromettre l'avenir. Ils croyaient trouver leur sûreté dans l'épuisement des ressources de Bonaparte, et le resserrement de son territoire; tandis que leur danger était dans l'élévation de sa position, et l'étendue de son génie, qu'ils ne pouvaient enchaîner. Ce qu'il aurait cédé à la nécessité n'aurait servi qu'à irriter ses vengeances; et ceux qui le portaient aux sacrifices nécessaires pour obtenir la paix avaient bien soin de lui ménager la perspective de renouveler la guerre.

Le jour même (18 mars) où je m'épuisais en raisonnements contre les négociations de Châtillon, elles

étaient sur le point d'être rompues, et le ministre dirigeant se gardait bien de me faire connaître cette circonstance favorable. Il conservait encore l'espoir de les renouer d'une autre manière. Deux lettres, adressées par lui à M. de Caulaincourt, en sont la preuve. La première, tout officielle, explique les motifs de la rupture des conférences. Les propositions de la France, si longtemps attendues et présentées seulement le 15 mars, diffèrent trop complètement de l'esprit qui a dicté le projet des puissances; si elles constituent un ultimatum, il sera impossible d'arriver à une entente. Cependant le ministre dirigeant de la coalition ne veut pas perdre l'espérance de la paix, et la lettre finit par ces mots : « Peut-être sommes-nous plus près de la paix, à la suite de la rupture d'aussi stériles négociations; elle seule remplira tous nos vœux. »

L'autre lettre, du même jour, toute confidentielle, prouve à quel point on s'attachait encore à l'idée de cette paix dangereuse qu'on espérait conclure avec l'homme de la guerre :

Troyes, le 18 mars 1814.

Les affaires tournent bien mal, Monsieur le duc. Le jour où l'on sera tout à fait décidé pour la paix avec les sacrifices indispensables, venez pour la faire, mais non pour être l'interprète de projets inadmissibles. Les questions sont trop fortement posées pour qu'il soit possible de continuer à écrire des romans sans de grands dangers pour l'empereur Napoléon. Que risquent les alliés? En dernier résultat, après de grands revers, on peut être forcé à quitter le territoire de la vieille France. Qu'aura gagné l'empereur Napo-

léon? Les peuples de la Belgique font d'énormes efforts ; dans le moment actuel on va mettre toute la rive gauche du Rhin sous les armes. La Savoie, ménagée jusqu'à cette heure pour être à toute disposition, va être soulevée, *et il y aura des attaques très personnelles contre l'empereur Napoléon* qu'on n'est plus maître d'arrêter.

Vous voyez que je vous parle avec franchise comme à l'heure de la paix ; je serai toujours sur la même ligne.

Je vous ai voué, mon cher duc, la confiance la plus entière pour mettre un terme aux dangers qui menacent la France. Il dépend encore de votre maître de faire la paix. Le fait ne dépendra peut-être plus de lui sous peu. Le trône de Louis XIV avec les ajoutés de Louis XV offre d'assez belles chances pour ne pas être joué sur une seule carte. Je ferai tout ce que je pourrai pour retenir lord Castlereagh quelques jours. Le ministre parti, on ne fera plus la paix.

Recevez, etc.

Signé : Le prince DE METTERNICH.

Il est certain qu'aucune des ouvertures de M. de Metternich, jusqu'au 19, ne contredisait ce qu'il écrivait à M. de Caulaincourt, le 18 au matin. L'avertissement donné par le ministre autrichien, en ce qui concernait les « attaques personnelles contre l'empereur Napoléon, » était un avis officieux de nos négociations pour le rétablissement de la maison royale; et il les présentait comme un motif puissant et nouveau pour décider l'ambassadeur de Bonaparte aux sacrifices que la paix exigeait.

La dernière séance du Congrès eut lieu les 18 et 19 mars. Les puissances alliées considéraient le contre-projet présenté au dernier moment par M. de Caulaincourt comme directement en contradiction avec les bases posées le 17 février précédent, dont elles ne

pouvaient s'écarter essentiellement. La France ne pouvait conserver une force territoriale infiniment plus grande que ne le comportait l'équilibre de l'Europe... Les cours alliées regardaient les négociations entamées à Châtillon comme terminées par le gouvernement français. « Indissolublement unies pour le grand but qu'avec l'aide de Dieu, elles espèrent atteindre, la restauration de l'édifice social, elles déclarent qu'elles ne font pas la guerre à la France... mais qu'elles ne poseront pas les armes avant que leurs principes n'aient été reconnus et admis par son gouvernement. » Les plénipotentiaires des cours alliées terminèrent en déclarant que leurs pouvoirs étaient éteints, et qu'ils avaient ordre de retourner au quartier général de leurs souverains.

M. de Caulaincourt retarda son départ de Châtillon jusqu'au 21 mars, sur le reçu des deux lettres de M. de Metternich en date du 18 mars, citées plus haut. Elles lui laissaient l'espoir de renouer les négociations, et peut-être d'une manière plus favorable, en étant admis à traiter au quartier général des souverains et directement avec les ministres étrangers. Il s'y attachait comme à la dernière espérance. Ainsi furent terminées ces conférences européennes où les peuples venaient revendiquer les garanties de leur nationalité et de leur indépendance si grandement compromise. Il est facile de comprendre comment elles furent sans résultat. Les alliés, unis par la certitude que cette union était leur salut, le furent encore davantage par la résistance que leur opposait le lion des batailles. L'effroi qu'inspirait sa gloire devint un danger. On sentait que, pour assurer la paix avec un tel lutteur, il fallait

le réduire à l'impossibilité de combattre. La pensée des souverains alliés ne dépassait pas la nécessité de resserrer Napoléon dans les plus étroites limites. Lui-même ne pouvait accepter une paix qui l'eût désarmé totalement, et eût irrévocablement constaté toute l'étendue de ses revers. Il les tenait pour incertains aux yeux de tous, tant que les chances des batailles lui restaient ouvertes. Bercé par le souvenir de ses succès passés, il espérait multiplier ses forces par son génie, et il le fit même jusqu'aux limites du miracle. La paix ne pouvait pas sortir de tels éléments. Pour qu'elle fût vraie et réelle, il fallait que Bonaparte fût hors de la question. Lui seul le comprenait; et c'est la raison de sa résistance aux négociations.

On peut même supposer que sa profonde pénétration lui découvrait mieux qu'à nous, mieux qu'à tout le monde, les insurmontables difficultés qui l'attendaient après qu'il aurait accepté la paix proposée. Quelles auraient été, en effet, les conséquences de cette paix, signée, par exemple, aux conditions que le plénipotentiaire de France avait présentées dans la séance du 7 février, et explicitement renouvelées dans sa lettre du 9, au moment où il y était autorisé par la « carte blanche » que lui avait donnée son maître? Les souverains coalisés, unis par la crainte encore plus que par la haine, ne se seraient jamais désunis devant la frayeur que le grand capitaine leur aurait toujours inspirée. Conformément au troisième article secret du traité de Chaumont, ils auraient placé trois cent mille hommes sur nos frontières et dans les plus fortes positions qu'ils auraient pu

trouver. Ce contingent pouvait facilement être doublé ou triplé au besoin. La charge n'aurait pas été trop lourde. Tous les États européens y auraient contribué, et l'Angleterre en aurait fait les frais.

Voilà donc Napoléon isolé, resserré dans des frontières assez larges pour un roi auquel suffit le premier trône du monde, et qui veut se consacrer au bonheur et à la prospérité de son peuple, mais trop étroites pour le conquérant qui avait rêvé de soumettre l'univers. Il n'aurait cessé de revenir à cette pensée et d'en poursuivre la réalisation chimérique, soit par ambition, soit par vengeance contre ceux qui lui auraient arraché cette domination universelle au moment où il avait cru l'atteindre. Or, il ne pouvait sortir de ces frontières sans rencontrer des peuples soulevés et décidés à tout souffrir pour ne pas retomber sous un joug odieux. Toutes ses alliances étaient à jamais brisées, aucune n'était possible, pas même celle de Murat. L'ancienne France, épuisée d'hommes et d'argent et privée de tout crédit, n'aurait pu tenir sur pied qu'une armée à peine égale à celle d'une des puissances belligérantes et tout au plus suffisante à la garnison et à la défense de ses places fortes.

Le mécontentement général se serait augmenté par la détresse des situations particulières. Que seraient devenus ces quarante mille officiers, qu'il n'aurait pu ni faire vivre, ni faire tuer, et toute cette armée d'employés qui refluaient des pays conquis? Comment aurait-il comprimé les oppositions politiques? Elles avaient déjà surgi quand sa fortune était à peine ébranlée; elles se seraient développées avec

toute l'énergie que donnent les souffrances et la misère, et celle, plus dangereuse encore, qui s'enflamme aux instincts de liberté; ceux-là ne meurent jamais en France. L'expression en aurait été plus violente, parce qu'elle aurait été plus longtemps comprimée. Il se serait débattu au milieu de ces difficultés, et, soit qu'il les eût surmontées, soit qu'il en eût été accablé, ce n'aurait été qu'au milieu de déchirements affreux et de maux incalculables.

Dans cette tourmente politique, les oppositions auraient cherché partout des appuis; les souvenirs de l'ancienne maison royale se seraient réveillés; on aurait opposé son droit héréditaire à la force brutale qui s'était couronnée elle-même; l'esprit de concession de l'une à la résistance despotique de l'autre. La restauration serait arrivée un peu plus tard, sous d'autres formes peut-être plus favorables; mais, de toute manière, elle se serait accomplie. Elle était une phase nécessaire des destinées de la France. Elle était inévitable.

Voilà probablement ce que Napoléon voyait mieux que tout autre. Aussi longtemps que les apparences, les noms et les hommes restent les mêmes, le commun des esprits ne s'aperçoit guère des changements qui s'opèrent dans le fond des choses. Bonaparte, couronné par la victoire, était détrôné par cela seul qu'il était vaincu ; et, il l'a dit lui-même, les Bourbons pouvaient seuls le remplacer. Cependant il est certain que, jusqu'au jour des négociations, Bonaparte avait eu la paix dans ses mains. Elle aurait retardé l'époque et modifié la forme de sa chute. — L'importance des négociations de Châtillon sur

l'événement de la Restauration expliquera l'étendue que je leur ai donnée et le soin que j'ai pris de les faire connaître sous leur vrai jour[1].

X

J'ignorais heureusement les dispositions pacifiques que les cabinets de l'Europe entretenaient encore à cette époque. J'en aurais été découragé; tandis que, confiant dans le sentiment qu'ils devaient avoir de leurs vrais intérêts, je continuais à presser des déterminations favorables au rétablissement de la maison royale.

Le 19 au matin, j'attendais l'heure à laquelle je me rendais chez le prince de Metternich, lorsque je reçus un message de sa part. — « D'après les nouvelles de l'armée, apportées pendant la nuit, on avait décidé de faire un mouvement. Il m'attendait chez lui; il avait pourvu à mon départ. » Je le trouvai aussi tranquille et moins préoccupé que jamais. Le prince me dit que la marche projetée n'était point un mouvement en avant, que ce n'était point non plus une retraite, mais une mesure de précaution pour mettre le grand quartier général à l'abri de toute insulte. On se rendait à Bar-sur-Seine. Il m'annonça qu'il ferait le trajet à cheval avec lord Castlereagh, et que je prendrais sa place dans sa voiture à côté du baron de Binder, auquel je pouvais m'ouvrir entièrement et sur tous les points.

1. Voir la note B à la fin du volume.

Il me parlait peu des événements militaires, et je ne lui en demandai pas d'avantage. Cependant il me dit quelques mots d'une victoire qu'ils avaient obtenue à Laon. Bonaparte s'y était porté avec toutes ses forces pour attaquer Blücher dans ses positions. Les deux armées comptaient chacune cent mille combattants. L'aile droite de l'armée française, commandée par le maréchal Marmont, avait été attaquée et dispersée avec une grande perte d'hommes et d'artillerie. Depuis lors il y avait eu à Reims des combats où les succès avaient été balancés. Le comte de Saint-Priest, commandant une division russe, y avait été tué. L'armée du prince de Schwartzemberg, après quelques jours de repos, venait de prendre l'offensive, et l'on s'attendait à une prochaine bataille dont l'issue aurait une grande influence sur le sort de la campagne. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse étaient à l'armée, et on voulait mettre à couvert ce qu'on appelait le grand quartier général, l'empereur d'Autriche, les ministres dirigeants, etc.

Nous parlions de ces événements et de nos affaires en général, lorsqu'on annonça lord Castlereagh. Il entra avec cette figure noble, tranquille, et les manières froides et polies de ses compatriotes les plus distingués; M. de Metternich me présenta.

— Voici M. de Saint-Vincent, lui dit-il, dont je vous ai déjà beaucoup parlé.

La conversation s'engagea sur Paris et les personnes que lord Castlereagh y connaissait, entre autres sur la princesse de Vaudemont. Il l'avait connue à Hambourg, pendant l'émigration, au moment où il faisait ses premiers voyages sur le continent. Je pus lui dire

qu'elle m'avait souvent parlé de lui, et que je lui aurais apporté un témoignage de son bon souvenir, si je l'avais mise dans le secret de mon départ. Nous causâmes ainsi sans toucher aucun sujet d'affaires; mais je lui demandai la permission de l'entretenir le soir même à Bar-sur-Seine. Bientôt après, les deux ministres montèrent à cheval, et j'entrai dans la voiture du prince avec le baron de Binder. La confiance fut bien vite établie entre nous. Ses sentiments étaient parfaitement conformes aux miens. Il allait au-devant de mes vœux et m'encourageait par sa franchise et sa loyauté, en me faisant entendre fort clairement que les résistances de M. de Metternich étaient prêtes à fléchir. M. de Binder était dans la confiance la plus intime du prince, et chargé de tenir le protocole des séances journalières où se réunissaient les quatre ministres dirigeants.

Notre nombreuse caravane était encore plus domestique que militaire. Elle présentait un singulier aspect de voitures, de fourgons de toute espèce; on y comptait plus d'attirails de cuisine que de guerre. Cependant, on voyait par-ci par-là quelques détachements de troupes de nations différentes et de costumes bizarres. Toutes les voitures princières et royales étaient attelées de leurs équipages de campagne, et on voyageait très lentement, le plus souvent au pas.

Nous arrivâmes dans le milieu du jour à Vandœuvre. On descendit dans la cour du château; mais la maison était si complètement dévastée et percée à jour par les troupes de toutes couleurs qui l'avaient successivement occupée et abandonnée que personne

ne pouvait y entrer. On se répandit au dehors, chacun de son côté et à sa fantaisie. J'avais perdu de vue mon compagnon de voyage, et je m'aperçus par les soins que chacun prenait pour le repas que j'avais été sans prévoyance. Je parcourus en vain quelques maisons du village; elles étaient plus ou moins saccagées. Les unes étaient désertes. Dans les autres, on ne pouvait trouver un morceau de pain, et c'était les larmes aux yeux que ces pauvres gens le refusaient. J'entrai toutefois dans une maison qui semblait avoir été plus ménagée, et où plusieurs personnes de notre suite se précipitèrent. Les premiers arrivés semblaient avoir tout épuisé. Cependant, je pus trouver une tasse de bouillon.

Je revins lentement vers la cour du château. On y était occupé à enfoncer quelques piquets en terre et à poser dessus de mauvaises planches, tout cela au milieu du désordre de voitures, de chariots et même de charrettes qui encombraient cette vaste cour. Le prince de Hardemberg venait de faire arrêter les équipages de bouche du roi de Prusse pour donner à déjeuner à la *Herrschaft* (seigneurie). En effet, on servit bientôt quelques petits plats assez recherchés, des salmis de perdrix, des sautés de volaille, du vin de Champagne, c'est-à-dire du superflu à défaut du nécessaire. Tout cela se passait fort en désordre. On m'avait appelé, et j'étais assis vis-à-vis du prince de Hardemberg. Quoique je ne lui eusse pas été présenté, il me regardait beaucoup et me soignait tout particulièrement. En tournant la tête, je voyais lord Castlereagh debout dans son costume de voyage, couvert en guise de manteau, d'un grand collet de drap blanc attaché sous

le menton et descendant jusqu'aux genoux. Il avait mis son couvert sur le haut d'un de ces râteliers renversés qui sont derrière les charrettes de campagne, et il se levait sur la pointe des pieds pour piquer quelque chose dans son assiette. — Un moment après, le prince de Metternich, parlant debout à un officier autrichien à cheval, m'appela près de lui. C'était un courrier envoyé par le général Bubna, commandant le corps d'armée qui se portait sur Lyon. Il annonçait la retraite d'Augereau, et l'occupation prochaine de la seconde ville de France.

Cette nouvelle égaya le déjeuner; car il faut bien dire que, sans avouer nos inquiétudes, toutes les figures étaient sérieuses. On ne pouvait pas se dissimuler que le quartier général rétrogradait, et l'on en ignorait le motif. Les nouvelles de Lyon ne pouvaient arriver plus à propos. J'offris à M. de Metternich d'écrire à un de mes amis qui habitait cette ville, le marquis de Bellescize, pour lui faire connaître la nouvelle direction des affaires et le mettre en rapport avec le général autrichien. Puis nous remontâmes en voiture et le chemin fut repris avec la même lenteur. Mais la conversation de M. de Binder, sur tous les sujets qui préoccupaient ma pensée, m'intéressait trop pour me plaindre du peu de rapidité de notre voyage[1].

1. Voir la note C à la fin du volume.

XI

Nous arrivâmes à Bar-sur-Seine; on m'y avait fait un logement très voisin de celui de M. de Metternich.

Je ne fus plus alors occupé que de la conférence promise par le ministre anglais. — Dès que je jugeai que l'heure était convenable, je me rendis chez lui. Il sortait de table; je le trouvai plus froid et plus réservé que le matin. Je mis d'abord sous ses yeux les grandes considérations qui me paraissaient avoir peu à peu fait impression sur le prince de Metternich, et qui avaient, dans une seule conférence, entraîné l'empereur Alexandre. Mais j'avais affaire à un tout autre caractère. Impassible, il m'écouta avec une attention et un silence imperturbables; j'aurais voulu qu'il me fît la grâce de m'interrompre quelquefois, ne fût-ce que par un signe. Ce ne fut qu'après que j'eus entièrement épuisé mon sujet qu'il me dit « que les points de vue, tels que je les présentais, étaient nobles, élevés, et partaient d'un cœur dévoué à sa patrie, mais que la politique devait se préserver de semblables entraînements. En Angleterre, le gouvernement ne pouvait se passer du concours de l'opinion, et cette opinion était entièrement opposée à faire le moindre sacrifice pour le rétablissement de l'ancienne maison de France; il n'y avait point de ministère assez fort pour embrasser un pareil parti. Le prince régent, à la vérité, avait personnellement les sentiments les plus favorables pour les princes de la maison royale, et il les verrait avec

bonheur rétablis dans leurs droits; mais il y avait loin de ces sentiments personnels à une intervention politique. La cause des Bourbons était tout à fait impopulaire en Angleterre; on y trouverait difficilement un journal qui osât se prononcer en leur faveur. »

Nous répétâmes de part et d'autre, lui les objections qu'on m'avait si souvent opposées, et moi les réponses que j'avais crues les plus décisives. Il éleva bien haut la conduite de l'Angleterre, sa fermeté et sa constance à supporter pendant quatorze années le poids de la guerre, sa persévérance à soutenir l'Europe dans la lutte sanglante où elle s'était trouvée engagée. Nous traitâmes ensuite, l'une après l'autre, les cinq propositions que j'avais présentées. Il les discuta avec froideur et clarté, mais sans en admettre aucune. Dans cette discussion, je trouvais en lui plutôt l'homme d'affaires un peu formaliste que l'homme d'État assez élevé pour embrasser les considérations morales d'une haute politique. J'ai souvent pensé depuis que ma manière tout ouverte et tout animée d'entrer aux affaires sans préambule, sans pouvoirs, sans mission spéciale, avait dû le mettre en garde; mais en ce moment j'éprouvais d'autant plus de déplaisance de ne rien gagner sur l'esprit du ministre britannique que j'étais plein de mes derniers succès. Cependant au moment où je sortais, encore plus mécontent de moi que de lui, lord Castlereagh se leva; et, m'accompagnant jusqu'à la porte, il me dit en appuyant sur ses paroles de manière à les faire remarquer : « Monsieur de Saint-Vincent, laissons faire ceux qui sont plus forts que nous, et plus libres dans leurs déterminations. L'Angleterre a bien prouvé pendant quatorze

ans qu'elle savait venir au secours de tout ce qui était utile et honorable. »

Je rentrai chez moi, en cherchant le sens caché de ces derniers mots; mais je n'en trouvai pas d'assez positif pour me raccommoder avec la conversation qui les avait précédés.

Je fus bientôt interrompu par un message de M. de Metternich. Il m'envoyait demander de me rendre chez lui. Je le trouvai tenant un papier à la main.

— Vous allez être content de nous, me dit-il en souriant; nous rompons les négociations de Châtillon; voici le projet de la déclaration des puissances à ce sujet; emportez-le chez vous, lisez-le avec attention et faites nous toutes les observations que vous jugerez utiles; examinez surtout l'effet que cette publication doit produire en France sur l'opinion.

La joie que j'éprouvai est indicible, et ce fut avec peine que j'en modérai l'expression. Rentré chez moi, je lus et relus cette pièce, plutôt pour mon plaisir que pour remplir les intentions du prince. Je n'étais point préparé au travail qu'il me demandait; quoi qu'on en dise, la critique n'est pas toujours ce qu'il y a de plus aisé. J'aurais été bien embarrassé de dire ce qu'il aurait fallu changer; d'ailleurs, j'étais trop satisfait du fond pour discuter la forme. La rupture du congrès de Châtillon était la première condition d'une nouvelle et grande direction politique; je n'avais cessé de la solliciter, à Châtillon même, à Troyes; elle était là, que pouvais-je y reprendre? Mais je savais bien ce que j'aurais voulu y ajouter.[1]

1. Cette déclaration des puissances alliées expliquait les motifs de

Je retournai bientôt chez M. de Metternich; je lui dis que l'œuvre, telle qu'elle était, me paraissait remplir parfaitement leurs intentions, et les expliquer à la satisfaction des sentiments français les plus purs et les plus éclairés; mais qu'un point essentiel y manquait.

— Et quoi donc? reprit-il avec étonnement.

— Mais, lui dis-je, la déclaration formelle que les couronnes alliées ne traiteront plus et d'aucune manière avec la personne de Bonaparte. Pourquoi ne frapperiez-vous pas tout de suite le coup qui détruira partout le prestige de sa puissance, et qui portera la défection peut-être jusque dans les rangs de son armée; craignez-vous d'en finir trop tôt?

Le prince avait d'abord souri à ma prétention d'ajouter ce petit post-scriptum à sa déclaration. Ensuite il avait repris plus sérieusement qu'on pouvait, qu'on devait bien en arriver là; mais que ce serait le motif d'une déclaration subséquente.

— Au reste, ajouta-t-il, je vais vous donner les moyens de soutenir votre cause par vous-même. Vous viendrez, ce soir, à notre réunion, et l'on vous donnera toute liberté d'y faire valoir vos idées et vos raisons. Nous serons ici à dix heures.

C'était le monde qui s'ouvrait tout à coup devant moi. J'en fus presque ébloui; je me sentais grandi à mes propres yeux; j'étais le véritable représentant de la France, le défenseur de ses intérêts. Je mesurai les

la rupture des négociations de Châtillon. Elle était beaucoup moins étendue que celle qui fut publiée six jours plus tard, en date de Vitry, le 25 mars. Cependant elle renfermait les principales raisons exposées avec clarté, simplicité, et quoi qu'on en puisse penser, avec toute franchise.

devoirs de cette situation nouvelle, et je baissai la tête sous le poids de mon insuffisance. Que n'aurais-je pas donné pour appeler à moi de nouvelles lumières! J'aurais mieux rempli cette grande fonction, tant je croyais alors à la supériorité des hommes exercés dans les affaires, sur ceux qui n'y portent que bonne volonté et droiture de cœur. M. de Talleyrand m'a guéri de ce préjugé.

Je sentais trop ma faiblesse, au reste, pour faire un retour d'amour-propre sur moi-même, et m'attribuer vaniteusement la singularité des événements qui me donnaient un tel rôle à jouer. Je n'éprouvais que la crainte d'être trop inférieur aux circonstances, et je m'efforçais de trouver et de résumer par la pensée tout ce qui pouvait persuader et entraîner les importants personnages au milieu desquels j'allais m'asseoir.

XII

J'étais en relations avec tous les personnages de cette réunion, excepté le comte, depuis prince, de Hardemberg. Son accueil fut le meilleur du monde. Il me sauta au cou et m'embrassa à plusieurs reprises.

— Vous êtes un brave homme! vous êtes un brave homme! répétait-il. Quel bonheur de vous voir ici! Vous êtes un brave homme. Mais pourquoi n'êtes-vous pas venu plus tôt ?

La séance se tenait dans une petite chambre d'une maison bourgeoise des plus simples.

Nous nous assîmes autour de la cheminée. M. de

Hardenberg, qui avait l'oreille fort dure, se plaça à côté de moi, à ma gauche; le comte de Nesselrode était auprès de lui. Lord Castlereagh était à ma droite, entre le prince de Metternich et moi. Le baron de Binder, placé derrière le prince, était entièrement caché par le grand bureau de campagne sur lequel il écrivait. La plus parfaite obligeance était répandue sur tous les visages, et l'on me mit tout de suite en scène.

Je résumai d'abord la déclaration destinée à faire connaître les motifs de la rupture des négociations de Châtillon. Je fis ressortir de mon mieux sa valeur et tout l'effet qu'elle devait produire sur les esprits attentifs à pressentir l'avenir. Mais cet acte me paraissait insuffisant en ce qu'il laissait encore la porte ouverte à de nouvelles négociations avec Bonaparte. Les esprits demeureraient en suspens, et l'opinion publique sans expression, jusqu'à ce qu'on déclarât solennellement qu'on ne traiterait plus avec l'homme de la guerre. C'était le seul moyen de le séparer complètement de la France en le plaçant seul en opposition au vœu de tous : la paix.

— Ne craignez pas que ce parti soit trop audacieux, leur disais-je, l'assurance d'une telle décision ajoutera à l'idée de votre puissance, de cette puissance morale qu'on acquiert en l'exerçant. On dira : « Ils le peuvent puisqu'ils l'osent. »

Je me préparais à soutenir cette discussion envers et contre tous, lorsque, bien loin de trouver de l'opposition ou même quelques objections, je n'entendis que les murmures d'un complet assentiment; au lieu de combattre mes idées, on les fortifiait de nouvelles

raisons, chacun suivant son caractère, le comte de Hardemberg par de vives paroles, lord Castlereagh seul par son silence.

Je me trouvai ainsi bien encouragé et j'abordai la question la plus difficile, la question fondamentale, la remise des provinces occupées par les armées de la coalition au gouvernement du Roi et à l'administration de son frère, Monsieur. Les motifs que je faisais valoir étaient d'abord « la nécessité de se rattacher fortement à la France, au moment où l'on brisait tout rapport avec Bonaparte; et pour traiter avec elle, encore fallait-il qu'il y eût un gouvernement français. Celui que je présentais n'était pas à créer, il était tout fait. Ensuite il importait avant tout de prouver, non par des paroles, mais par des faits sensibles, évidents, qu'on n'en voulait point à l'existence du pays, qu'on respectait son indépendance politique, et l'intégrité de son territoire. On ne devait pas laisser un seul instant planer le moindre doute sur ces points délicats de l'honneur national. Le soulagement qu'une administration française ne manquerait pas d'apporter à nos malheureuses provinces faciliterait toutes leurs opérations. Enfin rien ne devait mieux ébranler l'existence de Bonaparte que de placer en face de lui le gouvernement du Roi, paternel et réparateur. » Cette proposition n'était au fond que la reconnaissance du Roi et de la légitimité par l'Europe entière. Traitée en principe, elle aurait probablement amené de graves discussions; mais ici elle effrayait moins, parce qu'elle se présentait comme un expédient nécessaire pour sortir des difficultés du moment. Dans l'action et le mouvement

des affaires, on se défie des idées générales, des théories, des principes; on n'a pas le temps de les approfondir; on n'en veut pas. Mais on apprécie bien les expédients. Les gouvernements, dans leur action politique sont toujours aux prises corps à corps, avec des résistances et des obstacles. Ils sont obligés de combattre tous les jours pour les vaincre; et, quand la bataille est engagée, mieux valent les services d'un régiment porté sur tel ou tel point que toutes les théories de la tactique la plus savante.

Pendant mon allocution, mes illustres auditeurs s'étaient regardés plusieurs fois avec un sourire plein d'approbation, et j'en étais aussi encouragé que si j'eusse été applaudi par un nombreux auditoire.

— Cela est fort bien, me dit le prince de Metternich; mais en adoptant un tel parti, encore faudrait-il savoir comment on pourra l'exécuter. Le roi est en Angleterre, M. le comte d'Artois est bien quelque part ici, à Vesoul, je ne sais; mais il n'a personne autour de lui pour organiser et diriger une affaire aussi vaste, aussi difficile. Où trouvera-t-il des hommes?

— Oh! pour cela, dis-je en l'interrompant, il n'en manquera pas. Nous avons, vous le savez, une facilité merveilleuse; nous sommes en général disposés à tout faire, et assez passablement. La Révolution n'a-t-elle pas improvisé les officiers et les généraux de ses armées? Monsieur trouvera, au besoin, des administrateurs improvisés comme ici il trouve un négociateur. D'ailleurs notre France est pleine d'hommes préparés à servir un gouvernement selon leur cœur.

— A merveille, reprit-on, car la conversation était

devenue générale, mais il faut avant de prendre un tel parti que nous-mêmes, jetés au milieu de la France, nous puissions être rassurés par la capacité des hommes dont votre prince s'entourerait. Alors vinrent les noms propres. Ils les cherchaient où ils pouvaient les prendre, dans les célébrités mécontentes, éloignées du despote plutôt par la disgrâce que par la haine de la tyrannie.

— Par exemple, me dit-on, aurait-il de l'éloignement pour l'abbé de Pradt, l'auteur de l'*Antidote au congrès de Rastadt*? Vous le connaissez, sans doute?

— Certainement, dis-je, depuis longtemps et avec une sorte d'intimité. Si ce n'était pas un compliment assez perfide, je dirais de lui ce qu'en dit tout le monde : ce n'est pas l'esprit qui lui manque.

— Eh bien, dit M. de Metternich, des hommes tels que celui-là nous offriraient de meilleures garanties que tout ce qui environne vos princes.

— Mon Dieu! lui dis-je, l'abbé de Pradt et tant d'autres! Aidez-nous seulement à nous créer une existence et un pouvoir, et vous en verrez accourir de tous côtés plus qu'on n'en voudrait.

— Mais, reprit un autre, vous verrez que leurs préjugés les empêcheront de rapprocher d'eux des hommes placés haut dans l'opinion et qui peuvent l'entraîner : M. de Talleyrand?... Fouché?...

— Eh! pourquoi pas M. de Talleyrand? répondis-je, un peu embarrassé. Vous devez le considérer comme entièrement rattaché à cette cause, au moins dans son cœur.

On se mit à rire : « Ah! dans son cœur est une très bonne plaisanterie!... »

— Enfin, Messieurs, dans sa pensée, si vous voulez. Et l'on reprit plus sérieusement : « Mais votre prince saurait-il s'attacher Fouché ?

— Fouché, répondis-je à demi-voix, c'est un peu fort; mais enfin, s'il était nécessaire... » Je continuai à m'expliquer en leur disant que je n'avais aucunes relations avec Monsieur, comte d'Artois et ne pouvais préjuger ses intentions; mais je leur assurai très positivement que ce prince, placé en France dans la position où il devait être, ne manquerait pas d'hommes suffisants, dans toutes les parties, que nous en avions en abondance, et de quoi leur fournir à eux-mêmes, s'ils en avaient besoin. Je leur citai parmi les plus remarquables M. Beugnot, en ce moment à Lille, cerné par les troupes de l'alliance.

— Il ne serait, disais-je, peut-être pas impossible de s'entendre avec lui; c'est un homme distingué par l'esprit, le talent et d'une véritable capacité administrative; et, au besoin, nous en trouverons d'autres.

Je sentais bien que, dans ce moment, il ne s'agissait pas de discuter avec mes puissants interlocuteurs, mais de les encourager et de les entraîner.

Mon bon sens s'étonnait bien un peu de la singulière combinaison qui mettait une restauration sous la tutelle des de Pradt, de Talleyrand et de Fouché; mais je lui imposais silence. J'étais en présence de tout ce que l'Europe avait de plus grand dans les conseils; ils donnaient les mains à ce que j'avais demandé. J'osais bien leur indiquer les voies à suivre, mais je ne me permettais pas de les contrarier sur les personnes. Et, au fond, quels autres noms pouvais-je produire? quels étaient ceux que j'aurais pu

mettre en avant? Je ne pense pas qu'il y ait eu jamais un passage, si violent qu'il ait été, d'un gouvernement à un autre, même par la conquête la plus brutale, où les nouveaux maîtres ne se soient appuyés sur ceux qui avaient servi les anciens. C'est peut-être une loi du gouvernement des hommes, comme de la nature, de ne point admettre de brusques solutions de continuité lorsqu'on ne veut pas tout briser.

Cependant ma route s'aplanissait; les difficultés que j'avais vues devant moi disparaissaient. Je proposai de suite la formation de trois corps d'armée français sous le commandement des trois Princes, comme une conséquence immédiate de l'établissement du gouvernement du Roi. Ne lui fallait-il pas une armée? Sa cause ne devait-elle pas être soutenue par des armées françaises? Il importait d'ouvrir à ses partisans, aux princes de la maison, à lui-même, cette carrière d'honneur et de gloire qui s'ouvre dans les combats. Quels avantages ne trouveraient-ils pas dans l'union de nos couleurs françaises avec celles qui, jusque-là, s'étaient montrées non seulement étrangères, mais ennemies? D'ailleurs, si l'on voulait rattacher la France, il fallait lui imprimer un mouvement nouveau, et qui lui fût propre, faire naître de nouvelles espérances, créer de nouvelles ambitions, toucher les intérêts particuliers. C'était le véritable moyen de précipiter la chute de Bonaparte. Il n'avait vécu lui-même qu'en flattant les espérances et les ambitions; tous ceux qu'il avait créés tomberaient en décrépitude devant de plus jeunes et de plus vigoureux. — Je n'eus pas besoin de pousser plus loin mes raisonnements. Je fus interrompu par

un assentiment unanime, une sorte d'acclamation. En ce moment, lord Castlereagh se pencha vers moi et appuya la main sur mon genou.

— Eh bien, me dit-il, n'avais-je pas raison de vous dire tantôt qu'il fallait laisser faire ceux qui étaient plus forts que nous? Vous voyez comme ils marchent; et nous ne les abandonnerons pas.

— Avez-vous autre chose à nous demander? me disait-on de tous côtés; voyez-vous quelques autres déterminations utiles au soutien de votre cause?

Je me plaignais en moi-même, dans ce torrent de faveur, de n'avoir pas une idée de plus; mais il ne m'en vint aucune. — La conversation continua familièrement sur toutes sortes de sujets. On revint sur les personnes qu'on attirerait auprès de Monsieur.

— Il est bien entendu, disait le prince de Metternich, que les cours alliées leur garantissent, en cas de revers, des existences et des fortunes équivalentes à celles qu'ils auraient perdues, et à vous tout le premier.

— Je n'y avais pas pensé en venant ici, lui répondis-je; mais il n'y a pas de revers à craindre, si vous vous maintenez dans des sentiments bien français, auxquels tout ce qu'il y a d'hommes honorables puisse se rattacher.

Nous en vînmes bientôt tout à fait à la causerie. Chacun me demandait des nouvelles de ses connaissances à Paris. M. de Metternich crut se souvenir de m'avoir rencontré dans quelques maisons. Madame de Vaudemont, M. de Talleyrand, le duc de Dalberg et cent autres passèrent en revue. Je leur racontai des anecdotes de la société, des plaisanteries, des calem-

bours et jusqu'à des noëls répandus l'hiver précédent contre les gens de la cour de Bonaparte. Il fallut même leur en dire quelques couplets que j'avais retenus. Je souriais intérieurement de cet abandon familier devant de si graves personnages, plus légers à m'écouter que je ne l'étais, moi, en me prêtant à leur curieuse gaieté. — Enfin, revenant à des paroles plus sérieuses, je résumai notre conférence en précisant sur les articles convenus, et personne n'éleva d'objections, ni sur le fond ni sur l'espèce de rédaction que j'en donnais. Le protocole que le baron de Binder écrivait séance tenante en dirait encore plus à ce sujet que mes souvenirs.

— Toutes choses étant arrivées à ce point, dit le prince de Metternich, il ne s'agit plus que de mettre la main à l'œuvre. C'est sur cela qu'il faut s'entendre. Dites-nous d'abord ce que vous comptez faire vous-même, ajouta-t-il en s'adressant à moi; je pense que vous allez retourner à Paris faire connaître à vos amis les nouvelles déterminations que vous avez adoptées, afin qu'ils nous donnent leur concours; ensuite, vous reviendrez auprès de nous concerter, suivant les circonstances, l'exécution ultérieure de nos plans.

J'étais loin de contredire ces dispositions; elles prouvaient que, cette fois, on ne voulait pas s'en tenir à des paroles. Mais, suivant moi, il m'importait avant tout de voir M. le comte d'Artois, de lui faire connaître la nouvelle tournure des affaires, et de lui soumettre les décisions qu'on venait de prendre. La discussion s'établit, sur ce point, plus vive que je ne m'y attendais. Tout le monde était opposé à mon projet.

— C'est du temps perdu, me disait-on ; on n'a pas besoin de lui pour le servir. On l'instruira par écrit de ce qui a été décidé. On est bien assuré de son approbation, puisqu'on marche si ouvertement en sa faveur. C'est une grande coopération à Paris que vous nous avez promise ; c'est cela qu'il faut obtenir le plus tôt possible. C'est là qu'il faut agir ; le temps presse ; de l'autre côté, on arrivera toujours.

— Comprendriez-vous, Messieurs, répondais-je, que je décidasse ainsi les plus grands intérêts de la France, des intérêts de la royauté, à moi tout seul, sans autorité, sans mission, sans pouvoirs, tandis que le frère du Roi est en France, à Vesoul, à quinze ou vingt lieues d'ici ? Je traiterais, non seulement de ses affaires, mais de son intervention, et pour ainsi dire de sa personne, sans qu'il le sût, sans qu'il l'approuvât !

On combattit encore, et avec une sorte d'opiniâtreté, ma résolution et les motifs dont je l'appuyais.

— Mais pensez-y donc, Messieurs, repris-je avec force ; j'ai pu, entraîné par la nécessité des circonstances, me jeter en avant pour vous faire comprendre, dans l'intérêt de la France et dans le vôtre, comment on pouvait changer une guerre désastreuse en une paix solide. C'était œuvre de bon citoyen. Vous avez reconnu avec moi que l'intervention du roi légitime était la condition *sine qua non* d'un dénouement aussi heureux. A partir de ce moment, je ne saurais faire un pas de plus sans avoir l'assentiment du prince qui représente cette royauté aujourd'hui reconnue. Agir autrement serait jouer le rôle d'un aventurier, qui se jette au milieu de l'orage pour faire du bruit et du

mouvement. Vous ne m'avez pas pris pour tel, puisque je suis ici au milieu de vous ; et cet honneur me rappellerait mes devoirs, si je pouvais les oublier... Le temps presse, dites-vous ? Je le mesure avec plus d'impatience que vous-mêmes. Mais enfin je peux être de retour de Vesoul dans deux jours, et, dans quatre, être rendu à Paris. Et que ferais-je à Paris, du reste, si je n'y apportais l'autorité que me donneront les paroles, les pouvoirs, les ordres de Monsieur ? Il peut seul poser le sceau royal sur tout ce que nous avons fait, et tout ce que nous avons à faire.

On me répondit peu de choses, et le consentement à mon départ fut plutôt arraché que formellement accordé. M. de Metternich dit cependant qu'il me prêterait une de ses voitures pour hâter mon retour. Il m'annonça que le lendemain le quartier général se mettrait encore en mouvement pour se rendre à Bar-sur-Aube. C'était mon chemin ; j'irais avec eux et partirais de là pour Vesoul.

Nous nous séparâmes ainsi vers deux heures du matin. Je rentrai chez moi avec une satisfaction intime, plus facile à comprendre qu'à décrire.

Le lendemain, nous arrivâmes à Bar-sur-Aube d'assez bonne heure[1]. J'espérais, d'après ce qui avait été convenu la veille, que je pourrais me mettre immédiatement en route ; mais, à mon grand déplaisir, le prince de Metternich me retint en disant qu'il fallait attendre le résultat de la bataille engagée le

1. Voir la note D à la fin du volume.

même jour à Arcis-sur-Aube. L'armée des alliés était ramenée à cette position, et Bonaparte s'y trouvait en personne avec toutes ses forces. On attendait d'un moment à l'autre le jeune prince Paul d'Esterhazy, qui devait apporter en courrier la nouvelle de l'événement de cette journée.

CHAPITRE III

BATAILLE D'ARCIS-SUR-AUBE. — MARCHE DES ALLIÉS SUR PARIS. — ARRIVÉE A NANCY. — MONSIEUR A NANCY.

I

Mais avant de reprendre le récit de mes actions, je ne saurais passer sous silence la bataille d'Arcis-sur-Aube, qui terminait la longue guerre si ardemment disputée par Bonaparte. L'importance de cette bataille, qui se lie si intimement aux résultats politiques et à l'établissement de la Restauration est telle que je dois mettre sous les yeux du lecteur les détails que j'en ai recueillis dans la suite par des documents particuliers et certains.

Napoléon était parti de Reims le 17 mars au matin, se dirigeant sur Épernay. Les avis reçus des maréchaux Macdonald et Oudinot annonçaient qu'ils étaient poussés sur Paris par toutes les forces de l'armée autrichienne. Il jugea d'après ces nouvelles que le prince de Schwartzemberg devait être arrivé à la hauteur de Nogent, et mit son armée en marche sur Épernay, la Fère-Champenoise et Méry. En atteignant

la route de Troyes, Napoléon se croyait certain de tomber sur le flanc et l'arrière-garde de l'armée qu'il supposait en pleine marche sur Paris. Mais cette fois les hésitations du généralissime autrichien firent l'office de la prudence ; ses lenteurs lui servirent de génie. Le grand capitaine s'y trompa.

On se souvient de quelle manière et dans quelles dispositions l'empereur de Russie avait quitté Troyes le 17 mars au soir. Son imagination s'était exaltée à l'idée de diriger sur Paris toutes les forces de la coalition, de saper la puissance de Napoléon par l'occupation de sa capitale, et de s'allier aux sentiments français en renversant un pouvoir détesté. Mais il ne pouvait rien accomplir par lui-même ; il fallait persuader le généralissime autrichien. C'est dans cette intention qu'il arriva le 18 au matin au quartier général où le prince de Schwartzemberg était arrêté sur son lit par une attaque de goutte. Dans l'incertitude de ses projets, et croyant Bonaparte occupé à arrêter la marche de Blücher, il laissait flotter les corps de son armée sur un front étendu, et à cheval sur les deux rives de la Seine. Il était si complètement rassuré qu'il ne s'inquiétait aucunement des rapports transmis par les généraux de sa droite. En vain lui apprenait-on que les troupes françaises se montraient plus nombreuses de ce côté ; en vain des avis plus positifs encore avaient-ils annoncé la présence de la garde impériale dont on avait constaté l'apparition. Au moment où l'empereur Alexandre, accompagné du prince Wolkonski, entrait chez le prince de Schwartzemberg, il rencontra le général Toll, quartier-maître général.

— Que faites-vous ici? lui dit-il, vous voulez donc perdre toute l'armée?

— C'est une bénédiction du ciel que votre Majesté soit arrivée, répondit le général Toll. Nous ne pouvons venir à bout de faire comprendre la situation au généralissime. Mais à présent votre Majesté va tout redresser.

A l'instant même, l'empereur Alexandre fit donner par l'état-major des ordres qui furent portés avec la plus grande rapidité à tous les corps de l'armée pour les concentrer entre Troyes et Pougy, entre la Seine et l'Aube. Le corps du prince de Wrede restait seul en avant, pour occuper Arcis et le pont de l'Aube.

Cependant Bonaparte, surpris de ne pas trouver les colonnes ennemies lancées en avant sur la route de Paris, imagina qu'intimidées à son approche, elles s'étaient mises en retraite. Ce n'était pas assez pour lui de les poursuivre; il ne pouvait remporter sur ces masses imposantes la victoire signalée qui lui était nécessaire, qu'en tournant leurs positions. A cet effet, le lendemain 20 mars, jour que ses instincts superstitieux s'étaient plu jusque là à compter parmi les plus heureux, il se mit en marche avec la résolution de remonter l'Aube jusqu'à Bar, s'il le fallait, pour menacer Chaumont et les communications de l'armée coalisée sur le Rhin.

Passant à la hauteur d'Arcis, il fit occuper cette ville sans autre intention que d'en éloigner les ennemis qui s'y trouvaient. Il y arriva lui-même à une heure de l'après-midi, et appela ses généraux en conseil, non pour avoir leur avis, mais pour leur faire entendre ses projets et ses ordres. Méprisant à son tour les

informations qui lui arrivaient de toutes parts, et qui affirmaient que les ennemis n'étaient point en retraite, que le prince de Schwartzemberg avait massé à quelques lieues de là toutes les forces dont il disposait, qu'elles marchaient sur Arcis et n'en étaient plus séparées que par les collines intermédiaires qui les cachaient à la vue, Bonaparte soutint que les alliés devant lui étaient en pleine retraite, qu'il fallait les pousser vivement sur la route de Troyes, en continuant la marche sur Bar. Enfin il ne fut réveillé de son erreur que par les premiers coups de canon tirés sur la cavalerie des ennemis, et en voyant leurs têtes de colonnes s'avancer convergentes sur les hauteurs qui couronnent Arcis.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse étaient arrivés en personne sur ces hauteurs, à Mesny-la-Comtesse; l'infanterie de la garde russe s'y trouvait déjà postée. Le czar, dans l'inquiétude que lui avaient donnée les irrésolutions du prince de Schwartzemberg descendit de cheval ; et fit part de ses anxiétés au général Barclay de Tolly.

— Ces braves gens me feront blanchir avant le temps; lui dit-il en montrant un groupe de généraux autrichiens: pendant que Napoléon nous amuse ici par des mouvements insignifiants, ses forces marchent sur Brienne pour tomber sur nos communications.

Il n'en était pas ainsi : Napoléon avait découvert lui-même du plateau d'Arcis l'armée ennemie rangée en ordre concentrique d'Ortillon à Nozay. Il resserra sa position sur Arcis et Torcy, faisant face à l'hémicycle et couvrant sa droite de soixante pièces de canon. L'artillerie des alliés arrivait également en force.

Alexandre, voyant passer celle de ses Russes, leur jeta ces seules paroles : « Souvenez-vous de Leipsick ! » En même temps, se mettant avec le roi de Prusse à la tête de la réserve, ils descendirent des hauteurs de Mesny-la-Comtesse. Dans cette réserve étaient les Cosaques rouges de la garde impériale russe, dont les clairons faisaient retentir l'air des chants guerriers de leur sauvage contrée. L'animation qu'exhale chez les hommes le pressentiment de la victoire était cette fois répandue sur ces troupes. L'aspect de l'armée française était tout autre. Sombres mais immuables, nos soldats supportaient, avec le sang-froid que donne seul le plus solide courage, les charges pressées de la cavalerie et le feu d'une artillerie formidable ; au moment où la nuit commençait à étendre ses voiles, on les voyait, comme des géants, placés entre les éclairs de la foudre et l'incendie des maisons d'Arcis et de Torcy qui brûlaient derrière eux. Ils se serraient sur le centre, et ne perdaient pas un pouce de terrain,

Dans cette suprême journée où Bonaparte jouait ses dernières chances, le sort voulut encore, comme dans les premiers jours de sa carrière, lui ménager les faveurs du soldat. Son cheval fut tué sous lui ; lui-même, tout en s'exposant continuellement, ne fut pas atteint. C'est à ce jour qu'on rapporte une de ses paroles les plus populaires, telles que le génie les invente, quand ce n'est pas la simplicité.

— Rassurez-vous, disait-il à ceux qui lui demandaient de se mettre à l'abri ; rassurez-vous. Le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu.

Il n'en faut pas davantage pour exalter la valeur du

soldat, et porter sa confiance jusqu'à l'enthousiasme. C'est aussi dans de tels revers, bien plus que dans la victoire, qu'on apprécie la puissance de la force morale. Toute autre armée, sans faire tort à son courage, n'aurait pas, au même degré, été façonnée au danger. Elle n'aurait pas résisté à la supériorité des forces du nombre et des positions. Elle aurait abandonné la lutte, si elle n'avait pas capitulé. Pour ces braves l'un ou l'autre était impossible.

Les deux armées, serrées l'une contre l'autre, à une demi-portée de canon, passèrent la nuit sur le terrain où elles avaient combattu. Tous gardaient leurs rangs ; pas une arme n'était déposée ; les brides ne quittaient pas le bras des cavaliers. C'était un véritable triomphe pour l'armée française. Elle imposait le respect. On l'aurait dite couverte par ses vingt années de gloire.

Ce long temps d'arrêt durait encore le lendemain, bien après le lever du soleil. Des deux côtés on se mesurait des yeux. Les assaillants n'osaient poursuivre une victoire qu'ils auraient payée de tant de sang; les autres restaient dans la fierté de leur défensive. Ce ne fut que vers trois heures de l'après-midi que l'armée française commença sa retraite. Elle était facilitée par un nouveau pont jeté sur l'Aube pendant la nuit. Les alliés s'ébranlèrent alors, non, comme on aurait pu le croire, pour saisir tout l'avantage que leur offrait une manœuvre aussi difficile en face de leur grande supériorité, mais plutôt aurait-on dit, pour presser cette marche rétrograde. Leurs boulets se croisaient sur la ville d'Arcis et traversaient le pont. L'arrière-garde française, retranchée derrière

les maisons crénelées, suffit pour tenir en respect les colonnes ennemies, qui, serrées sur un seul point perdaient l'avantage du nombre, Cependant, vers le dernier moment, le pont ayant été coupé, des troupes sous les ordres du prince de Wurtemberg pénétrèrent dans la ville et trouvèrent une résistance désespérée dans ce qu'il y restait de soldats français. L'artillerie de l'armée en retraite suffit pour empêcher la construction des ouvrages qui auraient pu faciliter le passage de l'Aube à l'armée alliée, et la journée du lendemain montra Bonaparte échappé comme par miracle et s'avançant sur la route de Vitry.

Telle fut la bataille qui fermait cette longue période de guerres, probablement la dernière de celles qui auront désolé l'humanité. Poussée avec plus de vigueur de la part des coalisés, elle aurait eu d'autres résultats immédiats, mais elle aurait coûté bien plus de sang. Les pertes, à peu près égales, furent d'environ quatre mille hommes de chaque côté ; et cependant aucune des batailles précédentes qui avaient entassé un bien plus grand nombre de victimes, n'eut d'aussi grands résultats politiques. C'est dans ce combat d'Arcis, tout à fait imprévu, que Napoléon jugea impossible de faire tête aux forces de l'Europe réunies contre lui; de là la fin de son règne, l'affranchissement du monde, le retour aux idées d'ordre et de stabilité, l'alliance des rois, l'union nouvelle de tous les peuples, enfin le réveil des sentiments de liberté qu'il avait étouffés.

II

Cependant Bonaparte poursuivait, pour cacher sa défaite, les idées qu'il avait embrassées pour obtenir une victoire. Désespérant d'arrêter l'armée ennemie dans sa marche sur la capitale, honteux de reculer tous les jours devant elle, et d'être ramené ainsi sous les murs de Paris, il tenta l'audacieuse aventure d'un partisan.

L'étonnement fut grand chez les alliés de ne point trouver les colonnes françaises sur la route de Paris et de les suivre du côté de Vitry et de Saint-Dizier. Le prince de Schwartzemberg, inquiet d'une manœuvre qu'il ne s'expliquait pas, y supposait quelque stratagème dangereux, et serrait de près l'arrière-garde française partout où sa marche la conduisait.

Mais l'empereur Alexandre songeait toujours à réunir les armées et à les jeter sur Paris. Son aide de camp, Pozzo di Borgo, l'entretenait dans cette disposition, et le prince Wolkonski, chef d'état-major général, avait entièrement adopté l'opinion du czar. Depuis son arrivée au quartier général, les circonstances avaient été trop pressantes pour une pareille ouverture, et le généralissime s'y serait montré fort récalcitrant. En effet, rien ne pouvait être plus opposé au caractère de l'Autrichien, essentiellement *cunctator* et toujours paralysé par la crainte que lui inspirait son redoutable antagoniste.

Une circonstance inattendue vint aider au dévelop-

pement des événements : dans la journée du 23, la position des corps étrangers, placés entre Paris et l'armée française fit tomber les courriers de tous côtés dans ce réseau, et les dépêches interceptées servirent merveilleusement à éclairer la situation. Les lettres de Paris, et entre autres celles du ministre de la police, Savary, peignaient à son maître le découragement de la capitale. L'effroi y était général, les moyens de défense à peu près nuls, le mouvement des esprits était contraire. D'un autre côté, une lettre de Napoléon à Marie-Louise apprenait les motifs de cette manœuvre qu'on ne pouvait comprendre[1] :

« Ma chère, j'ai été ces derniers jours constamment à cheval. Le 20, j'ai pris Arcis-sur-Aube. L'ennemi m'y a attaqué à huit heures du soir, je l'ai battu. Le même soir j'ai pris deux pièces de canon et repris deux autres. Le lendemain l'armée ennemie s'est mise en bataille pour protéger la marche de ses colonnes sur Brienne et Bar-sur-Seine et j'ai résolu de me rapprocher de la Marne et de ses environs dans le dessein de les éloigner de Paris et de me rapprocher de mes places fortes. Je serai ce soir à Saint-Dizier. Adieu, ma chère, embrasse mon fils[2]. »

Ce fut aussi par ces lettres qu'on apprit l'occupation de Bordeaux, et ce premier élan de la population entière qui avait proclamé le retour de la dynastie légitime en la personne de Louis XVIII, et avait

1. Traduite de l'ouvrage anglais de Lord Burghers : *Opérations des armées alliées en France.*

2. Il faut avouer que c'est un singulier bulletin de la bataille d'Arcis.

appelé et reçu le duc d'Angoulême dans ses murs, avec le plus ardent enthousiasme.

Le prince de Schwartzemberg était à Vitry; il jugea ces nouvelles trop importantes pour ne pas les communiquer sur-le-champ à l'empereur de Russie. Le souverain les reçut à Dampierre, à une heure du matin, au moment où le comte de Pahlen annonçait qu'en suivant la route d'Arcis à Châlons, il avait rencontré l'avant-garde du maréchal Blücher, qui s'était avancée de Laon à Épernay, et occupait Châlons. Ainsi, cent quatre-vingt mille hommes réunis fermaient les communications entre Paris et Napoléon.

Animé par l'importance de ces nouvelles, Alexandre se rendit à Sommepuis, où Napoléon avait passé la nuit précédente. Il rassembla sur-le-champ en conseil ses généraux Wolkonski, Barclay, Diebitch et Toll. Il posa la question de savoir s'il y aurait utilité à pousser Napoléon à toute outrance, à le combattre partout où l'on pourrait le rencontrer; ou, le laissant aller à l'aventure, à réunir les armées alliées et à marcher droit sur Paris. Le feld-maréchal Barclay de Tolly fut le premier à donner son avis; après avoir jeté les yeux sur la carte, il dit que, d'après l'opinion exprimée par le czar depuis le commencement de la campagne, le but de la guerre devait être avant tout, de briser la puissance militaire de Napoléon; il fallait donc en ce moment le serrer corps à corps, sans lui laisser un moment de repos. Diebitch, apprenant l'avis du feld-maréchal, dit qu'il lui paraissait convenable que pendant que les armées réunies poursuivraient Napoléon, le général Bulow, qui occupait Soissons, fît une attaque sur Paris. Mais le général Wolkonski,

ayant le mot de l'empereur, ou devinant sa pensée, dit « qu'on ne devait pas oublier que Paris renfermait 40,000 hommes de garde nationale, de nombreux dépôts de régiments, qui appuyés par les corps de Mortier et de Marmont, ne s'élèveraient pas ensemble à moins de 70,000 combattants. Que ferait Bulow avec ses 30,000 hommes, si ce n'est compromettre le succès et l'honneur de l'armée ? — « D'un autre côté, continua-t-il, si nous mettons toutes nos forces à la poursuite de Bonaparte, nous devons laisser un corps considérable pour nous couvrir des attaques des deux maréchaux français, qui ne manqueront pas de recevoir continuellement de nouveaux renforts. D'après ces considérations, mon opinion serait de réunir les deux armées, de détacher un corps nombreux de cavalerie et quelques régiments d'infanterie, à la poursuite de Napoléon, de manière à lui faire croire, au premier moment, que toutes les forces alliées sont à sa poursuite. Pendant ce temps, nous marcherons rapidement sur Paris, nous, par la Fère-Champenoise, et Blücher par Étoges, en nous tenant dans une continuelle communication; nous attaquerons les maréchaux Marmont et Mortier partout où nous les trouverons, et nous les battrons. »

Le général Diebitch chercha un motif pour se rapprocher de cet avis, qu'il voyait bien être celui de l'empereur.

— Certainement, dit-il, si l'intention de Sa Majesté est de rétablir la maison de Bourbon, il faut marcher droit sur Paris.

— Nous n'avons point en ce moment à nous occu-

per des Bourbons, mais seulement de renverser Napoléon, » reprit le czar avec humeur. Et il résuma, dans les meilleurs termes, le plan du général Wolkonski, et le soutint comme son propre ouvrage. Tous tombèrent d'accord, et le czar monta à cheval, dans l'intention de se rendre à Vitry et de communiquer ce plan au roi de Prusse et au prince de Schwartzemberg, mais bien résolu, s'il éprouvait quelque difficulté à obtenir leur assentiment, de l'exécuter avec ses propres troupes et celles qu'il entraînerait avec ou malgré leurs chefs.

L'empereur Alexandre avait fait la plus grande partie du chemin de Sommepuis à Vitry lorsqu'il rencontra le roi de Prusse et le généralissime qui étaient en route pour se rendre auprès de lui. A l'instant, ils descendirent tous de cheval; ils montèrent sur un tertre, à droite du chemin qu'avait suivi l'empereur, et là, assis sur le gazon, ils firent dérouler par le général Toll la carte du théâtre de la guerre. L'empereur expliqua avec une grande précision le plan concerté, et, pour écarter les susceptibilités jalouses, il en fit honneur au prince Wolkonski. Le roi l'accepta tout de suite, en disant : « que c'était la pensée qu'il nourrissait depuis longtemps. » Le général autrichien s'occupait de ses communications momentanément coupées, des magasins de l'armée à Chaumont, qui seraient enlevés et détruits, et si l'on venait à éprouver un échec là où l'on allait chercher un dernier succès, que deviendrait-on? où serait la retraite? Le czar répondit que la perte des magasins serait un bien petit mal, comparée au grand événement qui terminerait la guerre d'un seul coup, et rendrait ces

approvisionnements complètement inutiles; que les communications seraient bien vite rétablies et assurées, lorsqu'on aurait, par l'occupation de la capitale, brisé le pouvoir politique et militaire de Bonaparte. Enfin pour rassurer sur toutes les chances de l'avenir et entraîner les plus timides, l'empereur ajouta que si, par impossible, Paris résistait aux puissantes armées qui allaient l'attaquer, on pourrait transporter le théâtre de la guerre dans le nord de la France, entièrement dégarni de troupes, et s'appuyer sur la Belgique, soulevée contre le joug français. Le prince de Schwartzemberg finit par céder à ces raisons, et l'empereur, se levant avec une sorte d'exaltation et d'enthousiasme, indiqua Paris de la main :

— Marchons! s'écria-t-il, c'est là qu'est le salut de tous!

Un rayon de soleil, qui en ce moment éclairait son visage, donnait à ses paroles un caractère d'inspiration.

C'était le 24 mars, à onze heures du matin, que se décidait ce grand parti. Les deux souverains et le généralissime se rendirent ensemble à Vitry, d'où l'on expédia en toute diligence les ordres qui devaient donner ce nouveau mouvement à tous les corps répandus dans les plaines de la Champagne. Le général Czernicheff, qui commandait l'avant-garde de l'armée de Silésie, se présenta en ce moment à l'empereur, pour lui persuader la marche directe sur Paris.

— Demandez à Wolkonski, lui dit le czar en souriant.

Le lendemain, à la pointe du jour, l'armée se mit en marche sur Meaux où on avait fixé la réunion

générale. En même temps, on détacha un corps de huit mille chevaux et quarante-six pièces d'artillerie à cheval, sous les ordres du général Winzingerode, destiné à suivre pied à pied la marche de Napoléon, à éclairer incessamment tous ses mouvements, pour en transmettre les informations, et surtout à lui donner le change sur la nouvelle direction des armées alliées; enfin, il devait par ses détachements, couper toutes les communications entre Paris et Napoléon.

En admettant, comme je le pensais alors, que le parti de marcher directement sur Paris fût le plus prompt, le plus héroïque pour terminer la terrible lutte, il ne faut pas croire qu'il fût le seul ni le moins hasardeux. Si les armées alliées n'eussent pas adopté ce plan, elles se seraient réunies à la poursuite de l'armée française harassée, moralement décomposée, et, pour ainsi dire, déracinée par sa complète séparation de Paris. Que serait-elle devenue si, par exemple, au combat de Saint-Dizier, au lieu d'avoir affaire au corps de cavalerie légère de Winzingerode, qui la suivait, uniquement pour l'observer, elle avait eu sur les bras, et bientôt tout autour d'elle, les deux cent mille hommes de Blücher et de Schwartzemberg, encouragés par les avantages de leur position, comme ils l'étaient par la supériorité du nombre? Que pouvait-il en résulter, si ce n'est une défaite épouvantable que l'indomptable courage de nos braves soldats aurait rendue plus sanglante et plus complète? Napoléon et sa fortune s'y seraient engloutis sans ressources et sans excuses. Pense-t-on qu'après un tel revers Paris eût fait une plus grande défense?

Non, les souverains y seraient entrés plus orgueilleux, au milieu d'une population plus humiliée. Ils auraient été moins disposés aux ménagements, par cela même qu'ils n'auraient plus rien eu à redouter, pas même l'ombre de Bonaparte.

Celui-ci était vaincu; eût-il signé à Châtillon une paix plus ou moins avantageuse, eût-il obtenu à Arcis-sur-Aube le succès qu'il pouvait encore avoir, sa fortune et sa puissance n'en étaient pas moins renversées. De quelque manière que les circonstances se fussent produites, l'arrêt du destin était prononcé; peu importait en quels termes il serait formulé. A sa chute, la famille royale pouvait seule satisfaire les vœux réunis de la France et de l'Europe; tout découlait de là, et voilà ce qu'on doit reconnaître. Ceux-là mêmes qui ont été les agents les plus actifs de la Restauration ne sauraient, sans la plus ridicule outrecuidance, se vanter de l'avoir faite : ils ont tout au plus contribué à lui donner une forme et à en accentuer le mouvement.

III

J'étais alors bien loin d'avoir la moindre révélation de ces événements et je ne me doutais guère que c'était là, et ce jour même, que se décidait notre avenir. Je pressais de mes vœux l'instant où il me serait permis de quitter Bar-sur-Aube et M. de Metternich ne voulait m'en donner le signal que lorsqu'il serait rassuré sur l'issue d'un combat qui devait

influer sur ses déterminations politiques. Toutes les paroles de la veille supposaient des succès, et elles ne tenaient pas compte des revers; c'est probablement ce qu'il pensait, sans me le dire. Il ne m'avait jamais entretenu des événements de la guerre; et, ce jour-là, le temps paraissait lui manquer. Il me prévint que la réunion ordinaire des ministres n'aurait pas lieu.

En attendant, je passais mon temps d'une manière assez incommode, dans la maison du prince. On avait compté sur mon départ, et on ne m'avait point fait de logement. Tout le monde était occupé autour de moi, soit à l'expédition des affaires, soit à la rédaction des bulletins et des articles à communiquer à la *Gazette de Vienne* et autres. Dèpuis le ministre jusqu'à ses secrétaires, tout le monde travaillait et je ne savais où me réfugier.

Ce fut dans ces heures désœuvrées que le comte de Bombelles vint à moi. Français émigré, il se trouvait attaché au prince de Metternich et à la diplomatie autrichienne. M. de Bombelles était un des fils du dernier ministre de France à Lisbonne, à l'époque de la Révolution. Ses frères étaient au service militaire d'Autriche, et leur père avait, dans ces temps de malheur, cherché un refuge dans l'état ecclésiastique. Il était pourvu d'un bénéfice en Silésie, et c'est lui qui mourut après la Restauration, évêque d'Amiens.

Le comte de Bombelles, que je rencontrais là pour la première fois, et que j'ai connu davantage dans la suite, était un homme d'esprit, non pas exactement de l'esprit d'aujourd'hui, mais de celui qu'avaient nos pères. Il en avait aussi les mœurs et les habitudes,

sans en avoir la dignité. Il était du petit nombre de Français que l'émigration avait jetés hors de leur patrie, sans idée de retour. Les circonstances ont justifié son calcul de fortune. La sienne n'a pas été, comme chez nous, le jouet des événements. Mais il se ressentait d'une position équivoque; sans appui personnel au milieu des jalousies qu'il excitait, il ne pouvait se soutenir qu'en courtisant la faveur. Il se faisait de son abandon volontaire un grief contre son pays; embarrassé comme les renégats, il était forcé par son origine, d'exagérer son zèle pour sa nouvelle patrie, au détriment de celle qu'il avait abandonnée; mieux vaut encore souffrir dans son pays et avec lui. Mais en ce moment la parfaite conformité de nos vues abrégea le temps consacré d'ordinaire aux formalités des relations qui s'établissent. Je me bornai à ne pas lui en dire plus qu'il ne savait.

Cependant l'heure de se coucher arrivait sans que personne eût pensé à me donner un gîte, et sans que j'en eusse demandé. J'attendais l'arrivée du prince Paul d'Esterhazy, qui devait être le signal de mon départ; mais je l'attendais en vain. Il était plus de minuit; les lumières s'éteignaient de toutes parts; je me promenais de chambre en chambre, lorsque j'entrai dans un appartement fort bien arrangé, au milieu duquel était un lit de camp en fer, très soigné, avec des peaux de daim, des draps bien blancs. Je me mis à ôter poliment les draps, et ensuite à me coucher tranquillement sur les peaux de daim et sous les couvertures. Je n'avais pas pris garde à un homme, étendu sur un canapé, qui se réveilla, en se frottant les yeux

et ne reconnut point en moi le maître qu'il attendait.

— Mais, monsieur, me dit-il, ce lit n'est pas le vôtre, c'est celui du prince d'Esterhazy...

— Fort bien, lui dis-je, je le lui rendrai dès qu'il viendra. » Il trouva la raison que je lui donnai très suffisante, s'endormit de son côté, et moi du mien.

Je ne fus point réveillé de la nuit. Les nouvelles de la bataille d'Arcis arrivèrent dans la matinée, rassurantes contre un revers, mais indécises quant au succès qu'on ne pouvait encore mesurer. J'en sus peu de détails, et seulement qu'il m'était permis de partir. Le comte de Nesselrode me dit que la présence de Monsieur, comte d'Artois, à Vesoul était incertaine : le bruit courait qu'il était parti pour Nancy. Dans son obligeance, il me fit expédier des passeports russes, et me remit une lettre de recommandation, la plus pressante, pour M. d'Alopéus, gouverneur de la Lorraine pour les alliés. Le prince de Metternich pensait que Monsieur était à Vesoul; les rapports des généraux autrichiens qui commandaient dans ces contrées n'avaient point fait connaître le départ du prince. Il me proposa de me mettre en route dans la voiture du courrier de Vienne. J'arriverais ainsi à Chaumont; j'y serais adressé au commandant autrichien qui me procurerait toutes facilités pour me rendre à Vesoul ou ailleurs, suivant les informations qu'il pourrait me donner.

Dans ces diverses translations du quartier général, dont la sûreté de l'empereur d'Autriche et des ministres était le principal motif, on n'apercevait jamais sa personne, il partait, arrivait, demeurait, sans qu'on

pût le remarquer, tant sa manière d'être était simple. Tout le monde vantait le grand sens qu'il montrait dans les affaires; elles lui étaient très exactement soumises, et rien ne se faisait sans lui. Je regrettais de ne pas porter à Monsieur des paroles directes de ce souverain, mais rien ne m'avait appelé à lui être présenté. On m'avait seulement dit qu'il appréciait un dévouement qui n'était pas sans dangers, et qu'il avait dit en parlant de moi, dans le style familier dont il aimait à se servir : *der muss ein ganzor man seyn! Il faut que ce soit un homme !*

IV

L'empressement que j'avais de rejoindre Monsieur, comte d'Artois, s'irritait de toutes les difficultés, de toutes les lenteurs; mais j'étais dépendant de toutes manières, et même pour les moyens de voyager. Le prince de Metternich arrangea lui-même mon départ. On verra par la suite quel bonheur ce fut pour moi qu'il ne me prêtât pas une de ses voitures. Il m'embarqua dans le courrier qui se rendait à Vienne et me conduisait à Chaumont. Le général autrichien fut prévenu et devait me donner tous les renseignements et les moyens de continuer ma route.

J'arrivai à Chaumont vers le soir. Mes premières informations furent à la poste. Personne ne put me dire si Monsieur, comte d'Artois, était à Vesoul ou ailleurs, mais on m'annonça bien positivement que je n'aurais ni chevaux ni voiture ; il n'en existait plus

au relais. Le général autrichien auquel je me présentai, quittant le groupe des officiers généraux qui l'entouraient, me reçut comme une personne attendue et recommandée. Je ne reconnus point au milieu de ces habits blancs le prince Louis de Rohan. Quelles que fussent nos anciennes relations, et son étonnement de me rencontrer là, il ne fit pas un mouvement au-devant de moi, à cause du mystère qui enveloppait mon voyage[1].

Au reste le commandant des forces autrichiennes ne savait point où se trouvait Monsieur, comte d'Artois, mais il le croyait plutôt à Nancy et me conseillait de prendre cette route. Quant aux moyens de voyager, il m'offrit tous ceux que l'autorité militaire pouvait obtenir, et me mit entre les mains d'un officier d'état-major. Toutes nos recherches et nos efforts n'aboutirent qu'à me placer sur une charrette de paysan attelée de deux chevaux de poste, et garnie d'une botte de paille. Je continuai ma route de cette manière un peu fatigante pendant toute la nuit, changeant de charrette et de botte de paille à chaque relai, sans en trouver une meilleure. J'arrivai ainsi à Nancy vers midi, poursuivi par la crainte de n'y pas

1. Les princes de Rohan, en qui s'éteint la branche des Guéménée, avaient porté dans l'armée autrichienne l'honneur de leur grand nom, et l'éclat de leur bravoure française. L'aîné, le prince de Montbazon, s'était élevé au grade de feld-maréchal. Le prince Louis avait été de bonne heure officier général; il avait épousé la fille aînée du dernier duc de Courlande, la princesse de Sagan, dont il n'a point eu d'enfants. La fille unique du prince de Montbazon fut mariée à son oncle, le prince Victor, cadet et dernier de ces trois princes de Rohan-Guéménée, feld-maréchal en Autriche. Ce mariage a trompé l'espoir qu'on avait eu de perpétuer cette branche de Rohan.

trouver le prince que je cherchais avec tant d'ardeur.

Plus je désirais savoir ce qu'il en était du séjour de Monsieur, moins j'osais m'en informer, dans le mauvais cabaret où j'étais descendu. Cependant, au milieu de mille autres questions, adressées à la servante, je sus que le prince était à Nancy, et me fis indiquer même la maison qu'il occupait[1].

Je m'y rendis bientôt. En montant l'escalier, je rencontrai un officier qui fixa mon attention, parce qu'il portait un brassard blanc. Je n'en avais pas vu depuis l'armée de Condé. Ce souvenir des temps et des impressions de ma jeunesse me donna un moment d'émotion. Je songeais que, pour la première fois depuis vingt ans, je me trouvais au milieu des miens. Je demandai à cet officier s'il me serait possible de voir Monsieur, comte d'Artois, si je pourrais parler au comte François d'Escars; il me dit qu'ils venaient de se mettre à table, et que je ne pourrais les voir que dans deux heures.

Je revins, en effet, vers cinq heures. J'entrai par cette porte grande ouverte, sans concierge; je montai l'escalier qui n'était ni gardé, ni surveillé et j'arrivai dans une antichambre où je demandai à parler au comte François d'Escars. Il vint à moi en quittant le salon où était Monsieur. La porte entr'ouverte me laissa apercevoir le prince. Dans ce moment, il parlait à quelques bonnes sœurs de la charité, premiers et dignes courtisans d'un Bourbon.

1. C'était la maison de M. Mick. La loyauté de ce généreux citoyen affrontait les dangers qu'une telle hospitalité devait appeler sur sa tête ; heureusement, elle ne lui attira que des faveurs.

Je demandai de prime abord au comte François s'il n'avait pas reçu deux lettres datées de Troyes, adressées à Monsieur, à Vesoul, sous le couvert de son capitaine des gardes, et qui étaient signées « Saint Vincent. » — Il n'avait aucun souvenir de rien de semblable ; mais il recevait un assez grand nombre de lettres pour ne rien affirmer à ce sujet. Je lui dis « que les miennes renfermaient des choses importantes pour le service de Monsieur, qu'elles auraient expliqué l'objet de mon voyage et les motifs qui m'amenaient à Nancy. Le comte d'Escars alla s'enquérir auprès du Prince, et vint me dire qu'aucune de ces lettres n'était arrivée, mais que Monsieur, me recevrait ce jour même à sept heures du soir.

J'allai dans ma petite chambre attendre le moment de cet entretien, qui tenait tant de place dans ma pensée. Je pris un anneau émaillé qui portait cette devise : *Dieu et le roi.* Il était semblable à un grand nombre qui s'étaient répandus à Paris. Madame de Durfort l'envoyait à Monsieur. J'avais aussi décousu les lignes qu'elle avait écrites sur un morceau de gaze d'Italie ; c'étaient mes lettres de créances. — Enfin, je me munis de la lettre que M. de Metternich adressait au prince, et de quelques notes sur les affaires décidées à Bar-sur-Seine.

V

Le comte François m'introduisit dans le cabinet de Monsieur, sous le nom de Saint-Vincent ; il ne m'en connaissait pas d'autre. Le Prince fit quelques pas vers

moi, de cette manière noble, aisée, pleine de grâce et de bonté, qui était la simple expression de son caractère. J'attendais qu'il m'adressât la parole et il le fit tout de suite par une question sur le sujet qui m'amenait.

— Avant d'entrer en explication vis-à-vis de Monseigneur, lui dis-je, je dois justifier ma présence auprès de sa personne, et j'ai espéré que ces lignes, tracées par une main bien connue de lui, serviraient à garantir la loyauté des motifs qui m'amènent.

Le Prince, debout à l'extrémité du bureau, placé au milieu de son cabinet, lisait lentement le petit écrit.

— J'espère que Monseigneur reconnaît cette écriture? dis-je, sans nommer madame de Durfort.

— Si je pouvais ne pas la reconnaître, répondit Monsieur, je reconnaîtrais toujours bien le cœur qui l'a dictée.

Je lui remis ensuite le petit anneau, en lui faisant remarquer les caractères qui y étaient tracés; il le passa à son doigt.

— Cela étant, asseyez-vous; de quoi s'agit-il? Il s'assit alors d'un côté du bureau et moi de l'autre.

Je développai rapidement au Prince la situation de Paris, le mouvement donné aux esprits par les événements de la guerre, les nouvelles du succès du duc de Wellington, sa marche sur Bordeaux, l'effet produit dans le Midi par la présence de M. duc d'Angoulême, le bruit de ses actions militaires, tel qu'il se répandait au moment de mon départ, les espérances propagées parmi ceux qui avaient conservé dans leur cœur la pensée du rétablissement de la maison rovale,

espérances que son départ de Londres et son arrivée sur nos frontières avaient encore animées, enfin le désir de tous de se mettre en relation avec sa personne.

Je lui dis que, parti de Paris le 6 mars, et cherchant les moyens de parvenir jusqu'à lui, j'avais été poussé par les circonstances jusqu'à Châtillon, à Troyes, sans l'avoir prévu, presque contre mon gré ; et comment j'avais été appelé à traiter les questions les plus importantes, avec des facilités inattendues ; j'avais pendant ce temps sollicité les directions qu'il lui aurait plu de me transmettre ; mais mes lettres étaient restées sans réponse. Ensuite je lui fis le récit détaillé de ce qui s'était passé à Châtillon, à Troyes. Monsieur m'avait d'abord écouté avec bonté, ensuite avec intérêt, en me faisant quelques questions sans avoir l'air pourtant d'attacher à ce que je lui disais une bien grande importance ; mais quand je vins à lui rendre compte de la conférence avec l'empereur de Russie, ses yeux s'attachèrent sur moi, son regard s'anima, mais il y avait encore de l'étonnement et quelque doute sur la véracité de ma narration. Enfin, lorsque j'arrivai aux questions débattues et arrêtées à Bar-sur-Seine, que je mis sur la table les papiers qui en renfermaient les preuves, et entre ses mains la lettre de M. de Metternich qui, sans être parfaitement explicite, annonçait cependant un changement favorable dans la politique européenne, son émotion fut au comble ; les larmes roulaient dans ses yeux ; il se leva, et, m'attirant à lui, il me tendit la main, et m'embrassa.

— Non, mon ami, s'écria-t-il, ce n'est pas vous qui

avez fait cela, c'est la Providence qui vous a envoyé !

La conversation continua avec vivacité jusqu'à dix heures du soir. Monsieur la termina en disant que je devais être bien fatigué, et qu'il fallait aller prendre du repos. Le Prince avait beau dire, je ne sentais aucune lassitude ; j'étais soutenu par le grand intérêt qui m'animait. L'impression que j'éprouvais était profonde ; je venais de voir, et pour ainsi dire de toucher ce qu'il y avait pour moi de plus grand sur la terre, l'héritier de tant de rois, le frère du martyr couronné, le successeur au trône de France ; il n'avait été jusque-là pour moi qu'un être idéal environné du cortège des rois ses ancêtres, de leur puissance, de leurs grandes actions, de leurs vertus, une illustre victime de cette Révolution que j'avais détestée sous toutes ses formes. Il rattachait en ce moment à sa personne les espérances d'un meilleur avenir, et j'étais à côté de lui ; nous avions échangé des paroles dans le langage ordinaire ; je n'avais éprouvé ni embarras, ni timidité. Mes sentiments politiques se personnifiant s'exaltaient jusqu'à la passion.

VI

Le lendemain, je me rendis de bonne heure chez M. d'Alopéus, gouverneur de la Lorraine pour les alliés. La lettre du comte de Nesselrode était si pressante que le gouverneur voulait que je m'établisse chez lui ; mais mon petit cabaret convenait mieux à mon sévère incognito ; car enfin je pouvais retrou-

ver Bonaparte aux Tuileries, et Savary à la police. M. d'Alopéus le comprit très bien.

Ses dispositions pour Monsieur étaient les plus favorables. Il me parla avec un respectueux intérêt de la personne du Prince, et avec un vif sentiment de la cause royale. La haine de la Révolution devenait plus vive à mesure que l'espoir d'en briser les conséquences approchait. M. d'Alopéus se fit valoir de tout ce qu'il faisait pour être agréable à Monsieur, comte d'Artois; il aurait voulu l'aider dans ses projets. Il m'expliqua le brassart distinctif d'une sorte de gendarmerie ou troupe de police française, que le gouverneur russe essayait de former pour maintenir l'ordre entre les habitants et les soldats étrangers. Leurs chapeaux attendaient une cocarde; celles qu'ils auraient voulu porter, la cocarde blanche était si positivement prohibée que le séjour de Monsieur et de sa suite n'était toléré sur le territoire de France, par les souverains que sous la condition expresse qu'ils ne porteraient *ni cocardes*, *ni armes*, *ni uniformes*. M. d'Alopéus avait trouvé le petit subterfuge du brassart blanc pour les gendarmes lorrains.

Je retournai ensuite auprès de Monsieur : son cœur semblait venir au-devant de moi; je lui demandai de ses nouvelles.

— Je n'ai pas fermé les yeux cette nuit, me dit-il, mais pour la première fois depuis vingt ans, c'est de bonheur, et c'est à vous que je le dois, mon cher ami.

La conversation recommença comme la veille; mais elle fut si animée, si coupée, si entremêlée qu'il me serait impossible de la rendre avec exactitude; je serai donc obligé de rassembler les

membres épars, non seulement de cet entretien, mais encore de ceux qui suivirent deux ou trois fois par jour. Nous étions toujours seuls, et le plus souvent plusieurs heures de suite. J'appris tous les détails de son départ d'Angleterre. Le roi l'avait envoyé en lui mettant entre les mains les lettres patentes de lieutenant général du royaume dont il devait user suivant les circonstances. Il était parti seul avec le comte François d'Escars, et le comte Melchior de Polignac. Le gouvernement anglais ne l'avait empêché ni encouragé ; il s'était rendu à Bâle, de là à Vesoul, ensuite à Nancy.

Monsieur n'avait pas touché la frontière de France sans trouver des cœurs dévoués à le servir ; en Franche-Comté, les comtes de Scey et de Champagne, M. de Montciel, et un grand nombre d'autres n'avaient pas craint de se compromettre par les témoignages du plus entier dévouement et les intentions bien manifestées de soulever le pays en faveur du Roi. La population s'était, en général, montrée froide, ou plutôt intimidée ; des proclamations du Roi et de son frère avaient été répandues : ils promettaient, de très bonne foi, plus qu'ils ne pouvaient tenir, comme il arrive à ceux qui espèrent peu d'avoir à tenir leurs promesses. Mais Bonaparte pesait encore trop sur les esprits ; la crainte comprimait l'élan et l'expression publique des sentiments, ou pour mieux dire, chez le plus grand nombre, elle les empêchait de naître. Cependant les protestations cachées, les dévouements secrets ne manquaient pas.

La suite du Prince s'était grossie de quelques personnes ; je ne fus en rapport avec aucune d'elles, pas

même de vue; c'était prudence. Outre le comte François d'Escars, un de ces vieux modèles de dévouement à toute épreuve, dont la tradition est perdue, Monsieur avait auprès de lui le comte de Bruges, employé depuis longtemps par le Roi dans des missions à Berlin, Pétersbourg et Vienne. Lorsque le départ de Monsieur fut décidé à Londres, le comte de Bruges reçut les ordres et les instructions du Roi pour y rejoindre son frère, et des pouvoirs qui l'accréditaient auprès des souverains alliés; mais n'ayant pu être reconnu, pas même reçu, il s'arrêta auprès du Prince. Le comte de Trogoff, breton de patrie, de caractère et d'esprit, avait abandonné une existence assurée, et un grade supérieur au service d'Autriche, pour rejoindre Monsieur et se dévouer à sa cause lorsqu'elle n'avait pas encore d'avenir. Le duc de Polignac et son frère Jules, élevés pour ainsi dire sur les genoux de Monsieur, étaient arrivés auprès de lui depuis peu de temps. Ils s'étaient échappés des prisons de Paris, au moment où l'on transférait les prisonniers d'État au château de Saumur. Le comte Alexis de Noailles était sorti de France depuis quelques années pour échapper aux poursuites du gouvernement impérial. On le recherchait au sujet d'une affaire grave : la formation d'un comité religieux à Lyon. Il était accusé d'avoir répandu la bulle du pape qui prononçait un anathème contre l'empereur. Il s'était d'abord rendu en Angleterre, ensuite en Suède, où il s'était attaché à Bernadotte qu'on appelait alors le prince royal de Suède. Enfin il était venu rejoindre Monsieur.

Si j'ajoute à ces noms celui de l'abbé de Latil, alors

petit aumônier du prince, il me semble que j'aurai nommé toute sa suite, je pourrais dire sa cour, son conseil et son armée.

VII

Les pensées de Monsieur, lorsque j'arrivai à Nancy, se dirigeaient d'une part sur le mouvement à donner à l'opinion des provinces pour le soutien de sa cause, de l'autre sur les rapports qu'il cherchait à nouer avec les souverains coalisés. Il faut bien avouer que jusque-là rien n'avait souri à ses espérances. Les pays où Monsieur cherchait à exercer son influence, étaient occupés par les armées étrangères; la population tout entière ne formait des vœux que pour une prompte pacification, et le rétablissement des Bourbons lui paraissait plutôt une question qui prolongerait la guerre. Elle ne voyait d'issue à tant de maux que la paix à Châtillon, avec Bonaparte. D'un autre côté, les ouvertures faites aux souverains alliés avaient été toujours et complètement repoussées, et cependant les prétentions de Monsieur étaient réduites à bien peu; il sollicitait de rejoindre l'armée, et d'y combattre comme simple volontaire. Il était donc en en proie, au moment de mon arrivée à Nancy, à un profond découragement.

J'apportais un royaume, on le sentait, mais on ne le comprenait pas si vite. Monsieur mettait encore en première ligne sa demande de rejoindre l'armée; tout ce que je lui annonçais, tous les sujets plus élevés de nos entretiens ne changeaient pas sa pen-

sée, et les lettres qu'il me remit à mon départ pour les empereurs de Russie et d'Autriche portaient encore en première ligne cette demande de prendre part aux actions de la guerre. Il est des esprits paresseux à se déplacer. Les idées qu'ils ont longtemps caressées survivent, comme un retentissement involontaire, aux circonstances qui les avaient inspirées. Monsieur pouvait être roi, et il demandait encore à être soldat.

Cependant je ramenais peu à peu le Prince à la nouvelle situation qui lui était faite en repassant avec lui les sujets les plus importants des conférences de Troyes et de Bar-sur-Seine : l'administration des provinces occupées par les armées alliées, les personnes dont le prince devait s'environner pour rassurer la France et inspirer confiance à l'Europe. La discussion de ces questions et des autres nous révélait bien des difficultés dans l'exécution; je les pressentais sans vouloir trop m'y arrêter. Saisir et exercer, au nom du Roi, l'autorité souveraine, la faire reconnaître sur la terre de France, être avoué et solennellement reconnu par l'Europe entière, non seulement en principe, mais en fait, était un triomphe bien complet, bien inattendu et plein des plus belles conséquences. C'était tout. Mais quel moment pour établir l'autorité tutélaire du Roi!... Nos provinces étaient inondées de cinq ou six cent mille soldats de nations différentes; comment établir quelque ordre au milieu de ces troupes innombrables, marchant à l'aventure suivant les accidents de la guerre, avançant ou reculant d'après les succès des divers combats? Comment fournir aux besoins d'une telle

armée, régulariser les services, réprimer l'indiscipline et le pillage, enfin protéger nos malheureuses populations? Il était affreux de penser que tous les efforts y seraient impuissants, et qu'une telle responsabilité pèserait sur nous. — Je disais que la politique conseillerait de constater d'abord hautement la reconnaissance du principe, et d'en retarder ensuite l'application jusqu'à de meilleures circonstances; mais le cœur et la conscience de Monsieur se révoltaient à ces ménagements. Il voulait avant tout soulager à tout prix le peuple de ces grandes calamités. Ne devait-on pas espérer que le traité d'alliance conclu avec les puissances nous donnerait de nouveaux moyens de protéger ces populations désolées? Nous disions qu'en de telles conjonctures, il conviendrait d'appeler les provinces mêmes à se consulter sur les moyens de leur salut, en réunissant un conseil permanent auprès des gouverneurs nommés par le Roi, et de réserver à l'administration royale le soin de leur donner le lien, la force d'unité et l'appui de ses nouveaux alliés.

La question des personnes, dont il conviendrait d'appeler le concours avait aussi ses difficultés. Les personnes sont en politique des faits et des principes vivants. Elles ont pour tout le monde un caractère et une couleur véritables ou imaginaires, mais toujours influents. Les noms propres ont tous leur acception comme les autres mots de la langue; personne ne peut les changer. En rapportant au prince ceux qui avaient été nommés à Bar-sur-Seine, je glissais le plus légèrement possible sur Fouché qui devait l'effaroucher. L'abbé de Pradt le faisait rire...

— Mais, me disait-il, pensez-vous qu'il pourrait s'arranger avec l'autre abbé, l'abbé de Montesquiou? Le Roi a conservé à celui-ci son estime et sa confiance; marcheraient-ils ensemble?

Je ne connaissais pas l'abbé de Montesquiou, mais je répondais de l'abbé de Pradt, homme d'imagination, qui s'exaltait facilement, surtout pour la cause victorieuse. Monsieur le connaissait de réputation et semblait m'interroger sur lui. Je me laissai aller à lui raconter sous quels auspices je l'avais connu.

L'abbé de Pradt avait profité de quelques relations de famille fort éloignées pour se faire le neveu du cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Il devint son grand vicaire et arriva par le crédit de ce prélat à l'Assemblée constituante, où il resta silencieux et inconnu; il n'avait pas encore trouvé son esprit. Il accompagna dans l'émigration cet oncle dont il tirait son lustre, et le soigna filialement jusqu'au moment où il lui ferma les yeux. Vers cette époque, il se lia avec Rivarol à Hambourg, et de ce contact sortit l'étincelle qui éveilla son génie. Il prit confiance en lui-même, peut-être un peu trop, et ne pouvant se faire homme d'État, il se fit publiciste. C'est ainsi qu'il fit paraître, en 1798, son premier ouvrage : l'*Antidote au congrès de Rastadt*, et bientôt après, la *Prusse et sa neutralité*. Dans ces deux ouvrages écrits avec conviction, il engageait l'Europe à poursuivre à outrance sa croisade contre la Révolution. Le premier surtout produisit le plus grand effet, et plaça tout de suite son auteur au rang des écrivains politiques les plus accrédités.

Mais ces succès éphémères ne suffisaient pas à

l'activité de son génie ; il se jeta dans la fabrication de projets qu'il adressait aux rois; aux ministres ; et ses projets étaient le plus souvent des plans de campagne, des mémoires sur la direction des armées et les opérations militaires. On lui faisait honneur entre autres, d'un projet de campagne merveilleux, adressé en 1800 au cabinet autrichien ; c'était son chef-d'œuvre, et il passa pour tel jusqu'au moment où il fut accepté. C'était, dit-on, celui qui fut si malheureusement exécuté à Ulm par le général Mack et qui devint si funeste à l'Autriche. Il semble qu'après une si honteuse défaite, personne ne dût en revendiquer l'invention. Mais l'abbé de Pradt usait largement du privilège accordé aux faiseurs ; leurs plans restent toujours parfaits, et le mauvais succès n'est dû qu'aux fautes de l'exécution.

Je lui demandais un jour comment son esprit avait suivi une direction aussi opposée à ses études et à l'état qu'il avait embrassé.

— C'est tout simple, me dit-il ; j'ai passé ma première jeunesse au château de mon père, en Auvergne ; il était lieutenant général ; sa bibliothèque était composée de livres sur l'état militaire, et je les dévorais.

Un de mes compatriotes, auquel je racontais, dans ma naïveté, cette explication du savoir stratégique de l'abbé ; me répondit : « Son père ? lieutenant général ? oui, mais lieutenant général du bailliage[1]. » C'était trop jouer sur le mot.

Malgré son humeur belliqueuse, l'abbé fit sa paix séparée, et rentra en France aussitôt qu'il le put,

1. Charge de judicature d'un ordre inférieur.

en 1801. Il avait connu madame de Vitrolles pendant son séjour à Munster, auprès de madame la duchesse de Bouillon, sa mère adoptive. C'est ainsi qu'à son arrivée à Paris, il venait habituellement chez moi. Les idées de l'émigration fermentaient encore dans son esprit ; il rêvait, disait-il, une restauration que les puissances avaient manquée par leur ineptie dans la conduite de la guerre.

Cependant peu de jours après son arrivée, il me conta assez négligemment qu'il avait vu Fouché. Fouché était encore pour nous Fouché de Nantes, Fouché le régicide, Fouché la terreur personnifiée. Quelques jours après, me tirant à part dans mon cabinet, il me raconta avec sa vive et pressante élocution « qu'il avait encore vu Fouché une fois, deux fois, qu'il s'était ouvert à lui et lui avait prouvé qu'on ne pouvait mettre un terme aux révolutions, rendre à la France son existence politique, son lustre et sa prépondérance en Europe, qu'en rétablissant le trône et l'ancienne famille des rois. Le premier consul était impuissant à cette œuvre du salut, etc., etc., Fouché, disait-il, ne s'était point livré aux premières ouvertures ; mais à la troisième, il avait pleinement donné les mains. « Certes, avait-il dit lui-même, ce ne sera « pas le premier consul qui nous rendra jamais la « paix et la prospérité! Voyez à présent ce *saltim-* « *banque* qui parcourt la Belgique au milieu des fêtes « et des réceptions fastueuses qu'il a lui-même ordon- « nées.... Comparez cette course de charlatan au « voyage du roi Louis XVI à Cherbourg; ces parades « froidement commandées à cette effusion des senti- « ments d'amour dans les populations qui se portaient

« au-devant du roi. Quelle émotion n'inspirait pas la « présence de ce *malheureux* prince ! moi ! moi, « Fouché, j'étais sur son passage dans la foule..... je « versais des larmes grosses comme cela, » et il montrait son poing fermé.

— Ah ! mon Dieu ! m'écriai-je interrompant l'abbé ; les larmes de Fouché !... ce sont les larmes du crocodile, nous sommes perdus ! » En effet, mes cheveux se dressaient sur ma tête, et la main de fer de la police me semblait prête à nous saisir au collet.

Mais mes craintes ne se réalisèrent pas plus que les espérances que l'abbé avait placées en Fouché ; celui-ci avait probablement très bien jugé que ces vœux d'une imagination mobile et d'une foi mourante n'avaient rien d'inquiétant ; et le conspirateur qui choisissait le ministre de la police pour premier confident, ne lui paraissait pas dangereux. Dans ces premiers rapprochements avec les hommes de la Révolution, l'abbé de Pradt remarquait combien ils étaient ignorants de la politique générale, des dispositions des cours de l'Europe, de leurs intérêts, du caractère des hommes et des influences. En revanche il leur, trouvait une habileté, un savoir entièrement inconnu de nous, c'était l'art de manier les esprits, de diriger l'opinion, de la faire et de la changer à volonté.

Quelque temps après, l'abbé de Pradt était parti pour l'Auvergne ; je fis moi-même un voyage et un assez long séjour à Dusseldorff ; nous fûmes ainsi longtemps séparés ; et j'étais encore sur les bords du Rhin lorsque le fils ingrat de la Révolution eut la vaniteuse pensée de ceindre la couronne impériale, comme les parvenus se font des armoiries. On formait

sa maison à l'image des vieilles cours; et à mon grand étonnement, l'abbé de Pradt était nommé aumônier du nouvel empereur. C'était un tour de Fouché, et il avait dû s'en amuser. Je me trouvais à Aix-la-Chapelle lorsque le petit abbé y arriva à la suite de son nouveau maître. Je m'arrêtai un jour de plus pour le voir.

— Eh bien, cher abbé, eh bien! lui dis-je en entrant, le matin dans sa chambre.

— Eh bien, eh bien, me dit-il, en élevant les bras et baissant la tête, il est devenu si grand!... Les rois ont courbé la tête; voudriez-vous que l'abbé de Pradt fût seul à lui résister?... Je n'ai pas, moi, cent pièces de canon à mettre en batterie...

Je le retrouvai ensuite à Paris le jour du couronnement; il se préoccupait beaucoup de la confession de l'empereur et de la pénitence qu'il aurait à lui imposer.

— Ce ne sera pas, disait-il, une pénitence commune; je n'irai pas lui faire réciter des *Miserere;* mais je lui donnnerai une pénitence toute royale; l'amnistie la plus générale de tous les délits, de toutes les disgrâces politiques, l'abjuration de tout ressentiment personnel, toutes les restitutions possibles; enfin à une confession comme il n'y en a jamais eu, une pénitence comme on n'en verra jamais.

L'histoire de la confession m'amusait, et j'en voulais la suite; il me raconta plus tard avec toute franchise, que deux jours avant le couronnement, l'empereur l'avait appelé.

— Monsieur l'abbé, dois-je me confesser?

— Certainement, dit l'abbé; Votre Majesté n'ignore

pas que la consécration, par l'huile sainte est un sacrement, et qu'on ne peut le recevoir qu'en état de grâce.

— Vraiment! dit l'empereur; et l'abbé voyait déjà ce grand pénitent à ses pieds, lorsque Bonaparte reprit : Eh bien! monsieur l'abbé, je me suis confessé!

Nous rîmes beaucoup du désappointement de l'aumônier. On l'appela bientôt l'*aumônier du dieu Mars*, titre qu'il s'était donné lui-même, disait-on.

Mais un emploi sans fonctions, ou même les fonctions de son emploi, ne pouvaient guère contenter cet esprit actif et remuant; aussi cherchait-il quelque issue pour pénétrer dans les affaires. Il en revint aux mémoires sur les questions politiques du moment, et il me les communiquait quelquefois. Je me rappelle entre autres celui qu'il avait écrit à l'époque où l'empereur pressait le cabinet de Madrid de faire cause commune avec lui contre l'Angleterre. L'abbé combattait cette mesure politique par les plus fortes raisons.

Ce mémoire fut remis par Fouché; mais Bonaparte n'aimait guère qu'on se mêlât de ce qu'il appelait *ses affaires*. Il ne permettait même pas qu'on y jetât des regards trop clairvoyants. Il fit dire à l'auteur que c'était fort bien, que c'était fort beau, mais qu'il gardât pour lui ses observations, et qu'il eût soin de n'en faire part à personne.

J'avais mis l'abbé de Pradt en relation avec Dalberg; ils se convenaient, et leurs rapports furent dans la suite assez intimes. Dalberg était encore ministre de Bade à Paris; il fut très curieux de voir ce mémoire

dont la communication était si sévèrement défendue. Nous dînâmes chez lui, portes closes, sans autres témoins que madame de Vitrolles, l'abbé Louis et moi. L'auteur nous lut son mémoire avec l'animation de sa parole et la force de ses poumons. En finissant, entraîné qu'il était, il ajouta quelques phrases improvisées, et finit en disant : « Voilà ce qu'il faut leur dire, voilà ce qu'il faut leur répéter, et s'ils ne veulent pas nous entendre, nous leur dirons... la messe ! »

Si ces paroles, et bien d'autres aussi légères, pouvaient faire douter de sa foi, il n'en restait pas moins prêtre d'une manière indélébile, théologien rigoureux, inébranlable sur la doctrine. Nommé évêque de Poitiers, il se voua entièrement à ses fonctions épiscopales, s'occupant de ses curés, de son séminaire, et même de prédications ; il vint se faire entendre à Paris avec plus de prétention que de succès. Il voulait se préparer un rôle politique et se croyait le cardinal de Retz, allant faire des retraites à Saint-Lazare, ou des sermons à Saint-Jean-de-Grève. L'audace de son esprit et la turbulence de son caractère lui donnaient bien quelques traits de ressemblance avec le fameux coadjuteur ; mais la pensée de faire revivre un tel personnage était un singulier anachronisme : il ne se trompait que de cent cinquante ans.

C'est en poursuivant cette idée fantastique que l'évêque de Poitiers se mit hautement sur les rangs pour succéder à l'archevêque de Paris, le vieux cardinal Dubelloy. Il se montra d'abord assuré du succès, soit qu'il y crût, soit plutôt qu'il voulût y faire

croire. On dit qu'une prétention bien établie dans le monde est un moyen de réussir; c'est au moins pour l'amour-propre la consolation d'un revers. — Il me disait avec complaisance combien il avait acquis de considération auprès de l'empereur par le charme de sa conversation, et auprès de cette cour toute militaire, parce que seul il savait parler leur langage ; et il était prêt à m'en donner des preuves par les mots les plus expressifs et les plus soldatesques de la langue, et cela pour me montrer qu'on ne pouvait manquer de le faire archevêque de Paris. Ensuite il cherchait de meilleures raisons.

— Je ne serai pas seulement un prêtre, disait-il, je serai un archevêque de Paris avec toute la grandeur des temps passés, et toute l'intelligence du siècle actuel : je ne m'amuserai pas à leur faire prêcher le dogme; il est usé et ne sert plus à rien; c'est de la morale qu'il leur faut; c'est ainsi qu'on soumet les esprits. Je leur dirai tous les matins ce qu'ils doivent croire, ce qu'ils doivent penser. Croyez-vous que ce charpentier de rhétorique qu'on appelle le cardinal Maury en puisse faire autant ?... Et puis, je serai un grand seigneur; j'élèverai la considération du clergé à une hauteur que les meilleurs temps pourraient envier... J'aurai une grande maison. » — Et comme s'il eût voulu capter mon suffrage : « Les gens d'esprit, mes amis, et vous au premier rang, vous aurez tous les jours votre couvert chez moi. » — L'empereur eut pourtant la mauvaise grâce de ne pas donner à son aumônier cette occasion d'imiter le coadjuteur de Paris.

Plus tard, en 1808, il fut mêlé à cette épouvan-

table intrigue de Bayonne, alors que Bonaparte voulut escamoter une famille de rois et filouter un royaume. On ne sait trop quel rôle joua l'abbé au château de Marrac, quels services il rendit; mais on peut juger par la grandeur de la récompense qu'ils étaient importants. Il fut nommé archevêque de Malines. Il y avait de quoi satisfaire son ambition ecclésiastique; mais sa passion de jouer un rôle politique n'en fut que plus irritée. Enfin nommé en 1812 à l'ambassade de Varsovie, il se crut arrivé au comble de ses vœux. Bonaparte l'avait choisi pour caresser et tromper les sentiments catholiques des Polonais. Il voulait les soumettre, et croyait mieux cacher sa griffe sous le rochet et le camail de l'archevêque. Mais celui-ci ne voulut pas entrer dans l'esprit de sa mission. Il la remplit en capitaine de dragons, jouant l'esprit fort, scandalisant par ses propos. Il ne réussit à rien. Aussi Bonaparte le compte au nombre des causes qui ont ruiné son entreprise, comme l'incendie de Moscou et le froid de trente degrés.

L'archevêque de Malines s'échappant de Varsovie rencontra son maître qui fuyait de toute la rapidité de son traîneau, abandonnant sans secours les malheureux qu'il avait précipités dans ces désastres inouïs. Cette rencontre fortuite de l'ambassadeur chassé et de son empereur en fuite se passa dans un village de Pologne. Il la racontait volontiers plus tard ou plutôt la dessinait. Dans une misérable maison de paysan, une chambre enfumée, la servante accroupie devant la cheminée et soufflant le feu à grands efforts de poumons. Suivant son récit, l'audace fut de son côté. Il la poussa jusqu'à l'impertinence; et

pour le croire, il faudrait supposer Bonaparte bien accablé par les revers de sa fortune.

— Il n'y a qu'un pas du sublime au ridicule, » disait-il, mais il aurait pu ajouter que pour un faquin il n'y a qu'un moment de la flatterie à l'insolence. Ce que l'abbé ne racontait pas, et qu'il ignorait, peut-être, c'est combien l'empereur fut blessé de la familiarité de ses manières et du dégagé de ses paroles. Cet entretien n'avait d'autre témoin que le grand écuyer. Pendant les impertinents discours de l'archevêque, Bonaparte prit un crayon comme pour écrire un ordre pressé; et il remit à M. de Caulaincourt un papier où il avait écrit : *Délivrez-moi de ce faquin.* Le grand écuyer sortit comme pour transmettre cet ordre ; il fit aussitôt appeler l'archevêque, et l'éloigna je ne sais sous quel prétexte.

— Aujourd'hui, disais-je au prince, retiré dans son archevêché, il accepte assez volontiers la position de disgrâce qu'on lui a faite; elle convient à ses prétentions; l'exil et la persécution sont les faveurs d'un gouvernement qui s'écroule. Ses calculs ont plus de part que son ressentiment à son éloignement de la cause qu'il a servie; il se trouve ainsi libre, et, je crois, très disposé à revenir à ses premières amours. Il vaut bien la peine qu'on le rattache. L'abbé de Pradt n'a guère que cinquante ans; sa parole est haute, ferme et accentuée ; sa discussion pleine d'autorité, si on la lui laisse prendre; elle se ressent de l'assurance que donnait à l'esprit l'argumentation de l'ancienne école; mais il en cache le squelette sous une élocution facile, fleurie et quelquefois énergique ; cependant il est plus fort à l'attaque qu'à la défense ;

il s'embarrasse quelquefois à la réplique; tout se présente à lui plutôt en idée qu'en sentiment. Constant dans ses relations, s'il n'éprouve pas de vives amitiés, au moins n'a-t-il ni fiel ni rancune même pour les offenses. Il conserve assez les convenances de son état, excepté celle des paroles; si sa foi peut paraître douteuse, sa doctrine est ferme, il est plus théologien que religieux; ses principes sont peut-être relâchés, mais il en a et ne les abandonne point. Ses mœurs sont faciles et jamais scandaleuses. Enveloppez tout cela dans une taille petite et mince, maigre et nerveuse; donnez-lui des yeux très bruns, vifs, brillants, expressifs, qui se détachent sur le fond jaune et pâle de son visage amaigri, et vous aurez le portrait de l'abbé de Pradt, tel que je l'ai connu. »

VIII

Monsieur me donnait toute carrière en m'écoutant avec intérêt, et il m'introduisait à son tour dans un monde nouveau; il me parlait du Roi avec réserve, de la supériorité de son esprit avec déférence. C'est déjà beaucoup de convaincre les autres qu'on en a plus qu'eux. Louis XVIII montrait un courage impassible à supporter ce long exil, il était soutenu par un vrai sentiment de dignité, par la foi qu'il avait en son droit et la confiance en son avenir. Dans sa retraite à Hartwell, il jouissait en paix de lui-même, au milieu d'une société assez étroite, mais sur laquelle il exerçait tous les genres de supériorité; il préférait

celle du bel esprit. Sa vie était celle d'un grand seigneur dans ses terres, au milieu d'une nombreuse famille. On parlait peu des intérêts et des événements politiques. Les faits et les dates de l'histoire, la littérature française et celle d'Italie et d'Angleterre étaient les sujets choisis de ces conversations du soir où tous les habitants du château étaient réunis.

La reine, qui s'était rapprochée depuis de son royal époux, s'était associée à ce genre de vie, et sa perte avait été vivement ressentie. Madame la comtesse, depuis duchesse, de Narbonne y montrait les grâces de son esprit et de sa diction pure et élégante. Elle était l'objet des préférences et des attentions du Roi.

M. le duc d'Angoulême et Madame, habitaient aussi à Hartwell, mais ne vivaient pas de la même vie. Ils soupiraient pour un autre avenir, non par ambition des grandeurs perdues, mais parce que les journées leur paraissaient monotones et sans intérêt. Leur maison et leur intimité se composaient de la comtesse de Choisy, devenue la vicomtesse d'Argout, du comte Étienne, devenu duc de Damas, et de sa femme, sœur de madame de Narbonne. M. le comte d'Artois et M. le duc de Berry habitaient Londres dans une vie plus indépendante. Le père avait perdu depuis quelques années la plus longue et la plus douce affection de son cœur, madame de Polastron[1]. Sa vie en était devenue plus sérieuse. Le sentiment qu'il avait eu pour elle l'avait sevré de

1. Madame de Polastron, née d'Esparbès de Lussan, était belle-sœur de la duchesse de Polignac.

bonne heure des orages d'une ardente jeunesse, et la douleur de sa mort l'avait ramené aux pratiques de la religion [1].

M. le duc de Berry usait à Londres l'activité de son caractère, faute de ne pouvoir le mieux employer. Son goût très éclairé pour les arts, la société anglaise et française, particulièrement celle des femmes, occupaient tout son temps. Une Anglaise digne des sentiments qu'elle lui avait inspirés avait captivé son cœur et son imagination. Il lui aurait fallu la guerre et les combats, et il avait prouvé à l'armée du prince de Condé qu'il en avait l'intelligence et le brillant courage; mais en ce moment, ils lui étaient interdits. Le prince avait auprès de lui quelques-uns des plus jeunes et des plus distingués de l'émigration, entre autre le comte de la Ferronnays et un certain nombre de personnages; dont quelques-uns étaient fixés par les habitudes qu'ils y avaient prises. Le plus grand nombre était retenu par ce que le cœur de l'homme renferme de plus noble : la fermeté inébranlable des convictions et des principes, poussée jusqu'au sacrifice de tous les intérêts et la constance dans une longue infortune. La France pouvait bien réclamer de tels enfants avec orgueil. D'autres enfin,

1. On assure que le premier pas de Monsieur dans cette voie de pratique, fut au moment où l'on administrait madame de Polastron. M. le comte d'Artois, dans sa profonde douleur, voulut communier en partageant l'hostie que recevait la pauvre mourante. C'était l'abbé de Latil qui assistait à la mort de madame de Polastron. Ceux qui cherchent les causes de tout, même de ce qui n'est pas, ont voulu trouver dans cette circonstance la source du grand crédit qu'ils ont supposé à l'abbé de Latil sur l'esprit du prince; et dans la vérité, ce grand crédit dont on a fait tant de bruit, n'a jamais existé.

évêques éminents de doctrine et de vertus, s'arrêtaient devant leur conscience. Ils ne reconnaissaient point au pape le droit de consacrer l'usurpation, de régler un concordat avec un autre qu'avec le roi légitime, enfin de disposer de leurs sièges sans leur consentement; ils ne voulaient acquiescer à ces violences, ni par leurs serment, ni par leur présence.

Les hommages de ces aînés de la France faisaient au Roi dans les occasions solennelles, si ce n'est une cour, au moins un entourage assez nombreux pour qu'il n'aperçût pas tout ce qui manquait derrière ceux-ci. Il portait dans son cœur royal la dignité des sentiments et toute la majesté de sa race. La noblesse des pensées lui était aussi naturelle que celle du sang qui coulait dans ses veines, et toutes les fois qu'il avait à prendre une détermination, il se grandissait de toute la hauteur de tant de rois qu'il représentait. Dans l'habitude de sa vie d'exilé, il aimait assez le rôle et l'apparence de la royauté; des capitaines des gardes, le duc de Grammont et le duc d'Havré; des premiers gentilshommes de la chambre, les ducs de Fleury et d'Aumont, prenaient leur service tour à tour; le duc de Duras partait quelquefois de Paris pour *faire son année*. Enfin il avait un favori.

Le comte d'Avaray avait été le plus intime; il n'y a point d'amitié antique, vraie ou fabuleuse, en prose ou en vers, qui n'eût été mise à contribution pour célébrer cet attachement: Castor et Pollux, Achille et Patrocle, Nisus et Euryale, Auguste et Cinna, Henri IV et Sully, etc. Le Roi avait nommé M. d'Avaray duc, aussitôt que son droit à la royauté avait été

ouvert, et le père a hérité du titre de son fils, depuis que cette royauté est devenue réelle.

Mais qu'était le favori d'un roi dans l'exil? Il était tout : il déchargeait son maître des soins importuns de son empire ; il réglait la maison, les gens et les cuisines, s'interposait entre le Roi et les princes de sa famille de manière à les tenir à distance, et suivait les correspondances. Les plus importantes étaient relatives aux subsides que fournissaient l'Espagne, Naples, quand elle le pouvait, la Saxe comme la plus rapprochée de parenté. On entretenait outre cela des correspondances politiques assez suivies dans les principales cours de l'Europe, soit par des personnes dévouées qui y résidaient, soit par des envoyés ; c'est ainsi que le duc d'Aumont, le marquis de Bonnay étaient allés en Suède, le comte de Bruges à Pétersbourg et plus tard à Vienne.

M. d'Avaray, attaqué de la poitrine, avait fait pour sa guérison un voyage en Italie. Il avait rencontré à Florence M. de Blacas, d'une très ancienne maison de Provence tombée depuis longtemps dans cette gêne de fortune qui obscurcit l'éclat des plus grands noms. Celui-ci, pauvre sous-lieutenant émigré, vivait à Florence dans la condition la plus étroite, lorsque M. d'Avaray se l'attacha pour l'aider dans sa correspondance. En d'autres circonstances, c'eût été un secrétaire ; dans celles de l'émigration, c'était autre chose. Ramené en Angleterre et présenté au Roi par son nouveau patron, M. de Blacas se rendit agréable et utile, et les progrès du mal ayant conduit M. d'Avaray à l'île de Madère, célèbre pour les cures de ce genre de maladies, il laissa son protégé auprès du Roi

pour servir d'intermédiaire à leur correspondance. M. d'Avaray mourut bientôt dans le lieu même où il était allé chercher sa guérison. M. de Blacas recueillit tout naturellement la succession de faveur qui lui serait échue, même s'il ne se l'était pas ménagée, avec une sorte d'habileté, en sondant et caressant les faiblesses du cœur royal. Soit par conformité de caractère, soit par instinct de flatterie, il modelait ses idées sur celles de son maître. Le Roi n'aimait pas à prendre de parti décidé ; M. de Blacas en concevait peu et n'en proposait jamais. Le Roi aimait à faire peser son autorité sur ce qui était le plus près de lui et sur les princes de sa famille. M. de Blacas appuyait encore sur le joug pour le faire mieux sentir, et on l'accusait même d'exciter les instincts jaloux qu'on supposait au Roi contre son frère, qui l'avait toujours surpassé par les agréments de sa personne et ses succès du monde. La guerre fut ainsi déclarée contre le nouveau favori. On ne se contentait pas de louer l'ancien, on ne perdait pas une occasion de donner à celui-ci tous les dégoûts, de lui faire éprouver les hauteurs et les airs de mépris, enfin ce genre d'insulte qu'on ressent d'autant plus qu'il est impossible de les qualifier et de s'en plaindre, parce qu'elles n'ont point de corps. Mais c'était servir au mieux celui qu'on voulait perdre. Le Roi s'entêtait dans cette guerre de mauvaises façons il y mettait tout ce qu'il avait de caractère. Si les attaques étaient venues de toute autre part, il aurait facilement abandonné celui qui en était l'objet, mais contre les siens, il le défendait, comme il aurait dit lui-même, *unguibus et rostro*. A chaque désobligeance pour son favori, il répondait par un témoi-

gnage de faveur: « Je le ferai si grand qu'ils n'oseront plus l'attaquer, » disait-il, en nommant M. de Blacas grand-maître de la Garde-robe. Quelle confiance dans sa royauté, de croire qu'il faisait quelque chose en nommant à Hartwell un grand officier de sa maison !

A travers les ménagements que Monsieur gardait, en parlant de M. de Blacas, on voyait qu'il faisait fort peu d'estime de sa capacité. Il y a antipathie d'espèces entre l'héritier présomptif et le favori. Mais Monsieur tira le meilleur parti du dégoût que lui inspirait le favoritisme, ce fut de s'en préserver.

Le prince se plaisait à m'introduire dans ce monde nouveau pour moi, et souvent de simples détails me dévoilaient des situations entières. En me montrant les lettres patentes de lieutenant général du royaume, il m'apprit que le Roi était souvent pris par la goutte, et quelquefois au point de ne pouvoir marcher. Mon étonnement fut tel que je ne pus en cacher l'expression. Je me levai et je reculai de deux pas.

— Comment, dis-je avec trop de vivacité, le Roi ne peut pas marcher?... mais, au moins, il peut monter à cheval ?

— Pas du tout, me répondit le prince.

— Eh ! mon Dieu ! m'écriai-je, qu'allons-nous devenir? » Et après un moment de silence, je repris : « Eh bien, nous monterons à cheval pour lui ! »

Cependant je m'arrêtais, effrayé devant l'image d'un roi impotent, moi qui le rêvais tel que Burke peignait celui à qui il serait donné de relever le trône de ses ancêtres. « Qu'il ne pense pas, dit-il, qu'il puisse dormir sur des coussins de velours..... il faudra qu'il par-

courre les provinces, qu'il soit toujours à cheval, enfin qu'il joigne aux droits de la légitimité toutes les qualités nécessaires à un usurpateur. »

IX

Dans un de ces moments de causerie familière, Monsieur me racontait que les princes ses fils l'avaient supplié de conserver les cheveux coupés, et quoi qu'il pût arriver, de ne pas reprendre la poudre. Il s'inquiétait de ces formes de l'ancien régime. Qui aurait pu deviner que cette condescendance toute simple pouvait avoir des conséquences importantes ? Il n'existe pas dans la nature de germes aussi cachés que ces infiniment petites causes des événements humains.

En effet, les cheveux coupés et sans poudre ont interdit à la cour l'usage des habits habillés. Faute d'habits habillés, on a porté des uniformes ; l'uniforme a exigé des épaulettes ; les personnes d'un âge avancé ou d'un rang élevé n'ont pas pu se contenter des épaulettes de sous-lieutenant ; on a demandé des grades, non à raison des services militaires, mais à la convenance de son rang ou de son âge. D'abord, c'était seulement pour en porter les insignes ; bientôt on a voulu avoir les grades réels, exercer les emplois, jouir des traitements. Ces prétentions furent servies par l'inconcevable facilité du ministre de la guerre, le général Dupont ; mais de là le juste mécontentement de l'armée, et son seul grief raisonnable contre la Res-

tauration. Elle acceptait sans peine les grades de l'armée de Condé et de la Vendée ; mais elle ne supportait pas ceux des Tuileries en 1814, et, dans le fait, ils étaient irritants. C'est ainsi qu'elle se trouvait préparée à la grande défection des Cent-Jours.

M. le marquis de Brézé, grand maître des cérémonies, qui n'avait d'autres services que ceux des parades de la cour, devint lieutenant général, et recevait le traitement d'activité. — M. Just de Noailles obtint pour premier grade militaire celui de maréchal de camp, au moment où il était envoyé ambassadeur en Russie. — Le comte de Sabran n'apportait d'autres titres militaires qu'un mauvais brevet de capitaine en Espagne, où il n'avait jamais servi ; il reçut en échange celui d'officier général, et le commandement d'un département. Quelques années après, il fut fait lieutenant général, cordon rouge et duc. C'était le prix de ses délations officieuses auprès des ministres. On pourrait citer par centaines les exemples de cette prostitution des grades et des croix militaires, dont le général Dupont était le proxénète. M. de Viomesnil, appelé au ministère de la guerre, n'aurait pas cherché son point d'appui dans d'aussi lâches complaisances.

Cependant il faut bien le dire, au-dessus de ce que les habitudes de l'étiquette avaient de puéril et de contrastant avec la simplicité d'une vie particulière, il régnait à Hartwell, dans cet asile du Roi exilé une atmosphère de grandeur que personne n'aurait pu se donner. Il y paraissait environné du souvenir des trente rois, ses ancêtres qui avaient régné pendant neuf siècles sur le premier trône du monde. Les gran-

deurs passées semblaient l'élever au-dessus de l'abaissement actuel de sa fortune, et il en conservait toute la dignité. On la retrouvait dans tous les actes qui émanaient de lui, dans ses réponses aux insidieuses propositions de Bonaparte, dans ses rapports difficiles avec l'empereur Paul de Russie. Il se relevait devant ce qui aurait humilié tout autre, et opposait aux coups du sort les plus cruels, les plus inattendus, une courageuse patience, une inaltérable sérénité. La pauvreté même ne lui avait pas appris à connaître la valeur de l'argent. Le sentiment de sa propre grandeur ne le quittait jamais. C'était dans son sang ; il ne le démentait en aucune occasion.

X

Je cherchais dans ces entretiens intimes à découvrir les plans qu'on avait dû se tracer. Je pensais que le Roi, dont l'esprit était si vanté, aurait préparé dans les méditations d'un long exil les formes de gouvernement qui nous conviendraient le mieux, les institutions propres à concilier le rétablissement de son autorité, et ce qu'il nous fallait de libertés ; enfin ce qu'il devrait conserver de l'état ancien et accorder à un état nouveau. Dans cette intention, je passais en revue les États généraux, le clergé, les Parlements, les états et assemblées de province, etc. Mais Monsieur semblait y trouver plutôt des sujets d'effroi que des appuis pour la monarchie à rétablir. « Les États généraux n'avaient-ils pas conduit à une Assemblée nationale subversive et à une Convention régicide ?

le clergé était fort respectable ; mais pourquoi lui donner une existence et un pouvoir politiques ? les Parlements et leurs remontrances n'ont-ils pas toujours entravé l'autorité royale jusqu'au jour où ils ont les premiers sonné le tocsin de la Révolution ? les assemblées provinciales n'étaient-elles pas une idée de M. Turgot, de M. Necker? » — Tout cela était dit sans affirmation, sous formes dubitatives, mais on ne mettait rien à la place. Je n'essayais pas de faire comprendre qu'on ne s'appuie que sur ce qui peut résister; mais il me paraissait certain qu'il n'y avait rien de prévu, rien d'arrêté dans la pensée de nos princes [1].

Je m'en étonnais; mais ce qui me paraissait inconséquence était peut être sagesse. Un prince qui revendique, au trône de ses pères, des droits longtemps méconnus ignore sous quels auspices il reprendra son pouvoir ; quelles seront les circonstances et les hommes qui le rappelleront ; ce que l'esprit du temps, on pourrait dire celui du moment marqué pour son retour, lui présentera de forces ou exigera de sacrifices. Comment tracerait-il d'avance et prétendrait-il régler d'une manière immuable l'avenir de son règne ? ce serait folie.

1. Peu de mois avant la Restauration, le Roi, causant dans une de ses soirées d'Hartwell, avec les personnes qui l'environnaient, parlait de son retour en France. La conversation était venue sur la fortune que chacun pouvait espérer en rentrant dans ses anciennes propriétés, sans distinction de celles qui étaient vendues ou non; et s'adressant à l'un des assistants, le comte Alphonse de Durfort, il lui demandait le compte des revenus qu'il retrouverait.

Je ne cite ce fait que pour montrer que rien n'était alors arrêté dans la pensée du roi.

La carrière était donc ouverte à toutes les pensées d'avenir et je balbutiais les miennes. Je disais tout ce que la France pouvait espérer du rétablissement de l'autorité royale : faire succéder à un gouvernement de violence et d'oppression une administration paternelle, sage et réparatrice, assurer une longue paix après un système de guerres interminables, presque aussi fatales dans les succès que dans les revers ; ramener la prospérité par la communication des peuples et la liberté des mers ; rétablir la société sur des bases religieuses et morales ; associer la liberté au pouvoir; et en même temps, rassurer le monde entier que nous avions soulevé par la crainte de nos révolutions, les succès de nos armes et la contagion de notre exemple. Voilà ce qu'il y avait à faire, et ce que l'autorité légitime pouvait seule opérer. Je faisais remarquer au prince qu'en cherchant comment on peut rattacher un grand peuple à l'autorité longtemps méconnue de ses rois, on trouverait toujours sous des formes différentes, qu'il fallait se placer dans les institutions anciennes en les modifiant pour les adapter aux idées nouvelles. C'est-à-dire qu'il faut faire l'ouvrage que le temps aurait exécuté s'il n'eût été dérangé dans son travail incessant. Je rédigeais cet axiome d'une manière un peu triviale peut-être, pour être mieux compris.

— Il faut introduire le nouveau dans l'ancien, disais-je.

Mais il fallait m'expliquer.

— La Restauration, ajoutais-je, n'est pas seulement celle de votre maison et de vos droits; elle doit être aussi celle de la France, de ses institutions,

de ses libertés et franchises, usées par le temps, brisées par la Révolution, détruites par l'empire. Vous avez à les remettre en force et en honneur. — Vous n'essayerez pas d'un gouvernement sans contrôle et sans contrepoids; notre droit public et nos mœurs s'y refusent absolument; et les excès de la tyrannie actuelle l'ont rendu plus odieux encore. Vous régulariserez donc ces pouvoirs aux formes incertaines, mais au fond immuables dans l'esprit de la monarchie. Vous appellerez des représentants des grands intérêts du pays; des États généraux consultés pour les lois, et régulateurs pour l'impôt. Vous ne retrouverez plus pour les composer une noblesse imposante par le prestige de la naissance et par ses richesses ; mais remontant à son principe, vous lui rendez une vie nouvelle en lui associant nos grandes illustrations militaires qui en ont toujours été la source, et les grands possesseurs de la propriété territoriale, qui en est la base.

« Le clergé peut reprendre un rang dans l'État, si, en remplacement des richesses qu'il a perdues, vous lui donnez de l'indépendance ; et il retrouvera son crédit et son influence sur les peuples si, à l'enseignement religieux qui lui appartient, vous ajoutez l'administration des établissements de charité publique, et qu'il soit sans cesse en contact avec toutes les misères du peuple pour les soulager.

« Le commerce et l'industrie qui sont d'un si grand poids dans les intérêts publics, et auxquels la paix va donner un nouvel essor, seront protégés par les magistrats élus dans les villes où se concentre l'activité commerciale.

« Le trône, environné de ces soutiens, gagnera en confiance ce qu'il perdra en autorité apparente, et sera dégagé d'une insupportable responsabilité.

« Devant ce grand conseil de la nation, les parlements n'auront plus à s'ingérer dans les affaires de l'État. Ils resteront la plus belle magistrature de tous les peuples ; vous y ouvrirez une plus large part au mérite en supprimant la vénalité des charges. »

Enfin, et c'était mon thème favori, je disais que les assemblées provinciales, ou états de province, devaient être le premier bienfait d'un gouvernement réparateur ; qu'il fallait, avant tout, faire disparaître la centralisation et les préfets qui en étaient les organes absolus. Né en Provence, où l'administration était confiée aux états du pays, j'avais appris à connaître et admirer ce régime intelligent, où les plus intéressés règlent eux-mêmes leurs intérêts en toute indépendance. Dans cette administration, qui n'est que celle de la famille développée, tout s'adapte merveilleusement à la variété des lieux, des personnes, des intérêts et des circonstances. Elle se prête et satisfait à toutes les situations, à toutes les exigences particulières, et s'accorde aux caractères, aux mœurs, aux habitudes et aux industries de chacun.

L'opinion de Monsieur sur ces sujets divers n'était pas assez arrêtée pour que son assentiment fût bien positif. Cependant l'attention qu'il m'accordait m'encourageait parfois à l'élever à quelques considérations plus générales.

XI

Mais le Prince me ramenait à des sujets plus intéressants pour moi, et me parlait des personnes demeurées en France, les mieux placées dans l'esprit et le souvenir de son frère.— En première ligne était l'abbé de Montesquiou. Sa conduite à l'Assemblée nationale, pour être conciliante, avait été douteuse, et assez conforme à celle que Monsieur, comte de Provence, avait lui-même adoptée dans la première période de la Révolution. A la faveur de cette couleur incertaine qui l'avait séparé des siens, l'abbé de Montesquiou avait été deux fois nommé à la présidence de cette Assemblée. C'était une grandeur politique qui imposait au Roi parce qu'elle n'était pas de celles qu'il pouvait donner. Plus tard, l'abbé fut un de ceux qui jusqu'au dernier moment avait correspondu avec Louis XVIII; correspondance de bel esprit, suffisante pour des caractères et des circonstances inertes. Il s'y faisait aider par deux hommes alors peu connus, mais que la Restauration a mis en lumière : MM. Royer-Collard et Becquey. Enfin il avait cette faveur, grande auprès des princes, qu'on l'appelait l'abbé tout court, l'abbé par excellence. Ensuite venait M. Dambray, gendre de M. de Barentin, dernier garde des sceaux. Au moment de la Révolution, M. Dambray avait débuté avec assez d'éclat dans les fonctions d'avocat général au parlement; ensuite, sous la Terreur, comme l'abbé de Montesquiou, il s'était caché et peut être éteint, avec cette différence que M. Dambray avait gardé le

caractère, les traditions et la dignité de l'ancienne magistrature, et que l'autre n'avait rien conservé de canonique, ni en esprit, ni en réalité.

Enfin le Prince nommait encore M. Ferrand, membre distingué du parlement de Paris; il s'était soustrait par une émigration précoce au meurtre juridique qui avait terminé la vie de la plupart de ses collègues. Il avait publié hors de France quelques écrits politiques. Appelé auprès de M. le prince de Condé, il le suivit pendant plusieurs campagnes, partageant avec M. de Montesson le crédit des affaires, et la direction de ce qu'on appelait assez naïvement la politique du Prince. Rentré en France, il y conserva une attitude noble et indépendante. Son nom fut prononcé à l'occasion d'un livre, l'*Esprit de l'histoire*, écrit pour l'instruction d'un fils qu'il perdit jeune encore. Cet ouvrage fut remarqué par son mérite, et aussi par le courage déployé en le mettant au jour. L'esclavage était tel que Bonaparte citait cette publication comme une preuve de la grande liberté dont il laissait jouir la presse. Aujourd'hui on chercherait en vain dans ces pages ce qui aurait pu blesser la tyrannie la plus ombrageuse.

Telles étaient les personnes qui, en France, avaient acquis d'avance la confiance du Roi. D'autres, au dehors, l'avaient obtenue, mais à un moindre degré, peut-être parce qu'on les avait vues de plus près : le marquis d'Osmond, le marquis de Bonnay et quelques autres. M. le marquis de Bonnay s'était fait des plus modérés à l'Assemblée nationale; il avait été trois fois porté à la présidence; mais ne voulant pas aller plus loin dans le mouvement révolutionnaire, il sortit

de France à l'époque où Monsieur, comte de Provence, cessa d'affronter la Révolution. Il rejoignit ce prince et fut un des premiers à exercer auprès de lui ces espèces de fonctions, attribuées à celui qu'on appelait son ministre.

Parmi ceux qui étaient venus à lui, Monsieur ne citait que M. Terrier de Monciel, qui avait traversé le ministère de l'intérieur aux derniers moments de la royauté de Louis XVI. Il était en ce moment à Lyon pour sonder les esprits et suivre les événements.

Mais, de ceux qui l'environnaient, le comte de Bruges était le seul que Monsieur fût disposé à occuper dans les affaires, et peut-être parce que le Roi le lui avait donné dans cette intention. On ne pouvait refuser à ce prince un jugement quelquefois exquis à connaître les hommes; mais, faute de les considérer au point de vue des affaires, il ne les connaissait que dans les rapports du monde. Il les acceptait pour ce qu'ils étaient, et ne cherchait pas ce qu'ils pouvaient être. Le grand talent des princes est de faire des hommes, ce fut surtout celui de Louis XIV, et de là sa grandeur. Mais en général, Monsieur les prenait tout faits, comme les circonstances les lui donnaient, et ce n'était pas faute de les juger.

Cette disposition des princes, — surtout des légitimes, — à ne pas grandir ceux qui sont auprès d'eux, me fut révélée à la suite d'une conversation où j'avais exposé à Monsieur comment Bonaparte avait entraîné les imaginations en donnant à tous la perspective des grandes fortunes dont il avait comblé quelques-uns, et je lui en citais des exemples. Il était à craindre qu'après un règne, dont l'action et le mouvement

avaient touché tous ceux qui ne s'y étaient pas positivement refusés, un règne d'ordre et de paix parût bien froid et bien terne à ces hommes agités de toutes les espérances et de toutes les passions ambitieuses. Il me semblait essentiel de savoir mettre en évidence ceux qui se seraient d'abord rattachés à la cause royale; il ne fallait pas craindre de les placer trop haut, de créer parmi eux de ces grandes existences, de ces belles fortunes qui attirent les regards de tous et excitent l'émulation de chacun. C'étaient aujourd'hui des appâts nécessaires. Et, pour me faire mieux comprendre par un exemple, je ne sais comment le nom du comte Alexis de Noailles me vint à la pensée, probablement à cause de la persécution récente et célèbre qui avait frappé son jeune et nouveau dévouement. J'accumulais les rangs, les titres, les dignités sur sa tête pour l'élever et le faire briller comme un phare aux yeux de tous; et pour mettre le comble à ce que mon imagination rêvait de plus grand, j'ajoutais comme dernière faveur, le cordon bleu. Monsieur ne me suivait pas dans cette pointe de cheval échappé; au mot de *cordon bleu*, il m'arrêta tout court. J'avais dans sa pensée porté la main sur l'arche sainte.

— Ah ! le cordon bleu, dit-il, ce serait un peu fort; il est encore bien jeune. Mais vous, mon ami, soyez tranquille; vous serez grandement récompensé, vous le serez royalement.

A ces mots, la rougeur me monta au visage; ce retour que Monsieur faisait sur moi, cette intention qu'il prêtait à mes paroles, si éloignée du sentiment qui les avait dictées m'étourdirent un moment. Mais bientôt ma pitié se reporta sur lui.

Comment, me disais-je, il est arrivé à ne pas croire à un dévouement parfaitement désintéressé ! il ne l'a donc jamais rencontré !

Monsieur semblait embarrassé lui-même de l'impression qu'il avait produite sur moi ; mais nous échappâmes tous les deux à cette contrainte en nous jetant, à qui mieux mieux, dans les projets de tout ce que la Restauration devait accomplir. Nous réglions ainsi, avec une confiance un peu naïve, l'avenir de la France. On pourrait dire, en se servant d'une expression triviale, que nous comptions sans notre hôte. J'étais alors bien jeune en politique. Je croyais qu'animé par un vif sentiment de l'intérêt public, un ardent amour de la patrie, en consultant son sens intime et sa conscience, avec une entière abnégation d'intérêt personnel ou de préoccupation de parti, on trouvait nécessairement en soi des vérités irréfragables, et que ces vérités portaient un caractère qui les faisait reconnaître et accepter de tous. Je croyais enfin que tout ce qui était démontré à un esprit droit et à un cœur sincère, devait vaincre les oppositions et subjuguer les préjugés. Et cependant, le vrai et le bien se présentent différents aux divers esprits avec une égale évidence ; on peut tirer de principes opposés des conséquences parfaitement justes ; on peut avec une égale bonne foi embrasser des convictions contraires. Il faut donc reconnaître que notre raison n'atteint qu'à des vérités relatives. Elle est trop faible pour remonter d'elle-même à la vérité absolue.

XII

Nous revenions sans cesse aux personnes dont nous pouvions espérer le concours, et je parlais de M. Beugnot. Monsieur ne savait de lui guère que son nom, et il m'en demandait davantage.

J'avais connu M. Beugnot à Dusseldorf, où je suivais les affaires d'une succession échue à la famille de ma femme. Il y arriva pour gouverner le duché de Berg, avec le titre de ministre des finances. Napoléon s'était ressaisi de ce pays lorsqu'il avait envoyé son lieutenant Murat à Naples. M. Beugnot était homme d'esprit par-dessus tout, d'un esprit orné de connaissances variées, et d'une prodigieuse mémoire. Sa parole était facile et abondante, et son improvisation aussi brillante qu'on puisse la rencontrer dans un salon. Il recherchait ce genre de succès, au point, dit-on, de préparer par écrit les sujets de ses conversations et les anecdotes qu'il racontait à merveille. Je ne sais pourquoi la société se plaindrait d'un travail fait pour la charmer.

Je l'avais souvent admiré pendant son séjour à Dusseldorf, lorsque chez lui, après dîner, sa grande figure appuyée et à moitié assise sur son billard, il nous développait, à nous, plus jeunes, ses belles thèses entremêlées d'anecdotes neuves et piquantes sur la Révolution, sur les temps antérieurs, les mœurs, la société, les arts, sur le siècle de Louis XIV, etc. Il racontait à ce dernier sujet qu'un jour, aux Tuileries,

étant au milieu d'un groupe peu nombreux, il parlait avec entraînement de son admiration pour le grand roi. L'empereur s'approcha. Force lui fut de continuer; mais Bonaparte l'interrompit aussitôt avec une impatience un peu jalouse.

— Qu'a-t-il donc tant fait, votre Louis XIV? Il a gagné des batailles, il me semble que j'en ai gagné aussi ; il a étendu les frontières de la France de bien peu, moi je les efface ; il a bâti, dites-vous, Versailles, Marly, les Invalides; eh bien! je bâtirai aussi [1].

« D'abord, disait M. Beugnot, avec un ton de bravade, je ne lui répondis rien ; et ensuite, comme il s'éloignait, je dis assez haut : *Pour être plus qu'un roi il se croit quelque chose.*— Je ne sais comment il prit la citation, mais il tourna la tête et me sourit fort gracieusement. Voilà comme on fait entendre aux rois de dures vérités! »

Au reste, ces belles tirades de M. Beugnot n'étaient pas précisément de la conversation, il n'y avait jamais rien à répondre, il fallait qu'on l'écoutât, qu'on l'admirât; et, si l'attention se lassait un moment, s'il était interrompu, il se taisait, ou même allait bouder dans un coin. La moindre supériorité, de quelque genre qu'elle fût, l'intimidait et paralysait la verve de ses paroles.

Son imagination se déplaçait avec une étonnante facilité; elle le transportait en un moment dans des idées tout opposées; de là les opinions les plus va-

1. Il faut remarquer à ce sujet que de tous les monuments élevés par Napoléon, il n'y en a pas un seul fait pour abriter un être vivant. Ce n'était jamais pour ceux-là qu'il travaillait.

riables. On aurait dit que c'était pour s'amuser de son esprit et le tenir en haleine qu'il soutenait d'un jour à l'autre les thèses les plus contradictoires. De même, pour les personnes, il passait de l'engouement au dégoût ; il louait avec exagération ou se moquait sans pitié. Enfin lorsque ses traits malins ne rencontraient pas d'autre victime, il les tournait contre lui-même et se dévouait au point de sacrifier sa vie passée et sa propre dignité. Il disait de lui-même, et avec raison, qu'il ne lui manquait pour être un homme supérieur que d'avoir du caractère à l'égal de son esprit. M. Beugnot n'accordait à personne, pas même au pouvoir dont il était serviteur, le respect qu'il n'avait pas pour lui-même, et cependant il en exagérait les formes, et jamais personne d'une aussi grande taille ne fit d'aussi profondes révérences.

Mais avec beaucoup d'esprit, on se fait à volonté un caractère, de l'imagination, du courage, de la sensibilité ; on peut, pour ainsi dire les savoir par cœur. C'est ainsi que j'ai vu quelquefois M. Beugnot s'élever au-dessus de lui-même. Un jour entre autres, nous étions à Dusseldorf ; M. Alexandre de Lameth, alors préfet d'Aix-la-Chapelle, était venu nous voir : je dis *nous* car j'étais lié avec lui [1]. Il par-

1. J'avais connu M. Alexandre de Lameth pendant qu'il était préfet du département des Basses-Alpes, où mes terres étaient situées. Un jour je déplorais le sort qui le tenait relégué et pour ainsi dire exilé dans un lieu aussi peu récréatif que Digne, et je m'étonnais qu'il y tînt avec autant de patience. Je me plais à répéter ici la réponse honorable qu'il me fit : « *Ayant eu le malheur* de jouer un rôle dans des temps de troubles, j'ai voulu prouver que je pouvais servir dans des temps tranquilles. »

tait après un court séjour, et nous déjeunions chez le gouverneur du grand-duché. Le hasard de la conversation fit parler de l'Assemblée constituante. M. de Lameth la défendait modestement; mais M. Beugnot prenant tout à coup la parole avec autorité attaqua le parti constituant et les Lameth eux-mêmes, corps à corps. Dans l'éloquente apostrophe qu'il lui adressa il disait, mais bien mieux que je ne saurais le rendre ici : « Vous faisiez une révolution, vous étiez des factieux !... Mais des factieux timides, faibles dans vos conceptions, plus faibles encore à l'action... vous avez reculé, comme des enfants, devant votre propre ouvrage; vous n'avez pas compris que cette révolution que vous vouliez faire ne pouvait s'accomplir qu'en plaçant audacieusement la couronne sur la tête du duc d'Orléans. Vous vous excusez en disant qu'il était le plus lâche, le plus vil des hommes, toujours amoureux du crime, et toujours impuissant à l'exécution; *c'est vrai*... Mais alors, n'êtes-vous pas bien coupables? quoi ! vous bouleversiez votre patrie sans autre résultat qu'une série de malheurs épouvantables; vous commenciez une révolution sans savoir, sans pouvoir la terminer !... »

M. de Lameth était bien loin de manquer de force dans une discussion froide et raisonnée; mais cette boutade vigoureuse l'abasourdit au point de l'empêcher de répondre un seul mot, et l'embarras de notre silence augmentait le sien.

Au milieu de tous ses avantages, M. Beugnot savait tirer un grand parti d'être venu au monde quinze ou vingt ans avant nous; il avait connu les temps qui ont précédé la Révolution; il en avait étudié les for-

mes et le fond, les usages et les mœurs; dès sa première jeunesse, il s'était approché du grand monde. Placé de bonne heure auprès du cardinal de Brienne, il le suivit au ministère, où ce prélat philosophe du dix-huitième siècle préludait à la Révolution par les actes du plus rude despotisme. C'est ainsi que les révolutionnaires, ses successeurs, ont toujours appliqué leurs théories de liberté. Le secrétaire du premier ministre était préparé aux idées nouvelles; il s'y laissa entraîner plus qu'il ne les embrassa; après avoir rempli quelques fonctions départementales, il devint membre de l'Assemblée législative, de cette assemblée fille de la Constituante et mère de la Convention. Sa place y fut très honorablement marquée parmi ceux qui voulaient résister à l'irrésistible torrent. Il entretint, ainsi que MM. Théodore de Lameth, Becquey et quelques autres de ses collègues, des relations secrètes avec le Roi et la Reine, et s'efforça de les servir. Il a raconté depuis de la manière la plus attachante ces temps de malheurs, les premières relations de sa jeunesse avec mademoiselle de Lamothe, la fameuse intrigante, l'affaire du collier, et le rôle qu'il y joua lui-même, celui de dupe, le seul que pouvait y prendre un galant homme; les scènes de la prison où il fut enfermé, entre autres le moment où il vit partir madame Roland pour l'échafaud.

Lorsque la perspective de temps meilleurs permit aux hommes d'honneur de rentrer dans les carrières politiques, M. Beugnot devint secrétaire général du ministère de l'intérieur sous Lucien Bonaparte. Il contribua à l'organisation de ce ministère « qui était,

disait-il assez plaisamment, l'héritier du peuple souverain, » parce qu'on y jeta pêle-mêle toutes les parties de l'administration usurpées par la Convention et ses comités. Il fut aussi chargé de l'établissement des préfectures, et prit pour lui celle de Rouen. Quelques années après, il fut appelé au conseil d'État pour l'éclairer sur les questions de filature et de fabrication qu'il avait étudiées à Rouen. On le donna ensuite à Jérôme Bonaparte lorsqu'on voulut organiser ce qu'on appelait le royaume de Westphalie; enfin on l'avait envoyé à Dusseldorf.

— Il est en ce moment à Lille, ajoutais-je ; il y remplit les fonctions de préfet, mais il est revêtu de pouvoirs extraordinaires. Une carrière administrative aussi longue et aussi variée a fait de M. Beugnot l'homme qui connaît le mieux les affaires telles qu'on les a faites, avant et depuis la Révolution. Louangeur des temps passés par son imagination, il se laisse entraîner aux choses nouvelles par sa facilité. Plié à tant de formes différentes, courbé sous tant de principes opposés, il a peut-être perdu en force et en caractère ce qu'il a gagné en talent et en habileté. Il n'en est pas moins de ceux qui peuvent servir le plus utilement le gouvernement à rétablir, et il me semble qu'on ne doit pas craindre qu'il s'y refuse.

L'intérêt que le Prince attachait à ces récits m'encourageait à les étendre au delà peut-être de ce qu'il convenait aux circonstances d'un moment si pressant.

XIII

Tandis que nous nous occupions si soigneusement de construire et même de distribuer l'édifice de la Restauration, il ne nous venait pas à la pensée de nous informer des événements de la guerre. C'étaient eux, cependant, qui étaient chargés d'aplanir le sol sur lequel nous devions nous établir; mais nous n'y pouvions rien; d'ailleurs toute communication, toute circulation était tellement interrompue qu'on ne savait rien de ce qui se passait au plus près de soi, et l'on ne s'occupe guère de ce dont on ne peut pas être informé. Nous ne voulions pas douter du succès; cependant la pensée d'un revers était sous-entendue, dans nos projets, comme la pensée de la mort l'est dans ceux de la vie quotidienne.

J'avais bien su en partant de Bar-sur-Aube, le 31 mars, que la bataille d'Arcis dont on attendait le résultat avec inquiétude au quartier général des souverains, n'avait pas été perdue pour eux; mais je ne savais pas s'ils l'avaient gagnée. Comment aurions nous pu deviner que Bonaparte, réduit à reculer devant l'armée victorieuse jusque sous les murs de Paris, aurait pris l'audacieux parti de fuir en avant et de se jeter à l'aventure, de manière à manœuvrer sur les lignes de communication des armées d'invasion. Il s'était porté à Saint-Dizier et à Doulevent. Il prétendait attirer à lui les garnisons de la Lorraine et de l'Alsace, et peut-être soulever par sa présence les

populations de ces provinces ; il voulait surtout donner à sa défaite l'apparence d'une victoire. Nous causions tranquillement à Nancy, et le foudre de guerre était tout près de nous, à Saint-Dizier, où il resta quelques jours. Nous n'étions couverts par aucune troupe, avertis par aucun renseignement. Il aurait pu arriver sur nous en quelques heures, et nous étions enveloppés sans le savoir dans les bras qu'il étendait à Metz et à Strasbourg ! Par cette manœuvre audacieuse, et telle que pouvait l'inspirer le désespoir, il réussit à couper momentanément les communications des armées combinées avec le Rhin, et à porter sur toutes les routes derrière l'ennemi les surprises et les désordres que produisent de pareils coups de main. L'empereur d'Autriche échappa à peine de sa personne aux partis qui couraient jusqu'auprès de Langres et de Dijon. Il ne nous parvenait à Nancy aucune information sur ces événements.

Je pressais mon départ, tandis que Monsieur était plutôt disposé à me retenir. Il s'habituait à nos longs dialogues ; les moments que je ne passais pas avec lui étaient occupés aux rédactions qu'il m'avait demandées ; entre autres une relation succincte de mon voyage et de mes négociations. Elle était destinée au Roi. Monsieur rendait compte de tout à son frère, aussi exactement que le permettait la difficulté des communications, et ses rapports comme son langage étaient empreints de ce respect traditionnel que Louis XIV avait imposé aux princes les plus rapprochées de la couronne. Fiers du titre de premiers sujets du roi, ils montraient plus de révérence pour sa personne, qu'on n'en exigeait des derniers.

A travers de nombreuses digressions, nous étions cependant arrivés à résumer les principales questions d'affaires. Je partais seul, investi des pouvoirs du lieutenant général du royaume. Monsieur m'accréditait auprès des souverains alliés, au nom du Roi. Les dernières conférences de Bar-sur-Seine ne permettaient aucun doute sur mon admission, si ce n'est publique, au moins secrète en cette qualité. J'avais d'abord à notifier les lettres patentes du lieutenant général du royaume sur lesquelles se fondaient les droits du Prince et les pouvoirs qu'il me déléguait. Je devais ensuite hâter la conclusion définitive des traités à intervenir pour établir notre position : la reconnaissance du souverain, la paix et l'alliance avec les puissances coalisées. Le Roi maintenait dans ses stipulations les plus grands intérêts de la France. S'il nous avait été donné d'accomplir à cette époque l'œuvre qui nous était tracée, nous aurions obtenu des conditions bien autrement favorables que celles qui furent accordées plus tard. A cette époque le colosse était encore debout, on pouvait craindre un retour de sa fortune passée ; aucun sacrifice n'aurait coûté pour le renverser, et l'on savait bien alors que le concours de la France y était nécessaire ; on serait allé au-devant de ce qui pouvait séduire la nation, et on lui aurait présenté des appâts dignes d'elle.

Plus tard, le fantôme avait disparu au milieu de la tempête ; on avait oublié l'effroi qu'il inspirait. Tout était fait ; on avait obtenu de la France tout ce qui était nécessaire ; chacun rentrait dans le calcul de ses intérêts ; on discutait avec un gouvernement nou-

vellement rétabli, qui n'avait rien à donner, et peu à refuser. On lui disputait sa part, et l'on trouvait toujours assez bonne celle qu'on lui faisait, par respect pour les promesses solennelles, et parce qu'on n'aurait pas pu s'entendre sur le partage de ses dépouilles.

Mais au temps dont je parle, personne n'aurait pensé à nous refuser l'entière restitution de nos vaisseaux, de notre matériel de guerre, celle de toutes nos colonies; l'Angleterre aurait rendu à *pleines mains*, comme elle disait à Francfort ; et même nos frontières étendues vers le Rhin n'auraient pas paru trop larges. Les souverains coalisés, d'ennemis ou d'agresseurs qu'ils étaient, devenaient tout à coup nos alliés et nos auxiliaires. Leur grande tâche était accomplie. Ils se retiraient, comme ils le disaient eux-mêmes, en nous laissant l'appui moral de leur alliance, et à notre disposition des corps auxiliaires, dont le nombre aurait diminué à mesure que nos forces nationales se seraient organisées. La soumission unanime au gouvernement royal aurait bientôt rendu ces secours inutiles. — Un pareil traité n'aurait pas été une vaine spéculation, puisqu'il aurait reçu immédiatement son application aux contrées occupées par les alliés, et à toutes celles qui auraient voulu rentrer sous l'obéissance du Roi. Il aurait eu toute sa force et toute sa réalité, et tout le monde en aurait ressenti le bienfait. Nous aurions ainsi conquis la France par la paix, lorsqu'il était si difficile de la conquérir par la guerre.

Alors nous n'aurions pas vu les souverains étrangers vainqueurs dans nos murs, et notre susceptibilité n'eût pas eu à rougir de la présence des rois de l'Europe, et même de leur générosité. La

Restauration n'aurait pas subi les conditions qui l'ont dénaturée. Nos institutions se seraient développées sur des principes français, pour ainsi dire sur leurs propres racines, et avec les idées, les lois, les mœurs implantées et vivantes chez nous. Elles étaient encore dans l'esprit et dans l'éducation de tous ceux qui avaient passé l'âge de trente-cinq ans.

Au lieu de cette œuvre toute nationale, on a voulu, je ne sais par quel engouement, transplanter tout à coup chez nous des institutions complètement étrangères dans leurs origines, leur développement et leurs effets. Entreprise aussi ridicule que si, abjurant tout à coup la langue de nos pères, produit séculaire du génie des générations françaises, on voulait instantanément la remplacer par le langage d'un autre peuple. Penserait-on que les institutions, l'état moral, intellectuel et économique d'un pays, soient plus faciles à transporter dans un autre que la langue qu'on y parle? croit-on qu'elles soient un mécanisme ordinaire qu'on peut couler en fer pour en transporter les parties, et les faire fonctionner partout où l'on veut les dresser? — Voilà cependant où nous avons été entraînés par les divagations des esprits, par l'insolence d'un sénat, esclave du despotisme et révolté contre la monarchie, et surtout par l'influence de l'étranger, toujours pernicieuse, même lorsqu'elle veut être bienveillante.

S'il nous eût été donné de suivre les plans que les circonstances nous permettaient de concevoir à Nancy, les difficultés qui sont venues à l'encontre de la Restauration auraient disparu. Au lieu d'avoir sur les bras l'armée de l'empire, en masse, mécontente

de la paix, humiliée de sa défaite, haineuse de ceux qui devenaient nécessairement nos alliés; au lieu d'être condamnés à la rattacher à force de caresses, et à n'y introduire nos partisans que furtivement, nous aurions fait entrer dans nos rangs déjà formés, ceux qui auraient voulu franchement nous servir. Les prisonniers qui nous étaient rendus, les garnisons du Nord qui nous auraient dû leur délivrance, et tous ceux qui, ayant rompu leurs rangs, se seraient librement attachés à nous, et seraient venus s'incorporer dans nos cadres. Nous n'aurions pas eu à changer leurs drapeaux, ils se seraient rangés sous les nôtres. L'esprit d'opposition et les souvenirs hostiles auraient été brisés. On rompait avec le passé, on assurait l'avenir.

Si nous eussions atteint toutes ces conséquences naturelles d'une pacification conclue sous de meilleurs auspices, le retour du Roi aurait été semblable à une intervention de la Divinité dans les grandes calamités publiques. Puissant et radieux, il venait dénouer l'inextricable nœud de nos malheurs, apportant d'une main la Paix qui fermait l'abîme du passé, et de l'autre la Liberté qui allait ouvrir une ère nouvelle. — Mais le cours et la conséquence des événements, ce qu'on appelle *la force* des choses, en décidèrent autrement.

XIV

Nous abrégions peut-être dans nos pensées le temps nécessaire pour l'accomplissement de cette œuvre.

Aussitôt que les bases en auraient été signées, je devais me rendre à Paris, et là, profitant de la faveur des circonstances et de la face nouvelle que prenait notre fortune, je devais réveiller, réunir les cœurs dévoués, éclairer l'opinion, la soulever, l'armer en notre faveur, si c'était possible. Telles furent mes instructions. Elles n'eurent jamais d'autre rédaction que cet échange de nos paroles, et quelques notes que je prenais à la hâte.

Les difficultés qui environnaient de telles entreprises nous auraient frappés si nous les eussions calculées froidement; mais elles disparaissaient devant l'élan qui nous entraînait. Je ne laissais pas d'en pressentir au fond de ma pensée, mais je ne les exprimais pas à Monsieur, non par flatterie, — je n'ai jamais su ce métier, — mais pour ne pas me les avouer à moi-même.

Le Prince allait au-devant de tout ce qui pouvait servir à l'accomplissement des plans adoptés. Monsieur m'avait d'abord proposé d'emmener avec moi le comte de Bruges pour tâcher de l'introduire et de le faire agréer à ma place lorsque je partirais pour Paris; mais, au dernier moment, il renonça tout à fait à ce projet, et m'en fit part dans les meilleurs termes.

— Vous avez si bien fait et obtenu des résultats si inattendus, me dit-il, que je craindrais de compliquer et d'embarrasser votre situation par l'intervention de toute autre personne; d'ailleurs, je pourrais toujours vous envoyer le comte de Bruges, si vous le jugiez utile. » Il m'aurait donné toute autre des personnes de sa suite que j'aurais demandée; mais je ne les connaissais pas, et si elles m'eussent

été connues, c'eût encore été le comte de Bruges que j'aurais préféré.

Je me suis quelquefois demandé ce qu'il en aurait été, si j'avais trouvé Monsieur environné d'un conseil auquel nous aurions soumis ces déterminations que nous prenions seuls, tête-à-tête, au coin du feu, et sans qu'il nous vînt à la pensée qu'elles pussent être autrement décidées? Qu'aurions-nous obtenu d'une grave délibération autour d'une table ronde? Ces conseillers auraient-ils trouvé beaucoup mieux? je l'ignore et n'oserais décider en cette occasion: il y aurait trop de suffisance. Mais, en général, que résulte-t-il de ces discussions de gens plus ou moins habiles? Des considérations variées à l'infini, comme les images confuses que réfléchit imparfaitement un miroir à mille facettes; considérations inutiles par cela même qu'elles sont nombreuses; car le nombre est petit de celles qui sont applicables à un sujet. Chacun raisonne dans son sens, et souvent hors du sens commun, soit pour trouver du neuf, pour y mettre du sien, faire parade d'aperçus vrais ou faux, que d'autres n'auraient point inventés; le bon sens, le sens droit gémit, étouffé sous le poids des considérations diverses et des abondantes paroles. On y rencontre sans cesse des assentiments de politesse, de déférence ou de flatterie, ou des contradictions de mauvaise humeur, des jalousies ou des haines personnelles, tant d'autres motifs d'amour-propre ou de parti pris, qui ne touchent nullement au fond des questions et même en écartent. Enfin, que peut-il résulter de ce concours d'opinions différentes, si ce n'est des déterminations compliquées d'éléments divers et contraires, et, par consé-

quent, sans force et sans efficacité? On pourrait, prouver que la valeur intellectuelle de cet être collectif qu'on appelle conseil ou assemblée est, mathématiquement parlant, bien au-dessous du terme moyen des intelligences qui le composent, et elle diminue même, en raison directe de leur nombre. On a dit depuis longtemps que tous les parlements de France réunis n'auraient pas écrit *l'Esprit des Lois*, et que toutes les académies n'auraient pas fait une tragédie de Racine. Partout où l'unité est nécessaire, la délibération de plusieurs est dissolvante; ainsi, lorsqu'il s'agit de conduire les nations, de gouverner l'État, de créer des lois, la souveraineté se perd en se divisant; et de même le commandement des armées, les plans à tracer, les grands partis à prendre, les grandes actions à exécuter, doivent être conçus et non discutés. Mais, ensuite, la délibération trouve sa place dans tout ce qui admet la diversité, comme l'application journalière des lois, l'administration des intérêts publics, sous toutes leurs formes. Que de maux a produits la confusion de ces deux ordres d'idées si différents!

Cependant, je ne me laissais pas aller à l'entraînement de ces causeries que la grande bonté de Monsieur rendait si faciles et si douces. Je fixai le jour de mon départ au vendredi 25 mars, et j'allai en prévenir M. d'Alopéus. Il me demanda de quelle manière je comptais voyager. Je voulais acheter une voiture pour éviter la dépendance et les contrariétés que j'avais éprouvées. Le gouverneur chercha à me dissuader de voyager seul.

— Les chemins, me dit-il, ne sont peut-être pas par-

tout également sûrs; attendez un jour de plus; après-demain, vous pourrez voyager avec une véritable caravane de personnages qui se rendent au quartier général; vous aurez une escorte militaire, et même, si vous ne tenez pas à acheter une voiture, vous trouverez facilement une place dans celle d'un de ces messieurs.

Je sentais si bien le prix des moments que je résistais à tout ce qui pouvait me retarder; mais l'insistance de M. d'Alopéus fut telle que je ne fis plus d'autres objections que de m'en remettre aux ordres de Monsieur. Le Prince m'exprima avec affection le plaisir de me garder un jour de plus, et ensuite, au sujet de l'achat d'une voiture, il me demanda si je n'avais pas besoin d'argent.

— Certes non, lui dis-je, et loin de là, j'aurais bien voulu, comme Sully, avoir des bois à couper pour en apporter la valeur aux pieds de Monsieur.

En parlant des subsides dont il avait été question aux conférences de Bar-sur-Seine, j'avais eu occasion de demander au Prince s'il avait par devers lui quelques ressources d'argent; il était parti de Londres avec environ cent mille francs, et il lui en restait à peu près soixante mille. Il était vrai de dire que son bon droit valait mieux que son trésor et son armée; mais, avec ce bon droit, il devait avoir bientôt l'un ou l'autre.

Outre la copie des lettres patentes, le lieutenant général du royaume me remit les pouvoirs les plus étendus pour agir à Paris et en France avec une pleine autorité. Je lui demandai aussi de m'expédier de sa main quelques lettres de commandement, dont les

noms resteraient en blanc, pour des généraux qu'on pourrait employer au premier moment; enfin, la nomination, également en blanc, d'un gouverneur de Paris, personnage principal, à revêtir de tous les pouvoirs, au moment où l'on aurait à faire reconnaître l'autorité du Roi; car il ne nous venait pas alors à la pensée de disséminer le gouvernement dans un conseil plus ou moins nombreux, sous le vain titre de *gouvernement provisoire :* dans les circonstances critiques, la République romaine cherchait son salut dans la centralisation de tous les pouvoirs aux mains d'un dictateur; en France, au contraire, nous avons toujours voulu sauver la monarchie par des conseils délibérants et gouvernants.

Dans la crainte où j'étais de ne pouvoir porter avec sûreté à Paris toutes ces pièces de l'écriture de Monsieur, je le priai encore de me donner un double des plus essentielles, écrites en encre sympathique, et il voulut bien se prêter à les copier sous cette forme fatigante. Le Prince, placé devant une petite table, au grand jour d'une fenêtre, traçait péniblement sous ma dictée les caractères de cette invisible écriture. Il y passa une partie de la journée, et personne ne pouvait lui éviter cette peine; le corps de l'écriture devait être de sa main, sa signature n'étant contresignée par personne.

Ce travail lui rappelait les époques où les belles espérances de la Vendée avaient mis en œuvre son activité personnelle; elle n'avait pas toujours été heureuse, soit qu'elle manquât d'habileté, soit plutôt que le sort se joue de ce que nous appelons ainsi, soit enfin que les temps ne fussent pas accomplis... Les princes

entretenaient à l'intérieur de nombreuses correspondances; ils y avaient des envoyés revêtus de leurs pouvoirs. Monsieur me disait à ce sujet, et aussi pour faire valoir l'étendue de sa confiance, qu'ils avaient l'usage de distinguer trois sortes de ces missives; les plus simples étaient pour dire seulement : « J'ai vu « telle personne, et elle peut rapporter des paroles « de moi; » de plus élevées donnaient des ordres à exécuter, ou confiaient un commandement spécial; enfin très rarement avaient-ils donné des pouvoirs généraux; ceux, disait-il, d'un *alter ego*, tels qu'il me les remettait.

Et comme je m'étonnais que nos princes n'eussent pas conservé quelques-uns de ces liens avec une patrie dont leurs regards n'avaient pas pu se détourner, il me dit qu'ils s'étaient arrêtés devant le danger de ces communications, depuis que la police était devenue la garde avancée du général qui maîtrisait la France; trop de victimes avaient succombé aux agents de Fouché. Le vieux duc de Séran, gouverneur des princes, enfants de Monsieur, avait ainsi perdu l'unique héritier de son nom, et tant d'autres avaient succombé aussi malheureusement et avec moins de gloire qu'au grand désastre de Quiberon! C'était le même motif qui, dans ces derniers temps, avait empêché nos princes de rétablir avec leurs partisans des communications devenues si essentielles. Il est rare de terminer une révolution avec une telle délicatesse de sentiment, et des qualités du cœur portées à un si haut degré [1].

1. On pouvait s'étonner encore davantage que depuis qu'il était entré sur la terre de France, Monsieur n'eût reçu, avant mon arrivée,

Ce dernier jour que je passai avec le prince semblait avoir quelque chose de plus sérieux, de plus profond, de plus important, et en même temps de plus intime. Nous avions plus à nous dire, et nous étions plus silencieux ; nous nous cachions mutuellement nos inquiétudes en nous parlant de nos espérances. On reculerait devant toute grande entreprise si l'on voulait en calculer toutes les chances, et lever d'avance toutes les difficultés qui peuvent être prévenues. L'esprit, ingénieux à inventer, en suppose souvent qu'on ne rencontre pas. Elles se présentent simultanées dans la pensée ; dans l'action elles arrivent successivement, et on les franchit l'une après l'autre ; ensuite, on trouve, dans la force de la volonté et la vigueur de l'exécution, des secours tout à fait inattendus ; on dirait que, lorsqu'on marche en avant, on pose le pied sur un ressort qui réagit avec d'autant plus de force qu'il a été comprimé d'un pas plus ferme, et d'un pied plus vigoureux.

Aussi je m'inquiétais moins des obstacles inhérents à de telles affaires, que du concours des hommes qui devaient y servir. Où chercher celui qui pouvait lever assez haut, en France, à Paris, le drapeau royal ? Quels étaient ceux qui auraient assez d'autorité pour faire comprendre à l'armée les nouveaux intérêts de

aucune révélation de Paris, « excepté, me dit-il, par l'arrivée de M. de Sémallé, qu'il ne connaissait d'aucune manière, envoyé par un M. de Ventaux, qui lui était également inconnu. » M. de Sémallé s'était, au reste, présenté avec des témoignages de dévouement si prononcés que le prince lui avait donné sa signature, mais seulement pour certifier qu'il lui avait parlé ; tels étaient les prétendus pouvoirs dont on fit tant de bruit, et un si pauvre usage, au moment de l'entrée des alliés à Paris.

la patrie, en brisant ses sentiments et ses préjugés? Ce n'était pas dans nos rangs. Ce qu'ils renfermaient d'hommes de valeur et de capacité, faute d'avoir été éprouvés, étaient inconnus à la France, inconnus à nous et à eux-mêmes. Les royalistes, absolus dans leurs principes, ne pactisent point avec leur conscience ; ils rompent avec tout pouvoir qui leur paraît illégal, comme l'Eglise se sépare des hérétiques. Ils y placent leur honneur et leur religion ; c'est ainsi que, depuis vingt-cinq ans, ils étaient hors de toute participation aux affaires. En même temps, l'oppression sous laquelle nous avions gémi nous avait enlevé la dernière ressource des vaincus, de trouver dans une opposition publique et légale une arène où ils peuvent encore combattre, soutenir leurs doctrines, et signaler au pays leurs hommes supérieurs. Tout cela nous avait manqué. C'était donc par la force des choses que la Restauration tombait nécessairement dans les mains de ceux qui n'en avaient ni l'instinct, ni la conscience, ni le savoir.

En effet, quand nous voulions arrêter notre pensée, elle se portait toujours sur M. de Talleyrand, et quelques autres disgraciés de l'empire, comme le duc de Dalberg, les abbés Louis et de Pradt, M. de Rémusat, etc., etc. Encore, sauf le premier, les trouvions-nous bien insuffisants. Les mécontents de l'armée? Il y en avait, et même dans les plus hauts rangs ; mais c'étaient les plus timides ; et encore fallait-il les chercher, les connaître. Lorsque nous voulions trouver, pour le mouvement à imprimer, un personnage qu'on investirait du gouvernement de Paris, c'était encore le nom de M. de Talleyrand qui se présentait

le premier, et même le seul ; car, je le répète, quelque brusque que soit le passage d'un gouvernement à un autre, on est toujours obligé de prendre dans ce qui a été pour faire ce qui doit être : c'est la loi universelle des transitions.

XV

Le Prince ramenait volontiers la conversation sur M. de Talleyrand, qu'il appelait encore l'évêque d'Autun. Ils étaient contemporains ; et, malgré l'éloignement qu'inspirait le prêtre apostat et l'évêque marié, il retrouvait pour lui un reste d'intérêt. Je ne connaissais M. de Talleyrand qu'à travers deux ou trois personnes de mes amis, liées avec lui plus ou moins intimement, et je racontais à Monsieur ce que j'en avais appris.

On était généralement resté dans l'incertitude sur la part plus ou moins grande qu'il avait prise à l'odieux attentat contre la personne du duc d'Enghien : les uns assuraient qu'il en était le principal auteur, qu'il l'avait conseillé, provoqué, mais plutôt dans l'intérêt de sa faveur auprès de son maître, que par un motif politique ; les autres disaient qu'il n'avait eu de participation à cet attentat qu'en se chargeant de le justifier aux yeux de la France et de l'Europe. Il n'y eut dans le temps de positif que le cruel sang-froid avec lequel il annonça la consommation de cet assassinat. Il était, vers deux heures du matin, chez la vicomtesse

de Laval, et suivant son habitude, nonchalamment étendu dans un fauteuil : il tira lentement sa montre, sans que sa voix ni son visage décelassent la moindre émotion.

— En ce moment le dernier des Condé a cessé d'exister, dit-il.

Au reste, M. de Talleyrand était trop habile, trop uniquement occupé de ses intérêts pour s'attacher à un principe ou à une cause ; il savait l'instabilité des choses de notre temps, et jetait toujours des plombs dans toutes les chances de l'avenir, sans jamais prétendre à les maîtriser. Il se prêtait, et le terme était court ; mais il ne se donnait jamais. Après les négociations de Tilsitt, voyant à quel point Bonaparte portait l'abus de la victoire, il ne voulut pas continuer à être l'instrument de ses violences. Il chercha une position plus stable dans un titre de grand officier de l'empire. Elle était incompatible avec le ministère ; il se décida à s'éloigner des affaires, croyant que les affaires reviendraient toujours à lui. En effet, il y fut appelé par des circonstances importantes, d'abord à Erfurth, ensuite aux premières négociations qui précédèrent les sinistres projets de Bonaparte contre l'Espagne. Celui-ci avait saisi avec plaisir, dans l'éloignement du prince de Bénévent, l'occasion de prouver qu'il pouvait se passer de lui ; mais pour l'œuvre qu'il entreprenait à Erfurth, M. de Champagny lui parut insuffisant, et la duplicité de son prédécesseur lui devenait nécessaire. Il le fit appeler et lui annonça qu'il l'emmènerait avec lui, se gardant bien de lui découvrir le moindre de ses projets. Celui-ci se vantait de les avoir devinés sur ce seul

mot de Napoléon : « Il faudra emporter les papiers concernant l'Autriche. »

Cependant l'Europe se préoccupait de ces pourparlers d'Erfurth où elle n'était point admise, et dont elle ignorait les motifs. Elle avait raison, car il ne s'agissait de rien moins que de déraciner les vieilles maisons souveraines, et de préparer le partage du continent européen entre les deux potentats, par une occupation indéterminée d'abord, dont ensuite on ferait ce qu'on voudrait. L'empereur Alexandre avait consenti à se rendre à Erfurth dans des vues bien différentes. La confiance qu'il avait prise à Tilsitt dans les intentions de Napoléon était ébranlée, on lui inspirait même des craintes sur sa propre sûreté. Mais à Tilsitt, on était convenu de se réunir, et il espérait ramener Bonaparte à plus de modération, en le resserrant dans les conséquences des principes qui avaient dicté le traité du 7 juillet 1807. Contraindre l'Angleterre à faire la paix était le motif ou le prétexte de toutes les stipulations de Tilsitt, et des énormes sacrifices imposés à la Russie. « Si l'on était de bonne « foi, disait l'empereur Alexandre, il fallait d'abord « fermer au cabinet britannique l'espoir de trouver « des alliés parmi les puissances du continent; et, à « cet effet, rassurer l'Autriche au lieu de l'inquiéter « sur son sort; soulager la Prusse au lieu de l'oppri- « mer aussi odieusement. Enfin même, si l'on vou- « lait ôter tout prétexte à la continuation de la « guerre, il fallait se montrer disposé à renoncer à « la conquête de l'Espagne. » — Dans des dispositions aussi opposées, il était difficile de s'entendre; Alexandre ne s'avançait que timidement, et Bona-

parte ne voulait pas l'effrayer en montrant tout à coup l'ambition de ses projets.

Les conférences des deux personnages étaient journalières ; mais ils passaient à côté de toutes les questions importantes sans les toucher. Ils étaient continuellement ensemble à dîner, et le soir au spectacle. Les théâtres de Paris avaient été transportés à Erfurth. Les deux souverains ne perdaient pas une occasion de se courtiser l'un l'autre. Au moment où l'acteur prononçait ce vers :

> L'amitié d'un grand homme est un présent des dieux.
>
> (Voltaire, *Œdipe.*)

Alexandre se leva le premier, et les deux empereurs s'embrassèrent aux grands applaudissements de ce public officiel. Dans un de leurs entretiens, Bonaparte s'était interrompu tout à coup, et, reculant d'admiration, il avait dit à Alexandre : « Que vous êtes beau !... on n'est pas plus beau !... » Cependant on n'arrivait à rien et on commençait à se lasser.

Bonaparte, tous les jours plus impatient, essayait d'atteindre ses fins par des insinuations faites à l'empereur et à son chancelier Romanzoff, tantôt par le duc de Vicence, et tantôt par le prince de Bénévent. Il était plus à son aise avec ce dernier pour s'ouvrir de l'audace de ses desseins. M. de Talleyrand ne cessait de l'encourager, et cette fois par haine, pour se venger. Puisqu'il s'agissait de tromper, il trouvait plus piquant de trahir le maître qui se confiait à lui. Cachant ses mauvais sentiments sous le prétexte de sauver l'Europe d'un entier bouleversement, il se mit à

l'œuvre. A peine eut-il reçu la confidence de ces vastes projets qu'il les révéla tous à l'empereur de Russie. Il lui montra les pièges cachés sous ces grandes et flatteuses concessions; et tous les périls qui l'attendaient s'il venait à rester seul vis-à-vis de ce terrible lutteur. Refuser ses ouvertures ne servirait qu'à lui faire chercher d'autres voies pour accomplir les mêmes projets Il valait mieux avoir l'air de les accepter et les décomposer ensuite en faisant naître de nouveaux incidents bien concertés. Ce plan était habilement conçu ; mais le trait de génie fut de jeter à la traverse une proposition de mariage, celui de Bonaparte lui-même avec la grande duchesse Catherine, sœur de l'empereur Alexandre ; cette union se ferait ou ne se ferait pas, peu importait; mais on donnerait confiance à Bonaparte. Comment se méfier de celui qui consentirait à s'allier à lui par des liens si intimes? Enfin on gagnerait du temps.

Les fils d'une telle intrigue n'étaient pas faciles à ourdir sous les yeux mêmes du maître le plus soupçonneux. Heureusement, il se trouva là une femme d'esprit, la princesse de la Tour-et-Taxis, qui était dans les bonnes grâces d'Alexandre et avait été fort liée avec M. de Talleyrand. Celui-ci se rendait chez elle tous les soirs après minuit ; et l'on pouvait soupçonner tout autre chose qu'une intrigue politique. L'empereur Alexandre y arrivait de son côté. C'était dans cette secrète intimité que tout était concerté, jusqu'aux paroles que prononcerait l'empereur dans ses entrevues avec Bonaparte. Lorsque Alexandre craignait de ne pas retenir assez bien les phrases importantes, les mots sacramentels, la princesse les écrivait sous la

dictée de M. de Talleyrand, et l'empereur les emportait pour les relire et les apprendre par cœur. Ainsi préparé, le perfide conseiller encourageait, pressait Napoléon de parler plus ouvertement, lui faisant espérer tout le succès de cette démarche.

En effet, celui-ci s'expliqua avec le czar. On ne lui demandait que d'occuper militairement une partie des États de la monarchie autrichienne, la Pologne, le duché de Varsovie, et le nord des États prussiens. Napoléon se chargeait du reste. Il ne manquait pas de raisons pour colorer cette ambitieuse entreprise; on avouait, on exagérait même les difficultés de soumettre l'Espagne. Il ne pouvait en venir à bout qu'autant qu'il serait parfaitement rassuré sur tous les autres points de sa frontière. L'empereur Alexandre après avoir écouté le développement de cette vaste conception, d'abord avec attention, ensuite avec surprise, enfin avec une sorte d'admiration, répondit à Napoléon « qu'il concevait la grandeur de ces projets, et qu'il s'y associerait de grand cœur, s'il pouvait se promettre d'avoir toujours l'appui du génie qui les avait conçus. Mais que deviendrait-il, s'il venait à rester seul, vis-à-vis de cette Europe bouleversée? Napoléon n'était immortel que pour l'histoire; il n'avait point de successeur, aucun de ses frères n'était capable de porter le fardeau d'un tel héritage... Mais s'il avait un fils, ce serait bien différent. »

A peine Alexandre était-il sorti de cette conférence que Bonaparte fit appeler son fidèle conseiller.

— Cet homme est inconcevable, dit-il à M. de Talleyrand, il a bien plus d'esprit que nous ne lui en

avions accordé! Savez-vous ce qu'il m'a répondu? et il lui répéta mot pour mot les phrases que M. de Talleyrand lui-même avait dictées la veille en ajoutant : « Et il a raison, il me faut l'avenir d'un héritier, ma puissance l'exige ; il le faut! »— M. de Talleyrand soufflait avec un plaisir venimeux dans l'âme de Bonaparte l'orage de ces orgueilleuses pensées. On parla de mariage : le divorce de Joséphine ne fut pas seulement discuté ; il était sous-entendu. Mais arrivant au choix d'une nouvelle femme, M. de Talleyrand prononça tout de suite le nom de la grande-duchesse Catherine, l'aînée des sœurs de l'empereur. Bonaparte l'interrompit brusquement :

— Il ne me la donnerait pas!

— Il ne vous la donnerait pas? reprit Talleyrand, et qui pourrait la refuser au héros... au génie..., etc. Le texte était beau pour la flatterie et le perfide en prépara la coupe la mieux empoisonnée. Toutes les passions et leur inquiétude agitaient Napoléon et se gravaient profondément sur les muscles de son visage.

— Eh bien! voyez Romanzoff... reprit-il après un assez long silence; sondez, mais sondez habilement, n'allez pas me compromettre!... Et jetant sur lui des yeux étincelants : « Un refus!... » L'expression fut telle qu'ils en restèrent tous les deux muets d'étonnement.

— Moi, chez Romanzoff!... jamais!... s'écria M. de Talleyrand.

— Comment?

— Non je n'irai point! Et après une pause : J'irai droit à l'empereur...

Subjugué par le ton de confiance et par l'audace d'un tel parti, Napoléon ne répondit rien.— Le lendemain, le prince de Bénévent, vice-grand électeur de l'empire, entra chez son maître avec une solennité affectée :

— Sire, j'annonce à Votre Majesté que demain, à midi, Sa Majesté le czar, empereur de toutes les Russies, viendra proposer le mariage de Votre Majesté avec sa sœur la grande-duchesse Catherine de Russie.

A ces mots, Napoléon fut si peu maître de sa joie, et, s'il faut en croire M. de Talleyrand, l'expression en fut si vive, ses remerciements et ses caresses si exagérés qu'on ne saurait répéter les paroles dont il se servait pour les peindre. — De ce moment les gigantesques projets semblèrent évanouis : ils étaient soumis à la naissance d'un héritier, et l'empereur Alexandre était bien décidé à n'en pas fournir la mère. D'ailleurs Bonaparte se rassurait parfaitement sur les dispositions de celui qui voulait confirmer son alliance par des liens aussi intimes, et il obtenait ainsi la confiance et les garanties qu'il était venu chercher à des conditions bien plus difficiles.

Enfin les conférences se terminèrent par une lettre que les deux empereurs écrivirent en commun au roi d'Angleterre pour commander et pour ainsi dire exiger la paix. M. de Talleyrand, au moment d'aller au spectacle, fit appeler M. de la Besnardière, son faiseur ordinaire; c'était aussi le meilleur.

Il faudrait nous écrire, lui dit-il, quelque chose qui rendît raison de notre séjour ici : la démarche des deux empereurs auprès du roi d'Angleterre, et puis

la garantie de ce que chacun possède; pour nous l'Italie et l'Espagne, et de l'autre côté la Finlande et la promesse des provinces du Danube, mais en ménageant quelques faux-fuyants.

La Besnardière se mit à l'œuvre, et le lendemain matin il apportait le travail qu'il avait complété dans la nuit. Cette note, rédigée sous la forme de convention, peut se résumer ainsi :

« Les empereurs de France et de Russie renouvelaient leur alliance d'une manière solennelle, et s'engageaient à faire en commun, soit la paix, soit la guerre.

« Toute ouverture parvenue à l'un des deux devait être communiquée sur-le-champ à l'autre, et ne recevoir qu'une réponse commune et concertée.

« Les deux empereurs convenaient d'adresser à l'Angleterre une proposition solennelle de paix, proposition immédiate, publique, et aussi éclatante que possible, afin de rendre le refus plus difficile au cabinet britannique.

« La base des négociations devait être l'*uti possidetis*.

« La France ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait à la Russie la Finlande, la Valachie et la Moldavie.

« La Russie ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait à la France indépendamment de tout ce qu'elle possédait, la couronne d'Espagne sur la tête du roi Joseph.

« Immédiatement après la signature de la convention, la Russie pourrait commencer auprès de la Porte les démarches nécessaires pour obtenir, par la paix ou

par la guerre les deux provinces du Danube; *mais les plenipotentiaires* (et c'était la transaction convenue sur le point principal), *s'entendraient sur le langage à tenir, afin de ne pas compromettre l'amitié existant entre la France et la Porte.*

« De plus, si, pour l'acquisition des provinces du Danube, la Russie rencontrait l'Autriche, comme ennemie armée, ou bien si, pour ce qu'elle faisait de son côté en Italie ou en Espagne, la France était exposée à une rupture avec l'Autriche, la France et la Russie fourniraient leurs contingents de forces contre cette puissance, et feraient une guerre commune.

« Enfin si la guerre et non la paix venait à sortir de la conférence d'Erfurth, les deux empereurs promettaient de se revoir dans l'espace d'une année. »

M. de Talleyrand approuva ces stipulations, et, se levant de son lit, se mit à copier cette pièce sous la dictée de l'auteur. Il se rendit immédiatement auprès de Napoléon, et la lui présenta comme l'œuvre de son génie. Celui-ci en parut satisfait; et lorsque M. de Talleyrand se fut éloigné, il appela son secrétaire Méneval et lui dicta l'écrit de M. de Talleyrand sans faire aucun changement. Plus tard le chancelier Romanzoff étant venu, Napoléon lui dit : « Je viens de dicter à Méneval l'acte qui, suivant moi, doit terminer nos conférences; le voilà, voyez s'il vous convient, et entendez-vous avec Champagny. » — Ainsi M. de Champagny, ministre des relations extérieures, n'eut connaissance que par la communication que lui en fit M. de Romanzoff de la pièce composée par son employé la Besnadière, pièce qui, en passant de main en

main était devenue la conception de plusieurs. Voilà comment se font les génies universels.

C'est ainsi et par une intrigue, la plus grande peut-être qui ait été tissue de main d'homme, que ces fameuses conférences préparées pour partager l'Europe et déraciner toutes les anciennes maisons souveraines, n'eurent d'autres résultats que le mariage du neveu de M. de Talleyrand, le comte Edmond de Périgord avec la plus jeune des princesses de Courlande [1].

Il paraît que Bonaparte ne s'est jamais douté de ce chef-d'œuvre de perfidie ; mais sa reconnaissance ne dura pas au delà du moment qui avait « chatouillé de son cœur l'orgueilleuse faiblesse. »

XVI

Cependant il appela encore le prince de Bénévent à discuter l'exécution de ses projets contre l'Espagne et le Portugal. C'était le lendemain de la bataille de Friedland que le prince, ministre des relations exté-

1. On sait que dans l'audience de congé que l'empereur Alexandre donna à M. de Talleyrand, à son départ d'Erfurth, le czar le remercia dans les termes les plus expressifs « des grands services qu'il lui avait rendus dans cette mémorable circonstance » et il ajouta : « qu'il saisirait avec empressement l'occasion de lui en témoigner sa reconnaissance. » Jamais homme de cour ne fut aussi prompt que le héros de l'intrigue à profiter de semblables démonstrations ; on ne le prenait pas au dépourvu. Il répondit « que l'empereur, dans sa puissance, aurait toujours les moyens de lui donner des témoignages de ce qu'il voulait bien appeler sa satisfaction ; que, par exemple, dans ce

rieures, avait commencé par sa correspondance à Madrid et à Lisbonne, à faire briller les premier éclairs de l'orage. Il ne s'agissait alors que de s'emparer du Portugal pour le donner à l'Espagne, en échange des provinces espagnoles situées entre les Pyrénées et l'Èbre, que Bonaparte réunissait à son empire. C'était le premier acte du drame qui devait amener l'envahissement complet de ces deux royaumes. M. de Talleyrand servait ces projets sans objections, et il y coopéra jusqu'au traité de Fontainebleau qui devait servir à tromper l'Espagne au moment où sa perte était décidée. Mais plus tard Napoléon partit pour exécuter lui-même ses hautes œuvres. Il ne demanda plus le concours de son ancien ministre. Celui-ci commença à trouver cette politique détestable, parce qu'il n'était pas appelé à la servir, et il y montra cette opposition modérée qui ne s'expliquait que par son intérêt pour l'empereur.

Quelques mois après Napoléon avait pénétré en Espagne à la tête d'une armée considérable. M. de

moment même, il mettrait un grand prix à obtenir pour son neveu la main de la plus jeune des princesses de Courlande. »

L'empereur Alexandre saisit avec empressement cette manière de s'acquitter envers le négociateur à deux faces.

— Je serai demain au soir, lui dit-il, au château de *** (résidence de la duchesse de Courlande en Saxe); je me charge de votre demande avec toute confiance dans le succès.

En effet, le mariage du comte de Périgord avec la princesse Dorothée de Courlande fut conclu par cette haute intervention. Ils portent aujourd'hui (1835) le titre de duc et de duchesse de Dino, fief érigé par le roi de Naples pour reconnaître les services que M. de Talleyrand devait lui avoir rendus au congrès de Vienne. — Les rois n'échappent souvent à leur ingratitude habituelle qu'en plaçant tout de travers les témoignages de leur reconnaissance.

Talleyrand était à Paris; fatigué de ne rien faire. Il imagina de se rapprocher de Fouché avec lequel il était brouillé de longue main. De projets déterminés, il n'en avait point; c'était pour lui des cartes à remuer, et il aimait le jeu. La princesse de Vaudemont, de tout temps son amie, voyait souvent Fouché. Elle fut l'intermédiaire de ce rapprochement. Un dîner fut l'occasion de se rencontrer, et sa jolie maison de Suresnes le lieu du rendez-vous. J'étais à Paris à ce moment, assez curieux des événements, et fort peu des intrigues dont les acteurs m'était inconnus. Je fus prévenu du jour où les deux personnages devaient se rencontrer, parce que la princesse m'avertit de ne pas venir lui demander à dîner ce jour-là [1]. Ce dîner fut suivi d'un ou deux autres; quelques nouveaux convives y furent admis, entre autres l'abbé Louis qui cherchait l'intrigue à tout prix et avec tout le monde. J'attachais trop peu d'importance à ces rencontres pour vouloir pénétrer ce qui s'y était passé; et je suis persuadé que, en effet, il ne s'y passait rien. On dit cependant qu'il fut question de ce qu'il y aurait à faire si l'empereur venait à succomber dans les hasards de la guerre qu'il affrontait en Espagne. Il faut avouer que, aux yeux d'un tyran, de telles prévoyances sont bien un complot: prévoir c'est désirer, et il est bien naturel de hâter ce qu'on désire.

1. Cette maison de Suresnes comptait déjà dans la vie d'intrigues de M. de Talleyrand; c'était là même que revenant de son émigration en Amérique pour tenter fortune, il avait été présenté par madame de Staël au directeur Barras, et que, peu de temps après, par le crédit de ce dernier, il avait été nommé ministre des relations extérieures de la République.

Quoi qu'il en soit, les différentes polices s'éveillèrent à ce sujet. Bonaparte poursuivait jusques à la Corogne l'armée anglaise commandée par le général Moore ; et, comme le disaient les bulletins, *l'épée dans les reins*. Les rapports des dîners de Suresnes lui arrivèrent de tous côtés, et, probablement embellis, commentés, exagérés par le microscope des polices secrètes. En même temps on l'inquiétait sur les dispositions de l'Autriche. Il n'en fallait pas autant pour l'irriter. Il secoua sa crinière et partit en toute hâte sur un cheval arabe qu'il écrasa. La colère lui servait d'éperon ; il fit trente lieues en sept ou huit heures, pour se rendre à Burgos, et vint ensuite à Paris au plus grand train de la poste.

Bientôt retentirent partout les fureurs du maître. Fouché et M. de Metternich en furent les premières victimes. Elle tomba encore plus terrible sur M. de Talleyrand. L'empereur, dans sa violence, sortit de toute mesure ; il le manda aux Tuileries, et là il l'accusa de toutes les bassesses, de toutes les trahisons et de tous les crimes ; il se reprochait de ne l'avoir pas fait pendre aux grilles du Carrousel.

— Mais, disait-il, il en est bien temps encore ! » Et tout cela était crié de telle sorte que les salons voisins en retentissaient.

M. de Talleyrand impassible, non seulement en apparence, mais en réalité, et jusqu'au fond de son être, s'était peu à peu reculé pour s'appuyer contre la muraille, comme s'il se fût abrité d'un orage qui aurait pu mouiller ses habits ; il ne répondait pas un mot, et ne révélait pas la moindre émotion. Au

milieu du débordement de ces outrages, Bonaparte lui dit, comme une preuve de ses trahisons :

— Vous ne m'aviez pas dit que le duc de San Carlos était l'amant de votre femme !

A ces mots, M. de Talleyrand, retrouva l'étonnante présence de son bel esprit.

— En effet, Sire, répondit-il, je n'avais pas pensé que ce rapport pût intéresser la gloire de Votre Majesté ni la mienne !

Lorsqu'il sortit, car il sortit enfin, il s'adressa avec sa face impassible et son flegme imperturbable, à ceux qui avaient entendu les éclats de voix et de fureur de Napoléon.

— L'empereur a quelque chose aujourd'hui... leur dit-il, je ne sais ce qu'il a..... il n'est pas comme à son ordinaire.

On raconte que le soir, bien avant dans la nuit, resté seul chez la vicomtesse de Laval, toujours étendu dans son fauteuil, il lui disait, sans la moindre émotion, tous les détails de cette épouvantable scène.

Madame de Laval, vive dans ses impressions, s'étonnait, se courrouçait, se révoltait de ce torrent d'injures reçues et racontées avec une si belle indifférence.

— Comment, disait-elle, il vous a dit cela ?... en face ?...

— Eh oui ! répondait-il, et encore telles et telles injures.

Elle trépignait.

— Comment, lui disait-elle, vous l'avez entendu ! vous étiez seul avec lui et vous n'avez pas saisi une

chaise, des pincettes, un tison ?... Enfin, je ne sais quoi ! vous ne vous êtes pas jeté sur lui ?...

— Ah ! répondait-il, j'y ai bien songé, mais je suis trop paresseux pour cela.

La princesse de Vaudemont n'était pas si tranquille ; son innocence ne suffisait pas à la rassurer, elle voyait déjà l'exil suspendu sur sa tête. Mais elle fit plaider sa cause et donner des explications par M. de Lavalette ; il lui rapporta les paroles les plus rassurantes :

— Oui, avait dit l'empereur, madame de Vaudemont n'est pour rien dans ces trames, on a voulu se servir d'elle et voilà tout. Elle a trop de cela, avait-il ajouté en frappant sur son cœur, elle a trop de cela pour avoir trempé dans de si méprisables intrigues[1] !

— Quant à M. de Talleyrand, — ajoutais-je en racontant ces souvenirs à Monsieur, — sa haine s'est accrue des efforts qu'il fait pour la cacher ; elle a creusé en dedans. Il sait qu'il faut être près de son ennemi pour le mieux frapper. Il est resté dans sa vie habituelle, attendant l'occasion. Il saisirait celle de la Restauration comme une autre. On ne doit pas attendre de lui qu'il engage une action ; ce n'est

1. La princesse rassurée par ces paroles s'empressait de les répéter à tous ceux qui venaient chez elle et le nombre en était grand, même dans une seule matinée. Une personne qui, ce jour même, était restée chez la princesse assez longtemps pour lui entendre répéter à tous venants les paroles et le geste de l'empereur : « Elle a trop de cela » reprit fort sérieusement qu'il ne doutait pas de ces expressions, mais qu'en les prononçant, l'empereur avait posé la main un plus haut. — La princesse avait, en effet, beaucoup de ce que les femmes portent au-dessus du cœur.

pas sa prétention et ses calculs s'y refusent. Il ne fait pas, mais il cherche sa place dans les choses faites, et il peut les aider.

Monsieur semblait écouter avec intérêt ces anecdotes d'une vie trop fameuse, et cependant nous retombions avec plus de tristesse dans cette fatalité qui nous imposait un tel homme à moins que des circonstances plus heureuses ne jetassent dans nos bras un des chefs de l'armée qui viendrait appuyer notre droit d'une force réelle, un nouveau Monck. Où le trouver? Certes c'était un beau rôle à jouer dans l'intérêt de la France, mais rien ne nous révélait celui qui l'aurait compris.

Le Prince m'annonça que je serais chargé de deux grosses enveloppes de sa correspondance avec le Roi. Elles renfermaient la copie du rapport de mon voyage et de mes négociations, et le résumé de mon séjour, des résolutions que nous avions prises. Elles étaient soumises au Roi. Le comte François d'Escars me remit ces deux paquets, grossis de toutes les lettres que les personnes de la suite du Prince adressaient en Angleterre. Je devais les faire parvenir à Londres par les courriers de lord Castlereagh.

Au moment où je le quittais, tout ce que Monsieur avait de bonté, de cordialité et de bienveillance se réunit dans ses paroles et son expression. Il m'embrassa à plusieurs reprises, et avec une sensible émotion. Ce serait peut-être ici le lieu de peindre ce prince, ses qualités aimables, son cœur ouvert et expansif, ses sentiments empreints de noblesse et de générosité, la franchise de son caractère, la rectitude de sa raison ; mais je n'essayerai point ce portrait,

d'abord parce que, à l'époque dont je parle, je n'aurais osé, ni su l'esquisser ; j'étais tout zèle, tout amour. Je n'aurais pas trouvé sous mon pinceau les ombres sans lesquelles il n'y a ni peinture, ni ressemblance. Le respect que toute ma vie royaliste m'avait donné pour ces personnes royales ne me permettait pas de les juger. Ensuite, ces souvenirs seront pleins du comte d'Artois, devenu depuis le roi Charles X. Et il n'y a point de portrait aussi ressemblant que celui qui représente l'homme dans ses déterminations, ses paroles et le mouvement de ses actions.

On pourrait ensuite me demander quelle impression je recevais d'une situation aussi nouvelle, aussi singulière, et si je ne m'étonnais pas de me trouver ainsi, de plein saut, dans une si familière et si confiante intimité avec le frère du Roi, l'héritier présomptif de la couronne ? La vanité d'une telle pensée ne me venait pas du tout. Les circonstances qui m'avaient rapproché du Prince en lui apportant une situation inespérée m'avaient fait franchir, sans m'en apercevoir, la distance qui me séparait d'une telle familiarité. Mais ce que j'avais perdu de respectueuse timidité, je l'avais gagné en amour pour sa personne.

CHAPITRE IV

RETOUR A PARIS

I

Après avoir mis mes papiers en ordre, pris sur moi ceux qui concernaient ma mission, et enfermé dans ma petite malle de cuir ceux dont on m'avait chargé, je me rendis le samedi matin, chez M. d'Alopéus. J'y trouvai nombreuse compagnie, et me refusai à être présenté à aucun de ceux qui la composaient. Les principaux étaient le baron de Weissemberg, ministre d'Autriche en Angleterre, qui revenait de Londres; un général suédois, et plusieurs autres militaires de diverses nations, entre autres trois ou quatre officiers russes arrivant du fond de la Moscovie sur leurs petits chariots découverts. Toutes ces personnes se rendaient au quartier général pour différents motifs. — M. d'Alopéus me mit seulement en relation avec le baron de Weissemberg, aide de camp du prince Paul de Wurtemberg, qui commandait à cette époque une division de l'armée de réserve russe. Cet officier m'offrit une place dans un gros et vieux cabriolet, tel qu'on n'en voit plus. Toutes les voitures furent atte-

lées, assez lentement, de chevaux de poste; elles en employaient bien dix-huit ou vingt. Nous eûmes une escorte de cavalerie assez nombreuse. Elle devait être relevée de poste en poste jusqu'au terme de notre voyage.

Je me plaçai à côté du compagnon auquel on m'avait donné, et qui m'acceptait de bonne grâce. Son domestique était entre nous deux, sur un strapontin, et j'avais fait attacher ma petite malle sur le devant, presque sur les bras du cabriolet. Le baron de Weissemberg ne savait pas trop à qui il avait affaire; mais la bienveillance, ou la politesse qui en est l'image, abrégèrent le temps de la connaissance; et je lui laissai entendre que le but de mon voyage touchait au service de la cause royale.

Nous voyagions ainsi, assez lentement, d'abord à cause de notre escorte; puis bientôt après, sans escorte; car nous n'en trouvâmes plus à peu de distance de Nancy. Nous arrivâmes vers les trois ou quatre heures à Neufchâteau. Là, les personnes importantes de la caravane décidèrent qu'on s'arrêterait pour dîner. Les hommes du Nord tiennent plus que les autres à la régularité de leurs repas. J'enrageais de cette imperturbabilité allemande qui nous faisait perdre plusieurs heures. Mais ce fut bien autre chose lorsque le dîner fut un peu avancé; on se mit fort gravement à délibérer s'il ne conviendrait pas de s'arrêter et de coucher à Neufchâteau, pour éviter les périls d'un voyage de nuit. Je rongeais le frein qui m'était imposé; et comme on parlait des dangers de la route, auxquels je ne croyais pas du tout, je me permis quelques mots piquants

sur les retards inutiles et les timidités déplacées. Malgré cela, on résolut de s'arrêter, et, à la fin du dîner, on fit venir l'officier commandant la place. C'était un Bavarois; il n'avait pour toute garnison qu'un hôpital et des convalescents de sa nation. Il lui fut enjoint de prendre toutes les précautions nécessaires pour la sûreté de nos personnes. Les plus jeunes, parmi lesquels il y avait un M. de Markoff et un Tolstoï, étaient comme moi disposés à se moquer de ces précautions. Après le dîner, nous fîmes bande à part; on fuma, on but du punch, enfin on causa fort gaiement jusqu'à une heure du matin; puis, on se partagea les lits et les matelas par terre.

Le lendemain nous fûmes réveillés assez tard pour des voyageurs; il était près de huit heures quand nous nous mîmes en route. Mais quel ne fut pas mon étonnement, quand on me dit que nous avions couru des dangers pendant la nuit! Un poste bavarois qui avait bivouaqué sur une hauteur, près de la ville, avait été salué de quelques balles au feu de son bivouac. Ces nouvelles allongeaient les figures déjà sérieuses de nos compagnons; mais j'avais tant de peine à prendre part à ces craintes, que j'accusais ces bons Allemands d'avoir rêvé les balles. Enfin, je dois l'avouer, ma confiance était un peu exagérée; j'aurais dû m'éclairer en cherchant quelques informations auprès des personnes du pays. Mais lorsque l'on court, les yeux fixés vers un but qui captive la pensée et l'âme entière, on ne prend pas garde à la pierre cachée sous vos pas, et sur laquelle on va trébucher.

Nous partîmes donc avec une escorte de nos Bavarois à peine convalescents. Ils furent placés sur de

charrettes attelées de chevaux de poste. Lorsque nous eûmes fait quelques lieues, nous remarquâmes le long des bois, à notre gauche, des groupes d'hommes dont quelques-uns étaient armés. Ils venaient regarder à la lisière, et rentraient ensuite dans le fourré ; quelquefois on les voyait traverser d'un bois à l'autre. Ceci donna l'alarme. Nous nous arrêtâmes, et l'on envoya une escouade de nos pauvres soldats fouiller les parties de bois les plus voisines ; mais les paysans se retiraient à leur approche ; nos gens ne voyaient rien. Nous nous remîmes en marche, non sans prendre de nouvelles précautions. Nous étions tous descendus, et, nous armant comme nous pouvions de pistolets, de sabres, d'épées, nous marchions en nous couvrant de nos voitures, du côté où le danger nous menaçait. Bientôt la route s'éloignait de ces repaires ; et, ne voyant plus rien, nous remontâmes en voiture.

Au moment où nous arrivions au premier relai, à Saint-Thiébaud, la cloche de l'église se faisait entendre sans interruption. Je voulais encore me persuader qu'elle sonnait la messe du dimanche, et j'attribuais à la curiosité de voir notre nombreux et singulier équipage le mouvement de la foule qui descendait en courant la pente rapide de la colline, et arrivait du haut du village, où l'église est située, à la partie d'en bas où se trouve la poste. — Mais non ; c'était bien le tocsin qui sonnait à toute volée. Le maître de poste s'était approché des voitures, et comme on lui demandait de donner de suite des chevaux, il se mit à ricaner.

— Oui, disait-il, vous aurez des chevaux, des chevaux

tout de suite pour aller à Chaumont..... oui à Chaumont..... et vous y trouverez l'empereur..... oui, monsieur, l'empereur!

J'étais descendu de voiture pendant ce colloque.

— Que dites-vous? m'écriai-je en m'approchant de lui.

— Je dis que l'empereur est à Chaumont, qu'il y a des ordres de fournir des vivres pour dix mille hommes, et des fourrages pour deux mille chevaux.

— Mon Dieu! lui dis-je, comment vous laissez-vous abuser par de pareils contes? Ne trouvez-vous pas les maux de la guerre assez pesants? croyez-vous les adoucir en inquiétant les ennemis?

A ce moment, un de mes compagnons de voyage, s'approcha de moi.

— Parlez donc à cette dame, me dit-il, vous la comprendrez mieux que nous.

Je me retournai, et je vis une personne fort simplement habillée, mais distinguée par ses manières. Elle passait à côté de moi et me poussait le bras sans s'arrêter, et sans me regarder.

— Vous êtes perdus! disait-elle à mi-voix, vous allez être arrêtés..... le peuple est soulevé..... vous êtes perdus! et elle marchait toujours vers sa maison.

En effet, en tournant la tête, je vis quarante ou cinquante paysans qui arrivaient de tous côtés assez en désordre. Plusieurs étaient armés de fusils, les autres de fourches, de haches, et de bâtons. Les pauvres Bavarois furent désarmés sur le champ, sans aucune résistance. Pendant que je regardais cette manœuvre

avec indignation, le nombre des agresseurs augmentait sans cesse. Des cris affreux et quelques coups de fusil portèrent l'effroi parmi nos voyageurs sans défense. Nous nous jetâmes tous dans la maison de la poste, dont la porte cochère fut immédiatement fermée et barricadée. Le maître de poste, qui jusque là avait paru partager les sentiments des assaillants, rentra bientôt après nous, inquiet et troublé. Sa femme et le reste de sa famille étaient en larmes. Nous nous retirâmes tous dans une salle qui donnait sur la rue. Nous entendions les hurlements de ces furieux ; ils voulaient enfoncer les portes et menaçaient de ne point faire de quartier si on ne les ouvrait pas. Le maître de poste parlementait avec eux, et nous passâmes près d'un quart d'heure dans cette situation perplexe.

Ce fut pendant ce temps que je m'approchai du baron de Weissemberg.

— La position, lui dis-je, est difficile et dangereuse. Mais elle l'est pour moi encore plus que pour tout autre.

— Oui, me répondit-il, je m'en suis bien douté.

— Serait-ce trop présumer de votre bonté, repris-je, que de vous demander un abri en me permettant de passer pour attaché à votre personne?

— Je le veux bien, dit-il avec cordialité ; mais à condition que vous n'aurez aucun de vos papiers. Ils me compromettraient et m'empêcheraient de vous sauver.

— Pour des papiers, lui dis-je, j'en ai beaucoup ; mais je vais travailler à les détruire ; et dès que j'en serai venu à bout, je vous le ferai connaître par tel

signe ; et alors, si vous le voulez bien, il restera convenu que je suis un de vos gens; par exemple, votre valet de chambre-secrétaire. Je parle assez bien l'allemand pour ne pas être pris en défaut de ce côté.

Au milieu de l'inquiétude qui était peinte sur tous les visages, je n'étais occupé qu'à me débarrasser de la charge de papiers que j'avais sur moi. Je me défis d'abord de mes passeports, le français sous mon nom, l'autrichien et le russe sous celui de Saint-Vincent. Je les jetai sous des armoires à linge. J'allais déchirer quelques autres pièces, lorsque des cris redoublés nous apprirent que le maître de poste avait capitulé, et obtenu qu'il ne serait exercé sur nous aucune violence ; les insurgés devaient nous conduirent eux-mêmes à Chaumont; et là, ils partageraient nos dépouilles sans que la moindre parcelle leur en fût enlevée. Si j'avais pu attribuer les violences dont j'allais être la victime, à un sentiment de patriotisme ou au moins à un juste ressentiment des maux soufferts, je leur aurais pardonné; bien plus, j'aurais applaudi dans mon cœur. Mais on ne pouvait pas se faire illusion ; c'était le pillage et non l'honneur qui leur avait mis les armes à la main. Ils s'étaient soulevés pour s'emparer d'un butin conquis sans danger sur des voyageurs sans défense. Sous ce rapport, la capture était bonne; ils avaient déjà préludé en pillant, dans les voitures, tout ce qui n'était pas attaché, nécessaires, cassettes, armes, chapeaux, etc.

II

Les portes leur ayant été ouvertes en vertu du traité, ils entrèrent en foule dans la maison et remplirent la salle où nous étions au point que, mêlés avec eux, on ne pouvait plus se remuer. On voyait dans cette foule de bien mauvaises figures. Il y en avait un auprès de moi, qui me regardait avec de gros yeux étincelants, hors de la tête; il était rouge et haletant, et paraissait disposé aux plus sanglantes exécutions. Je me disais que c'était un boucher, ou un poltron; l'habitude du sang ou la peur excitent également à la cruauté; mais nous étions tellement mêlés, pressés et confondus avec eux qu'il était difficile de nous frapper.

Au milieu de ce tumulte, une voix s'éleva; probablement celle d'un des chefs du mouvement. Il dit que, d'après les ordres de l'empereur, nos dépouilles appartenaient à la troupe qui nous avait arrêtés; mais qu'avant tout nous allions lui remettre nos papiers. Cet ordre m'inquiétait plus que tout ce qui s'était passé jusque-là; mais, au milieu de cette cohue, la perquisition était difficile, et deux grands paniers pleins de vin et de provisions de toute espèce, trouvés sur les voitures, leur firent bien vite oublier la recherche des papiers. Pendant ce temps, on attelait fort lentement, et plus de chevaux de paysans que de chevaux de poste. On nous fit rentrer chacun dans nos voitures, et l'on nous mit sur une route de tra-

verse qui conduit à Chaumont. Je pense qu'ils abandonnèrent la grande route, soit pour arriver plus vite, soit pour éviter la rencontre de partis ennemis ou même français. Les uns leur auraient enlevé leur capture, et avec les autres il aurait fallu partager leur butin.

J'éprouvai un premier moment de calme, quand je fus rentré dans ce malheureux cabriolet à coté de mon excellent compagnon de voyage. Nous marchions par de mauvais chemins, entre deux haies bien serrées de paysans. Ils nous gardaient comme les vautours gardent leur proie. Mais, pour moi, il s'agissait, avant tout, de me débarrasser des papiers dont j'étais encombré. J'appelai M. de Weissemberg à mon secours, en lui faisant une confidence complète. Les lettres de Monsieur aux souverains et autres, les lettres patentes, les notes, les pouvoirs, tout ce que j'avais sur moi fut déchiré en petits morceaux imperceptibles, et pour ne pas nous rendre suspects, nous en remplissions nos poches, nous en faisions couler dans les doublures du cabriolet que nous avions fendues; enfin, même nous en mangions. Au bout d'une heure et demie ou deux heures d'un travail acharné, nous étions fort avancés. Je n'avais gardé sur moi que les écrits de Monsieur en encre sympathique, et je les cachai soigneusement.

Notre escorte avait un grand attrait pour les cabarets; c'est ainsi qu'elle nous fit arrêter dans un village dont j'ai oublié le nom; et, sous prétexte de donner l'avoine aux chevaux, ils se donnèrent à eux-mêmes un ample rafraîchissement aux dépens des vaincus. Nous étions gardés dans l'auberge où on nous avait

fait descendre, mais sans empêcher les communications entre nous. J'eus toute facilité de dire à M. de Weissemberg que j'étais venu à bout de me défaire de mes papiers, et qu'ainsi, comme il avait bien voulu le permettre, je serais Anton Mayer, natif d'Aarau, en Suisse, et son valet de chambre-secrétaire, depuis qu'il était parti pour l'Angleterre. Il donna un plein consentement à ce petit roman, et fit plus encore, en me permettant de changer mon manteau contre la redingote de livrée d'un de ses gens. Ce travestissement se fit sans que nos gardiens s'en aperçussent. J'eus soin, en même temps, devant eux et devant leurs chefs, de rendre quelques services au baron de Weissemberg : par exemple, d'ouvrir et de refermer la portière de sa voiture lorsque nous nous remîmes en route. Il pleuvait un peu en ce moment, et j'eus le chagrin de voir le pauvre domestique qui m'avait cédé sa redingote dépouillé du manteau que je lui avais donné en échange : le chef de la bande le lui arracha pour s'en affubler lui-même. Il ne s'aperçut pas, alors du moins, que la poche de ce carrick était pleine des parcelles des papiers que j'avais déchirés. Ce général de l'insurrection de Saint-Thiébaud était, d'après ce qu'on m'apprit, un employé inférieur de l'administration des Forêts. J'ai eu soin d'oublier son nom. Il ne se doutait guère qu'il portait sur lui les témoins muets de ma culpabilité, et pour ainsi dire le corps du délit, réduit, il est vrai, en bien petits morceaux.

Cependant, je me sentais allégé de tout le poids de ces preuves de conviction, et je me félicitais d'avoir ainsi abrité des secrets importants, et peut-être des

têtes précieuses, lorsqu'en remontant dans le cabriolet de M. de Weissemberg, mes yeux se portent tout à coup sur ma valise, et les deux gros paquets de lettres que j'y avais renfermés me sautent à la pensée. Je ne voyais plus aucun moyen de salut; mais quels que fussent les dangers que je courais personnellement, ce n'étaient pas ceux-là qui m'inquiétaient le plus. Monsieur pouvait être surpris à Nancy; cette correspondance dévoilait de reste les motifs de son séjour; et lors même qu'on n'atteindrait pas sa personne, qu'allait-il arriver des lettres de Monsieur au Roi? Nos plans, nos projets, le secret des cours et de nos négociations allaient être divulgués et tombaient entre les mains de Bonaparte, car je commençais à croire que nous allions en effet le trouver à Chaumont. — J'étais dans un abattement complet, lorsque nous entendîmes derrière nous le bruit d'une troupe de cavalerie et leurs cris dans l'éloignement. L'imagination va vite dans ces moments de perplexité, elle passe rapidement aux extrêmes de la crainte ou de l'espérance; et dans l'inquiétude mortelle où j'étais, j'imaginais que c'était un secours du ciel. Mais bien loin de là. Nous reconnûmes bientôt aux cris de « Vive l'empereur! » une compagnie de chasseurs à cheval français. Ils avaient appris notre arrestation et notre départ de Saint-Thiébaud, et ils étaient venus nous ramasser pour prendre leur part, non de la gloire, il n'y en avait pas, mais du butin.

Au moment où ils nous rejoignirent, les paysans se montrèrent de très mauvaise humeur. Ils ne voulaient point que les soldats partageassent leur service, de crainte qu'ils ne voulussent aussi partager nos dé-

pouilles. L'altercation devint sérieuse. Les paysans se retirèrent tout à coup d'un côté de nos voitures, et les chasseurs se rangèrent de l'autre, en se menaçant mutuellement. Quelques coups de fusil avaient été tirés derrière nous, et notre position, entre deux lignes de combattants, n'avait rien de rassurant. On avait tout à craindre, même de leur maladresse; cependant les chefs parvinrent à les calmer, et ils firent entre eux une espèce d'accord. Il est toujours facile de s'entendre, lorsqu'il se trouve un pauvre tiers à dépouiller. Les deux lignes entre lesquelles on nous traînait furent ainsi redoublées. Les paysans, à pied, marchaient à côté de nous, et les chasseurs formaient en dehors une seconde ligne, toutes les deux trop serrées pour qu'il fût possible de s'échapper; et il semblait qu'il n'y avait plus qu'à plier la tête et à s'abandonner au sort.

Cependant mes yeux et ma pensée étaient fixés sur cette malle qui renfermait un dépôt si dangereux. Je cherchais dans mon esprit les moyens de m'en débarrasser. J'en consultai avec M. de Weissemberg. La brûler? c'était impossible; la faire tomber au milieu du chemin? c'était inutile; nos effets étaient surveillés avec plus de soin que nos personnes. Si un coffre se détachait d'une voiture, il était aussitôt forcé; on portait au chef dont j'ai parlé tous les papiers qu'on pouvait y trouver, et on le rechargeait sur une voiture quelconque. Je n'entrevoyais qu'un moyen de salut: c'était de retirer un moment la malle dans notre cabriolet, pendant le peu de temps qu'il fallait pour en retirer les deux enveloppes, et ensuite abandonner tout le reste au sort. Mais, d'après les dispositions de

nos surveillants, ce tour d'escamotage paraissait impossible.

Nous allions fort lentement; les chemins étaient mouillés et fort tirants; on nous faisait descendre aux montées pour soulager les chevaux. Les chasseurs, en plus grand nombre, mettaient aussi pied à terre. Nous nous trouvions ainsi faire route ensemble. Je me liai de conversation avec l'un d'entre eux, jeune homme d'environ vingt ans, d'une jolie et fraîche figure, à l'air bon enfant et sans souci. Il me dit qu'il était de Gand, et au service depuis deux ans. Je lui demandai si l'empereur était à Chaumont; il me répondit qu'on le leur avait dit ainsi. Au bout de quelque temps et d'un long bavardage, je lui parlai du profit qu'il pourrait tirer de notre capture. Il prenait son parti d'en avoir sa part, sans en demander davantage.

— Pour moi, lui dis-je, je n'ai pas beaucoup d'effets; ils sont tous contenus dans cette petite malle. Mais ils sont très bons; partagés, ils ne profiteront à personne; il n'y aurait pas une manche de chemise pour chacun; et, pris pour pris, j'aimerais mieux qu'ils appartinssent à un seul, surtout à un brave garçon comme vous.

La proposition lui plaisait assez; mais il y avait dans son remerciement quelque doute de ma bonne intention, sans compter celui qui naissait de la difficulté de l'exécution. Je le rassurai par une promesse formelle, et en lui indiquant les moyens à prendre; je lui dis que nous ne pouvions pas arriver à Chaumont avant la nuit close. Lorsque le jour commencerait à baisser, il devait s'approcher de la voiture, couper adroitement les cordes de la malle, nous la reprendrions

dans le cabriolet, et je promettais de la lui remettre à la faveur de l'obscurité. — Nous remontâmes en voiture, et je ne perdais pas de vue mon chasseur belge, qui lui-même avait souvent les yeux sur moi.

Lorsque le ciel commença à s'obscurcir, mon jeune homme profita du désordre de la marche pour se débarrasser de son cheval, et vint assez négligemment marcher à côté de notre voiture; puis, sautant lestement sur les brancards, il s'assit sur la petite malle, et tout en ayant l'air de regarder ailleurs, il se mit à couper par dessous les cordes qui la tenaient attachée. Jusque-là, tout allait bien; mais, quand il descendit et annonça lui-même que le porte-manteau se détachait, les paysans se jetèrent dessus. Lui de dire qu'il fallait le mettre dans la voiture, puisque tout devait se partager à Chaumont. Le domestique de Weissemberg, aidé par le chasseur, fut le plus fort, et tira le malheureux porte-manteau dans le cabriolet. Nous y étions fort serrés, de manière que j'eus toutes les peines du monde à loger ce nouveau venu. J'eus aussi beaucoup de difficulté à l'ouvrir, et ce ne fut pas sans m'ensanglanter les mains que je parvins à en retirer les deux énormes enveloppes. Nous voilà donc encore une fois, le bon Weissemberg, son domestique et moi, occupés à détruire ces papiers par les mêmes moyens que nous avions déjà employés, même celui de les manger, car nous ne savions plus que faire des fragments; ils nous inondaient. J'essayai bien d'en semer par terre, à travers le tablier de cuir qui fermait le devant du cabriolet; mais un sous-officier de chasseurs s'en aperçut et vint à nous.

— On déchire des papiers dans cette voiture, dit-il

avec humeur, vous ne savez pas à quel point cela peut vous compromettre.

— Et toi, répondais-je en moi-même, tu ne sais pas à quel point je me compromettrais de ne pas les déchirer.

Enfin, nous étions en vue de Chaumont comme nous terminions ce travail, bien autrement difficile qu'on ne pourrait le croire. J'avais aussi retiré de la malle un nécessaire en maroquin, grand comme un volume in-quarto. Il me servait aussi d'écritoire et de portefeuille ; et, en fouillant dans les derniers recoins, j'y trouvai... des cartes de visite ! Elles y étaient depuis plus de dix ans, et devenaient en ce moment les accusateurs les plus accablants ! — Ainsi débarrassé de tout ce qui pouvait me faire reconnaître, je tins parole à mon jeune chasseur, et, à la nuit close, je lui remis, par dessous le tablier de cuir du cabriolet, ma valise et tout ce qu'elle contenait d'effets. Ce ne fut pas sans quelque peine ; j'étais attaché à quelques-uns à cause de leur valeur ; à d'autres par l'habitude, et à tous par le besoin que j'en avais en ce moment. Mais ces petits regrets disparaissaient devant mes inquiétudes. Nous arrivions à Chaumont ; là était Bonaparte en personne, environné des inquisiteurs de sa police et de sa gendarmerie d'élite. Me serait-il possible d'échapper à leurs questions? Je me rappelais ce qu'on m'avait dit de leur habileté à fouiller les personnes et les pensées, et, comme les malheureux que l'orage menace d'engloutir cherchent leur salut en jetant par-dessus bord tout ce qu'ils possèdent, je me décidai à détruire ce qui me restait : les pouvoirs de Monsieur et les autres pièces en encre sympathique. Enfin, dans u

dernière et rigoureuse perquisition sur moi-même, je ne trouvai plus rien que la cornaline sur laquelle était gravé le nom du duc de Dalberg. Je fis ce dernier sacrifice à la porte même de Chaumont.

III

La destruction de tant de pièces accusatrices ayant mis à couvert des personnes et des secrets qui ne devaient jamais être compromis, il m'était permis de songer à ma propre sûreté. J'avais bien regardé autour de moi si je pouvais tenter une évasion. Mais, d'abord, elle aurait été bien difficile à travers la double haie de notre escorte ; ensuite, quand, à la faveur de la nuit, j'aurais réussi à m'échapper, où trouver un refuge ? Le pays était inondé de troupes de toute espèce, de toutes nations, et, de plus, soulevé. La guerre était partout. Tous étaient suspects les uns aux autres, et chacun croyait voir un ennemi dans autrui. Où trouver, au milieu de cette conflagration générale, une espérance de salut pour quelqu'un qui n'eût pu dire quel il était, comment il se trouvait là, et se réclamer de personne ? Je me laissai donc aller, les yeux fermés et sans résistance, à ma destinée. Nous fûmes conduits tous ensemble dans la cour d'une maison, et l'on en referma soigneusement les portes sur nous. Des officiers d'état-major nous environnèrent aussitôt. Ils nous examinèrent de très près. Un d'entre eux s'adressa à moi au moment où je descendais de voiture.

— Qui êtes-vous? me dit-il.

— Je suis le valet de chambre-secrétaire de Son Excellence le baron de Weissemberg, lui répondis-je en contrefaisant assez bien l'accent allemand. Il passa plus loin, sans autre interrogation.

On nous fit entrer ensuite dans un salon du rez-de-chaussée où nous étions mêlés, maîtres et domestiques, avec les officiers de l'état-major d'un général qui n'était autre que le comte de Piré. Je les entendis très distinctement répéter plusieurs fois entre eux les mêmes paroles.

— Non, il n'y est pas, disaient-ils, il n'y a personne de son âge, de sa taille, de son signalement... il n'y est pas.

C'était évidemment M. le comte d'Artois qu'ils indiquaient, et je frissonnai de l'idée que notre Prince aurait pu tomber dans un semblable guet-apens. Il était probable que des avertissements partis de Nancy avaient fait connaître le départ d'une suite de voitures, et donné lieu de croire aux généraux qui battaient le pays en partisans, que Monsieur se rendait au quartier général des alliés ou même ailleurs. Bientôt, mes compagnons de voyage furent appelés ensemble dans le cabinet du général; mais, grâce à mon déguisement, je restai au milieu des domestiques. Je n'étais pas sans inquiétude, et le moindre mouvement autour de moi me faisait croire que j'étais dévoilé; j'eus surtout un moment d'anxiété lorsque le général de Piré lui-même s'avança un moment hors de sa porte pour appeler un de ses aides de camp. Au bout d'une demi-heure, les voyageurs sortirent du cabinet après qu'on se fut bien assuré de l'identité de

chacun. Le baron de Weissemberg s'approcha de moi sans affectation.

— Nous sommes conduits à Saint-Dizier, me dit-il en allemand; c'est là qu'est l'empereur; mais les domestiques restent ici.

En effet, peu de moments après, tous ces messieurs furent embarqués dans deux voitures, sur lesquelles on chargea deux grands sacs, pleins des papiers trouvés dans les équipages. Je les vis partir avec toute satisfaction de ne pas être emmené avec eux; rester à Chaumont me paraissait une condition de salut.

A peine les voitures étaient-elles parties, qu'on nous fit sortir de la salle. Je jetai un coup d'œil de regret sur mon pauvre nécessaire, abandonné tout ouvert sur une console; et la perte de ce fidèle compagnon qui ne m'avait pas quitté depuis tant d'années m'était plus sensible que la privation de tout ce dont j'étais dépouillé. J'attachai mon mouchoir autour de ma tête pour me tenir lieu de chapeau, et je suivis mes compagnons d'infortune. On nous fit marcher deux à deux, et l'on nous conduisit dans une grande cour, où nous restâmes pendant plus d'une heure exposés à la pluie, et ne sachant ce qu'on voulait faire de nous. Enfin un brigadier et trois chasseurs vinrent nous prendre et nous mirent sur une grande route. Les chemins étaient défoncés au point qu'à chaque pas nos pieds enfonçaient dans la boue.

Nous marchâmes ainsi toute la nuit. Notre escorte nous laissait bien prendre quelques moments de repos; mais une pluie continuelle nous en ôtait tout le bénéfice; et puis, dans une situation telle que la mienne, l'imagination s'exalte et se préoccupe de

dangers fantastiques; on rapporte à soi tout ce qui se passe, et l'on y trouve toujours des motifs d'anxiété. Je l'éprouvai pendant cette nuit. Vers deux ou trois heures du matin, nous étions arrêtés dans un village, mouillés, harassés, et sans qu'il nous fût permis d'entrer dans une maison, réduits, pour nous reposer, à nous asseoir sur quelques pierres qui servaient de bornes le long des maisons, et, par conséquent, sous l'égout des toits de chaume. Tout à coup, un officier arrive au grand trot et demande le maire, dont la maison était en face de nous.

— Monsieur le maire! lui criait-il sans descendre de cheval, sur-le-champ une charrette et deux bottes de paille pour emmener un homme.

Aussitôt, je me persuadai que j'étais l'homme à emmener, et qu'ayant été découvert, on voulait me conduire plus promptement à Saint-Dizier. Mais nous nous remîmes bientôt en route sans qu'on pensât à moi.

Cependant, à l'approche du jour, ces fantômes de mon imagination s'évanouirent; mais la situation réelle comportait encore assez de trouble et d'inquiétude. Le soleil se leva, caché par les nuages; à peine quelques faibles rayons venaient-ils, de temps en temps, tomber sur nos vêtements mouillés. L'aspect de la nature était triste, les mouvements du terrain plats et monotones; tout enfin semblait s'accorder à nos tristes impressions. Il m'est arrivé de passer des nuits en voyage, enfermé dans une bonne voiture, entouré de manteaux et de fourrures; et, lorsqu'il m'arrivait de m'éveiller par un temps semblable, dans un pareil pays, je me croyais autorisé à me plaindre. Le pauvre prisonnier ne se plaignait pas, lui!

IV

Lorsque le jour permit de nous reconnaître, je me rapprochai de notre brigadier, et, lui parlant dans le mauvais français que je m'étais fait, je m'informai de notre destination. Il me dit que nous étions à la suite de nos maîtres, pour les rejoindre à Saint-Dizier. Je n'étais pas pressé d'arriver là. Continuant ensuite la conversation avec ce bon vieux militaire, j'appris qu'il était frère d'un marchand de chevaux à Paris, dont le nom m'était connu. Il traitait ses prisonniers avec humanité et douceur; mais il ne pouvait pas empêcher que souvent, en traversant les villages sur la route, nous ne fussions accablés d'injures.

— Ces coquins de Cosaques! « criaient-ils, — et les femmes plus fort encore que les hommes, — « gueux que vous êtes! pillards!... criez donc encore *Parisse!* Vous irez à présent, à *Parisse*, mais pas comme vous l'espériez, coquins de Cosaques!

Plus de la moitié de notre troupe était en effet composée de Russes, qu'on distinguait à leurs costumes. Il n'y en avait pas deux qui comprissent les paroles qu'on leur jetait à la tête; mais l'accent qui les accompagnait suffisait bien pour les interpréter.

Tout en marchant ainsi, nous arrivâmes à Joinville, vers trois heures de l'après-midi. On nous laissa longtemps sur la place, où nous étions en butte à la curiosité d'un certain public que je ne veux pas autrement définir. Ils venaient nous regarder sous le nez, et quelques-uns passaient devant nous.

— Tiens, regarde, disaient-ils, sont-ils laids, ces Cosaques ! sont-ils vilains !

Je n'aimais nullement cette exposition publique ; elle dura plus d'une heure. Enfin, on nous mit en marche ; mais je ne me doutais guère de l'auberge qu'on nous avait préparée. C'était la prison ; et, dans la prison, une espèce de chambre aussi infecte et plus sale qu'un cachot. Nous étions là, tout mouillés, morfondus, et entassés sur quelques paillasses, les plus dégoûtantes qu'on puisse imaginer. Je tournais à la tristesse, et presque au découragement, lorsque le concierge vint demander qui de nous était le valet de chambre secrétaire. Je devais à notre brigadier cette distinction si utile en ce moment de détresse. Je lui avais inspiré de l'intérêt, et, ce qui est plus à sa louange, sans l'avoir recherché d'aucune manière.

Je trouvai dans la chambre du concierge le meilleur accueil : c'était la permission de m'asseoir au coin de la cheminée. Je pus y sécher un peu mes vêtements et ma chaussure qui n'avaient pas été calculés pour un pareil service. Quand je fus un peu ranimé, j'adressai quelques remerciements au geôlier et lui demandai son nom « pour le conserver, disais-je, dans mon souvenir. » Il me répondit d'un ton assez brusque qu'il s'appelait *Cachot*. Je ne sais si c'était réellement son nom, ou s'il me faisait une agréable plaisanterie. Je jetai alors un écu de six francs sur la table en demandant s'il serait possible d'avoir quelque chose à manger. Il alla à la boucherie ; sa femme et lui, me trouvant un peu gauche à la besogne, s'occupèrent de mon pot-au-feu. Quand je me vis si bien établi, je pensai à mes pauvres compagnons d'infortune, et en particu-

lier aux deux domestiques du baron de Weissemberg. Je demandai au concierge de les faire venir, ce qu'il m'accorda. Ces pauvres gens étaient disposés à me traiter avec beaucoup trop de cérémonie; quelques mots en allemand les mirent sur le ton plus familier où je les voulais.

Lorsque notre léger repas fut achevé, j'exprimai à mon protecteur toute la répugnance que j'éprouvais à entrer dans la chambre commune, et lui demandai s'il ne pourrait pas m'accorder un autre réduit pour la nuit. En payant deux bottes de paille fraîche, j'obtins en effet, dans le coin d'un galetas, un peu de paille qui n'avait pas trop servi, et une couverture d'un aspect peu rassurant. Mais la fatigue lève bien des scrupules; je me couchai avec délices, et dormis sans interruption jusqu'au matin, où le concierge vint me réveiller. Il m'est resté dans le souvenir que des rêves assez doux étaient venus bercer mon sommeil, et j'en remerciai dans mon cœur la Providence, si ingénieuse à soulager nos peines.

On nous annonça que nous allions être transportés sur des chariots; mais nous n'avions plus les braves chasseurs qui nous conduisaient la veille, et je regrettai fort de ne pas témoigner au brigadier toute ma reconnaissance. Notre escorte se composait de quatre jeunes gens appartenant à un régiment de gardes d'honneur. Nous nous trouvions mêlés avec des bagages, de l'artillerie, et tout le désordre d'un corps de troupes en pleine retraite. Nous étions, sans nous en douter, sur la principale route par laquelle l'armée française se retirait sur Paris, à tire-d'aile, et au milieu de l'arrière-garde de cette colonne.

Je ne savais comment m'expliquer des contre-marches aussi disparates. J'avais laissé, le 7 ou le 8 mars, l'hetman Platow et ses Cosaques en avant de Sens, et le prince de Lichtenstein à Auxerre. J'avais appris, le 21, qu'on s'était battu à Arcis-sur-Aube, avec des avantages balancés, et le 27 je trouvais le général de Piré à Chaumont, et Bonaparte à Saint-Dizier, sans que nous eussions rencontré le moindre détachement des troupes qui auraient dû se retirer devant eux en combattant ou en fuyant; enfin, le 28, toutes ces troupes paraissaient battre précipitamment en retraite, sans être attaquées ou poursuivies par personne! Je ne devinais pas le parti pris par les alliés de pousser à toute force leur marche sur Paris. L'empereur Alexandre avait emporté cette décision dans le conseil, et l'on ne s'était rangé à son avis que sur une considération : c'est que si cet audacieux coup de main sur la capitale manquait, il serait toujours possible d'opérer la retraite des armées vers le Nord, sans chercher à regagner la ligne du Rhin. Pouvais-je imaginer, d'ailleurs, que cette fois encore Bonaparte s'était enfui devant sa mauvaise fortune, sans essayer de la conjurer, et se dépitait contre la victoire parce qu'elle semblait balancer un moment entre lui et ses ennemis?

C'était au moment même où j'entrais dans la prison de Joinville que Bonaparte recevait, à Doulevent, les premières nouvelles de Paris. Dix jours entiers s'étaient écoulés sans qu'il lui en fût parvenu aucune. Enfin un émissaire de M. de La Valette arriva, porteur d'un billet chiffré. Le fidèle serviteur pressait son maître de hâter son retour, et, ce qui est remarqua-

ble, ce n'était pas pour qu'il vînt s'opposer aux progrès de l'ennemi, mais pour arrêter par sa présence le mouvement de l'opinion et les conséquences qu'on en pouvait prévoir[1] ! Napoléon partait de Doulevent le 29 au matin, se dirigeant vers Troyes, où il arriva le soir du même jour; et c'était aussi le 29 au matin qu'on nous mettait en route dans la même direction ; mais nous n'allions pas aussi vite.

V

C'est au milieu de ce grand mouvement que nous montâmes sur les charrettes qui nous étaient préparées. Nous n'y étions pas encore assis qu'un officier portant les épaulettes d'un grade supérieur vint se placer sur une de ces voitures. Il avait remarqué, sur les épaules d'un de nos gens, un assez bon manteau ; il le lui arracha, en l'intimidant par toutes sortes de menaces. Mon indignation de voir ainsi dépouiller un pauvre domestique prisonnier fut sur le point de me trahir. J'en aurais moins rougi si cette ignoble action n'eût pas été commise par un officier français. Mais je me contins, et rentrai dans mon rôle.

Les charrettes nous conduisirent jusqu'à la première station. Là, il ne s'en trouva plus, et nous fûmes remis à pied. J'en profitai pour m'approcher de notre escorte. Le brigadier était de Lyon ; deux des gardes

1. Voir le texte du billet chiffré de M. de La Valette, tel qu'il est donné par le baron Fain, *Manuscrit de* 1814, p. 207.

étaient de Grenoble, et presque mes compatriotes. Nous fûmes, du reste, plus malheureux que la veille. Non seulement les insultes continuaient dans les villages que nous traversions, mais nous étions encore davantage accablés d'injures par les troupes avec lesquelles notre marche parallèle nous mettait sans cesse en contact. Il semblait que nous aurions dû être préservés par nos costumes qui n'avaient rien de militaire; mais, malgré cela, les vociférations continuaient contre nous.

— Ces gueux de Cosaques!... les scélérats! ce n'est pas ainsi qu'ils nous traitent quand nous sommes prisonniers; ils nous mettent tout nus; et en voilà qui sont encore habillés!... ils ne sont venus ici que pour nous assassiner... nous sommes trop bons de ne pas les fusiller!

Quelques-uns s'amusaient même à nous coucher en joue. Ces menaces et ces invectives, entremêlées de termes qui ne s'écrivent pas, recommençaient à chaque instant, et nous étions plus mal défendus par nos jeunes gardes d'honneur que nous ne l'aurions été par nos vieux chasseurs de la veille. Non seulement ils ne nous protégeaient pas, mais bientôt, encouragés par les outrages qui pleuvaient sur nous, ils se mirent eux-mêmes à arracher quelques misérables dépouilles à nos pauvres gens : des habits, des vestes, des pantalons qu'ils échangeaient, avec les plus indignes traitements, contre ce qu'ils avaient de plus mauvais. Je pus à peine protéger mes deux camarades. Ces jeunes militaires, qui avaient déjà les vices de la guerre avant d'en avoir montré le courage, formèrent même un plus vaste complot, pour nous enlever à la

fois tout ce que nous pouvions encore avoir d'argent ou autres objets de quelque valeur. Ils nous dirent qu'à l'étape du soir nous serions immanquablement dépouillés, qu'on ne nous laisserait rien sur le corps; mais que si nous voulions leur confier notre argent, nos montres, etc., ils pourraient nous les conserver. Leur conduite avait été trop indigne pour ne m'avoir pas mis en garde contre un piège aussi grossier; et, chargé comme interprète de faire cette proposition aux autres, je fis leur réponse, en assurant qu'ils s'y refusaient unanimement, et résisteraient de toutes leurs forces à une pareille violence, si l'on voulait l'employer contre nous; que nous n'étions point des prisonniers de guerre, mais des domestiques, séparés de nos maîtres que nous allions rejoindre au quartier général de l'empereur, et qui sauraient bien obtenir la punition de ceux qui nous feraient du mal. Cette mauvaise nature, prise sur le fait, et de si basses dispositions me faisaient éprouver les plus pénibles impressions. C'étaient cependant des jeunes gens assez bien nés; et si l'on voulait jouer sur le mot, c'étaient des gardes d'honneur.

Au milieu de ces peines morales, et d'une sorte d'inquiétude dont je ne pouvais me défendre, je continuais ma route sans trop savoir où nous étions. Je n'avais jamais voyagé dans cette partie de la France, et je connaissais tout au plus la position des villes principales; aussi me trouvai-je bien étonné lorsque, tout à coup, je reconnus devant moi le château de Vandœuvre, ce même château de Vandœuvre où quelques jours auparavant je m'étais trouvé au milieu des plus éminents personnages de l'Europe, traité

absolument comme l'un d'entre eux, et exerçant sur les événements une influence imprévue. Aujourd'hui, je traversais ce même village, prisonnier, marchant dans la boue, et ne devant mon salut qu'à l'habit d'un domestique étranger. Ce contraste si complet, dans un temps aussi court, et exactement à la même place, me frappa comme une des plus singulières péripéties de la fortune, et cependant j'en riais en moi-même.

Nous parvînmes le soir à Bar-sur-Aube, en doublant les étapes. J'avais craint d'y arriver en plein jour, de de peur de quelque reconnaissance fortuite, résultat du séjour que j'y avais fait chez le prince de Metternich; mais nous arrivâmes à la nuit tombante, si bien que je ne saurais dire si nous nous arrêtâmes dans un faubourg ou dans quelque hameau voisin. Je me rappelle seulement que toutes les maisons étaient abandonnées. Nos gardiens entrèrent dans la première qui se présenta, et rassemblant le troupeau de mes pauvres compagnons harassés de fatigue, épuisés de besoin, ils trouvèrent commode de les renfermer dans une chambre basse, où les malheureux se couchèrent aussitôt sur la pierre en demandant un peu de pain qu'on ne pouvait leur donner. Ma condition fut meilleure; nos conducteurs me gardèrent avec eux. Ils fouillèrent cette pauvre habitation dans l'espoir de trouver quelques provisions; mais leurs découvertes se bornèrent à deux ou trois oignons qui avaient germé depuis longtemps; on les fit cuire dans un peu d'eau; mais le sel même nous manquait. Ils humectèrent ainsi le pain qui leur restait, et m'invitèrent fort gracieusement à prendre ma part du repas.

Mes pauvres camarades d'infortune étaient plus

malheureux que moi, et je désespérais de venir à leur secours, lorsque je vis passer devant la maison des marins de la garde impériale. Ils portaient un baquet plein de vin. J'entrai en conversation avec eux, et ils me dirent qu'à quelque distance de là, il y avait une cave assez bien garnie, dont on avait défoncé les tonneaux; pour avoir plus de renseignements, je leur dis la situation de ces malheureux accablés de fatigue et qui n'avaient rien mangé depuis trois jours. Ces braves gens, émus, me donnèrent tout le vin qu'ils portaient et prirent la peine d'en aller chercher, assez loin, une nouvelle provision. Heureux du secours que j'apportais, j'entrai dans la chambre où mes pauvres gens étaient étendus les uns sur les autres, tellement accablés que j'avais toutes les peines du monde à les réveiller. Cependant, je les secouai l'un après l'autre, et au moyen des débris d'un plat de terre à moitié brisé, seul meuble de la maison, je leur fis boire à chacun assez de vin pour les restaurer un peu.

Pendant ce temps, l'escouade avait ramassé quelques planches, et les ayant inclinées sur des morceaux de bois, en avait formé une espèce de lit de camp. J'y trouvai ma place; mais à peine avions-nous reposé deux heures, qu'il fallut se remettre en route, au milieu d'une nuit sombre. Je ne savais pas du tout où conduisait le chemin que nous suivions. Il était seulement évident que nous marchions encore au milieu d'une colonne en pleine retraite. On travaillait continuellement à ne rien laisser en arrière. On ramassait les hommes, les chevaux; lorsqu'on ne pouvait plus transporter les caissons ou les pièces d'artillerie, on faisait sauter les uns, et on enclouait les autres

après en avoir brisé les affûts. Les soldats, qui ont l'instinct de la défaite comme ils ont celui du succès, marchaient tristes et mécontents. Dès que le jour parut, nous fûmes encore en butte à leurs insultes; mais nous y faisions moins attention que la veille.

VI

J'étais occupé surtout de mes malheureux compagnons, qui tombaient le long des chemins de lassitude et d'inanition. Ces Russes aux corps endurcis, ces heiduques suédois de six pieds de hauteur, ces gens de toutes nations et de classes habituées à la vie la plus dure, ne pouvaient plus avancer. Ils s'arrêtaient à tout moment, et se couchaient au pied de chaque arbre. Je n'étais occupé qu'à les relever, à les encourager, pour leur épargner les mauvais traitements qu'on ne ménageait pas aux traînards. Nous avions doublé de nuit une étape, à peu près sans nourriture, à pied, sans sommeil, exposés à la pluie au milieu des chemins embourbés, et je n'éprouvais aucune fatigue, je ne souffrais d'aucune privation, tant il est vrai de dire que le sentiment moral prête à l'homme des forces que la nature lui refuse. — Le manque de toutes choses était incroyable. Nous passâmes devant une auberge isolée, auprès de laquelle était un puits. Une servante était à la porte, pour répondre à tous les passants qui demandaient un verre d'eau par charité, qu'il n'y en avait point, et pour avertir ceux qui auraient voulu puiser eux-mêmes de l'eau, qu'elle

était corrompue par des charognes et autres immondices. Refusé comme les autres, j'entrai un moment dans la maison, et l'on m'assura que cette fille était depuis deux jours et deux nuits à ce poste, pour faire la même réponse à tous les passants qui reprenaient tristement leur chemin.

Dans un moment où je suivais un sentier à travers les champs ensemencés, pour profiter d'un raccourci, je me trouvai cheminer à côté d'un grenadier de la garde, vieux guerrier déjà, quoiqu'il n'eût guère plus de trente ans. Sa figure était belle, et ne manquait même pas de douceur, contraste piquant sous le vaste bonnet à poil qui ombrageait son visage. Il ne me fut pas difficile de lier conversation avec lui; après lui avoir expliqué cette caravane dont je faisais partie, me servant toujours de mon langage défiguré, je lui parlai de la retraite de l'armée, des revers qu'elle faisait présumer, des malheurs de la France envahie; puis, prenant l'air et l'accent un peu nigauds, je lui demandai comment il se faisait qu'on voulût endurer tous ces maux uniquement dans l'intérêt d'un seul homme.

— Enfin, disais-je, j'ai entendu bien souvent dire à mon maître que la paix serait faite avec la France le jour même où l'Empereur n'y serait plus; mais que, tant qu'il y serait, on ferait une guerre terrible, une guerre à mort.

Le grenadier comprenait à merveille que l'existence du pays n'aurait pas dû être sacrifiée à celle d'un seul homme; et l'Empereur, après tout,. n'était pour lui qu'un homme. Il l'avouait fort simplement; mais aussitôt après, il manifestait un retour plein d'honneur.

— Comment voudriez vous, ajoutait-il, qu'on abandonnât un homme qui est toujours au milieu de nous, toujours au plus fort du danger? Encore dernièrement, à Brienne, nous étions mécontents, peut-être même indisposés contre lui. Eh bien, il est venu se placer à notre tête, au milieu des boulets qui tombaient autour de lui, des obus qui éclataient de toutes parts, enfin quoi!... au plus fort du danger. Après cela, quel serait le lâche qui pourrait l'abandonner?

Je mis bientôt fin à une conversation que j'avais commencée peut-être avec un peu d'imprudence. Au reste, ce brave homme, ne savait pas plus que moi ce qui précipitait la marche de l'armée; mais il s'en inquiétait moins.

Dans cette journée, nous fûmes accostés, à l'arrière-garde, par quelques Cosaques irréguliers, qui venaient tirer des coups de pistolet à bonne distance. On les tint facilement en respect; c'étaient des coureurs qui ne paraissaient appuyés d'aucune troupe. Mais ne voilà-t-il pas qu'il me vint à l'imagination de traverser les feux croisés de ce petit champ de bataille! Je me voyais libre partout ailleurs que là où j'étais. Le désir de retrouver la liberté perdue est l'instinct du prisonnier, tant qu'il peut en conserver l'espoir. C'est ainsi que je fus au moment de confier mon sort à ces méchantes barbes. Je n'aurais pas seulement pu me faire entendre d'eux; et ils auraient eu toutes les raisons du monde pour me faire un très mauvais parti.

Nous arrivâmes à Troyes de trop bonne heure pour moi, car il faisait grand jour, et j'appréhendais d'y être reconnu, à cause du séjour que j'y avais fait quinze jours auparavant. Aussi, arrivé sur une place

où l'on nous laissait en panne, je me couchai sous l'enfoncement du portail gothique d'une église; encore me couvris-je le visage d'un pan de mon manteau. A la tombée de la nuit, un officier supérieur d'état-major vint à nous; c'était précisément celui qui, la veille, avait volé le manteau d'un de nos gens. Il s'approcha.

— Où est celui qui parle un peu le français ? demanda-t-il.

Et il me donna l'ordre de ranger ma compagnie par deux. Cet officier, plus digne de la police que de l'armée, se mit à notre tête, et annonça qu'il nous conduisait en prison. Les gardes d'honneur marchaient sur les côtés de notre petite colonne, et le brigadier en arrière. J'étais d'abord un des premiers; peu à peu, j'en avais laissé passer un certain nombre devant moi, et je causais depuis un moment avec le brigadier, lorsque j'aperçus sur ma gauche une petite rue, dans laquelle je me jetai en courant de toutes mes forces. Je fis cinq ou six crochets pour me perdre dans d'autres rues qui me paraissaient toujours moins habitées. Enfin, je me trouvai vis-à-vis des murs de la ville, et je les suivis pendant quelque temps. Je cherchais une issue, croyant que ma liberté ne serait complète que hors de l'enceinte de Troyes. Il me semblait, dans ma précipitation, que j'avais déjà fait plus de chemin qu'il ne fallait pour faire le tour de la ville, et je cherchais en vain une porte. Enfin, je rencontrai précisément celle par laquelle nous étions entrés; mais elle était gardée par deux sentinelles qui m'inquiétaient beaucoup. Je craignais que mon costume, qu'on avait pu remarquer, ne servît à me faire reconnaître. J'ôtai ma redingote, et la roulant sous mon

bras comme un paquet, je traversai fièrement entre les deux soldats, sans qu'ils prissent trop garde à moi. Je quittai immédiatement la route, pour me jeter à droite sur un boulevard extérieur, et je le suivis pendant quelques minutes. Mais tout à coup, je le trouvai coupé par la rivière : le pont qui la traversait avait été détruit.

Je revins sur mes pas, et je frappai à la porte d'une cabane où logeait un pauvre tisserand. Malgré les alarmes qui l'environnaient, il était tranquillement assis devant son métier, éclairé d'un bout de chandelle, et il lançait sa navette, sans crainte et sans inquiétude. Peu lui importaient les destinées du monde, que le sort des armes décidait en ce moment, elles ne pouvaient rien changer à son sort. Je demandai à ce brave homme comment je pourrais rejoindre la grande route de Paris. Il m'expliqua qu'il fallait traverser la ville, en faire le tour par l'autre côté, celui-ci n'ayant aucune issue depuis que le pont avait été coupé. Force me fut donc de passer encore devant la porte par laquelle j'étais sorti, et les deux sentinelles qui la gardaient. Je suivis ensuite les boulevards extérieurs. J'arrivais près de l'autre porte de la ville, lorsque j'entendis et distinguai deux hommes à cheval qui en sortaient. Ils s'arrêtèrent, en regardant de tous côtés à la lumière incertaine de la lune. Je ne doutai pas qu'ils ne fussent envoyés à ma poursuite.

— On aura compté les prisonniers, me disais-je; mon absence aura été remarquée; la consigne a été donnée aux portes, et ces deux hommes sont là pour m'arrêter.

Je cherchai un abri, et au lieu de continuer ma

route, je me jetai à droite, dans un faubourg qui paraissait dévasté, en partie brûlé, et entièrement inhabité.

VII

J'avais à peine parcouru la moitié de cette rue, que je trouvai la porte charretière d'une cour ouverte et abandonnée. Je m'y précipitai. Dans cette cour était un grand hangar garni d'une litière foulée par les chevaux; je me blottis dans un coin, assis sur mes talons. Là, d'assez tristes réflexions vinrent m'assaillir; je regrettais cet entourage qui m'avait protégé. On savait qui nous étions, on n'en cherchait pas davantage, et personne ne s'inquiétait de nous. Mais à présent, je me trouvais seul, je ne pouvais manquer d'éveiller partout la curiosité, les soupçons de toute nature. J'étais dans une cruelle alternative. Dire ou cacher qui j'étais, était également dangereux; enfin, je m'étais placé, en cédant à un instinct irréfléchi, hors de la protection de la loi commune. Je me comparais en moi-même à un de ces pauvres cerfs que j'avais souvent vus, relancés par les chiens, épuisés par la course, haletants, aux abois, cherchant au milieu du hallier un moment de repos, puis poursuivis jusque-là par les sons du cor, les aboiements des chiens et les cris des chasseurs, reprendre encore leur fuite désespérée. La comparaison devint au moment même, bien plus frappante, car j'entendis tout à coup le galop d'un cheval. Le cavalier s'arrêta devant

la maison attenante à la cour où j'étais; il parla, et de cette habitation que je croyais déserte, comme tout le reste du faubourg, des voix lui répondirent. Le bruit des paroles m' arrivait seul. Évidemment, un des gens mis à ma poursuite m'avait suivi des yeux et avait dépisté ma retraite. Il gardait la porte et demandait du secours pour m'arrêter. Un moment après, un homme entra dans la cour.

— C'est cela... c'est cela, dit-il au cavalier.

Il jeta les yeux du côté du hangar où j'étais caché, puis, se tournant vers la porte de la maison située en face, il l'ouvre, bat le briquet, et allume une lumière. Je me crois découvert, et me glissant le long du hangar, je pénètre dans une écurie, par une large brèche faite au mur de terre qui la séparait du hangar. Placé derrière la porte entr'ouverte, je regardais avec inquiétude, et j'expliquais tout conformément à mes craintes. Quelques effets qu'on jeta devant la porte de la maison me parurent un paquet de cordes qu'on préparait pour me garrotter. Tout à coup, mon homme, que je ne perdais pas de vue, traverse la cour en diagonale et marche droit vers la porte derrière laquelle je me tenais blotti. Je respirais à peine; mais, bien décidé à me défendre, je tirai à moitié la lame d'une canne à épée qu'on n'avait pas pensé à m'enlever. Le pauvre diable, fort innocent des intentions que je lui supposais, s'était arrêté précisément contre la porte; nous n'étions séparés que par l'épaisseur d'une planche, et il se mit en devoir de satisfaire des besoins naturels. Je restai immobile, et il s'éloigna bientôt fort tranquillement, après avoir chargé sur ses épaules le paquet, objet de mon effroi, et qui ne me parut alors

autre chose que quelque couverture. J'étais tenté de me moquer de moi-même. J'aurais dû plutôt remercier la Providence de m'avoir évité le malheur affreux qui serait probablement arrivé si ce pauvre homme était entré dans l'écurie au lieu de s'arrêter à la porte.

Ce qu'il y avait d'imagination dans les craintes que je venais d'éprouver ne m'empêchait pas d'envisager ce qu'il y avait de réellement dangereux dans ma position. Il me semblait que je ne serais libre qu'en pleine campagne. Je n'osais pas traverser la rue ; je me jetai donc dans les jardins qui bordaient tout ce côté du faubourg. Une soif ardente me dévorait ; je passais d'un jardin à l'autre, quelquefois difficilement, à travers de fortes haies d'épines ou par-dessus de petites murailles. Je cherchais avec la même passion la liberté et un peu d'eau. Partout il y avait des puits, mais pas un seul où l'on trouvât un seau ou une corde. Le temps était à moitié couvert ; de moment en moment, la pluie tombait par légères ondées. La lune était tantôt cachée derrière les nuages ; tantôt, au contraire, elle se montrait assez brillante.

En passant de jardin en jardin, toujours avec l'espérance d'être parvenu au dernier, et de me trouver en rase campagne, j'arrivai dans une espèce de parterre assez soigné. Les carrés en étaient entourés de lavandes, et, au milieu, un petit bassin me promettait de trouver enfin un peu d'eau. Je me jetai à terre sur le bord, et, étendant le bras, ma main arriva jusqu'au fond sans en rencontrer une goutte. Je me relevai bien triste, et, ramassant quelques fleurs de ces lavandes qui couvrent mes montagnes de Provence j'en respirai l'odeur pour me réconforter. Puis je

cherchai une issue à ce labyrinthe. Les jardins paraissaient tous fermés par des murailles du côté de la campagne; mais dans un de ceux que je traversais j'aperçus une petite allée fort étroite au bout de laquelle je voyais une porte. Ne doutant pas que ce ne fût une sortie sur les champs, je me mis à courir de toutes mes forces; mais la porte était celle d'une maisonnette et je me trouvai tout à coup dans une petite cour en face de trois personnes : un homme, une femme et une jeune fille de quinze ans. Ils étaient occupés à enterrer quelques grandes caisses. L'effroi fut général et mon étonnement aussi grand que la peur que je leur faisais. La jeune fille se jeta dans les bras de son père, en poussant un cri de terreur; le mari et la femme restaient stupéfaits, et moi, pour sortir d'embarras, je leur demandai si ce n'était pas là que logeait un officier du 9e chasseurs à cheval. Ils me répondirent avec empressement en m'indiquant le côté des maisons où je m'étais d'abord réfugié, comme les seules où quelqu'un pût être logé.

Je me retirai dans la direction de la maison indiquée; mais bientôt je pris un chemin différent, et par de nouveaux efforts j'arrivai, à travers les jardins, vers la dernière maison du faubourg. Il fallait traverser la rue pour gagner le côté de la grande route de Paris, mais je pensais que c'était là qu'on m'attendait, et je prenais mes précautions. En effet, en avançant la tête au coin d'un mur je vis deux soldats en faction, et d'après leur taille, c'étaient des grenadiers. J'avançais pour voir, et je reculais pour n'être pas vu. Enfin, je trouvai mes grenadiers tellement immobiles que je finis par découvrir en eux deux grands poteaux placés

à l'extrémité de cette rue. Je la traversai à la course, et me trouvai dans les champs. Lorsque j'eus fait quelques pas, j'aperçus, en face de moi, toute la pente d'une montagne couverte des feux d'un camp ou plutôt d'un immense bivouac. C'était une partie de l'armée, en retraite sur Paris. — Paris était aussi le but où tous mes instincts me rappelaient ; mais comment y parvenir? Je cherchais Joigny dans ma mémoire géographique. Cauchois et les débris de mon passeport me serviraient à rentrer à Paris sans éveiller trop de soupçons; mais j'ignorais entièrement à quelle distance était Joigny, et quelle route ou quel vent pouvaient m'y conduire.

VIII

Je suivis une petite traverse qui montait entre deux haies, et je passai tout près d'une petite chapelle. Si la porte en eût été ouverte, j'aurais volontiers passé la nuit sous la protection de la Vierge ou du saint qu'on y vénérait, et à qui je dus, peut-être, de trouver dans les ornières de ce chemin un peu d'eau, dont je me désaltérai avec délices, quoiqu'elle fût bourbeuse et de mauvais goût. Je rencontrai bientôt après quelques maisons, mais elles étaient dévastées et abandonnées. J'en dépassai ensuite une autre qui était encore habitée. Le fils de la maison rentrait lentement en portant une bêche sur l'épaule; malgré l'heure avancée (il était plus de dix heures), il venait de bêcher aux faibles rayons d'une lune vacillante, un coin du petit jardin

placé devant la maison. Le père était sur la porte. leurs figures étaient tristes et résignées et portaient l'empreinte des malheurs du temps. Je m'adressai à ce brave homme et lui demandai s'il pourrait m'indiquer la route qui me conduirait le plus promptement à Joigny.

— A Joigny! me dit-il avec étonnement, Joigny est bien loin et la route bien difficile à indiquer. Venez, ajouta-t-il, je vais tâcher de vous la montrer.

Il fit avec moi quelques centaines de pas; et, quand nous fûmes arrivés sur un tertre, il me désigna le mieux possible la direction que je devais prendre : il fallait d'abord traverser le bivouac éclairé de tant de feux, et se perdre ensuite dans des chemins expliqués par les étoiles. Tout cela, et surtout le premier pas, était fort inquiétant; comme j'hésitais, ce brave homme me tira d'embarras.

— La lune va se coucher dans une heure, dit-il, comment allez-vous faire au milieu des chemins et des sentiers que vous ne connaissez pas? Il vaudrait mieux attendre le jour.

— Mon Dieu, lui dis-je, saisissant avec empressement, cette bonne inspiration, si vous voulez me donner un abri pour cette nuit, je partirai demain, de grand matin, et je serai d'autant plus heureux de m'arrêter chez vous, que je meurs de soif.

— Venez, me dit-il, mais nous n'avons point de vin à vous offrir, pas même de pain. Je l'assurai qu'un peu d'eau et sa bonne hospitalité me suffiraient parfaitement.

J'entrai dans la maison de ce pauvre cultivateur. La femme et son fils allèrent chercher du bois et allumè-

rent un feu brillant dans le foyer. Jamais de telle attentions ne vinrent plus à propos. Mon bon hôte paraissait âgé d'environ soixante ans. Il fit placer la table entre nous deux près de la cheminée. Quand la porte fut fermée, et lui-même rassuré peut-être sur l'inconnu qu'il avait accueilli avec plus de bonté de cœur que de prudence, il me dit qu'en effet il n'avait pas de vin, mais qu'il lui restait encore un peu de piquette. Il alla chercher un pot de cette boisson aigrelette. Je sortis le reste d'un petit morceau de pain sec que j'avais dans ma poche ; il m'offrit du sien, qu'il tenait soigneusement caché et me voilà très bien établi mangeant, buvant et causant avec le plus brave homme du monde.

J'avais rassuré mon hôte en lui expliquant que j'étais employé dans l'administration des vivres de l'armée ; que j'avais des affaires personnelles à Joigny, et que, n'ayant pas la permission de mes chefs, j'avais voulu m'y rendre pendant la nuit, dans l'intention de rejoindre ensuite l'armée à Sens. Nous parlâmes des malheurs du temps et du pays foulé par ces flots de soldats, tour à tour vainqueurs et vaincus, aussi destructeurs dans leurs succès que dans leurs revers. La femme et le fils, debout derrière nous, nous écoutaient attentivement. Je m'étonnais à chaque instant du calme réfléchi de ses pensées et de ses expressions singulières, supérieures au langage commun. Il ordonna à sa femme de préparer le lit pour moi. C'était le seul qu'il y eût dans la maison; aussi refusai-je absolument, en demandant un peu de paille près de la cheminée. La conversation continuait, lorsque tout à coup on frappa rudement à la porte, personne ne

répondit d'abord ; mais les coups redoublèrent et l'on alla ouvrir. Je vis entrer avec inquiétude trois ou quatre soldats en armes. Ma première pensée fut encore que c'était moi qu'ils cherchaient ; mais je fus bientôt rassuré. Ils demandèrent du pain, en offrant de le payer ; on leur assura qu'il n'y en avait point, et je fus même appelé en témoignage. Les soldats insistèrent encore et finirent par se retirer avec humeur, mais sans violences.

La femme et le garçon allèrent se coucher, et nous restâmes à causer au coin du feu. Je cherchais à m'expliquer les singulières locutions de mon hôte ; et tout en lui parlant d'agriculture et de différents sujets, j'appris que, depuis longtemps, il ne lisait qu'un livre : les Évangiles, jusqu'à l'Apocalypse, inclusivement. Cette circonstance, et l'air recueilli du vieillard, me rappelèrent un homme fort extraordinaire de mon pays ; on attribuait à la constante lecture qu'il faisait de l'Apocalypse, sa piété singulière et sa vie contemplative. Je racontai au bon paysan quelque chose de mon solitaire.

— Ah ! monsieur, finit-il par me dire, cet homme avait un caractère bien élégant !

Nous avions ainsi veillé jusqu'à près d'une heure du matin, quand je pensai à prendre quelque repos. Je voulus auparavant satisfaire ma reconnaissance pour mon hôte, et je tirai une pièce de vingt francs de ma cravate, où j'en avais caché quelques-unes. J'aurais bien voulu la lui donner, ainsi que quelques autres encore, mais je craignais que ma générosité ne lui parût excessive, et n'éveillât ses soupçons. Je lui demandai donc de me rendre quinze francs.

Il regarda la pièce d'or de tous côtés avec embarras.

— Vous voulez que je vous rende quinze francs? me dit-il enfin; mais est-il bien sûr que cette pièce vaille davantage? Vous n'êtes pas pour me tromper?

Je croyais la confiance si bien établie entre nous que je restai tout étonné de ce langage, et stupéfait en même temps qu'il y eût en France un homme qui n'avait jamais vu de monnaie d'or.

IX

Avant de m'étendre sur la paille fraîche qu'on m'avait préparée auprès de la cheminée, je dis à mon hôte que je désirais me mettre en route à trois heures du matin, pour éviter d'être reconnu par mes chefs, et je le priai de m'accompagner un peu sur le chemin. Il me réveilla en effet à l'heure convenue; je n'eus qu'à secouer la poussière de ma couche, et je partis avec mon guide qui était affublé d'une blouse de toile blanche. La route qu'il me fit prendre nous conduisait directement au milieu du bivouac dont les feux s'éteignaient à peine. Mon inquiétude augmentait à mesure que nous approchions. Les sentinelles ne cessaient de crier *qui vive!* à tous ceux qui passaient à leur portée. Comment leur répondre? Mon costume était extraordinaire, il aurait pu même être reconnu; et la blouse blanche de mon guide était faite pour nous faire remarquer. Aussi, au moment où nous allions pénétrer dans cette dangereuse enceinte qu'il nous fallait traverser, je demandai à mon conduc-

teur de passer quelques vingt pas avant moi, toujours sous le prétexte de n'être pas reconnu par mes chefs. Mais cette fois ma proposition, et peut-être l'altération de ma voix effarouchèrent mon homme. Le peu de mots qu'il me dit me firent voir que je lui devenais très suspect.

— Soyez bien assuré que vous servez un honnête homme, lui dis-je.

L'expression que je mis dans ces paroles le décida, et il passa devant moi. Les sentinelles fatiguées ne prirent pas garde à nous ; les soldats se préparaient au départ ; les fantassins prenaient leurs sacs, les cavaliers bridaient leurs chevaux. Nous passâmes à travers les lignes de cette arme, de manière à coudoyer les hommes, à entendre tous leurs propos, et à nous embarrasser au milieu des chevaux. J'avoue que je n'ai jamais éprouvé une telle anxiété, et on le comprendra. Il était impossible de ressembler davantage à un espion qu'on juge sommairement et qu'on fusille sur place. Si j'eusse été arrêté en ce moment, je n'avais pas un mot à dire, pas une preuve à donner qui pût me sauver ; il y eut en vérité quelque chose de miraculeux à l'éviter.

Nous sortîmes enfin de ce guêpier et nous arrivâmes sur une hauteur d'où l'on découvrait le pays au loin. Mais l'obscurité nous cachait encore cet horizon, Nous nous assîmes à terre, et, reprenant les causeries de la veille ; j'expliquai au vieux laboureur la théorie des assolements, la méthode et les avantages des prairies artificielles. Bientôt le ciel se colora des premières clartés de l'aurore ; le soleil allait se lever, paisible et radieux, sur cette pauvre terre obscure et

agitée. Mon compagnon me traça la route en me montrant deux ou trois clochers sur lesquels je devais me diriger. Il reçut avec une poignée de main, les écus qu'il m'avait rendus, et nos adieux furent pleins de cordialité. Je traversai d'abord un village qu'on appelle, je crois, Saint-Germain. Au suivant, dont le nom m'échappe, je pris courage, et j'entrai dans un cabaret. Je m'approchai de la cheminée ; on y était occupé à faire une omelette au lard ; elle était destinée au notaire et au garde forestier ; et, comme je demandais quelque chose à manger, ils me proposèrent de me mettre à table avec eux. Je m'étonnais de cette obligeance que n'effrayaient pas un extérieur assez repoussant, mon accoutrement bizarre, la boue dont j'étais couvert et une barbe qui grandissait depuis cinq jours. Je cherchai l'occasion de l'expliquer, et, lorsque j'eus apaisé ma faim, je racontai comment, en voyageant, j'avais rencontré un parti de Cosaques qui m'avaient complètement dépouillé ; je dis que j'allais à Joigny, chez un de mes amis, et de là, à Paris.

Les convives ne perdirent pas cette occasion de jurer et tempêter contre la race des Cosaques. Ils avaient eux-mêmes été visités par ces mauvais hôtes, et je m'étonnais de ne pas leur trouver l'accent d'une indignation plus profonde contre les violences des soldats étrangers. Il faut bien le dire, dans ces va-et-vient, où les flots des troupes françaises et ennemies s'entrechoquaient, les étrangers n'étaient pas les seuls à dévaliser les habitants : nos soldats faisaient un peu comme le chien portant à son cou le dîner de son maître.

L'aubergiste n'avait pas conservé dans toute sa maison un rasoir. Le notaire, moins maltraité, me conduisit chez lui, et me fournit, dans sa parfaite obligeance, ce qui m'était nécessaire pour me débarrasser de cette longue barbe, insigne le plus évident de la prison et du malheur. Le garde-chasse me chargea d'une lettre pour son maître à Paris; il y avait deux mois que toute correspondance était interrompue.

Ainsi restauré et rafraîchi, je continuai ma route. Bientôt je rencontrai une charrette arrangée avec une espèce de banc; le conducteur me dit qu'il se rendait à Tonnerre; je lui proposai de passer par Saint-Florentin, et il accepta, « pour le plaisir de voyager avec moi. » — Je descendis à la poste, où il y avait des chevaux et point de voiture; force me fut de voyager en courrier accompagné d'un guide. Je galopais plein de confiance, et me promettais d'arriver à Joigny de bonne heure; je traversais une jolie petite ville, nommée Brinon; le postillon faisait claquer son fouet, tout le monde se mettait aux fenêtres, lorsque tout à coup, au détour d'une rue, j'arrive sur une place pleine de monde, deux ou trois personnes s'avancent à la tête de mon cheval, m'ordonnent de descendre, et me font entrer à la municipalité. Je me crus encore une fois bien et dûment arrêté; mais je payai de bonne contenance et l'interrogatoire fut court. Je leur dis mon nom et mon histoire en peu de mots : employé dans l'administration de l'armée, je l'avais quittée à Troyes pour la rejoindre à Sens en passant par Joigny.

— Ainsi, me dit un des municipaux, vous n'êtes porteur d'aucuns papiers?

— Absolument aucun.

Je fus très étonné d'être sauvé par ce qui devait me perdre. Ils n'avaient d'autres ordres, d'autre préoccupation que d'intercepter les correspondances des généraux ennemis.

J'arrivai à Esnon vers le soir. J'y obtins un cabriolet, qu'on alla chercher au château voisin. Le nouveau seigneur qui l'habitait, acquéreur national, ne dédaignait pas, me dit le maître de poste, le petit revenu qu'il retirait de cette complaisance. Je n'arrivai à la grille qui sert de porte à la ville de Joigny, qu'après minuit. Je croyais bien avoir atteint le port de salut, et la fin de toutes mes misères; mais l'officier qui commandait le poste de garde nationale vint me demander mon passeport. Je lui dis que je n'en avais point, que j'avais été arrêté et complètement dépouillé par un parti ennemi, et que je retournais à Paris. Il répondit « que cela ne suffisait pas; les ordres étaient positifs; il était à regret, forcé de me faire conduire en prison. » Je me débattais de mon mieux, mais le barbare ne voulait rien entendre, lorsque je vins à lui dire, que je n'étais pas inconnu à Joigny, et que je pouvais me réclamer de M. le commissaire de police Cauchois; il voulut m'y conduire lui-même. Tout dormait dans la maison, mais nous frappâmes à la porte à coups si redoublés, que mon ami Cauchois se réveilla et vint lui-même nous ouvrir. Il était en chemise, sauf une redingote jetée sur ses épaules; à peine m'eût-il reconnu qu'il me tendit les bras; sa redingote tomba, et l'officier très satisfait, nous laissa dans l'effusion de notre reconnaissance.

La bonne madame Cauchois et toute la maison s'é-

taient levées; malgré l'heure avancée on voulut me faire souper, et l'on me prépara un bon lit. C'était le premier qui s'offrait à moi depuis mon départ de Nancy; j'en retrouvais l'usage avec plaisir. Madame Cauchois considérait mon costume avec étonnement; je lui racontai l'histoire des cosaques.

— Je vous l'avais bien dit, reprit-elle; si vous m'aviez écoutée, vous auriez laissé ici votre malle, et rien n'aurait été perdu.

Le mari me fit donner une chemise en échange de la mienne, qui avait supporté toutes les fatigues du voyage.

Revenant ainsi au monde, je m'informai des nouvelles avec une apparente indifférence, mais on ne savait rien. Les correspondances étaient interrompues de tous côtés; la marche des armées paraissait si confuse qu'on ne pouvait y rien comprendre. On croyait par habitude aux succès de Napoléon; mais on ne s'expliquait pas des retraites évidentes, sans batailles perdues. Des bruits avaient couru de l'occupation de Lyon; on avait de la peine à y croire; personne ne pensait à celle de Paris, et c'était le 31 mars! Cauchois me remit une pièce fort en règle; il certifiait qu'il avait enregistré, tel jour, un passeport en bonne forme; et, comme s'il l'avait vu lui-même, que j'en avais été dépouillé, ainsi que de mes effets par la la rencontre d'un parti ennemi. Ce brave homme m'accompagna jusqu'à une charrette, seul moyen de communication entre Joigny et Sens : simple et véritable charrette où je pris ma place, au milieu de quelques femmes du peuple.

X

Le corps d'armée, que je ne me souciais pas de retrouver, avait continué sa retraite, et il était à Sens. Je m'arrêtai aux premières maisons du faubourg, et m'informai du chemin qui pouvait me conduire à Fontainebleau. Je cherchais une route autre que celle des troupes ; mon voyage en devait être plus commode, et mon arrivée à Paris moins suspecte. On m'indiqua un chemin de traverse qui conduisait à Nemours. Bien me prit de ne m'être pas dirigé sur Fontainebleau, l'empereur y couchait ce jour même ! Je croyais arriver à Nemours dans la soirée ; mais, vers quatre heures je me trouvais à un gros village nommé Chevoy. Fatigué de ma marche dans des chemins embourbés, j'entrai dans une auberge, et, en attendant le dîner, l'hôtesse se mit à causer de ses petits intérêts : elle était inquiète de son mari absent depuis quatre jours ; il était allé à des foires de bestiaux, il devrait être de retour ; elle était seule à la maison, c'était trop d'inquiétudes en de pareils temps.

— Dans des moments comme ceux-ci où les ennemis sont entrés dans Paris ! continua-t-elle sur le même ton et comme si elle se parlait à elle-même.

— Croyez-vous ? lui dis-je sans paraître très ému, la nouvelle est-elle certaine ? en sait-on quelques détails ?

On l'assurait et elle ne savait rien de plus. C'était le jour même et presque l'heure où les alliés occupaient la capitale! Mais il est des nouvelles qui volent par les airs. J'aurais voulu moi-même avoir des ailes, mais il fallait me calmer.

Pendant que je dînais en hâte, assis auprès du feu de la cuisine, le maître de la maison arriva. Sa mauvaise humeur refroidit l'expression de la joie que sa femme éprouvait de son retour. Il parla de ses affaires, questionna sur celles du logis; et, au bout d'un moment, elle lui raconta fort tranquillement la nouvelle de la prise de Paris; mais il ne la reçut pas de même; il entra en fureur.

— Ces scélérats de Parisiens! disait-il, sont-ils lâches! ils sont là huit cent mille hommes réunis, qui est-ce qui aurait pu les prendre s'ils avaient voulu se défendre? Ces misérables! c'est toujours eux qui ont fait tout le mal, pendant la Révolution et depuis!

Il ne tarissait pas d'invectives contre les Parisiens, sans dire un mot de l'empereur, ou s'en informer. Sa femme lui poussait du coude et lui disait tout bas, en me montrant :

— Tais-toi donc! ce monsieur est peut-être Parisien.

— Eh bien! criait-il plus haut, Parisien ou non, qu'est-ce que cela me fait? Ils seraient tous là, que je leur dirais encore qu'ils sont des gueux, des... et il recommençait de plus belle.

Je voulais partir immédiatement; mais pour traverser pendant la nuit des chemins incertains, il me fallait un guide et un cheval, s'il était possible. L'au-

bergiste alla chercher l'un et l'autre. Ils ne pouvaient être prêts qu'à minuit. Je voulus me jeter sur un lit, en attendant, mais le sommeil me fuyait; je n'y pouvais rester; le mouvement s'accordait mieux que le repos à la fermentation de mes pensées. Enfin, il était une heure quand je montai à cheval.

La grande nouvelle ne me laissait pas un moment de distraction. Par quel événement avaient-ils pu arriver à Paris? ils en étaient si éloignés lorsque je les avais quittés! Tout ce que j'avais vu à Chaumont et partout, ne semblait annoncer que des revers aux alliés... Paris les avait-il appelés?... S'ils y étaient entrés par la force, que s'était-il passé dans ce terrible conflit?... La mort de Bonaparte pouvait seule expliquer un tel événement... peut-être encore rien de tout cela n'était-il vrai!... J'y croyais cependant; et j'en éprouvais plus d'inquiétude que de joie, il me semblait que j'y manquais; je me faisais un crime de n'y être pas! Les alliés se maintiendraient-ils, après un tel succès, dans la modération si solennellement promise, lorsqu'ils avaient à briser une forte résistance? Si j'avais été là, j'aurais invoqué leurs paroles. L'empereur Alexandre aurait-il pu démentir les promesses formelles qu'il m'avait faites quinze jours auparavant!

Ne m'avait-il pas dit : « Au moment où je serai à Paris, je ne reconnaîtrai d'autre alliée que la nation française! » Enfin quels sentiments les alliés avaient-ils trouvé dans la population de Paris? avait-elle hautement exprimé des vœux en faveur de notre royale famille? Ces vœux que j'avais annoncés et promis, j'en doutais. Ma présence y aurait été utile, j'aurais

fait connaître les paroles du frère du Roi : j'aurais dit ses nobles sentiments, ses intentions si droites et si pures; mais je n'y étais pas !... Je ne pense pas qu'on ait jamais plus vivement ressenti l'impatience de ne pouvoir se transporter où l'on voudrait être; il me semblait que le ciel m'aurait dû ce miracle.

XI

A mesure que mon imagination s'exaltait, je pressais davantage les flancs de mon cheval; il n'en répondait pas mieux à mon impatience. J'arrivai à Nemours, à cinq heures du matin. Je congédiai mon guide avant d'entrer dans la ville; bientôt je passai sans m'en apercevoir, devant un corps de garde de citoyens. La sentinelle était un grand niais, ayant pour toute arme une lance de cosaque des plus longues; il s'avançait vers moi en se dandinant, et me demandait mon passeport. Je me mis à lui rire au nez, sans m'arrêter.

— Parbleu, lui dis-je, tu as une bonne figure, toi, avec ta lance ; tu as l'air bien nigaud !

Il crut que je le connaissais et me laissa passer. Je me dirigeai vers l'auberge où nous étions descendus, lorsque le général Alix nous avait barré les chemins; elle était fermée. Cependant, à force de frapper, je parvins à réveiller le maître du logis. Avant tout je demandai des nouvelles, et je l'engageai à venir au café le plus voisin; là, en déjeunant, il me raconta tout ce qu'il savait. Bonaparte, ramenant

en toute hâte son armée vers Paris, avait été surpris par l'occupation de la ville. Depuis la veille, il était à Fontainebleau où il concentrait toutes ses forces. On avait proclamé à Paris un gouvernement provisoire ; il ne sut me nommer que M. de Talleyrand et Dupont de Nemours. Sauf cette gloire de son compatriote, rien ne le touchait beaucoup dans ces événements. Le meilleur gouvernement pour lui était celui qui ferait la paix, et il était très indifférent à la situation critique de l'empereur. Il ne savait rien de la défense de Paris et comment on s'en était rendu maître, toute communication était tellement interceptée, qu'on n'était pas plus informé à Nemours qu'à deux cents lieues de la capitale. Tant d'incertitude sur ce qu'il m'importait le plus de connaître excitait encore ma passion d'arriver à Paris. J'aurais voulu franchir la route directe ; mais l'obstacle était l'empereur en personne, et toute son armée ; et je continuai ces marches obliques qui m'avaient conduit de Troyes à Nemours. Mon convive se chargea de me trouver une voiture pour me mener à Étampes ou Arpajon ; le dernier me rapprochait davantage de Paris. On me la fit payer cher.

Nous n'éprouvâmes d'autres difficultés que celles des chemins de traverse fort mauvais, et nous ne fîmes d'autre rencontre que celle d'un détachement d'infanterie qui se retirait sur Fontainebleau. Je rencontrai les officiers à l'auberge où nous descendîmes ; ils étaient sérieux et peu disposés à la conversation ; sur ce point, comme on pense, je ne les contrariai pas. Nous arrivâmes à Arpajon vers quatre heures du soir.

Ce fut en vain que je demandai, à tout prix une voiture pour me rendre aussitôt à Paris; l'aubergiste me dit que je n'en trouverais ni pour or ni pour argent, les cosaques étaient à la porte de la ville; je pouvais voir leurs vedettes; personne ne se déciderait à traverser leurs postes; et, pour ma propre sûreté, j'aurais bien tort d'y penser.

Passer la nuit à Arpajon! Je voulais partir à cheval, à pied, malgré la nuit qui approchait et les dangers qu'on me signalait, lorsque, de la porte de l'auberge, j'aperçus un cabriolet de place de Paris. Je courus à lui, et lui demandai s'il se rendait à Paris.

— Mon dieu! Monsieur, je le voudrais bien, me dit-il, et je vais le tenter; mais je ne sais si j'y arriverai.

— Voulez-vous m'y conduire? lui dis-je.

— Ma foi! si vous voulez bien le hasarder avec moi, j'en serai bien content.

L'hôte s'étonnait de ma témérité.

Les deux vedettes qui gardaient la porte nous laissèrent passer; mais plus tard, lorsque nous n'étions plus éclairés que par les faibles rayons de la lune, quelques-unes de ces vilaines barbes s'approchèrent de la voiture et demandèrent de l'argent, plutôt en mendiants qu'en maraudeurs. Le cocher proposait de nous racheter avec quelques pièces; mais je n'y voulais pas entendre. Je leur disais en allemand que j'étais officier autrichien; que leur conduite était honteuse, que je les ferais punir. Ils ne comprenaient pas un mot; mais l'accent et la physionomie de l'autorité sont de toutes les langues, et nous réussirent à merveille. Ils se retirèrent sans beaucoup de murmures,

et mon conducteur se félicitait d'avoir ramassé un si bon compagnon de voyage.

Je le questionnai en vain sur les événements; il ne savait guère que sa propre histoire; mais, dans les grandes circonstances, l'histoire de chacun devient pour ainsi dire un épisode : les corps de l'armée française retirés sous les murs de Paris en avaient vigoureusement défendu l'approche; on s'était battu bien fort. Les hauteurs de Montmartre n'avaient été emportées que par la grande supériorité du nombre et en coûtant beaucoup de monde à l'ennemi. On était venu prendre son cabriolet sur la place, et plutôt de force que de gré, il avait conduit un officier blessé et l'avait ramené à son corps, en retraite sur Fontainebleau. Il n'avait jamais pu obtenir de retourner à Paris par la route directe; les ponts étaient coupés, les passages gardés, et il avait alors essayé de retourner par la route d'Orléans.

Nous avancions ainsi sans encombres, et tout allait bien, excepté le pauvre cheval, qui n'en pouvait plus. Le cocher voulut s'arrêter à Longjumeau; et, sous prétexte de lui donner l'avoine, il prit un repos de plusieurs heures. J'entrai avec lui dans la salle basse d'un mauvais cabaret, pleine de monde. Je ne pus m'y asseoir qu'en me mettant à table avec quinze ou vingt personnes de la campagne. Ces gens ne paraissaient nullement émus, pas même préoccupés des grands événements qui se passaient autour d'eux. Le pays était cependant rempli de soldats étrangers, maîtres par la victoire; les collines, qui environnaient Longjumeau étaient couronnées des feux de leurs bivouacs, aussi loin que s'étendait l'horizon. On ne savait ce

que ces armées ennemies allaient décider de la France. Ils ignoraient même ce que le lendemain on pourrait exiger d'eux, et cependant, rien ne décelait la moindre inquiétude, le moindre ressentiment; ils buvaient, ils chantaient et caressaient leurs voisines, comme ils auraient pu faire aux meilleurs jours de fête. N'était-ce pas le despotisme qui avait éteint, à ce point, le sentiment de la patrie? ou bien dormait-il au fond des cœurs, faute des voix puissantes qui auraient pu le réveiller?

Il était onze heures du soir quand nous partîmes de Longjumeau. Nous étions seuls sur la route, et nous atteignîmes enfin les barrières de Paris. Elles étaient ouvertes et abandonnées; on n'y voyait ni soldats, ni douaniers. — Le cocher, qui demeurait dans les quartiers par lesquels nous arrivions, me demanda où je voulais descendre? J'étais embarrassé de lui répondre; je ne savais ce qui se passait, où était le gouvernement, j'en étais encore aux précautions. Était-il prudent d'arriver à mon logement d'hôtel garni? Faudrait-il me montrer ou me cacher? L'heure ajoutait encore à mon embarras. Enfin, je me décidai à descendre chez le comte de Durfort; mais, lorsque je lui dis de me conduire au faubourg Saint-Honoré, mon homme me demanda grâce pour son cheval, et me mena à la place de fiacres la plus voisine. A peine étais-je dans une nouvelle voiture, que je me vis à la discrétion du coquin le plus saoûl de son espèce; il ne partait pas; il ne savait où il allait; il accrochait les voitures et les bornes. Je sautai à bas, décidé à faire ce long trajet à pied. Heureusement je trouvai, à quelques pas plus loin, un cabriolet de place qui se chargea de moi.

Il était près de deux heures du matin ; le cocher était de ceux qui savent tout et disent bien ; il m'apprit que l'empereur Alexandre était logé chez M. de Talleyrand ; le duc de Dalberg faisait partie du gouvernement provisoire ; la population de Paris avait pris peu de part à la défense ; elle ne montrait aucun attachement à la personne de Bonaparte ; c'était déjà ainsi qu'il le nommait ; le nom des Bourbons était prononcé ; on avait même vu des cocardes blanches.

J'arrivai ainsi à la rue d'Anjou. Le comte de Durfort y logeait seulement depuis mon départ. J'eus de la peine à réveiller le concierge ; il ne me connaissait pas ; j'avais fort mauvaise mine et il ne me fut permis d'entrer que lorsque des gens de la maison m'eurent reconnu. J'arrivai dans la chambre du comte ; madame de Durfort vint bientôt nous y joindre. Leur inquiétude sur mon sort avait été au comble ; personne n'avait pu leur donner la moindre nouvelle de moi. Le comte de Nesselrode avait dit à Dalberg : « Nous ne savons ce qu'il est devenu, mais si nous sommes ici, c'est à lui que nous le devons. » Ce que j'avais à dire, ce que j'avais à apprendre prolongea notre conversation jusqu'à quatre heures du matin. Je sus les noms que le Sénat avait portés, la veille, au gouvernement provisoire : MM. de Talleyrand, Beurnonville, Jaucourt, Dalberg, et l'abbé de Montesquiou ; ce dernier était seul regardé comme représentant de la légitimité. On ne savait guère plus, sauf les détails des derniers jours, et l'on se perdait en conjectures, pleines de vagues espérances. Enfin, on s'étonnait que le conseil général de la Seine eût été le premier et le

seul à demander hautement le retour du Roi, et c'était le jour même.

Lorsque je n'eus plus rien à apprendre, je me reposai un moment sur un matelas jeté dans le salon; et, le matin de bonne heure, m'étant levé à petit bruit, je me rendis chez moi. Mon costume de revenant ajoutait à l'étonnement de me revoir. Dès que je m'en fus débarrassé, je me rendis chez le duc de Dalberg.

CHAPITRE V

LES PRÉLIMINAIRES DE LA RESTAURATION. MONSIEUR A PARIS.

I

La surprise et la joie du duc de Dalberg me dirent bien toutes les craintes qu'il avait eues à mon endroit. Il savait par le comte de Nesselrode les principaux résultats de mon voyage; je lui dis sommairement le reste; mais les événements s'étaient tellement pressés que tout ce que je savais et tout ce que j'avais fait était à reprendre en sous-œuvre, et je me trouvai sur un terrain tout nouveau.

Retraçant les événements depuis mon départ, M. de Dalberg me raconta ce qui s'était passé à Bordeaux. M. le duc d'Angoulême avait été appelé et reçu en triomphe par la population. Les succès de l'opinion dans le midi avaient dépassé toutes les espérances; Paris même s'en était ressenti; les partisans de la royauté en avaient été encouragés, ceux de Bonaparte intimidés et refroidis. Tous les efforts pour soulever la population de la capitale à l'approche des armées étrangères étaient restés à peu près infructueux; il y

aurait eu danger pour la sûreté publique à donner des armes à l'espèce de gens qui en demandaient... M. de Talleyrand avait été appelé au conseil de la régence et avait soutenu l'avis de rester à Paris. Ce n'était ni pour la servir ni pour la perdre, mais uniquement pour s'éviter l'embarras ou de la suivre, ce qu'il ne voulait pas, ou de demeurer seul; ce qui pouvait le compromettre. Lorsque la régence et tout son conseil partirent pour Blois, M. de Talleyrand fut invité à les suivre. Il fit semblant de se mettre en route, mais il fut arrêté à la barrière par des hommes apostés par ses ordres.

— L'empereur Alexandre, disait Dalberg, a exprimé les sentiments les plus généreux. Il appelle la France à décider elle-même de son sort. Malgré l'élan de tout ce qui s'est porté au-devant de lui, et la plus vive expression des vœux publics, il n'a pas encore formellement prononcé le nom des Bourbons, et M. de Talleyrand s'est tenu dans la même réserve... Des cocardes blanches ont paru en assez grand nombre dans les rues; elles ont été souvent applaudies, quelquefois insultées... Faute de toute autre expression légale de l'opinion, on s'est adressé au Sénat. Il a été réuni à la convocation et sous la présidence de M. de Talleyrand, et a nommé hier un gouvernement provisoire; vous en connaissez les membres. Il nous a délégués pour l'administration des affaires, et pour lui présenter une constitution dont il a déterminé les bases principales... Le Corps législatif est dispersé; il compte peu de membres à Paris; on pense cependant à les réunir... Bonaparte est à Fontainebleau; il y rassemble les débris de son armée, non dans l'espoir de reprendre

la guerre, mais pour négocier sa paix à lui. On a parlé de son fils et d'une régence.

— Tout cela est bien froid, lui dis-je, mais il me semble qu'heureusement l'esprit public marche plus vite que vous; on ne saurait taire longtemps ce qui est dans la pensée de tout le monde. Le corps municipal de la ville de Paris n'a-t-il pas délibéré hier en même temps que votre Sénat? n'a-t-il pas exprimé *le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Sa Majesté le roi Louis XVIII et de ses successeurs?*

— C'est vrai, dit Dalberg, mais c'est peut-être une imprudence, et nous n'avons pas osé insérer cette déclaration dans le *Moniteur;* nous avons même fait désavouer une proclamation attribuée à Louis XVIII, qu'on avait affichée dans les rues de Paris : nous ne voulons pas être débordés.

— Le seul moyen de ne pas l'être, lui répondis-je, c'est de vous mettre à la tête de l'opinion et de marcher plus vite qu'elle.

— Oui, me dit-il, mais nous ne voulons pas marcher seuls; si vous aviez assisté avant-hier à notre conférence avec l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, vous auriez vu quelle incertitude règne encore dans les desseins; vous auriez entendu poser ces trois questions : convient-il de traiter avec Napoléon? Faut-il accepter son fils et une régence? Ou bien, enfin, peut-on penser au rétablissement d'une ancienne monarchie royale? On a parlé longtemps sans rien décider. Tout le monde se tenait sur la réserve et M. de Talleyrand plus que les autres. Personne n'avait encore osé aborder la dernière question lorsqu'on a fait entrer

M. l'abbé de Pradt et M. Louis qui étaient dans la pièce voisine. Ils n'ont pas hésité, l'abbé avec sa vive parole, Louis avec ses phrases brusques et saccadées, à déclarer que le retour de la maison royale était le vœu de la France. Le prince de Schwartzemberg a fait observer qu'à la manière dont les armées alliées avaient été reçues en France, on ne pouvait guère croire à ce vœu de la nation; cependant après avoir obtenu son assentiment comme seul représentant de l'empereur d'Autriche, les souverains ont décidé qu'ils ne traiteraient plus à aucune condition avec Napoléon. On a ajouté dans la rédaction qui a été faite, séance tenante : ni avec aucun membre de sa famille, ce dernier point n'avait pas été autrement discuté, l'empereur Alexandre hésitait... il a jeté un coup d'œil sur le prince de Schwartzemberg qui a adhéré par un signe de tête ainsi que le roi de Prusse, et la déclaration a été signée par l'empereur de Russie seul. Car dans cette réunion de rois, il se pose volontiers comme l'Agamemnon.

— Fort bien, lui dis-je, mais il devrait savoir, et le comte de Nesselrode n'a pu manquer de vous dire que tout ce que vous mettez ici en délibération, et bien plus encore, était décidé, accepté, reconnu par les ministres des quatre cours. Les protocoles de Bar-sur-Seine en feraient foi, et le comte de Nesselrode y avait formellement engagé son maître.

— Vous avez raison, reprit Dalberg, faites un procès à l'empereur de Russie, et les protocoles de Bar-sur-Seine seront une très bonne pièce dans votre sac. En attendant, il est fort heureux que nous puissions nous en passer, et arriver à notre but. Une autorité française, celle du Sénat, est reconnue par les puissances

victorieuses; elle nous garantit contre les abus de la victoire, et aussi contre les variations de l'empereur Alexandre; elle sera acceptée par la France comme devant protéger ses intérêts et la garantir contre une conquête. D'un autre côté ce corps n'est pas accoutumé à tant d'indépendance qu'on ne puisse l'amener facilement à tout ce qui serait utile et raisonnable. Nous obtiendrons probablement demain qu'il prononce la déchéance de Napoléon et qu'il délie la France et l'armée du serment de fidélité. Un peu plus tard, il sera conduit, par la force des conséquences, à rappeler les Bourbons, mais avec toutes les garanties que la France doit obtenir pour ses droits et ses libertés. — Au reste, vous êtes ici, et en bonne mesure de servir votre cause; vous y trouverez de l'appui. Mais croyez-moi, mon ami, calmez l'expression trop vive et trop franche de vos sentiments; assouplissez un peu ce que vos idées ont de péremptoire et de cassant; les affaires ne se font pas avec le cœur, et on les brise par des volontés absolues... et à présent, allez chez M. de Talleyrand, je sais qu'il mettra un grand prix à vous voir de suite.

II

Le duc de Dalberg pouvait avoir raison dans son sens; mais ce n'était pas le mien. J'étais convaincu qu'en pareille circonstance, c'est plutôt le sentiment que la raison qui entraîne; et puis, ces garanties, ces concessions, cette constitution improvisée dont il par-

lait, n'étaient à mes yeux qu'une capitulation imposée à la royauté. — J'étais préoccupé de ces diverses pensées lorsque j'arrivai chez M. de Talleyrand.

La réception qu'il me fit fut des plus aimables, aisée, gracieuse, simple. Sa parole était prévenante, son sourire et son regard caressants; on aurait pu s'y tromper. Point de phrases, mais des mots dont le sous-entendu faisait toute la valeur.

— Vous avez bien inquiété vos amis, et ceux qui ne l'étaient pas encore, me dit-il. On sera heureux de vous revoir.

Ici, il tira le cordon de la sonnette, pour faire prévenir le comte de Nesselrode. Puis il continua :

— Le courage du champ de bataille est chose commune; mais celui que vous avez montré ne l'est pas... Les ouvriers vraiment habiles sont ceux qui font beaucoup avec peu de chose.

— Je ne sais si j'ai fait beaucoup, lui dis-je, ne sachant que répondre à de telles flatteries; mais il y a un nom auquel j'ai dû beaucoup.

J'aurais voulu voir la conversation sur un autre terrain; celui-là n'était pas facile; mais le comte de Nesselrode ne tarda pas à arriver. Sa surprise en me revoyant se changea bientôt en transports d'amitié des plus expressifs. A peine avions nous échangé quelques paroles qu'il voulut me conduire à l'empereur.

— Venez, disait-il, il a partagé toutes nos inquiétudes sur votre compte.

J'étais à peine habillé convenablement; mais il m'entraîna. L'empereur me tendit la main et m'accueillit par une allusion à la phrase qui avait terminé notre conférence à Troyes.

— Eh bien ! M. de Saint-Vincent, trouvez vous que notre conversation ait eu d'assez grands résultats ?

— Aussi grands, mais plus prompts qu'on ne pouvait les attendre, Sire, oserai-je, à mon tour réclamer de Votre Majesté un témoignage? N'est-il pas vrai qu'elle a trouvé, à son entrée à Paris, tout ce que je lui avais promis des vœux de la France?

— Bien plus que je ne pouvais le penser, dit l'empereur.

Je fis alors allusion au gage que je lui en avais offert, et je lui dis que ma tête me semblait à présent bien rachetée. Il me comprit à merveille, et répondit avec grâce ; la conversation continua, sans toucher aux affaires, et lorsque je me retirai, il m'invita à dîner le jour même avec lui.

Je revins chez M. de Talleyrand : ce n'était qu'un étage à descendre. Il me parla de la personne de Monsieur avec intérêt, avec goût; c'était toujours pour lui le comte d'Artois, comme il était, lui, l'évêque d'Autun pour le prince. Il m'interrogeait sur les dispositions où je l'avais trouvé, et j'arrangeais mes réponses de manière à lui convenir. Il me donnait bien aussi l'occasion de lui parler des affaires du moment ; mais j'y reculais. Le grand politique m'imposait la réserve ; je croyais encore qu'il y avait dans ces hommes d'État consommés des profondeurs à nous inconnues, et des mystères impénétrables à ceux qui n'y étaient pas initiés.

Le dîner de l'empereur était peu nombreux ; nous étions huit ou dix : le maître de la maison avait sa place, à côté de son hôte couronné. Il n'y avait point de femmes, pas même madame de Talleyrand, et le

motif de cette absence n'était certainement aucun de ceux qui auraient dû porter son mari à la cacher à tous les yeux. Le ton et les manières étaient simples. Les attentions de l'empereur furent pour moi, en qualité de nouveau venu; j'étais le seul. La conversation n'était pas suivie, et l'on ne disait rien de significatif comme il arrive lorsque chacun est préoccupé.

L'empereur me prit à part, après le dîner, plutôt pour montrer l'intention de m'entretenir que pour ce qu'il avait à me dire, car il y paraissait embarrassé. Je me jetai sur l'éloge du comte d'Artois : ses nobles sentiments, le bonheur que promettait à la France ce renouvellement d'alliance avec des princes; je n'admettais aucun doute sur les intentions de mon puissant interlocuteur. Il approuvait plutôt du geste que de la voix; sa réserve tenait au vague et aux incertitudes de son esprit : rien n'était arrêté dans sa pensée : il cherchait. — Fatale disposition de celui qui se trouvait, par le concours des circonstances, le principal régulateur de si grandes destinées. Séparé de l'empereur d'Autriche par les hasards de la guerre, affranchi de ce contrôle perpétuel des cours alliées, dont l'autorité l'avait contenu et même gêné, il était seul à Paris, puisque le roi de Prusse ne voulait pas s'y faire compter. L'Europe et la Victoire semblaient personnifiées dans le czar. Il se croyait le roi des rois. Il s'enivrait des applaudissements de Paris qui ont le privilège de séduire mieux que tous les autres, parce qu'ils retentissent plus loin et plus fort. Victorieux et populaire à la fois, c'était plus qu'il n'avait jamais espéré; aussi, au nom de cette popularité aurait-on

obtenu de lui tout, même la République! Heureusement l'opinion ne tournait pas de ce côté, elle marchait à nous à grands pas.

III

Ce n'était pas assez pour me rassurer; ce navire qui portait toutes nos fortunes, semblait abandonné au hasard, personne ne pensait à le diriger. Je cherchais, parmi les déterminations à prendre, celle qui amènerait des conséquences plus positives, plus fécondes, et je vins à penser que la prompte arrivée de Monsieur à Paris et son intervention personnelle étaient, dans cette conjecture, le point capital. Amener tout à coup dans la capitale le frère du Roi, l'héritier du trône, le lieutenant général du royaume avec ses droits et ses pouvoirs, c'était, dans ma pensée, briser les dangereuses prétentions du Sénat, enlever à l'empereur de Russie la suprématie qu'il affectait, subordonner la commission provisoire du gouvernement, et surtout, ruiner les dernières espérances du général qui se débattait encore à Fontainebleau; d'ailleurs cet abandon, cette noble confiance dans la générosité de la France, que notre prince montrerait, ne pouvait manquer de rattacher, raffermir et fixer l'opinion.

Je trouvai donc une force réelle à poursuivre imperturbablement cette seule détermination l'arrivée prochaine de Monsieur.

La faveur de l'opinion qui grandissait pour nous avait cependant besoin d'un régulateur. A mesure

qu'un plus grand nombre s'attachait à la pensée de la restauration, chacun la concevait à sa manière, suivant ses penchants et ses intérêts, et faisait pour ainsi dire, avec elle, son traité particulier et ses conditions secrètes.

Les royalistes d'origine ne demandaient que le retour des personnes royales. C'était le triomphe de la cause pour laquelle ils avaient souffert ou combattu; ils ne voyaient rien au delà; les intérêts de l'État leur paraissaient bien garantis et les leurs ne pouvaient manquer d'être satisfaits, par le rétablissement de l'ordre ancien, autant qu'il était possible; à la vérité, chacun comprenait différemment ce qui était possible.

Les révolutionnaires qui n'avaient pas été ramassés par l'empire, tels que les Tallien, les Barras, les Merlin de Thionville, et leurs consorts, souriaient à leur vengeance contre l'oppresseur, et envisageaient sans crainte une restauration qui leur donnerait sinon des garanties de liberté, au moins de sûreté personnelle; ils allaient jusqu'à vouloir la servir. Merlin de Thionville avait même obtenu de former un corps franc, sous prétexte de la défense du territoire, mais au fond pour soutenir les projets de restauration. Il s'en était ouvert à M. de Talleyrand, qui l'avait placé à Amiens, sous les auspices d'un préfet dévoué à cette cause, M. de la Tour du Pin Gouvernet (voyez le *Moniteur* du 7 avril). Qu'on dise après cela que la restauration n'avait point de partisans et qu'elle était imposée par des étrangers!

Les hommes de l'empire, civils et militaires, étonnés dans le premier moment, se rattachaient bien vite à l'idée d'un pouvoir plus stable qui leur garanti-

rait mieux la jouissance tranquille de tout ce qu'ils avaient acquis ; ils ne demandaient que cela dans ces premiers moments ; et, à ce prix, ils remettaient volontiers entre les mains du Roi, le sceptre de fer de leur empereur.

Mais l'opinion, indépendante dans la ville, de ceux qui se prétendaient plus éclairés était, il faut bien le dire, le retour aux idées modérées du commencement de la Constituante. J'en citerai un exemple : Le Brun, duc de Plaisance, le prince architrésorier de l'empire, fut appelé à la commission, chargée d'improviser en deux jours la constitution du Sénat. On avait demandé, la veille, que chacun apportât le lendemain, le fruit de ses méditations sur ce grand œuvre. Dès qu'on fut réuni, on donna à ce grand personnage le témoignage de déférence de lui demander, avant tout autre, s'il s'était occupé du travail qu'on devait soumettre aux délibérations du Sénat ; il répondit avec modestie et avec l'espèce de balbutiement qui lui était ordinaire.

— Mais non... le temps était bien court... et puis il y a à ce sujet des choses déjà faites et qui me paraissent les meilleures.

Et il sortit de sa grande poche, et posa sur le bureau, un volume en maroquin rouge à tranches dorées ; c'était la constitution de 1791. Ces hommes qui se réveillaient avec des idées vieilles de vingt ans voulaient la restauration autant que les autres, mais ils la voulaient avec des constitutions, des chambres indépendantes, le vote annuel de l'impôt, la liberté de la presse, la consolidation des ventes des biens nationaux. Dans la diversité et le vague de ces opi-

nions, on retrouvait des hommes zélés pour la restauration, qui demandaient des garanties contre les abus d'un pouvoir que l'empire avait rendu odieux. Ils les demandaient sans mesure et ne s'inquiétaient pas de savoir si le gouvernement qui les accorderait pourrait les supporter. L'esprit humain verse toujours dans les contraires. Il était difficile de ne rien accorder à cet entraînement, au moment où l'on attaquait, où l'on renversait le despotisme de Bonaparte, au nom de la liberté publique outrageusement violée.

Il n'en était pas de même dans les provinces. Partout, excepté dans les pays dévastés par la guerre, toutes les espérances s'épanouissaient au retour de la royauté, on ne lui demandait que de se régler elle-même. En effet il n'appartient qu'à l'autorité royale d'accommoder ces opinions disparates ; de les réunir dans les intérêts communs, de les soumettre par son droit. Il importait surtout que personne ne vînt engager sans elle un avenir dont elle avait toute la responsabilité.

Ému de ces grands intérêts, je cherchais autour de moi ceux qui pouvaient les comprendre, et aplanir la route qui ramènerait le Prince au milieu de nous. Dalberg aurait pu s'en effrayer, dans ses instincts de libéralisme. Je crus trouver mieux auprès de l'abbé de Montesquiou ; il était, pour ainsi dire, la cocarde blanche du gouvernement provisoire. Nos premières communications furent un rendez-vous que je lui demandai chez madame la comtesse de Durfort. Je lui parlai de mon voyage, du séjour que j'avais fait à Nancy ; de ce que le Roi lui conservait de confiance et Monsieur, d'affection ; et bientôt, je me hâtai d'abor-

der la question qui me préoccupait : le danger de marcher plus longtemps sans guide dans des voies incertaines. Je lui montrai comment l'arrivée de Monsieur devait seule les fixer, et je l'appelai à concourir à un événement aussi décisif. — Après avoir reçu avec une modestie assez vaniteuse, les témoignages flatteurs que je lui rapportais, l'abbé de Montesquiou me dit qu'il voyait bien des obstacles à cette intervention de la personne du prince ; suivant lui, il fallait encore débrouiller bien des questions ; il ne savait pas si le frère du Roi arriverait à propos dans ces conjonctures. « C'était chose à examiner, à peser ; d'ailleurs personne n'y paraissait préparé, et il ne pensait pas qu'on pût l'obtenir ; quant à lui, il avait bien peu d'influence dans ce gouvernement, où il avait été appelé sans trop savoir pourquoi... » Enfin je ne trouvai en lui qu'un de ces esprits impuissants, tels que le philosophisme raisonneur de notre siècle les a faits. Il se perdait dans la multiplicité des petites considérations et ne produisait que des pensées infirmes et étiolées.

Je vis bien qu'il fallait m'adresser ailleurs et plus haut. L'empereur Alexandre fut surpris de mes premières ouvertures : il les repoussa d'abord formellement.

— Ce serait, disait-il, une complication aux nombreux embarras de ce moment...

Je soutenais au contraire que la présence de Monsieur aplanirait toutes les difficultés ; et choisissant les raisons qui devaient mieux le persuader, parce qu'elles touchaient de plus près à sa personne, je parlai de son influence si puissante et si utile dans

notre avenir, je dis que si elle n'était ménagée, elle se perdrait par une intervention trop directe et trop prolongée dans nos affaires intérieures; il l'exercerait mieux à travers le représentant de l'autorité royale; tout ce qu'on ferait sans celui-ci porterait le caractère de l'incertitude, faute de sanction légale. L'empereur pouvait tout en France, excepté affecter la souveraineté, et il en serait ainsi, malgré lui, aussi longtemps que l'autorité royale ne serait pas manifestée par la présence d'un prince. Il était inutile, il serait même dangereux pour lui, de prendre, à lui seul, la responsabilité de notre avenir. Il devait se placer, non dans nos affaires, mais au-dessus. C'était le seul moyen de conserver les sentiments de reconnaissance, d'admiration, qu'il avait si justement inspirés; je me montrais assuré en outre que M. de Talleyrand penserait de même. — Enfin, à la seconde conversation sur ce sujet, l'empereur me dit que si en effet, le prince de Bénévent partageait mon opinion il cesserait de s'opposer à la mesure que je proposais.

Il y avait cet avantage avec M. de Talleyrand qu'il ne s'étonnait d'aucune question et que les plus inattendues étaient celles qui lui plaisaient le mieux. Je lui disais que son gouvernement provisoire était un être de raison, dont le nom et le pouvoir ne s'étendaient guère au delà des barrières de Paris; c'était, entre ses mains, un instrument dont il ne pouvait tirer aucun parti; on ne rattache pas les esprits, on n'entraîne pas les cœurs, on ne séduit pas les imaginations, avec un gouvernement collectif, et, pour ainsi dire, abstrait; il le faut réel et personnifié, la seule présence de Monsieur à Paris trancherait cent questions, qui

embarrassaient la marche du gouvernement ; elle donnerait aux affaires une sanction, et aux personnes un appui nécessaire. On avait facilement raison avec M. de Talleyrand, lorsqu'on ne blessait en rien la susceptibilité de ses intérêts, et la perspective que je lui ouvrais d'avoir entre ses mains le lieutenant général du royaume ne manqua pas de lui sourire, enfin je pris son silence pour l'assentiment que demandait l'empereur Alexandre.

D'abord on me laissa dire, et bientôt on me laissa faire. Il arrive souvent dans le mouvement des affaires qu'on peut enlever une question en la supposant décidée et en agissant comme si elle l'était. Bien des gens n'empêchent pas ce qu'ils ne voudraient pas accorder. D'ailleurs, je ne me serais pas arrêté à un refus ; j'étais décidé à faire arriver le prince à Paris, malgré eux, par quelque moyen que ce fût ; bien assuré que, soutenus par l'opinion de la France, nous resterions les maîtres.

Mais il y avait un autre sujet d'inquiétudes ; je craignais que le Sénat ne voulût bâcler à lui tout seul, avant l'arrivée du prince, une constitution de toutes pièces. J'y voyais les plus grands embarras pour l'avenir. A la vérité, je cherchais à me rassurer, en calculant le temps absolument nécessaire pour élever un pareil édifice et je n'admettais pas qu'on pût l'accomplir en moins de jours qu'il n'en fallait pour aller en poste à Nancy et revenir ; cependant je cherchais des garanties contre cet empiétement de pouvoir, je n'en pouvais attendre ni de l'empereur, ni de Dalberg, pas même de l'abbé de Montesquiou. C'était encore M. de Talleyrand qui tenait le moins à ces niaiseries

démocratiques; mais en même temps, il mettait peu d'importance à les éviter.

Je m'adressai à lui, et, séparément, aux autres membres de son gouvernement. Je leur dis combien il serait inconvenant, lorsque la France entière allait au-devant de nos princes, de prétendre leur imposer des conditions; c'était blesser la loyauté française, autant que la dignité de la couronne. Une loi fondamentale établie sans le concours du Roi serait une capitulation honteuse à laquelle il ne se soumettrait pas, ou bien à laquelle il s'efforcerait d'échapper s'il était contraint de l'accepter. On en viendrait bientôt à discuter de quel droit le Sénat s'était arrogé un pouvoir constituant; une telle entreprise sur l'autorité royale préparerait des discussions au moment où nous devrions nous montrer plus unis, pour ne laisser aux étrangers aucun motif de se mêler de nos affaires. Chacun me promit de faire ce qu'il pourrait pour retarder, jusqu'à l'arrivée du prince, la rédaction formelle des articles d'une constitution.

IV

Il est difficile de se faire une idée de ce qu'était le gouvernement provisoire; il tenait tout entier dans la chambre à coucher de M. de Talleyrand, à l'entresol de son hôtel; quelques expéditionnaires rassemblés sous la direction de Dupont de Nemours, le dernier et le meilleur des économistes, formaient les bureaux, et Roux-Laborie était secrétaire général adjoint. La

chambre de M. de Talleyrand était ouverte à tout ce qu'il connaissait, hommes et femmes, et les conversations de tout ce monde qui entrait et sortait étaient les véritables délibérations sur les affaires de l'État. Quelques publications plus ou moins spirituelles à insérer dans les journaux devenaient le grand travail, et cela s'appelait faire l'opinion. Ensuite, s'il arrivait qu'une idée parmi toutes celles qui passaient dans la tête des allants et venants eût séduit le prince de Talleyrand, il en faisait un décret, et les membres du gouvernement le signaient de confiance, lorsqu'ils venaient, à leur tour, faire une visite à leur président. On avait placé à la tête de chaque ministère des commissaires provisoires pour représenter des ministres, et pourvoir à la machine administrative.

La plupart des choix étaient honorables et faits pour rassurer l'opinion. MM. Henrion de Pansey, à la justice; Laforest, aux affaires étrangères; Louis, aux finances; Beugnot, à l'intérieur; et, à cause de son absence, Benoist par interim; Malouet à la marine; le général Dupont à la guerre; Anglès à la police; Pasquier était resté à la préfecture de police, et Chabrol au département de Paris; Bourrienne était aux postes, et l'archevêque de Malines à la chancellerie de la Légion d'honneur. La bizarrerie de ce dernier choix s'expliquait : on croyait devoir une consolation à l'abbé de Pradt, qu'on ne voulait ni au gouvernement provisoire ni ailleurs dans les affaires. L'intrigue n'avait pas eu le temps de s'en mêler; il lui faut plus de vingt-quatre heures pour ourdir ses trames; d'ailleurs elle n'est pas à son aise en présence des dangers et on ne pouvait se les dissimuler, Bonaparte étant encore à Fon-

tainebleau à la tête des débris de son armée, qui s'exaltaient de ses revers, comme ils avaient été exaltés par ses victoires.

En effet si l'on ne considère que les positions militaires, on aurait droit de s'étonner que le grand capitaine n'eût pas tenté un dernier effort pour rétablir sa fortune. Les armées alliées étaient en partie disloquées par leur marche rapide, et les combats meurtriers supportés sous les murs de Paris; elles étaient mal assises autour de la capitale; en cas d'attaque, le soin de la garder leur aurait été un grand embarras, si le sanglier fût revenu sur ses traces; les chances d'une offensive vigoureuse étaient encore belles. Mais son génie pâlissait à la défaite et le sentiment public éleva immédiatement contre lui, un rempart plus difficile à franchir que toutes les défenses militaires. Ce sentiment décomposa toutes les résolutions et paralysa tous les courages des partisans de Bonaparte; il vint au secours des coalisés, et les préserva des dangers qui les menaçaient, en leur donnant un allié plus puissant que leur artillerie et leurs baïonnettes.

Cependant toute la politique du gouvernement improvisé fut le laisser aller et le laisser faire de M. de Talleyrand; son bel esprit était au-dessus de toutes les intrigues, et au-dessous de toutes les affaires. Il ne pensait pas seulement qu'il eût quelque chose à faire du pouvoir que le sort lui remettait entre les mains. Il ne comprit jamais qu'il dût tracer les grandes lignes de l'établissement monarchique, indiquer de l'ancien régime, ce qui pouvait servir; choisir ce qu'on pouvait employer des débris de l'édifice impérial; remettre en honneur les principes, les axiomes et les

lois fondamentales de l'ancienne monarchie, encore vivants dans les esprits, au point que tout le monde, excepté lui, allait au-devant des conséquences immédiates d'une restauration. Il aurait dû surtout relever la France aux yeux du monde et aux siens propres, en la montrant indépendante et victorieuse, par la défaite même de Bonaparte. — Loin de là, le gouvernement s'occupait à peine de quelques mesures de police, que le temps exigeait. Les conscrits des dernières levées étaient rendus à leurs familles, les prisonniers de guerre à leur patrie, les détenus politiques à la liberté. Les entraves au retour du pape à Rome, de Ferdinand à Madrid, étaient levées. Les insignes du gouvernement impérial étaient supprimés; les fonctionnaires qui l'avaient suivi et ceux qui persistaient à le reconnaître, étaient exclus de leurs fonctions : mesure inutile du reste, car personne ne songeait à commettre ce délit. La circulation des lettres et des courriers avait été interceptée sur quelques points; le gouvernement menaça les délinquants de peines sévères. Enfin, il ordonnait d'arrêter partout et de faire rentrer les fonds de l'État, des propriétés publiques ou de la couronne, qui auraient pu être enlevés.

Les ministres, ne recevant point d'autre direction, se contentaient d'expédier ces affaires courantes de l'administration. Quant à M. de Talleyrand, il se posait en nageur qui n'a d'autre intention que de se maintenir sur l'eau en se laissant aller au courant. Il se fit l'entremetteur officieux et timide des idées incertaines de l'empereur Alexandre, et des ridicules prétentions élevées dans le Sénat, travaillant à conci-

lier les unes avec les autres. L'œuvre était facile ; le czar cherchait de bonne foi l'opinion de la France, pour s'y conformer et la servir de toutes ses forces. Il ne savait où la prendre ; on lui fit facilement croire que le Sénat en était le véritable organe. Il voulut dès lors aller au-devant de ses désirs ; et, de son côté, le Sénat obéissait au moindre signe du monarque étranger. Heureux accord de complaisance et de bassesse !

V

Cependant, l'opinion de la France se formait, indépendante de ces lisières officielles. Dès que la barrière avait été abaissée, tout le monde s'était jeté, à l'envi, du côté d'une restauration que les politiques s'étaient bien gardés de prévoir. L'empereur Alexandre, le Sénat et le gouvernement cherchaient à retenir le mouvement général qui les débordait : c'était en vain. Le Sénat, qui aurait dû tomber le premier, sous les ruines du gouvernement impérial, pouvait s'étonner à bon droit de se voir tout à coup le seul pouvoir constituant, et le régulateur du rétablissement de la royauté. Il fut comme enivré, et il exprima son admiration et sa reconnaissance pour la générosité de l'empereur Alexandre, tout en le suivant à contre-cœur, et comme entraîné à la remorque.

Loin de favoriser l'expression des sentiments publics, le gouvernement provisoire s'efforçait d'en étouffer la voix. Les publications, ardentes contre le gouvernement qui tombait, étaient froides pour celui qu'il

fallait rétablir. Les colonnes du journal officiel s'ouvraient avec peine aux témoignages de l'élan général. Ces gouvernants indécis se refusèrent à publier les appels des royalistes qui, dès le 30 et le 31 mars, étaient descendus sur la place publique, et se mêlaient au peuple pour encourager l'expression de ses vœux. Leur réunion spontanée à l'hôtel de Morfontaine, et l'adresse portée par les députés de cette assemblée à l'empereur Alexandre dans la nuit du 31 mars, furent passées sous silence. Le *Moniteur* ne publia jamais la courageuse délibération du conseil général de la Seine, qui dès le premier jour, au 2 avril, réclamait le rétablissement du prince et de l'ordre légitimes [1]. Enfin, la proclamation du Roi, datée d'Hartwell, avait été arrachée par les ordres du gouvernement.

1. On ne saurait effacer ce document, véritable expression des sentiments publics, affirmés par l'organe de la ville de Paris. En voici les principaux passages :

« Habitants de Paris, vos magistrats seraient traîtres envers vous et la patrie, si par de viles considérations personnelles, ils comprimaient plus longtemps la voix de leur conscience.

« Elle leur crie que vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme.

« C'est lui qui, chaque année, par la conscription, décime nos familles. Qui de nous n'a perdu un fils, un frère, des parents, des amis ? Pour qui ces braves sont-ils morts ? Pour lui seul et non pour le pays. Pour quelle cause ? Ils ont été immolés, uniquement immolés à la démence de laisser après lui le souvenir des plus épouvantables oppressions qui aient pesé sur l'espèce humaine... »

Après une longue et vive énumération des crimes de son ambition le conseil général termine cette courageuse manifestation de la haine publique vouée à Napoléon en ces termes :

« Il n'est pas un de nous qui, dans le secret de son cœur, ne le déteste comme un ennemi public, pas un qui, dans les plus intimes

Mais bientôt le mouvement des esprits devint si général qu'on fut bien forcé d'en constater l'expression. Comment étouffer la voix des grands corps de la magistrature, la Cour de cassation[1],

communications, n'ait formé le vœu de voir arriver un terme à tant d'inutiles cruautés.

« Ce vœu de nos cœurs et des vôtres, nous serions les déserteurs de la cause publique si nous tardions à l'exprimer...

« En conséquence :

« Le conseil général du département de la Seine, conseil municipal de Paris, spontanément réuni, déclare à l'unanimité de ses membres présents,

« Qu'il renonce formellement à toute obéissance envers Napoléon Bonaparte.

« Exprime le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes.

« Arrête que la présente déclaration et la proclamation qui l'explique seront imprimées, distribuées et affichées dans Paris, notifiées à toutes les autorités restées dans Paris et dans le département et envoyées à tous les conseils généraux des départements. »

M. Bellart, connu au barreau par son talent, l'énergie et la noblesse de son caractère, eut le courage et l'honneur de la rédaction. M. Le Beau, président du conseil, MM. Pérignon, d'Harcourt, Barthélemy (le frère du sénateur), Lamoignon, et quelques autres s'unirent pour ce grand acte de dévouement, qui, si l'on calcule les dangers de la situation, ne peut se comparer qu'aux plus héroïques de notre histoire.

M. de Chabrol, préfet de la Seine, approuva cette courageuse détermination ; et le respect de son serment, dont il ne se croyait pas encore délié, l'empêcha seul de s'y associer.

M. de Talleyrand reçut avec froideur la députation du conseil général de la Seine chargée de lui faire connaître cette grande manifestation des magistrats de Paris. Il fit tout pour les en détourner. Il ne comprenait pas ces nobles exaltations de l'âme, et il s'en moquait, en disant que c'était « faire du zèle. »

1. La Cour de cassation disait le 3 avril : « Fidèles aux lois fondamentales du royaume, nous invoquons de tous nos moyens le rétablissement de la maison de Bourbon au trône héréditaire de saint Louis. »

la Cour impériale[1], la Cour des comptes[2], l'Institut[3]? — Les grands dignitaires de l'État se réunissaient dans la manifestation des mêmes sentiments. Cambacérès, l'archichancelier du conseil de Marie-Louise, adressait de Blois, en date du 6 avril, une formelle et complète adhésion; celle de son frère, cardinal et archevêque de Rouen, arrivait le lendemain. Lebrun, l'architrésorier, envoyait sa soumission « au prince qui allait régner pour le bonheur de la France. »

Les maréchaux de l'Empire, officiers généraux et subalternes, les conseillers d'État, les préfets, jusqu'aux maires, tous exprimaient les mêmes vœux par des délibérations, des adresses, des discours, des adhésions. C'est dans ces adresses et ces adhésions des corps et des officiers généraux de l'armée, qu'il faut lire les plus fortes expressions de soumission et de dévouement. Le maréchal Berthier, prince de Neuchâtel, venait de recevoir de Napoléon le commande-

1. La Cour impériale se prononçait en ces termes le 4 avril : « Puissions-nous, après vingt ans d'orages et de malheurs, trouver le repos à l'ombre de ce sceptre antique et révéré, qui pendant huit siècles a si glorieusement gouverné la France! »

2. La Cour des comptes, dans sa délibération du 5 avril, s'exprimait ainsi : « Partout le nom des Bourbons se fait entendre... Ils approchent... Nous sommes libres enfin d'exprimer les sentiments qui nous animent pour cette famille que tant de titres ont rendue chère à la France. »

3. La députation de l'Institut, dont M. Ch. de Lacretelle était l'organe, disait à l'empereur de Russie : « Notre bonheur est votre bienfait, votre conquête, vous apprenez aux héros une nouvelle manière de triompher ; l'admiration n'est légitime que lorsqu'elle est mêlée d'amour. La nôtre est bien pure; nous ne louons pas, Sire, nous bénissons. »

ment de l'armée qui couvrait Fontainebleau, il adressa sa soumission et celle de l'armée, en ces termes : « Fidèle à ses serments, l'armée sera fidèle au prince « que la nation française appelle au trône de ses « ancêtres[1]. » Rien ne manquait à l'unanimité : l'abbé Sieyès, Barras, Carnot, Grégoire, Merlin de Thionville, Garat et tant d'autres s'abandonnaient sans réserve à l'entraînement général.

Les provinces retentissaient encore plus fort de la joie publique; dans les populations animées de l'Ouest et du Midi, plusieurs n'avaient pas attendu la nouvelle de la délivrance pour faire éclater leurs sentiments. L'enthousiasme avait gagné les plus froids; elle les poussait jusqu'à l'exaltation.

1. Le maréchal Oudinot promettait l'obéissance de son corps d'armée principalement composé de la garde impériale, et demandait à participer à l'organisation et au commandement des troupes à former, au nom de Louis-Stanislas-Xavier. Le maréchal Jourdan et tous les officiers de son corps d'armée annonçaient dans leur adresse, datée du quartier général de Rouen, le 7 avril : « qu'ils serviraient avec fidélité le monarque que le vœu de la nation appellerait au trône, » et dans l'ordre du jour, le maréchal ajoute : « Jurons obéissance à Louis-Stanislas-Xavier et arborons la cocarde blanche en signe d'adhésion à un événement qui arrête l'effusion du sang, nous donne la paix et sauve notre patrie. »

On ne saurait citer toutes ces adresses qui arrivaient par milliers; elles exprimaient toutes, avec franchise, la soumission au gouvernement du Roi. Les bureaux du gouvernement provisoire en choisissaient un petit nombre pour les insérer au *Moniteur;* ce n'étaient pas les plus énergiques.

VI

Les témoins des violentes expressions du sentiment public pensaient que l'auteur de tant de maux serait à jamais voué à l'exécration des siècles. Cependant il n'en a pas été ainsi ; la mémoire de Bonaparte est encore balancée dans les oscillations des opinions diverses, et la postérité n'a pas encore prononcé son jugement définitif. Le dernier mot sur les grandes renommées n'est prononcé que par les générations nouvelles, il y faut au moins un siècle. C'est aussi le temps exigé pour la canonisation des saints. Sans prétendre anticiper sur ce jugement définitif de la postérité, on peut prévoir que Bonaparte restera grand par l'audace de son caractère, de ses conceptions, de ses entreprises, par le génie de la domination, et surtout celui des batailles. Mais quelle sera alors dans l'appréciation des hommes, la valeur de cette gloire des armes acquise au prix de plus de sang qu'il n'en fut jamais versé ? et lorsque ces sacrifices n'étaient justifiés par aucun intérêt de la patrie ? Ne jettera-t-on pas dans la balance, la désolation des familles au dedans, des peuples au dehors, les exactions, la misère publique, la liberté détruite en principe, violée chaque jour dans l'application ; l'intelligence comprimée, garrottée ? Ne lui sera-t-il

pas demandé compte de l'Égypte abandonnée, de Malte livrée aux Anglais, de nos colonies perdues, Saint-Domingue évacuée, la Louisiane vendue, nos armées détruites en Russie, à Leipzig, à Waterloo, et toujours désertées par leur chef après ces grands désastres, le sang de cinq cent mille Francais inutilement et indignement versé en Espagne ? Enfin que dira-t-on de ces défaites si grandes qu'elles l'ont toujours emporté sur ses plus étonnantes victoires, en ont effacé les traces, et n'ont laissé d'autre héritage que nos frontières plus resserrées, et l'honneur national compromis par deux invasions dont la honte appartient à lui seul ? Il diffère en cela des grands vainqueurs de l'antiquité auxquels on se plaît quelquefois à le comparer. Alexandre laissa de ses conquêtes, de quoi former quatre empires à ses successeurs. César ne livra pas deux fois Rome sans défense à l'invasion des Barbares et Charlemagne partagea entre ses fils l'empire du monde.

Enfin, en reconnaissant au grand capitaine la puissance de conception qu'on ne saurait lui refuser, n'est-il pas juste d'accorder à l'indomptable bravoure de nos armées, à ce courage que les plus grands revers ne pouvaient abattre, et surtout à la supériorité de l'intelligence de nos soldats une plus large part dans les glorieuses aventures de cette époque ? Moreau, Masséna, et tant d'autres, sont là pour la réclamer.

Si après avoir jugé l'homme de guerre, par les résultats de sa vie militaire, on vient à comparer son caractère moral à celui des grands hommes que l'histoire nous recommande, n'est-il pas à craindre

qu'on cherche inutilement dans une vie dont le mouvement a multiplié les actes, une seule inspiration de ces cœurs généreux, un seul de ces élans de grandeur d'âme, de clémence, de désintéressement qui ont honoré les grands personnages historiques et avec eux, l'humanité dont ils sont les représentants exceptionnels? C'est en donnant à leurs victoires des fins providentielles, le salut, la grandeur, l'indépendance de leur patrie, la civilisation des peuples, la délivrance de ceux qui gémissent dans l'esclavage, qu'ils obtiennent l'absolution du sang humain versé par la main des hommes.

Si les guerres incessantes auxquelles Bonaparte était voué par la fatalité de son génie ne sont pas justifiées par la grandeur des motifs qui les lui faisaient entreprendre, sera-t-il au moins trouvé irréprochable par la grandeur des moyens qu'il a mis en œuvre ? A-t-il eu la franchise de sa force ? Le sentiment de sa propre dignité lui a-t-il fait éviter les menées ténébreuses, les artifices, la duplicité ? faudra-t-il l'excuser sur le caractère indélébile du pays de sa naissance, et sur l'exemple de la fourbe italienne ?

Qu'on ne s'imagine pas qu'en posant ces questions soumises à la postérité, et qu'elle seule décidera, je sois poussé par la haine d'un homme qui m'était resté étranger jusqu'en 1815, et dont je n'avais reçu ni bienfaits, ni injures personnelles. — Aux époques où la haine publique s'exhalait avec le plus de violence contre ce personnage fatal, en 1814, et l'année suivante, j'étais seul chargé de l'expression de la pensée d'état dans le journal officiel ; je ne permis jamais

qu'une seule parole injurieuse fût prononcée contre lui ou les siens. Et cependant, que d'outrages, que de grossières insultes n'avait-il pas déversées dans ses actes publics, ses proclamations, sur le Roi et les princes dont les malheurs et la dignité auraient dû lui inspirer le respect!

VII

Jamais dans l'histoire d'aucun peuple on n'avait vu un changement politique aussi subit salué de vœux aussi unanimes que celui dont Bonaparte fut la victime. Jamais le retour d'un monarque et d'une dynastie exilée ne fut accueilli avec de tels transports; il faut bien avouer que les haines accumulées contre celui qui tombait devant eux, leur avait préparé cette expression de l'amour des peuples. Quels que soient à présent les changements apportés dans les idées par l'évolution des temps, quelle que soit la propension à juger les événements antérieurs avec les sentiments actuels, il n'en reste pas moins vrai que tel fut l'esprit public à cette époque. Tout ce qui se réveillait de sentiments patriotiques se réunissait pour louer une tyrannie insupportable et appelait les princes légitimes avec tout l'enthousiasme de l'espérance.

On n'avait pas inventé alors ce grief imputé aux princes, qu'ils arrivaient imposés par les baïonnettes étrangères; de telles paroles n'auraient pas été comprises par cette France enchantée de trouver dans

la maison royale des médiateurs providentiels qui venaient effacer les malheurs et l'humiliation de la défaite, et en contrebalancer les conséquences en nous associant à la victoire. Ce fut dans nos revers des Cent-Jours que Bonaparte produisit cet argument d'une polémique ennemie. En suivant l'histoire de la Restauration on verra combien ce paradoxe était faux, et que les souverains étrangers n'auraient point prêté les mains au rétablissement de l'ancienne race, si le sentiment public de la France ne l'avait pas hautement demandé et universellement proclamé.

D'ailleurs il faut réduire à sa plus juste valeur cette inculpation que les partis se jettent ordinairement à la tête, de chercher des secours étrangers dans leurs divisions intestines. On aurait tort de s'en étonner ; chez tous les peuples, à toutes les époques de l'histoire, la forte conviction du bien public a conduit les cœurs animés d'un ardent amour de la patrie, à chercher son salut par tous les moyens, même par le secours des influences étrangères, lorsqu'ils ne pouvaient l'accomplir par eux-mêmes ; car secours n'est pas domination.

Les exemples en sont partout; et pour ne les prendre que dans notre histoire moderne, les protestants croyaient-ils trahir leur patrie, lorsqu'ils appelaient les secours de l'Angleterre, ou de leurs coréligionnaires d'Allemagne, pendant que les catholiques demandaient ceux de l'Espagne ? n'est-ce pas avec des auxiliaires anglais de la reine Élisabeth, que Henri IV gagna la bataille d'Ivry ?... Washington et Franklin étaient-ils des traîtres, lorsqu'ils sollicitaient les armes de la France, Anglais qu'ils étaient

pour secouer le joug de la mère patrie? Appelez-vous criminels ceux qui, à diverses époques, ont sollicité l'appui de la France pour conquérir la liberté de leur pays? n'est-ce pas à l'intervention de nos armes que la Grèce a dû la conquête de son indépendance? Et les patriotes polonais, moins heureux, trahissaient-ils leur patrie, quand ils nous tendaient les bras pour leur délivrance? Encore, dans ces faits historiques, s'agissait-il le plus souvent, de faire triompher un des partis qui divisaient la nation, tandis qu'en France, en 1814, tous étaient unis pour recouvrer, à tout prix, la liberté et l'indépendance.

Enfin, peut-on croire qu'il y ait eu une époque où la France entière se soit trahie elle-même, au point de réunir tous ses vœux contre ses plus précieux intérêts et contre son honneur? Qu'on appelle enthousiasme, enivrement, ce que nous avons vu, ce que tout ce qui vivait en France a vu, il n'en est pas moins vrai que ces sentiments étaient universels et tels que jamais il n'en éclata de semblables; on peut l'avoir oublié, mais le nier, non. Ceux dont les intérêts se trouvaient blessés, les espérances renversées, les fortunes compromises, auraient eu honte d'exprimer un regret, de mêler une plainte à la joie publique. Les faits sont incontestables, les témoins existent, irrécusables. On ne saurait les contredire. Quelle serait donc cette opposition dont on ne pourrait citer une voix, un écrit, la moindre expression? on ne dira pas que c'était la liberté de se plaindre qui manquait; les pouvoirs du moment lui étaient favorables, et lorsque l'opposition s'élève dans les esprits, ne se fait-elle pas aussitôt jour dans les dis-

cours, si ce n'est dans les écrits? Comment dirait-on devant l'absence complète de récriminations que le rétablissement de la famille royale fut imposé, de quelle manière qu'on puisse l'entendre?

Qu'ensuite la Restauration ait rencontré, dans le premier usage de cette liberté qu'elle avait donnée à pleines mains, une divergence des esprits qui forma successivement les nuances de l'opinion, les tendances diverses, ensuite les oppositions et les partis politiques, les passions ennemies, enfin les haines qui en résultent, on ne saurait le nier; soit qu'on les attribue aux fautes du gouvernement, aux prétentions de ceux dont il relevait les espérances, ou aux instincts passionnés des intérêts populaires, peu importe; mais on n'a pas pour cela le droit de faire remonter ces sentiments hostiles à une époque où ils n'existaient pas, ce serait un anachronisme incontestable, un démenti donné à tous les faits contemporains.

VIII

Le 4 avril, je préparai mon départ pour Nancy. Je me rendis chez M. de Talleyrand, il était encore dans son lit, à dix heures du matin. Nous réglâmes tout ce qui concernait l'arrivée de Monsieur à Paris, à peu près de la manière suivante.

1° Le conseil provisoire promettait d'exercer toute son influence pour éviter que le Sénat délibérât une constitution ou tout autre acte qui pourrait compromettre l'autorité du Roi.

2° M. le comte d'Artois arriverait à Meaux, le lendemain ; il ferait son entrée à Paris, à cheval, en habit de la garde nationale et avec la cocarde blanche. Des chevaux pour lui et sa suite seraient envoyés à une demi-lieue hors de la barrière de Saint-Denis avec une escorte de garde nationale ou autres troupes françaises.

3° Les clefs de la ville lui seraient présentées à la barrière par le préfet de la Seine, à la tête du corps de ville.

4° M. le comte d'Artois se rendrait directement à l'église de Notre-Dame où le Sénat, le Corps législatif et toutes les autorités civiles et judiciaires seraient réunis pour assister au *Te Deum*.

5° Il prendrait sa résidence aux Tuileries.

6° Le jour même il sortirait convenablement escorté, et visiterait les puissances alliées.

7° Les lettres patentes du Roi qui nommaient M. le comte d'Artois lieutenant général du royaume seraient portées le lendemain au Sénat par le Président et les membres du gouvernement provisoire, pour y être vérifiées et enregistrées en séance extraordinaire.

Tout fut ainsi convenu avec M. de Talleyrand, sans aucune discussion ni aucune opposition de sa part, pendant que je l'écrivais à côté de son lit. On s'engage facilement quand on ne met pas grande importance à tenir ses engagements.

Je fis deux copies de ces articles, et j'en laissai une entre ses mains. J'aurais fini là, et je serais parti tout de suite, si le prince ne m'eût annoncé l'intention de me remettre une lettre pour Monsieur. C'était une

raison suffisante d'attendre; et cette lettre, il ne pourrait me la donner que vers trois ou quatre heures.

Je m'apprivoisais ainsi avec le fameux homme d'État; sa réputation était plus imposante que sa personne, il se montrait facile à tout; les fantômes disparaissent à mesure qu'on s'approche d'eux.

C'était dans la plus simple conversation que M. de Talleyrand jetait négligemment les paroles auxquelles il mettait le plus d'importance, elles avaient toujours une intention; il les semait à tous les hasards, comme les graines que répand la nature, et comme dans la nature, le plus grand nombre se perdait sans produire.

C'est ainsi qu'il me racontait, avec une apparente indifférence, ses derniers rapports avec M. le comte d'Artois, en 1789. Il parlait avec l'accent qui devait faire remarquer ses paroles, et le sourire qui leur ôtait toute prétention.

— Demandez à M. le comte d'Artois, me dit-il, s'il se rappelle le rendez-vous de Marly.

Et il me raconta, qu'après la séance du 24 juin 1789, les membres des deux minorités de la noblesse et du clergé, qui, en se réunissant au tiers État, avaient fait pencher la balance du côté populaire, commencèrent à s'effrayer de l'entraînement à une révolution complète et violente. Quelques-uns, soit par conscience, soit par ambition, pensèrent à se rapprocher de la cour.

M. de Talleyrand, le vicomte de Noailles, M. d'Agoult et quelques autres qu'il me nomma, demandèrent à voir le Roi, mais dans le plus grand secret. Louis XVI se trouvait alors à Marly; c'était son

dernier voyage dans cette résidence, toute pleine des souvenirs et de la grandeur de Louis XIV. Il refusa cet entretien mais en autorisant M. le comte d'Artois à les recevoir. Ils arrivèrent très mystérieusement à minuit, et là, ils exposèrent au prince tous les dangers de la situation, et la perspective d'une révolution incalculable dans ses résultats; mais, suivant eux, il était encore temps d'en arrêter le cours; les seuls moyens étaient ceux de la force et d'un grand développement de la puissance royale. Ils en indiquèrent assez pour montrer qu'ils en avaient le secret, pas assez pour qu'on les employât sans eux. A ce prix, ils devaient s'attacher à la défense de la couronne; ils y mettraient tout ce qu'ils avaient d'influence et de popularité, et accepteraient toutes les chances et les dangers d'une telle entreprise. Ils déclarèrent en même temps, que si le Roi refusait d'adopter ces derniers moyens de salut et de résistance au torrent qui était prêt à tout envahir, ils s'y jetteraient eux-mêmes, et iraient aussi loin qu'il pourraient les entraîner. — C'était en peu de mots la plus complète justification de la conduite révolutionnaire de M. de Talleyrand. Tous les plaidoyers du monde n'auraient pas mieux servi à l'excuser, d'autant que le fait allégué me fut confirmé par le comte d'Artois, qui en avait conservé l'entier souvenir. N'est-ce pas ainsi que les araignées retrouvent pour tisser leurs toiles, les fils qu'elles avaient jetés au vent?

J'employai le temps qui me restait, bien malgré moi, à chercher les personnes dont j'aurais voulu porter à Monsieur les paroles et les engagements; et, avant tout autre, l'empereur Alexandre, mais son acti-

vité ne me laissa pas l'occasion de le voir, et il en témoigna lui même le regret.

Le peu d'instants qui m'étaient donnés ne me permirent d'autres visites que celles à M. l'abbé de Montesquiou et au général Dessolles, qui venait d'accepter le commandement de la garde nationale de Paris.

Je me pris assez maladroitement avec le premier. Dans le désir d'être très bien pour lui, je lui parlai de ce qu'il avait droit d'attendre de la faveur du Roi, et je fus assez mal avisé pour désigner, comme terme de son ambition, l'archevêché de Paris et le cardinalat. J'ignorais que l'ancien agent du clergé eût autant d'éloignement pour les fonctions ecclésiastiques, qu'il avait d'attrait pour la politique active. Mais, à la sécheresse de ses réponses, il me fut bien facile de m'apercevoir de ma bévue. Outre cela il était visiblement mécontent que j'eusse décidé si promptement un parti qu'il n'avait pas approuvé, et une question qu'il avait cru plus difficile à résoudre.

Je trouvai le général Dessolles à son état-major improvisé, et dans le feu de l'organisation. Il était dans une mauvaise salle, meublée de quelques tables et de quelques écrivains, ce fut à peine si je pus parvenir à lui; il ne me connaissait point, je ne lui étais présenté par personne, il n'y avait de chances ni pour lui ni pour moi, et tout ce que je pus faire, pour avoir un aparté, fut de le pousser vers un coin de la chambre. Là il fallut lui expliquer, en peu de mots, qui j'étais, et le motif de mon départ pour Nancy. Je lui dis que je serais probablement le premier qui apprendrait à M. le comte d'Artois, les importants

services rendus par le général et toute la reconnaissance qui lui était due. Je me serais reproché de partir sans porter au prince les témoignages d'un dévouement aussi touchant et aussi méritoire.

Le général prit la parole, et m'expliqua beaucoup plus tranquillement que ne le comportaient le temps et la situation que le Roi et les princes ne lui devaient aucune reconnaissance ; qu'il ne les connaissait point et ne faisait rien pour eux. Appelé à servir son pays, dans des circonstances difficiles, il n'avait en vue que de remplir ce devoir, dont il acceptait tout le péril. Si les princes de la maison de Bourbon entraient, comme on pouvait le prévoir, dans les combinaisons de l'avenir, il n'aurait aucun éloignement à les servir, mais jusque-là ils n'étaient pour rien dans les déterminations de sa conduite. L'indépendance de ce langage m'étonna, et il aurait surpris, je pense, de plus exercés que moi.

A trois heures, les chevaux de poste étaient attelés à ma voiture, et je n'attendais plus que la lettre de M. de Talleyrand, mais elle n'était pas prête et il me remit au soir.

IX

Parmi les personnes les plus attachées à l'ancien évêque d'Autun, j'avais retrouvé la gracieuse duchesse de Courlande. Je m'étais trouvé avec elle dans une sorte d'intimité, pendant une année de notre émigration à Altembourg, en Saxe. Les relations formées par le mariage de sa fille, la comtesse Edmond de

Périgord, étaient devenues de son côté du goût, du sentiment, de l'enthousiasme. C'était pour M. de Talleyrand seul qu'elle s'était fixée à Paris. Aussi la comptait-on au premier rang des femmes qui étaient sous le charme de son esprit et de sa célébrité. On les appelait les dévotes de M. de Talleyrand[1].

La bonne duchesse m'avait attendu chez le prince, elle me prit à part dans un cabinet.

— Il m'est heureux, me dit-elle, avec une expression tout affectueuse, au moment où je vous ai retrouvé avec tant de plaisir, d'avoir à vous transmettre les paroles les plus favorables que vous puissiez entendre. L'empereur Alexandre m'a chargé de vous faire connaître qu'aucun obstacle ne s'opposerait à la demande que M. le duc de Berry ferait de la main de la grande duchesse de Russie, sa sœur. Il me semble que cette nouvelle ne sera pas la moins agréable de celles que vous allez porter à M. le comte d'Artois.

Une telle proposition dans les circonstances encore perplexes où nous étions, flattait nos plus chères espérances. Je ne le cachai pas à la duchesse. Elle me répéta les paroles très expressives de l'empereur, et me dit tout ce qu'elle savait de la grande duchesse Anne; on aurait pu désirer cette alliance, même en mettant à part les intérêts politiques.

1. Les plus remarquables étaient la vicomtesse de Laval, madame de Jaucourt, séparée du comte de la Châtre; la princesse de Bauffremont et sa sœur, la princesse de Carignan, la princesse ***, sœur du prince Poniatowski; celle-ci était une conquête que M. de Talleyrand avait attachée à son char pendant son séjour à Varsovie, et elle l'avait suivi à Paris.

Enfin, il était huit heures du soir, j'étais avec M. de Talleyrand, dans un premier salon; nous étions vis-à-vis l'un de l'autre, et tous deux accoudés sur la cheminée; je tournais le dos à la porte. Le prince me donnait la lettre qu'il adressait à Monsieur; j'avançais la main pour la prendre, et j'écoutais les phrases qu'il me chargeait de porter, lorsque, derrière moi, j'entendis la porte s'ouvrir, et des talons ferrés retentir sur le parquet. Mon interlocuteur retira promptement sa lettre, et alla au devant de l'officier. C'était un aide de camp du prince de Schwartzemberg. Il annonçait que les maréchaux Ney et Macdonald et le duc de Vicence s'étaient présentés aux avant-postes et demandaient à être admis auprès de l'empereur de Russie. Ils étaient, ajoutait-on, chargés de propositions de la part de Napoléon.

Le prince de Talleyrand remit aussitôt au fond de sa plus grande poche, la lettre destinée à M. le comte d'Artois; et, me prenant le bras, il me conduisit dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Ceci est un incident, me dit-il, en appuyant sur le mot, pour exprimer qu'il était grave; il faut voir comment ceci se dénouera, vous ne sauriez partir en ce moment... L'empereur Alexandre a de l'inattendu, on n'est pas impunément fils de Paul Ier.

Je me faisais un tort de n'avoir pas quitté Paris plus tôt, comme si mon départ eût dépendu de moi.

L'empereur avait donné l'ordre de recevoir les maréchaux, et l'on crut qu'ils allaient arriver de suite. J'attendais avec les autres, et particulièrement en causant avec le comte de Nesselrode; nous parlions de tout, excepté de ce qui nous occupait le plus tous

les deux. Cependant il était près de minuit, on commençait à douter de l'arrivée des négociateurs, dans ces dernières heures de la nuit, et l'on croyait qu'ils s'étaient arrêtés jusqu'au matin. J'étais, depuis quinze jours, à peu près sans sommeil et sans repos; j'allai me jeter tout habillé, sur mon lit. En rentrant chez moi, je trouvai les chevaux de poste qui m'attendaient depuis trois heures après-midi, et je les demandai pour six heures du matin.

Il était déjà sept heures, lorsque j'arrivai chez M. de Talleyrand. Il venait de se coucher et avait laissé ordre de me dire qu'il m'attendait à dix heures. Je sus que les envoyés de Fontainebleau étaient arrivés dans la nuit. Je regrettais certainement de n'avoir pas assisté à cette conférence, mais j'étais loin d'y attacher l'importance qu'elle avait eue, ou plutôt qu'elle aurait pu avoir. Ma confiance était si pleine, si naïve que je m'étonnai beaucoup, lorsque j'appris par quelles alternatives nous avions passé, pendant que je dormais si tranquillement. Je dirai en peu de mots ce qui me fut raconté.

L'empereur était seul, lorsqu'on introduisit les maréchaux Ney et Macdonald, et le duc de Vicence. Le désordre de ces moments suffit à expliquer comment le gouvernement provisoire, n'étant pas admis à cette conférence, le général Dessolles y fut introduit. Il y a lieu de croire qu'il entra sans permission expresse, du droit que lui donnait sa position gravement compromise et qu'il voulait défendre.

Le maréchal Macdonald donna lecture de l'abdication conditionnelle. Il prit ensuite la parole, parla peu de Napoléon, mais beaucoup de l'armée : « sa

gloire brillait d'un nouvel éclat par sa constance et sa fidélité dans les revers ; il présenta le règne du fils de Napoléon, comme le vœu de cette armée, et la garantie de l'avenir qu'elle avait mérité. Elle ne pouvait voir qu'avec effroi, le retour de l'ancienne famille, étrangère à ses services, étrangère à sa gloire. Enfin dans le plus simple langage, le maréchal avait trouvé ce qu'aurait dicté l'éloquence la mieux étudiée, et ce qui devait produire la plus forte impression sur l'empereur. Les autres négociateurs firent valoir le mérite de cette abdication, au moment où le dévouement de l'armée permettait encore à Napoléon de tenter les chances de la guerre, ou, au moins, de vendre chèrement ce qu'il offrait aujourd'hui de son plein gré.

Le duc de Vicence réclama les assurances données en plusieurs occasions, et par l'empereur Alexandre lui-même, de ne point intervenir dans les questions du gouvernement intérieur. Il toucha toutes les cordes qu'il espérait faire le mieux vibrer dans l'âme du czar et il les connaissait par une longue expérience.

On ne saurait s'étonner que l'empereur se soit trouvé un moment ébranlé ; il éprouvait cette émotion, dont nous sommes tous atteints, en face des grandes catastrophes de la nature ou de la fortune, quand les montagnes ou les maîtres du monde s'écroulent tout à coup à nos yeux. Il voyait à ses pieds le redoutable vainqueur qu'il avait tour à tour aimé, craint, haï, admiré ; il était aujourd'hui l'arbitre de son sort ; et, soit générosité, soit orgueil, il lui aurait volontiers tendu la main pour le relever. Mais il savait bien qu'il n'était pas le maître ; il avait beau se poser seul, il ne pouvait pas se séparer de ses alliés, des peuples sou-

levés à leurs voix, et des sentiments qui avaient formé la coalition. On ne voulait pas trembler encore une fois devant celui qu'on avait abattu, à travers tant de hasards. Et comment aurait-il arrêté le mouvement imprimé à la France, rassuré ou sacrifié tous ceux qui s'étaient déjà compromis à son instigation, et sur la foi qu'il avait donnée? Le général Dessolles s'exprima avec un vif sentiment de sa position personnelle. Il réclama hautement la parole de l'empereur et toutes les garanties promises à ceux qui s'étaient prononcés et dévoués à lui solennellement. Le danger lui prêta des paroles vigoureuses, mais il ne sut pas les mesurer; dans le désordre de son discours, trahi par son émotion, il lui échappa de ces expressions que les habitudes militaires ne suffisent pas à justifier, et l'empereur en fut blessé.

On a prétendu, et les récits intéressés des négociateurs ont aidé à faire croire, que les maréchaux avaient à peu près gagné leur cause auprès de l'empereur lorsqu'un aide de camp lui apporta une dépêche du prince de Schwartzemberg. Il annonçait, suivant eux, que le corps du maréchal Marmont avait opéré son mouvement et s'était placé dans les lignes de la neutralité. On a voulu attribuer à cet incident le changement total et subit des dispositions d'Alexandre et l'arrêt prononcé par lui : « qu'il ne restait plus désormais à Napoléon d'autre parti qu'une abdication pure et simple. »

Mais il n'en fut pas ainsi. La réponse de l'empereur fut évasive. « Il devait consulter ses alliés. » Et ce ne fut en effet que le lendemain, après avoir conféré avec le roi de Prusse, et consulté le prince de Schwartzem-

berg, que l'empereur fit connaître aux envoyés de Fontainebleau la réponse définitive des cours alliées.

L'empereur Alexandre pouvait bien se complaire à tenir les esprits en suspens et à faire accroire qu'il avait en ses mains les destinées du monde, peut-être le croyait-il lui-même, mais il n'était pas en son pouvoir de changer l'arrêt de la Providence; cet arrêt était prononcé par la victoire au nom du salut des nations, et scellé par le sentiment universel de la France.

Il n'y avait plus d'obstacles à mon départ. M. de Talleyrand me remit sa lettre, qu'il avait gardée en réserve. Elle était courte, gracieuse, vague, et finissait par ces mots : « Nous avons assez de gloire, Monseigneur, mais venez; venez nous rendre l'honneur. » Les articles arrêtés la veille au sujet de l'arrivée du prince furent confirmés sans aucune modification, et nos adieux furent pleins de cordialité.

— Allez vite, mais n'allez pas trop fort, ménagez-vous et ménagez nous, me disait-il avec cette expression de finesse qui souvent donnait seule un sens à ses paroles.

X

Je sortis enfin de Paris; je mesurais avec impatience l'espace qui me séparait de Nancy, et j'aurais volontiers donné quelques jours de ma vie pour racheter le temps de ce voyage.

Nous suivions les boulevards, et il passait si peu de voitures dans Paris que mon simple équipage faisait

événement; on sortait aux portes, on se mettait aux fenêtres; le postillon heureux de se retrouver à cheval, et tout fier des regards qu'il attirait, faisait claquer son fouet plus fort que de coutume. Le cheval d'un officier russe auprès de qui nous passions s'en effraya, et le cavalier à moitié désarçonné tourna sur nous un visage qui aurait pu faire peur, lors même que ses yeux n'eussent pas été flamboyants de colère. C'était le grand duc Constantin. Nous allions grand train, et il me fut permis de respecter l'incognito; car l'héritier présomptif du trône de Russie était seul, sans écuyer, sans ordonnance, sans aucune personne à sa suite, tant il était rassuré sur la bienveillance du peuple parisien.

Ma calèche avait été remplie par les ordres du prince de Talleyrand, de toutes les publications du gouvernement provisoire : les *moniteurs*, les proclamations, les éphémérides, les articles de journaux imprimés à part, etc., C'était avec cette artillerie qu'ils prétendaient assurer leur triomphe; mais leurs débiles mains étaient impuissantes pour lancer ces faibles éclairs, et pas un n'était parvenu à cinq lieues de la ville. J'étais le premier, le seul voyageur sorti de la capitale, sur les routes du Nord et de l'Est. Les malles-postes et les diligences n'y passaient plus depuis longtemps, à peine pouvait-on trouver à chaque relai trois chevaux à atteler, et le plus souvent, il fallait avoir recours à l'autorité du maire, et les obtenir par réquisition. Le passeport du prince Wolkonski, chef d'état-major de l'armée alliée, me servait mieux que celui du gouvernement provisoire, que personne ne connaissait.

Les lieux où je passais étaient à moitié déserts, les maisons ouvertes semblaient abandonnées; personne ne travaillait ni aux champs, ni aux ateliers; les habitants les plus aisés étaient en vestes déchirées, en mauvais sarraus de toile, la tête couverte de mouchoirs, faute de chapeaux; ils erraient comme des ombres autour de leurs habitations. L'arrivée d'une voiture en attirait quelques-uns, et, à peine à huit ou dix lieues de Paris, ils me demandaient si la ville existait encore; si elle n'avait pas été pillée, saccagée, brûlée; j'avais beau les rassurer, leur annoncer une paix certaine, un meilleur avenir, personne ne voulait y croire.

— L'empereur est-il mort? me disait l'un d'entre eux.

— Non, répondais-je, il est à Fontainebleau.

— Eh bien alors, répondaient-ils, cherchez la paix!

Je partis en leur laissant les feuilles et papiers dont j'étais entouré; mais ils en étaient à ce degré de malheur et de découragement, qui ferme le cœur à toute curiosité, parce qu'il est fermé à toute espérance. Les traces de la guerre se montraient partout affreuses; la route était embarrassée d'arbres renversés, de chariots brisés, de chevaux morts, et le cœur se soulevait à la vue des cadavres dépouillés. On les voyait à la place même où la mort les avait arrêtés, quelquefois on les trouvait en rangs de dix à douze hommes, tombés en conservant l'alignement militaire; d'autres épars çà et là, quelques uns sur la route même, au point que les roues de la voiture les évitaient à peine. La mort avait tout confondu, on ne pouvait distinguer le Français de l'étranger; la boue des chemins

détrempés de sang marquait leurs places et les cadavres mêmes en avaient été souillés en se débattant dans les angoisses de l'agonie. Personne ne pensait à les enterrer; ils servaient de pâture aux chiens et aux oiseaux de proie, et l'air qu'on respirait en était infecté. La désolation était partout, sous les formes les plus hideuses.

C'est à travers cet épouvantable spectacle et les difficultés continuelles de la route que j'arrivai à Châlons-sur-Marne, à la pointe du jour. Dès le faubourg, les fenêtres et les portes s'ouvraient au bruit d'une voiture venant de Paris. Tous les regards semblaient m'interroger avec anxiété; ne pouvant leur répondre, je leur jetai mes feuilles volantes, mais, comme ils n'y trouvaient pas tout de suite ce qu'ils voulaient savoir, ils se mirent à courir à la suite de ma voiture. Au moment où le postillon avait un peu ralenti le trot de ses chevaux et que je vis une grande foule autour de moi, je m'assis sur le devant de ma calèche.

— La paix! La paix! mes amis, la paix! » leur criai-je de toutes mes forces. Les mains et les yeux élevés au ciel, la foule répéta avec un accent de joie indicible : « Oh! la paix, la paix! »

— Oui mes amis, repris-je, la paix et les Bourbons.

Je ne saurais rendre quelle impression fit ce dernier mot : silence, étonnement, stupéfaction; tous les visages changèrent d'expression. On se tromperait sur l'effet produit par cette dernière parole, si on l'attribuait à quelque éloignement pour le nom que j'avais prononcé : il n'y en avait aucun; mais ces pau-

vres gens ne comprenaient que la paix faite par Bonaparte et avec lui ; ils ne pouvaient concevoir une paix véritable faite sans lui et contre lui. Le nom de Bourbon ne fut autre chose pour eux qu'une contradiction à l'idée de la paix. Il faut avouer que je fus moi-même étonné, faute de me rendre compte de ce qui avait glacé ces bonnes gens.

Le peuple qui me suivait encore, mais moins nombreux, criait au postillon de me conduire à l'hôtel de ville, ou les autorités municipales étaient en permanence. J'y entrai, au milieu de la foule, portant la proclamation du gouvernement provisoire et les autres pièces qui servaient à faire connaître l'état des affaires ; la salle était pleine de monde, et une grande foule me suivait. Je remis aux plus apparents des municipaux, qui s'étaient portés au-devant de moi, ces différents écrits, en leur expliquant, en peu de mots, les événements de Paris, et mon voyage à Nancy.

Je lisais sur tous les visages plus de surprise que d'entraînement. L'heureux dénouement que j'annonçais était nouveau, inattendu et leur paraissait incertain. Personne n'osait se livrer à ses impressions naturelles ; on craignait de se tromper : funeste résultat de cette révolution qui avait appris au peuple le plus franc et le plus expansif, à dissimuler ses sentiments, et même à les conformer à l'opinion dominante ! C'était l'éducation de la terreur et du despotisme. Le maire m'accompagna au moment où je sortais de l'hôtel de ville. A mesure que nous nous séparions de la foule, il s'abandonnait à toute l'expression de sa joie, et me serrait les mains ; des larmes roulaient dans ses yeux ; je ne pus refuser à ses ins-

tances de m'arrêter un moment chez lui. Il me conduisit tout droit dans la chambre où sa femme était couchée. A peine lui eut-il expliqué les événements et le motif de mon voyage que, se levant sur son lit elle m'embrassa avec effusion et de touchantes larmes. On me servit à déjeuner auprès d'elle; et je passai un quart d'heure à partager ces sentiments et de ces émotions qui laissent des traces profondes dans le souvenir.

XI

Je continuai ma route avec les mêmes difficultés, et bientôt, avec de nouvelles inquiétudes. Du côté de Bar-le-Duc et de Vitry, des populations entières étaient dans les bois, et traitaient en ennemis ceux qui passaient sur la grande route. Le postillon nous mit en garde en nous racontant que la veille, un de leurs chevaux avait été atteint d'un coup de fusil tiré par ces malheureux fugitifs. Nous nous mîmes en défense, mon valet de chambre et moi, en nous armant de nos pistolets.

Nous arrivâmes cependant de grand matin à Toul, sans aucun événement; et après avoir secoué la poussière du voyage, nous prîmes la route de Nancy, où j'arrivai vers neuf heures du matin.

On me conduisit tout de suite à l'hôtel du gouvernement, que Monsieur venait d'occuper. Je montais les escaliers quatre à quatre lorsque je rencontrai d'abord le bon Basset, valet de chambre ordinaire du

prince. Il me regardait avec de grands yeux fixes et une sorte d'effroi, tant il était persuadé que je n'étais plus de ce monde. Dans son étonnement et sa naïveté il me disait tout ce qu'il y avait de plus touchant des inquiétudes et des regrets de Monsieur à mon sujet. Je l'interrompis pour savoir où je trouverais le prince: il était à l'église où l'on chantait le *Te Deum* pour les grandes nouvelles qu'un courrier avait apportées dans la nuit. Ce courrier, expédié par le prince Wolkonski, avait été chargé des dépêches qu'on devait me remettre, avant que mon départ eût été retardé par les négociations de Fontainebleau. Les circonstances m'avaient trahi; le ciel me devait, ce me semble, le bonheur d'apporter à Monsieur les premières nouvelles de la Restauration, confirmées par les événements de Paris. Il les avait apprises indirectement par le gouverneur russe, M. d'Alopéus.

Basset avait voulu, malgré moi, aller sur-le-champ à la cathédrale, pour faire savoir à Monsieur que j'étais vivant et que j'arrivais de Paris. Il avertit le comte F. d'Escars qui se leva au milieu de la cérémonie pour en instruire le prince. Ces témoignages d'intérêt étaient d'autant plus touchants qu'ils étaient inopinés. — Pendant ce temps, la garnison de Nancy se rassemblait sur la place au nombre de cinq ou six mille hommes. Monsieur vint les passer en revue. J'étais sur le balcon de l'hôtel, jouissant de ces premiers hommages rendus au frère du Roi. Mais que n'aurais-je pas donné pour métamorphoser ces automates russes en soldats français qui se seraient associés par le cœur au vivant souvenir de notre ancienne France! Au moment où Monsieur arrivait au

milieu du carré formé par les troupes, ses yeux se portèrent sur moi, et il salua ma bienvenue de la tête et de la main. Le comte d'Artois remonta bientôt, suivi de tout le cortège de l'état-major et des autorités du pays. Je m'étais retiré dans une pièce voisine du salon, pour ne pas embarrasser Monsieur de ma présence au milieu de ce public officiel ; mais il vint aussitôt à moi. Sa joie de me revoir se confondait avec celle de son heureuse fortune ; mais c'était moi qu'il embrassait ; je représentais à ses yeux cette espèce de miracle qui tout à coup lui ouvrait si larges les portes de la France, et lui rendait une couronne.

Je lui exposai rapidement l'état des affaires et la nécessité de sa présence à Paris. Les raisonnements le touchaient moins que les faits ; de tous les documents que je remis entre ses mains, depuis la lettre de M. de Talleyrand jusqu'à l'écrit de Chateaubriand : *La France et les Bourbons*, il fut surtout frappé de la délibération du Conseil général de la Seine. Dans sa hâte de communiquer ces grandes nouvelles à ceux qui remplissaient encore la salle de réception, le prince m'entraîna par la main ; il leur dit en bons termes, les faits principaux, et la lecture de la délibération produisit une impression profonde. Tous les esprit s'inclinaient devant la cause victorieuse.

Je revins ensuite avec Monsieur dans son cabinet. Là, je repris avec plus de détails la situation politique, telle que je l'avais observée, les prétentions et la fausse position de l'empereur Alexandre, qui affectait le pouvoir suprême et ne savait qu'en faire, le nonchaloir de M. de Talleyrand et la débilité de son gouvernement provisoire, traîné à la remorque de l'opi-

nion qui de jour en jour nous était plus favorable ; je démontrais ainsi par le simple exposé des faits de quelle importance était la prompte intervention d'une personne royale, et je cachais le conseil sous la forme du récit. Cependant, Monsieur ne se rendait pas immédiatement. L'empereur d'Autriche, rejeté à Langres par les accidents de la guerre, n'avait pas plutôt appris les événements de Paris, qu'il avait envoyé au frère du Roi le comte de Bombelles. Il invitait le prince, par une lettre autographe, à se rendre au quartier général de Langres, et il lui avait envoyé en même temps la cocarde blanche que Monsieur avait attachée à son chapeau. M. de Bombelles appuyait sa mission de plusieurs motifs plausibles, et, au moment de mon arrivée, Monsieur était décidé à se rendre à l'invitation de l'empereur. — Je dis successivement toutes les raisons opposées à une semblable détermination.

Monsieur fit appeler le comte de Bombelles, et posa la question de manière à s'éclairer par une discussion contradictoire. — L'envoyé autrichien expliqua les intentions de son maître par les plus honorables motifs : « il devait convenir au prince d'arriver à Paris entouré de l'appui de l'Europe ; il serait environné de force et de conseils ; il prendrait avec plus d'indépendance et de maturité les déterminations convenables à l'avenir ; on pourrait mettre à son service les Français engagés au service étranger ; ils formeraient le noyau et les cadres d'une armée royale...» Je reconnaissais à ces dispositions les vues que j'avais fait adopter à Bar-sur-Seine. La mort avait plané plusieurs jours sur ma tête ; elle avait failli m'atteindre, et les

idées que j'avais émises restaient entières. Il était facile de concevoir que M. de Metternich recherchait la personne du prince pour en augmenter l'influence de l'Autriche, diminuer celle de l'empereur Alexandre, et réprimer au besoin les écarts de son imagination.

Je répondis par les raisons que j'avais déjà exposées à Monsieur: le danger de laisser trop longtemps les esprits divaguer, faute de régulateur, et compromettre ainsi l'avenir de la royauté, seul espoir de la France. Bonaparte était encore à Fontainebleau; la présence du Roi ou de son frère pouvait seule achever la ruine de ses espérances. J'opposai à la solennité de la marche proposée les inconvénients de sa lenteur. Que ne pouvait-on pas faire, pendant ce temps, sans nous et contre nous? Combien de difficultés nouvelles n'avions-nous pas à craindre? Au lieu d'un sol balayé par les événements, nous pouvions le trouver, d'un jour à l'autre, encombré de matériaux informes qui embarrasseraient toutes les dispositions de l'édifice à construire. D'ailleurs, la meilleure politique de l'héritier de la couronne n'était-elle pas de se confier sans réserve à la France, au moment où elle lui tendait les bras, de s'y jeter seul de sa personne, sans suite, sans garde, sans armée? Son premier sentiment devait être de s'élancer entre la France et les vainqueurs; d'effacer ainsi les apparences de la défaite par le triomphe d'une cause française; et, suivant les inspirations de son cœur, de se placer au milieu des Français, pour les défendre des maux de la guerre?

Après quelques autres paroles, échangées des deux

parts, Monsieur décida qu'il partirait pour Paris. On avait toujours raison auprès de ce prince, quand on pouvait toucher ce qu'il y avait dans son âme de généreux et de chevaleresque ; mais on n'était pas toujours sûr de l'atteindre. Bombelles fut réexpédié avec la réponse de Monsieur à l'empereur d'Autriche ; elle expliquait une partie des motifs qui nous entraînaient, et l'envoyé put rendre compte de tous ceux qui nous avaient déterminé. Cependant, je portais seul l'inquiétude du parti que seul j'avais fait adopter. Nous étions dans les moments où ces premiers pas trâcent une route tout entière. Le départ de Monsieur pour Langres, l'influence monarchique de l'Autriche, l'indépendance où nous serions restés de tout engagement auraient changé ce premier acte de la Restauration, et produit d'autres conséquences. Auraient-elles été plus favorables? Je ne le pense pas; mais mon intime conviction, et même la persuasion du prince, ne me rassurait pas assez. J'aurais mieux aimé, pour lui et pour moi, qu'il se fût décidé à lui tout seul.

XII

Monsieur retarda son départ d'un jour. Au lieu du jeudi, il remit au Vendredi-Saint, contre mon gré. Il était dans son caractère de croire qu'il y gagnerait quelque chose. Le prince avait accepté sans réserve les articles qui avaient réglé son entrée à Paris; nous fîmes faire en hâte des habits de gardes nationaux : mais il n'y en eut que trois, celui de Monsieur, celui

de son capitaine des gardes, et le mien. Les autres n'en eurent pas, soit que le temps leur manquât, soit qu'ils préférassent leurs habits bleus à boutons fleurdelisés. La suite de Monsieur, d'ailleurs, s'était augmentée à proportion de sa fortune ; à ceux qui l'avaient d'abord accompagné à Nancy, s'était joints le comte Roger de Damas, le chevalier de La Salle et cent autres qui portaient les mêmes couleurs, et remplissaient les salons.

Dans ces premiers moments, tous les témoignages de la considération et de la faveur la plus grande m'étaient prodigués. A table, la droite du prince, dans la maison, le plus bel appartement, la parole dans le salon, la confiance dans le cabinet, m'étaient accordés. Il faut dire à l'éloge de tous que ces témoignages n'excitaient la jalousie de personne, pas même de ceux qui avaient les plus anciens droits à l'affection du prince. L'intervention des intérêts personnels ne s'était pas encore produite. Tous se réunissaient dans le succès, encore incertain, de la cause générale, et ils rendaient témoignage à celui qui avait eu le bonheur de la servir.

Le duc de Laval et son cousin, le vicomte Mathieu de Montmorency, arrivèrent de Paris. Le premier apportait une lettre fort gracieuse que l'empereur Alexandre avait voulu adresser à Monsieur. L'ancien émigré et le célèbre député de la Constituante furent également bien reçus. Le passé s'effaçait sans efforts devant les nouvelles espérances ; on leur tenait compte d'un zèle égal pour l'œuvre à accomplir ; même, la faveur de porter la réponse du prince au czar fut accordée à l'ancien élève de Sieyès,

Le duc de Laval m'appelait « le plus heureux gentilhomme de France. » Le mouvement grandissait autour de nous, nous ne trouvions plus le temps des longues conversations de mon premier séjour; c'était le passage des idées à l'action. J'entrais vingt fois par jour dans le cabinet du prince pour résoudre vingt questions importantes ou faciles, et souvent les plus considérables étaient celles qu'on pesait le moins. Lorsque j'avais rendu compte au père du duc de Berry des avances de l'empereur Alexandre pour former des liens qui uniraient les deux couronnes, il m'avait assez légèrement répondu.

— Bah! mon cher, vous verrez. A présent, ils en voudront tous, de Berry.....

Cependant, nous ne manquâmes pas de pourvoir au plus essentiel des affaires. C'était d'informer le Roi, et de prendre possession par quelques actes publics de la qualité de lieutenant général du royaume. Nous expédiâmes en Angleterre, le cadet des trois Polignac, le comte Melchior. Il était chargé de tout ce qui pouvait éclairer le Roi sur l'état des affaires, sur nos déterminations et nos projets, mais notre envoyé ayant été retardé dans son voyage à travers la Hollande, le Roi apprit ce que nous avions fait avant de savoir ce que nous voulions faire.

Il importait, avant notre départ, de rattacher à l'autorité royale ces provinces de l'est que nous allions quitter; mais le temps nous manquait, aussi bien que les éléments d'une telle œuvre. Nous nous entendîmes donc avec M. d'Alopéus, qui continuait ses fonctions de gouverneur de la Lorraine pour les coalisés, et le lieutenant général du royaume nomma le comte

Roger de Damas *Gouverneur de la province de Lorraine et des Trois-Évêchés.* Cette rédaction paraissait si naturelle qu'elle ne fut seulement pas discutée. Les noms anciens revenaient spontanément avec les princes anciens. J'y attachais une autre espérance : celle de rendre aux provinces leur existence propre ; c'était un premier pas dans cette voie, et le plus cher de mes rêves était de leur voir restituer leur indépendance et la libre administration de leurs intérêts. Le comte de Damas n'acceptait qu'à regret des honneurs qui le séparaient de la personne de Monsieur.

— J'avais toujours pensé, au milieu des vicissitudes du sort, me disait ce loyal gentilhomme, que la récompense de vingt-cinq années de dévouement et de souffrances serait de rentrer à Paris à cheval, à côté de M. le comte d'Artois ; mon imagination n'avait jamais rien conçu de plus beau, et voilà que vous me détruisez ce rêve de bonheur au moment où il se réalisait comme par miracle !

Ce brave langage allait à merveille au caractère chevaleresque du comte Roger. Personne ne rappelait mieux les hommes des temps anciens. Il y avait peut-être du don Quichotte dans sa tournure ; mais il y avait du Bayard dans son noble courage. Cherchant les dangers et la gloire que la paix lui refusait, il fut le premier de nos jeunes Français qui allèrent les demander aux armées étrangères. La protection du prince de Ligne le fit accepter, en 1787, comme volontaire dans l'armée russe, commandée par le prince Potemkin. Il se signala d'abord sur la flotte de la mer Noire, sous les ordres du célèbre et aventureux

prince de Nassau, puis, au siège d'Oczakoff. Il fut le premier à planter le drapeau de la victoire sur les remparts de la ville prise d'assaut. L'armée russe admira cet éclatant fait d'armes, et Potemkin voulut le signaler en chargeant le comte de Damas de porter à sa souveraine les drapeaux de l'ennemi, et les autres insignes de la conquête. Élevé aux grades supérieurs dans l'armée Russe, avec toutes les réserves nécessaires pour conserver sa qualité de Français, il commandait un corps au siège d'Ismaïl, en 1790. Deux ans après, il était venu à Coblentz faire hommage de son dévouement à M. le comte d'Artois, qui se l'attacha comme aide de camp. Lorsque cette carrière lui fut fermée à son tour, il chercha les champs de bataille partout où il croyait en trouver. C'est ainsi que, commandant l'armée napolitaine, il la conduisit à Rome, au milieu de succès auxquels elle n'était pas accoutumée. Il couvrit ensuite la retraite du roi et de la reine de Naples en Sicile, par d'habiles manœuvres. Les généraux de la République sentirent la présence d'un général français dans les rangs ennemis. — Tel était le brave Roger de Damas, que nous allions laisser à Nancy.

Nous étions au moment de notre départ, lorsque j'eus une révélation du caractère de Monsieur qui me parut assez curieuse. Le comte de Damas vint se plaindre à moi d'avoir à correspondre avec des ministres qu'il ne connaissait pas, et auxquels il était lui-même inconnu. Il me priait de lui écrire pour lui faire savoir plus directement les intentions du prince. Je l'assurai de ma bonne volonté, en lui faisant comprendre cependant qu'une telle correspondance ne

pouvait s'établir sans les ordres de Monsieur. Il en fit immédiatement la demande, et me rapporta aussitôt, sans y attendre malice, ce que le prince lui avait répondu.

— Eh bien ! oui, avait dit Monsieur ; mais vous écrirez successivement une fois à M. de Vitrolles, au comte F. d'Escars et à Bruges.

Cette réponse, jetée au milieu des témoignages de confiance sans bornes qu'on me donnait, montrait la crainte d'être soumis à une influence. Ce que Monsieur avait souffert du favoritisme de son frère le mettait en garde contre tout ce qui avait l'apparence d'une intimité exclusive. Ceux qui portent en eux de fortes volontés sont rarement soumis à ce genre de craintes.

XIII

Nous montâmes enfin en voiture, dans la soirée du Vendredi-Saint, Monsieur dans sa berline avec le comte d'Escars, le duc de Polignac et le comte de Bruges, les autres remplissaient la voiture de suite et je suivais dans ma calèche, où l'aumônier du prince, alors le petit abbé de Latil, depuis cardinal et archevêque de Reims, vint prendre place.

La satisfaction de chacun était intime, mais sérieuse, c'est le caractère des succès politiques ; la joie en est soucieuse et toujours troublée par une inquiétude prochaine, on n'est jamais assez vainqueur pour que chaque victoire n'annonce pas un nouveau combat. Aussi, la politique est-elle la plus triste des

passions; les revers y sont complets, et le plus grand bonheur est mêlé d'incertitudes.

Nous arrivâmes le matin à Vitry-le-François; là nous trouvâmes les premiers honneurs militaires et les premières acclamations du peuple, ramassé en foule autour de nous. Elles étaient vives et nous parurent exaltées; nous n'avions pas encore entendu les témoignages d'enthousiasme portés jusqu'à la frénésie. Séparé un moment du prince par le retard de ma voiture, je le rejoignis à travers la foule, dans la principale maison de la ville, où il était descendu. On me cherchait, on m'appelait de tous les côtés. Un courrier expédié par le gouvernement provisoire apportait un paquet à mon adresse. Il me fut remis par le duc de Maillé qui arrivait à l'instant de Paris et reprenait ses fonctions de gentilhomme de la chambre auprès du prince.

Une sorte d'inquiétude se mêlait à ma curiosité. Je me retirai dans un réduit qu'on pouvait à peine appeler un cabinet, auprès de la chambre où Monsieur charmait les flots de cette population pressée autour de sa personne. J'ouvris précipitamment l'enveloppe, et je trouvai une lettre que m'adressait le gouvernement, signée de trois de ses membres, et la délibération du Sénat du 7 avril, qui n'était autre que la fameuse constitution élaborée par ce corps. Je lus rapidement la lettre, et parcourus encore plus vite le document où notre avenir me paraissait compromis.

La lettre était en ces termes :

MONSIEUR,

Nous vous adressons l'acte constitutionnel tel qu'il a été

conçu et publié par le Sénat. S'il y a des points qui, peut-être, admettaient des modifications en faveur d'un système purement monarchique, il faut bien réfléchir que toutes les plaies sont ouvertes, que les passions sont agitées, et que surtout l'amour-propre de chacun est irrité.

Le Roi fera, avec de telles formes, tout ce qui sera nécessaire pour lui et la nation.

Le Corps législatif, qui ne se trouve réuni que pour trois cinquièmes, a voulu en prendre connaissance, et y donner son adhésion; cela se fera dans la journée de demain. La publication sera faite aussi demain par la voie des journaux et par la proclamation des maires.

Les maréchaux Ney, Oudinot et Macdonald ont apporté hier au soir l'acte d'abdication signé par Napoléon. Ils en ont remis une copie à l'empereur Alexandre et ils présenteront l'original au Sénat.

Il renonce aux trônes de France et d'Italie; il accepte l'île d'Elbe et six millions. Le point de l'île d'Elbe amène des discussions. La situation morale de l'Italie ne nous paraît point admettre cet établissement.

L'esprit public se fortifie beaucoup, et lorsque l'abdication sera bien connue, tout le royaume ne présentera aucun point de résistance.

L'affaire de la cocarde est un objet à méditer. Tout le monde se réunit à désirer que monseigneur le comte d'Artois la porte; l'armée paraît y tenir beaucoup; et l'empereur de Russie sent que ce serait un point de réconciliation sur lequel il serait prudent de passer.

Les premiers pas sont les plus importants. La cocarde par elle-même est la cocarde de la nation; depuis vingt-cinq ans elle la porte; et le soldat, par souvenir de ses victoires, n'y renonce qu'à regret.

Quant à l'habit de garde national, on pense que c'est chose convenue, et que cet uniforme a été adopté par Monseigneur le comte d'Artois. Tout ce qu'il y a de plus honorable dans Paris se réunit à ce corps.

La plus grande difficulté sera de gagner l'esprit de l'armée;

et c'est à cela qu'il faudra employer tous les moyens. L'arrivée de monseigneur le comte d'Artois est nécessaire, et nous vous engageons beaucoup à ne pas la retarder.

Recevez, Monsieur, l'expression de notre plus haute considération.

Paris, le 7 avril 1814.

Le prince de Bénévent.
Le duc de Dalberg.
François de Jaucourt.

Je ne me donnai pas le temps de peser les expressions de cette lettre, et je sautai immédiatement sur l'acte du Sénat; je parcourus les vingt-neuf articles dont il se composait, d'abord avec inquiétude, puis avec indignation. L'œuvre de malheur était accomplie; les droits de la succession, c'est-à-dire le principe monarchique, la légitimité elle-même étaient ébranlés par le second article, qui *appelait librement au trône de France Stanislas Xavier, frère du dernier Roi.* Tout sentiment de convenance était violé dans l'article 6, où les sénateurs, de leur seule autorité, se constituaient inamovibles, et rendaient leur dignité héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. Ils s'attribuaient la dotation du Sénat à perpétuité, ainsi que les revenus des sénatoreries qui devaient être partagés entre eux également, et passer à leurs successeurs, à l'exclusion de tous autres membres nommés à l'avenir. Le reste de cette belle entreprise était la selle à tous chevaux de l'époque; mais l'article 29 spécifiait les mots sacramentels du serment que le Roi devait *jurer* et *signer* une fois arrivé sur le

territoire de France, avant d'être proclamé *Roi des Français* ! En de pareils moments, on lit et on comprend bien vite.

XIV

J'arrachai un instant Monsieur aux hommages qui l'environnaient. Je m'étais assis sur la seule chaise de ce petit cabinet où j'avais entraîné le prince; j'avais posé les fatales pièces sur mes genoux ; il était debout devant moi, et je lui lisais à bâtons rompus, d'une voix altérée, quelques articles d'une constitution dont nous aurions dû être préservés par la parole de M. de Talleyrand.

— C'est donc bien mauvais? dit le prince.

— Si mauvais, repris-je, que le Roi n'est pas roi, que Monsieur n'est pas lieutenant général du royaume; que nous sommes jetés, sans droits reconnus, sans appui, au milieu de gens sans foi et sans honneur, c'est au point que si l'arrivée de Monseigneur n'était pas si positivement annoncée, si ses chevaux n'étaient pas commandés, pour ainsi dire, jusqu'à la porte de Paris, il vaudrait mieux aller à Langres. Mais à présent nous aurions l'air de reculer devant je ne sais quelle crainte, et il faut avant tout que Monsieur conserve sa réputation de courage, de franchise, et de confiance dans son droit.

C'est en prononçant ces derniers mots que je me levai, honteux d'être si longtemps resté assis ; le prince me prit la main et me la serra fortement.

— Oui, mon ami, dit-il avec fermeté ; le sort en est jeté, il faut aller en avant ; la France est devant nous, qu'avons nous à craindre ?

J'aimais cette décision prompte, noble et simple. Malgré les immenses difficultés qu'élevait devant nous ce nouvel incident, la détermination de Monsieur était à préférer. Il est rare que les partis faciles soient les meilleurs ; on dirait que la fortune veut qu'on lui fasse quelque violence. Elle ne se rend pas aux faibles lutteurs.

Nous ne tardâmes pas à partir de Vitry, et alors, seul dans ma voiture, je repassais dans mon esprit ce qu'il y avait de léger et d'inconséquent dans la lettre du gouvernement provisoire ; d'essentiel et de grave, dans les conséquences de l'acte du Sénat. Lorsqu'en outre je venais à réfléchir que seul j'avais conseillé et pressé le départ pour Paris, que je conseillais encore de poursuivre cette route, qui conduisait le frère du Roi, le représentant de la royauté, l'héritier du trône, dans la capitale de ce royaume, sans autorité reconnue, sans pouvoir, sans commandement, et quand je pensais de quels hommes et de combien de pièges il serait environné, j'éprouvais une véritable fièvre, dont je sentais croître en moi le trouble et l'agitation. Je restais accablé sous le poids d'une si grande responsabilité, d'une entière défiance de moi-même, et d'un complet découragement.

C'est dans ce pénible état d'anxiété que j'arrivai à Châlons. Le premier moment de notre réception fut froid ; mais bientôt les salons de la préfecture se remplirent, et la foule encombra les cours et les rues adjacentes. Je laissai Monsieur au milieu des triomphes

de sa bonne grâce ; je demandai un asile moins bruyant et une feuille de papier pour répondre au président du gouvernement. Je le fis en ces termes :

MON PRINCE,

J'ai reçu la communication importante que MM. les membres du gouvernement provisoire de France ont bien voulu m'adresser en date du 7 avril dernier. J'ai mis sur-le-champ sous les yeux de son Altesse Royale Monsieur, frère du Roi, l'extrait des registres des délibérations du Sénat, en date du 6 avril, et la lettre qui y était jointe.

Le principes généraux qui ont dicté cette délibération sont pour la plupart dans la pensée et le cœur de Monseigneur ; mais on peut craindre de trouver dans cette œuvre un caractère de précipitation. Des articles essentiels, tels que les garanties à donner à la liberté individuelle, y sont à peine effleurés et d'autres semblent plutôt avoir été déterminés par des intérêts particuliers, que par le sentiment du bien de l'État. Mais cet acte important est susceptible de recevoir sa perfection et toute sa valeur, par le concours du Roi et l'acceptation du peuple, si Sa Majesté la juge nécessaire.

Au reste, Monseigneur ne vient point à Paris pour discuter de pareils sujets ; des intérêts bien plus pressants ont décidé son arrivée ; Monsieur est en France depuis deux mois. Il a traversé plusieurs provinces au milieu des acclamations du peuple. Mais ces acclamations sont aujourd'hui mêlées de gémissements ; les habitants, réduits aux plus affreuses extrémités, fuyant dans les bois, sans asile, sans secours, sans nourriture, viennent tous les jours déposer aux pieds de Monseigneur le tableau déchirant de leurs maux : « Hélas ! » disent-ils, « Paris ne souffre pas et le gouvernement nous « oublie. A Paris on est dans les fêtes, et nous sommes dans « larmes ; on s'occupe de lois et de constitutions, et elles ne « trouveront bientôt que des cendres et des cadavres. » Monsieur, déclaré par le Roi son frère lieutenant général du

royaume, entraîné par son cœur et le devoir que lui imposent de si douloureuses circonstances, se rend à Paris pour remédier à tant de malheurs, pour protéger et secourir ces populations désolées. Et quel autre que Monseigneur pouvait concevoir cette espérance et inspirer la confiance qui est la première consolation des malheureux ?

« Monseigneur, dès la première demande que je lui en ai faite, a consenti, avec sa grâce habituelle, à faire son entrée à Paris en habit de la garde nationale et à porter ainsi l'uniforme de la première troupe française qui viendra au-devant de lui. Mais le prince ne quittera pas sa cocarde ; celle qu'il porte est un présent que vient de lui envoyer S. M. l'empereur d'Autriche ; elle est déjà acceptée par des populations entières dans les provinces, les plus grandes villes du royaume et à Paris même. Les troupes alliées l'ont unie à la leur dans les pays que nous venons de traverser. Monsieur manquerait, en la quittant, à tous ceux qui se sont dévoués pour la prendre. D'ailleurs, elle n'est point un signe particulier de sa maison, mais l'ancienne, la véritable cocarde de la France. Si celle de la révolution a accompagné de grands succès militaires, l'autre est couverte d'un honneur sans tache, et nous ne revendiquerons point le souvenir des conquêtes, au moment où nous en abjurons et détestons le système [1].

Arrivé à ce point de ma lettre, je voulus la communiquer à Monsieur. Il l'approuva sans observations et me dit seulement d'ajouter qu'il désirait que le cardinal Maury, alors archevêque de Paris, ne se trouvât

1. Benjamin Constant s'exprimait à ce sujet plus catégoriquement encore que moi dans l'ouvrage intitulé : *De l'esprit de conquête et d'usurpation*, 1816, 4e édition. Il demande franchement « que le roi « ne fasse pas l'immoral abandon de l'oriflamme de ses ancêtres pour « prendre un drapeau tout sanglant de crimes, et dépouillé de tout « succès. »

pas à la tête du clergé qui le recevrait à Notre-Dame On était dégoûté de lui à proportion qu'on l'avait plus aimé ; il subissait la peine de son apostasie. Je terminai donc en ces termes :

Monseigneur fera son entrée à Paris entre onze heures et midi ; il attend qu'il lui soit envoyé des chevaux de selle pour lui et sa suite en avant de la barrière de Bondy. Le prince se rendra à l'Église de Notre-Dame par les boulevards, la place Vendôme, le Carrousel et le Pont-Royal. Monseigneur désire que M. le cardinal Maury ne soit point dans le clergé qui se rendra à son entrée dans la métropole.

Je suis avec la plus haute considération, etc.

Ma lettre fut expédiée sur-le-champ par un courrier. J'ai su depuis qu'elle n'avait pas été très approuvée. M. de Talleyrand la communiqua à ses collègues.

— C'est peut-être la lettre d'un homme d'esprit, dit-il d'un ton de dénigrement ; mais, ce n'est pas la lettre d'un homme d'affaires.

J'aurais bien accepté ce jugement; mais peut-être de plus habiles que moi se seraient-ils trouvés embarrassés en pareille circonstance.

XV

Je fus appelé à me placer à table à côté du prince. Le préfet, M. de Jessaint, adoptant une ancienne et respectueuse étiquette, se tenait debout derrière la chaise de Monsieur, comme pour le servir ; et malgré des instances réitérées, on ne put le décider à se

mettre à table avec nous. Le public avait demandé à grands cris de voir le prince, et il s'était présenté plusieurs fois sur le balcon de l'hôtel ; mais l'empressement n'était pas satisfait, et la salle se remplit bientôt de tout un monde qui circulait autour de la table, et se renouvelait sans cesse. Nous partîmes bientôt après le dîner.

La solennité du jour de Pâques ne nous arrêta guère. Nous entendîmes la messe pendant qu'on préparait les chevaux et un déjeuner, fort léger, dans une mauvaise auberge. Deux fidèles qui nous étaient inconnus, plus empressés que les autres, se présentèrent arrivant de Paris. Je m'étonnais de n'en pas voir bien d'autres. J'avais pris les devants pour faire les logements à Meaux. Monsieur y arriva vers trois heures ; mais la réception fut des plus froides. Nous ne vîmes personne. L'évêque, le préfet, le maire étaient tous absents. La curiosité ne nous fournit même pas le plus petit rassemblement pour nous faire illusion. Les gens de l'auberge ne témoignaient aucun empressement et paraissaient inquiets d'un hôte aussi inattendu. Personne ne nous était arrivé de Paris, sauf un ancien valet de chambre du prince, et M. Alissan de Chazet. Ils se présentèrent mutuellement en se nommant l'un l'autre. Je souris au nom de ce dernier ; on le rencontrait partout, et on l'avait surnommé l'inévitable Chazet [1].

Mais j'étais préoccupé de plus sérieuses pensées ; et

1. M. de Chazet a d'ailleurs témoigné hautement la loyauté de ses principes pendant toute la Restauration et jusqu'aux derniers jours par les plus grands et les plus nobles sacrifices.

j'allai prendre les ordres de Monseigneur pour me rendre sur-le-champ à Paris. A mon grand étonnement, il n'approuva pas mon départ.

— Restez encore ce soir, me dit-il ; je suis sûr que nous aurons des nouvelles cette nuit ; il nous arrivera du monde, il nous viendra des courriers ; nous saurons mieux ce qui se passe.

J'essayai de faire partager à Monsieur les inquiétudes qui m'agitaient, particulièrement à l'occasion de la constitution du Sénat, où tout était remis en question. Le frère du Roi, l'héritier du trône, arrivait à Paris sans pouvoirs, sans droits, sans autorité. Cette position incertaine pouvait devenir insupportable. C'était à Paris, et seulement à Paris, qu'on pouvait en juger et s'entendre. Les moments étaient précieux, et peut-être ceux que j'employais à lui parler décidaient-ils de notre sort, sans nous et contre nous. Le prince persista, en répétant que nous aurions des nouvelles pendant la nuit ; je le réveillerais chaque fois pour les lui communiquer, et je serais libre de partir le lendemain de très grand matin. Il fallut bien me résigner.

La nuit fut agitée ; je la passai tout entière à recevoir tout ce qui nous arrivait de Paris. Les lettres, les courriers, les visiteurs se succédaient. Parmi ces derniers, le comte Auguste de Juigné m'apportait de judicieuses observations ; d'autres, des conseils plus ou moins acceptables, mais fort divergents ; le plus grand nombre venaient, dans leur bonheur, exprimer l'effusion de leurs sentiments. Le courrier du duc de Dalberg m'avait remis une lettre plus intéressante ; elle faisait connaître les positions de chacun sur cette

scène où nous allions entrer. Mais déjà nous ne marchions plus dans les mêmes voies. La constitution du Sénat lui paraissait aussi bien, si ce n'est mieux, qu'autre chose. Nos jugements différaient comme nos principes.

Fidèle à ma consigne, lorsque j'avais puisé à ces diverses sources des rapports de quelque intérêt, je m'empressais de les porter au prince. Pour arriver à lui, il fallait traverser la chambre, et pour ainsi dire le lit de son capitaine des gardes, placé en travers de la porte. Malgré les ménagements que je prenais pour réveiller Monsieur, il n'en éprouvait pas moins des soubresauts convulsifs qui m'effrayèrent la première fois. Mais il se remettait bien vite et s'intéressait vivement à ce que je lui racontais.

L'empereur de Russie était encore sous le charme de l'œuvre constitutionnelle du Sénat, et celui-ci comptait sur le czar pour la maintenir, même par la force. Le conseil provisoire flottait sans pouvoir et sans volonté, s'appuyant tour à tour du Sénat, de l'empereur Alexandre et de l'opinion, quand il pouvait la rencontrer. Mais cette reine du monde, autrefois détrônée, se réveillait à peine ; son éducation était à faire. La constitution du Sénat était repoussée, déchirée par l'instinct public, et ne trouvait pour soutiens que ceux qui ne pouvaient en apprécier les inconséquences. Le maréchal Soult arrêtait encore dans le Midi la marche du duc de Wellington, et le sang coulait pour la défense de l'Empire, lorsque déjà l'Empire n'existait plus. Bonaparte était à Fontainebleau ; à peine quelques restes de sa garde, quelques généraux, étaient encore autour de lui, comme

pour lui montrer les débris de sa fortune. Le prestige était passé; l'intérêt s'éteignait, même chez les siens. Il voulut le ranimer par une scène d'empoisonnement; il s'en donna l'apparence et évita le danger. Ce que le chaton d'une bague pouvait contenir de poison avait suffi à Condorcet et à l'archevêque de Sens pour sortir de la vie; Bonaparte en prit moins, et il avertit à temps. Chez les anciens, le suicide était une action virile; mais le faux semblant n'en est qu'une pitoyable comédie.

A ces traits principaux de la situation se mêlaient de moindres détails; aujourd'hui insignifiants; alors ils caractérisaient l'époque.

Il était cinq heures du matin, lorsque je réveillai Monsieur pour la dernière fois; et, après lui avoir communiqué ce qu'il y avait de plus intéressant dans les rapports de cette nuit, je lui annonçai mon départ pour Paris. Les chevaux étaient à ma voiture.

— Attendez encore un peu, me dit le prince; vous m'accompagnerez à la messe, et vous partirez après le déjeuner.

L'arrêt était prononcé, et, malgré mon insistance, je fus contraint d'y souscrire. Je ne savais que penser des motifs de ce retard. Monsieur se plaisait-il à ce petit exercice de son autorité? Voulait-il modérer, par le sentiment de sa dépendance, l'élan d'un serviteur qui avait assez fait, par lui-même, pour se croire le droit de prendre beaucoup sur lui, ou bien craignait-il de rester seul dans des moments d'incertitudes et de perplexité, et de manquer, au besoin, de conseils et d'appui?

Depuis, avec une étude approfondie du caractère

de ce prince, je me suis mieux rendu compte de cette disposition à ne pas faire. Par caractère et par éducation, les princes de la maison royale, en général, et Monsieur en particulier, ne sentaient pas le besoin de porter leur action dans le cours des événements. Ils ne pensaient pas qu'elle fût essentielle ou même utile.

L'impuissance de tous les efforts que les princes avaient faits pendant vingt-cinq ans, au dedans et au dehors, contre la Révolution, tant de mesures déconcertées, de plans déjoués, de projets avortés, les avaient amenés très naturellement à compter pour bien peu l'intervention des hommes dans la marche des affaires, et ils s'étaient accoutumés à croire les événements tracés par la Providence ou par un enchaînement de causes et d'effets qu'ils regardaient comme des arrêts immuables du destin. Ils croyaient, dans leur pensée ou plutôt dans leur instinct, que l'action qu'on y porte est presque toujours inutile, et souvent dangereuse; c'est ainsi qu'on peut expliquer l'éloignement naturel de Monsieur à créer, par une action directe, de nouveaux incidents dans le cours naturel des choses.

J'étais, par caractère, dans une disposition toute différente, et la part que j'avais prise aux derniers événements l'avait confirmée, et peut-être exaltée. Je croyais que la puissance de la volonté et de l'action qu'elle produit domine les destinées humaines. Cette différence essentielle s'est retrouvée sans cesse dans mes rapports avec les princes de la maison régnante et les a souvent éloignés de moi. La conformité des caractères est la première et la plus solide base de

crédit auprès des princes. La simuler quand on ne l'a pas est la plus habile flatterie; mais n'est pas flatteur qui veut.

XVI

Cependant, après la messe, après le déjeuner j'obtins de partir de Meaux. Mes instructions furent très larges.

— Allez, voyez et faites, me dit le prince.

Je rencontrai sur la route un grand nombre de voitures, où je reconnaissais ce qu'il y avait à Paris, de plus considérable et de plus dévoué ; ils allaient porter à Monsieur des hommages qui ne s'adressaient pas seulement à son heureuse fortune.

Je descendis de voiture chez M. de Talleyrand. Je m'inquiétais de savoir les nouvelles dispositions qu'il aurait adoptées d'après les incidents nouveaux et quel parti il avait pris au sujet de l'arrivée et de l'établissement de Monsieur. Je ne doutais pas qu'il eût résolu ce problème politique pour moi si difficile, mais qui devait être aisé pour sa grande habileté. Plus j'avais le désir de connaître la solution trouvée par son génie, moins j'osais le questionner.

Je lui parlai d'abord de la lettre dont il m'avait chargé. Elle avait été reçue avec toute faveur, mais je laissais au prince à lui en donner les témoignages, ils seraient plus touchants de sa part. M. de Talleyrand ne répondit rien à ce qui lui était personnel, me demanda des nouvelles de M. le comte d'Artois et de

son voyage, rien de ses dispositions. Il me parla ensuite des arrangements qu'il avait pris pour que M. le comte d'Artois se rapprochât le jour même. Il avait fait préparer à Livry la maison de campagne de M. le comte de Damas. C'était Ouvrard, sorti en dernier lieu des prisons de l'empire, qu'on avait chargé des magnificences de cette réception, et le financier n'y avait rien épargné, comme s'il eût compté en être remboursé, ce qui n'arriva pas. Un détachement considérable de la garde nationale de Paris s'y était rendu, pour former la garde du prince.

— Et alors, dis-je à M. de Talleyrand, en continuant la conversation sur le même ton, Monsieur fera demain son entrée solennelle à Paris?

— Certainement, me dit-il.

— Vous avez pris soin de faire trouver à une demi-lieue en avant de la barrière des chevaux pour le Prince et sa suite?

— Oui, assurément, me répondit-il.

— Nous sommes de notre côté, observateurs exacts de ce qui a été convenu, et lui montrant mon uniforme de garde national, « l'habit que Monsieur porte est semblable au mien,» ajoutai-je. Je n'appuyai pas sur la cocarde, mais je tenais sous ses yeux celle qui était à mon chapeau. Je continuai ensuite avec une sorte de négligence.

— Monsieur se rendra à Notre-Dame où toutes les autorités publiques seront réunies pour assister au *Te Deum ?*

— C'est ainsi réglé, dit M. de Talleyrand.

— De là le prince viendra aux Tuileries, qu'il occupera?

— Eh oui ! reprit mon interlocuteur, tout y est préparé pour le recevoir.

— Il sortira ensuite, dis-je, pour visiter le roi de Prusse et l'empereur Alexandre ?

— C'est cela, me répondit-il.

Ici le cœur me battait bien fort, et je le regardais fixement dans les yeux, en dissimulant mon émotion.

— Le lendemain, dis-je, vous porterez au Sénat les lettres patentes du lieutenant général du royaume pour qu'elles y soient solennellement enregistrées ?..» Mon anxiété ne m'aurait pas permis d'en dire davantage.

M. de Talleyrand me répondit avec le plus grand calme.

— Certainement, dit-il, c'est parfaitement convenu.

J'avoue qu'à ces mots, je restai stupéfait, et je ne m'occupai qu'à cacher mon étonnement. Je me disais à part moi : « Il est évident que je n'entends rien aux « affaires ; mais comment se fait-il, qu'ici, les prin- « cipes n'aient pas leurs conséquences ; qu'on recon- « naisse la plus grande, la plus complète délégation « des pouvoirs du Roi qui n'est pas encore reconnu.» Et je me mis à regretter mes craintes, mes inquiétudes et la fièvre qui avait couru la poste avec moi, depuis ce maudit courrier qui m'avait atteint à Vitry.

M. de Talleyrand, en continuant sa conversation, quitta le cabinet où il m'avait reçu. Il prit mon bras ; c'était pour lui un appui, et pour ceux qu'il traitait ainsi, une faveur. Il me conduisit dans son grand salon, où était M. Louis, qui se prit à causer avec moi. Un instant après, on annonça MM. Barthé-

lemy et Barbé de Marbois, tous les deux influents au Sénat. Le prince me présenta à eux.

— Voilà M. de Vitrolles, dit-il, qui arrive de Meaux, où il a laissé M. le comte d'Artois, Monseigneur se porte à merveille, il couche ce soir à Livry et demain il fera son entrée à Paris.

Je répondis quelques mots aux questions de ces messieurs. Ils étaient debout, le dos tourné à la cheminée, M. de Talleyrand devant eux. M. Louis tenait à continuer la conversation. Il me tira à lui.

— Vous êtes dans la position de rendre les plus grands services aux princes, me dit-il avec la volubilité et la rudesse de sa parole, il faut leur expliquer leur situation, leur faire comprendre qu'ils ne peuvent s'établir qu'en formant un ministère fort, qui soit un, compact et solidaire; comprenez-vous ? » — Et il me répétait à satiété ce peu de phrases et ce peu d'idées.

— Mais, lui répondis-je enfin, assez ennuyé, je ne sais s'ils entendent ainsi leurs affaires; et, si je leur parle de Fouché, d'un ministère solidaire, ils iront peut-être s'imaginer que je leur propose un ministère solidaire contre eux.

M. Louis entra alors dans une fureur risible.

— Vous ne me comprenez pas, disait-il, vous ne comprenez rien. Vous ne savez pas ce que c'est qu'un ministère constitutionnel !... » Et il s'apprêtait à m'en faire la théorie à son profit.

Mais il y avait déjà un moment que je ne l'écoutais plus du tout. Mon attention s'était tournée vers la conversation de la cheminée. M. de Talleyrand avait continué à répéter aux deux sénateurs le thème de l'en-

trée de Monsieur, lorsque, sans prévision, sans préparation, il arriva au dernier article, c'est-à-dire aux lettres patentes de lieutenant général du royaume, qui devaient être portées au Sénat pour y être vérifiées et enregistrées. J'entendis M. de Marbois avec sa figure sévère et magistrale, et sa tête de bois, interrompre le prince d'une voix tremblante.

— Mais, mon prince, vous n'y pensez pas; la constitution déclare formellement que le Roi, appelé au trône par le Sénat, ne sera reconnu que lorsque, rendu sur le territoire français, il aura juré et signé cette constitution. Il est donc évident que le Sénat ne peut vérifier, enregistrer, ni même reconnaître des lettres patentes du Roi, antérieures à l'acte qui l'appelle au trône, et à l'exécution des clauses qui sont imposées à l'exercice de ses pouvoirs.

J'avais l'oreille tendue de ce côté. — Voilà bien, disais-je en moi-même, la difficulté telle que je l'avais prévue; mais cela ne prouve rien, sinon que ce brave homme n'entend pas les affaires mieux que moi. M. de Talleyrand va sans doute lui fermer la bouche. Il n'en fut rien. Sans dire un seul mot, sans embarras, sans étonnement, le prince de Bénévent s'achemina vers moi, et prit un bouton de mon habit.

— Voyez-vous, M. de Vitrolles, me dit-il, vous vous trompez; les lettres patentes de monseigneur le comte d'Artois ne sauraient être reconnues par le Sénat. » Là-dessus, il me répéta mot pour mot, ce que M. de Marbois venait de lui dire.

Je ne voulais pas élever une discussion dans un moment aussi inopportun, et avec la crainte de n'être pas soutenu. Je me contentai de dire avec fermeté,

et peut-être avec un peu d'impatience qu'il était impossible qu'on eût appelé Monsieur à Paris, et qu'il n'y trouvât pas la position qui convenait au frère du Roi, revêtu de ses pouvoirs.

XVII

Je me trouvai bientôt seul avec le fameux diplomate, qui me paraissait moins grand, et qui pouvait désormais, à mes yeux, manquer de sens commun. Je le trouvais mieux à ma taille, et je lui parlai, avec plus d'autorité.

— La dignité de la couronne, lui disais-je, et celle du prince seraient compromises si, dès son arrivée à Paris, il n'était pas à la tête des affaires, et reconnu, suivant son droit, comme chef de l'État en l'absence du Roi. » — Je lui représentai en outre que c'était lui qui avait appelé Monsieur; il ne pouvait pas lui avoir tendu un piège. C'était donc à lui de savoir par quels moyens et sous quelles formes il résoudrait cette question. Toute tergiversation à ce sujet inquiéterait la France. Il fallait, pour faire disparaître à ses yeux la trace des revers, repousser toute influence politique des étrangers, et lui montrer cette royauté française qui devait accomplir ses destinées.

Les principes et les sentiments n'embarrassaient jamais le président du gouvernement provisoire; et ici, ses intérêts n'étaient pas opposés à l'établissement de Monsieur. Il sentait son autorité si précaire, si impuissante, qu'il pouvait en espérer davantage de la position et du crédit qu'il obtiendrait auprès du

lieutenant général du royaume. Il me dit d'être tranquille, que tout s'arrangerait au mieux. Je ne prenais pas confiance, cependant, parce qu'il était trop évident qu'il ne savait pas lui-même comment il parviendrait à cette fin.

L'empereur Alexandre s'établissait ce jour là à l'Élysée-Bourbon, mais il dînait, pour la dernière fois, chez M. de Talleyrand, et c'était à quatre heures. Le salon se remplissait déjà; huit ou dix personnes invitées étaient présentes, et j'étais du nombre. Au moment où l'empereur parut, les assistants formaient un demi-cercle devant lui. Il vint droit à moi, me demanda des nouvelles de Monsieur, et me parla du voyage, de l'arrivée du prince. Après que j'eus satisfait à ses questions, il s'informa si je devais retourner bientôt auprès de M. le comte d'Artois; je lui dis que je comptais m'y rendre après le dîner; alors, d'un ton sérieux, presque sévère, il me dit qu'il voulait me parler avant mon départ. — Nous nous mîmes à table et je me trouvai à côté du comte de Nesselrode. Il me dit avec quelle bonté l'empereur avait parlé de moi, et en termes que je ne saurais répéter.

— L'empereur, continua le comte, a l'intention de vous donner un grand témoignage de son estime. Il veut perpétuer le souvenir de la part que vous avez prise aux grands événements de cette époque. Vous pouvez vous attendre au cordon d'un de nos premiers ordres.

Je lui répondis combien j'étais heureux que son magnanime souverain eût bien voulu apprécier les sentiments qui m'avaient guidé dans le grand mouvement où se décidait le sort de la France et de

l'Europe. Le témoignage que dans sa bonté il voulait bien me rendre me suffisait entièrement. C'était mon pays seul que j'avais voulu servir, et c'était de lui seul que j'attendais ma récompense.

— Si je juge bien la position de nos affaires et la mienne, ajoutai-je, j'ai lieu de craindre que l'entretien que l'empereur a bien voulu m'indiquer pour ce soir ne lui soit pas entièrement agréable, et qu'il me fasse perdre quelque chose de ses bienveillantes dispositions.

Le comte de Nesselrode m'assura qu'il ne le croyait pas possible; mais, soit discrétion, soit ignorance, il ne me dit rien de ce que me préparait l'entretien du soir avec son maître. La conversation devint générale et insignifiante.

Après le dîner, nous étions tous rangés avec la réserve qu'impose la présence d'un souverain, lorsque l'empereur m'appela, et, me conduisant à un bout du salon, se mit à causer avec moi. Il évitait les questions importantes, et les réservait pour l'entretien du soir. Il me parla avec générosité de Bonaparte; des derniers combats avec orgueil, et de moi, avec obligeance. Son *aparté* n'avait d'autre intention que de m'en donner un témoignage public. Je détournais quelquefois le cours de ses paroles, pour ramener son intérêt sur notre prince. Je disais ses heureuses inspirations, sa franchise, son amour pour le bien et aussi les palmes qu'on avait jetées sur notre route, l'élan des cœurs qui se portaient vers lui. — Pendant que nous discutions ainsi, les yeux des spectateurs étaient fixés sur nous; à peine échangaient-ils quelques mots à voix basse;

ils cherchaient à deviner sur le mouvement de nos physionomies ce qu'ils ne pouvaient entendre, et qu'ils supposaient d'une plus grande importance. M. de Talleyrand trouva bientôt que ce moment de confiance et de faveur se prolongeait trop pour moi, et surtout pour lui. Il n'aimait pas le second rôle, et était habile à l'éviter. Il se détacha lentement du groupe des observateurs, et, par un grand circuit, se rapprocha de notre entretien, pas assez pour l'interrompre, mais assez pour témoigner le désir d'y prendre part. Je lui en donnai l'occasion en reculant de deux pas, et en me tournant légèrement vers lui. Il arriva alors tout à fait à nous; et posa la main sur mon épaule en s'adressant à l'empereur.

— Voilà, Sire, dit-il, le héros de la Restauration! Jamais personne n'a entrepris une si grande chose, et ne l'a conduite avec autant de courage et de succès. Il n'a cherché d'appui qu'en lui-même, en se traçant tout seul le but, les voies et les moyens.

Je ne répéterais pas ces paroles, si elles n'étaient pas un trait du caractère de celui qui les prononçait sans y croire et sans vouloir persuader. Peut-être même espérait-il blesser, par cette exagération, les prétentions d'Alexandre, qui se posait volontiers lui-même comme le héros de la Restauration. — Quoi qu'il en soit, je ne m'attendais pas à cet éloge à brûle-pourpoint. Je ne sus ni le détourner, ni le voiler par une phrase modeste. J'aurais peut-être mieux réussi contre une épigramme. La conversation continua encore quelques moments; mais avec si peu d'importance, que je ne saurais en retrouver la trace dans mes souvenirs.

L'empereur se retira bientôt après ; alors m'adressant sérieusement à M. de Talleyrand, je lui demandai ce que je devais rapporter à Monsieur, sur le point le plus important, celui qui attirerait toute son attention, savoir : de quelle manière le lieutenant général du royaume, serait placé à son arrivée à Paris. Ce n'était pas seulement de la déférence et des marques extérieures de respect qui pouvaient nous suffire ; il fallait que son autorité fût reconnue.

— Cette autorité tutélaire, disais-je, est encore plus essentielle à la France qu'elle ne l'est au prince lui-même ; il y a de plus des convenances d'un tel ordre et tellement impérieuses qu'on ne peut pas les négliger envers Monsieur.

M. de Talleyrand n'avait ni réponse, ni défense contre une aussi pressante injonction ; mais il aurait voulu du temps. Le temps est d'un merveilleux secours pour ceux qui ne savent pas, ou ne veulent pas maîtriser les événements ; il apporte tout seul et par son cours naturel des solutions quelconques. Mais je pressais, je demandais une réponse prompte et catégorique ; je l'attendais pour aller rejoindre Monsieur à Livry, et j'avais promis au prince de lui en rendre compte avant son coucher.— Le président du gouvernement provisoire ne demandait pas mieux que de nous satisfaire ; il savait que l'avenir nous appartenait, mais il était fort embarrassé ; il cherchait le secours de quelqu'un de ses collègues, ou de quelque inspiration soudaine. Voilà où en était réduit cet homme d'état si renommé ; au lieu de diriger les événements en traçant sa route vers la fin qu'il vou-

lait atteindre, il trouvait plus commode de se laisser aller au hasard des circonstances. Sa politique flasque, nonchalante, et toute personnelle ne voulait du pouvoir que l'apparence et les avantages. Il aurait craint de les compromettre par le moindre acte de sa volonté. C'est ainsi qu'il avait laissé tout aller au gré de toutes les influences. Il cédait à l'empereur Alexandre le premier rôle et la popularité ; au Sénat, l'usurpation des pouvoirs et l'avidité de ses intérêts ; à moi-même les principes monarchiques et les conséquences rigoureuses que j'en voulais tirer, mais le moment arrivait où il n'était plus possible de concilier des principes et des intérêts si opposés. Quel parti allait-il prendre ? — Toujours le même ; s'abandonner au courant, en préservant sa barque de tout ce qui pouvait l'atteindre ou l'effleurer.

XVIII

Nous en étions là, lorsque M. de Narischkin, grand chambellan de l'empereur, vint m'annoncer que Sa Majesté m'attendait dans son cabinet. Je prévoyais tout ce qu'il y aurait de difficile dans cet entretien ; mais fort de notre droit et de mes convictions, j'entrai sans le plus léger embarras. L'empereur, debout devant moi, prit aussitôt la parole avec le ton de l'autorité et dit, en substance, que j'étais dans la position la plus favorable pour servir mon pays et les princes auxquels je m'étais dévoué, qu'il fallait faire comprendre à M. le comte d'Artois la nécessité de

sacrifier aux idées du temps, que les souvenirs de l'ancienne monarchie ne pouvaient plus convenir à l'état actuel de la nation. On tenterait en vain d'en rétablir les principes et les formes, il y aurait de graves dangers à l'essayer ; la constitution décrétée par le Sénat était aujourd'hui la règle à laquelle il fallait se soumettre franchement, elle était d'accord avec les besoins de la France ; l'autorité royale trouverait sa force dans les concessions qu'elle ferait à la liberté publique. Les services que j'avais rendus devaient me donner une grande influence sur l'esprit de M. le comte d'Artois et sur celui du Roi ; il n'y avait de sûreté pour nous que dans la direction tracée par la constitution. Enfin, c'était à ces conditions que nous trouverions le concours et l'appui de ce qu'il y avait de plus éclairé en France et de plus puissant en Europe !

J'écoutai avec le plus intrépide sang-froid l'allocution que je résume ici. Je laissai un intervalle de silence avant de prendre la parole, ce que je fis très froidement.

— Je suis heureux, Sire, dis-je, de pouvoir aujourd'hui assurer à Votre Majesté que les sentiments de Monsieur et ceux du Roi son frère, sont grandement conformes aux intentions que Votre Majesté a la bonté de m'exprimer. Les vrais intérêts de notre pays trouveront toujours dans les princes de la race royale une protection réelle et efficace. Ils ne concevront jamais qu'ils puissent avoir des intérêts non pas opposés, mais seulement distincts ; ils savent que leur grandeur et leur gloire, sont inséparables de la gloire et de la grandeur de leur

patrie ; enfin, il n'y a point de sacrifice qui leur coûte pour assurer le bonheur de la France. Mais, s'il m'était permis d'exprimer mon opinion personnelle, j'avouerais que je ne saurais comprendre pourquoi les grands succès de l'Europe, armée pour la défense commune et la délivrance de la France, n'aboutiraient qu'à renverser les bases mêmes de la monarchie, au moment où l'on prétend coopérer à son rétablissement.

— Et comment cela? dit l'empereur d'un air contraint et en relevant la tête.

Alors je repris avec plus de force et me laissai aller à mon indignation.

— Oui, Sire, n'est-ce pas renverser tous les principes de la monarchie que de rendre élective cette couronne transmise d'âge en âge par la succession de cent rois? Et la rendre élective par qui? par ce Sénat qui, pendant vingt ans, n'a servi qu'à river sur nos bras les fers que Bonaparte nous forgeait! Et de quel droit choisiraient-ils leur maître et le souverain de la France? Si c'est une véritable monarchie qui nous revient avec nos Bourbons, c'est le droit de leur naissance qui les rappelle. Si c'est une démocratie pour laquelle on cherche un président, sous le nom de roi, l'héritier des Bourbons ne l'accepterait pas; mais encore ne serait-ce pas le Sénat qui serait appelé à faire une telle élection. Mieux vaudrait le suffrage populaire, car celui-là confirmerait les droits héréditaires au lieu de les ébranler. Que le Sénat lui-même et sa prétendue constitution soient soumis à la même épreuve, on verra quelle sévère justice sera faite! Non, Sire, il n'en sera pas ainsi ; Votre

Majesté elle-même ne voudra point ternir l'éclat qui l'environne, comme vengeur de l'Europe et libérateur de la France. Elle ne souffrira pas que la race royale de France en soit réduite au point de tenir sa couronne des vils instruments de la tyrannie!

J'avais été obligé d'élever le ton de ma voix et de m'animer moi-même pour trouver la force nécessaire à ce que j'avais à dire. Je ne fus ni aidé ni intimidé par le mécontentement que je lisais sur les traits de l'empereur Alexandre. Sa contrainte et l'altération de sa voix montraient assez l'effort qu'il faisait sur lui-même pour reprendre la parole avec une sorte de tranquillité. Il revint aux choses déjà dites, à la nécessité des temps, sans me répondre. Alors, je discutai plus froidement les vices de l'acte du Sénat; les stipulations d'intérêts personnels étaient partout, les principes monarchiques et les garanties d'une sage liberté nulle part. L'empereur répondait peu, et avec une affectation d'indifférence. J'aurais mieux aimé être plus vivement combattu ; trompé par la confiance de nos succès précédents, j'avais manqué l'effet que je voulais produire, et j'avais eu le tort d'avoir trop raison. — Le czar termina la conversation au bout d'une demi-heure, sans la résumer, cette fois, suivant sa coutume.

En sortant du cabinet de l'empereur, je trouvai le comte de Nesselrode.

— Vous saurez bientôt, lui dis-je à l'oreille, que j'ai perdu je ne sais lequel de vos grands cordons. Pourvu qu'il n'y ait que cela de perdu dans tout ce que nous faisons !

XIX

Cependant, il était neuf heures, et il fallait me hâter pour aller retrouver Monsieur. Ce que j'avais à lui rapporter n'était favorable d'aucun côté; je ne pouvais me dispenser, pourtant de lui fournir les éléments d'une solution quelconque en ce qui concernait son établissement. Dans cette intention, je demandai que les propositions du gouvernement me fussent données par écrit.

M. de Talleyrand était dans son salon; c'était le théâtre où brillait ce grand comédien. Il avait élevé la simple conversation à la hauteur des affaires; ou plutôt, il faisait descendre les affaires au niveau de la simple conversation. Il n'admettait que ce qui se traduit dans cette langue. Son travail était de parler, et c'était en parlant qu'il cherchait ses idées; elles lui venaient par les mots. Mes exigences positives et pressantes le gênaient fort.

— Sous quelle forme la délégation des pouvoirs royaux sera-t-elle reconnue? demandais-je avec insistance. De quelle manière le prince sera-t-il investi de l'autorité souveraine? Il n'y a pas de temps à perdre pour éclaircir ces divers points.

— C'est précisément cela dont il faut conférer, me dit le prince de Bénévent en prenant mon bras.

Nous descendîmes au fameux entresol, où se trou-

vait sa chambre à coucher, qui était le *Saint des Saints* du gouvernement provisoire. Pendant ce trajet, il cherchait à pénétrer quel avait été le sens de ma conférence avec l'empereur Alexandre.

— Il est bien, l'empereur... et vous avez dû être content de lui?... Et puis voyez-vous, pour un roi, il a beaucoup d'esprit, ne trouvez-vous pas?

Comment être en garde contre tant de bonhomie? Cependant, je devinai le vieil axiome des courtisans : bien ou mal traité, il faut toujours sortir de l'audience des princes avec un visage satisfait, la tête haute, l'œil ouvert, le sourire sur les lèvres et l'éloge à la bouche, soit pour en imposer aux observateurs malins et jaloux, soit pour dérouter leurs rapports malveillants. Je n'épargnai pas les louanges d'Alexandre; je me vantai même de ses bonnes dispositions pour nous et particulièrement pour Monsieur. — Pendant ce temps, on avait cherché dans les salons, dans les chambres, dans toute la maison, les membres du gouvernement. Il s'en trouva deux : MM. de Dalberg et de Jaucourt. M. de Fontanes était venu faire une visite; on l'engagea à s'asseoir avec les autres. Moi, plus modeste, je me tenais debout, en arrière, appuyé sur le dossier d'une chaise.

M. de Talleyrand exposa le sujet en peu de mots. M. le comte d'Artois arrivait revêtu des pouvoirs du Roi ; il ne pouvait être reconnu par le Sénat en cette qualité. M. de Vitrolles représentait avec raison que le frère du Roi, héritier du trône ne pouvait pas être en France, à Paris, sans dignité, sans autorité, et c'était sur les moyens d'accommoder cette difficulté que les assistants étaient consultés. — Ils

se regardèrent les uns les autres, fort embarrassés. Personne ne prenait la parole; à peine articulait-on quelques mots, pour dire ce qu'on ne pouvait pas; mais non ce qu'on pouvait faire.

Cet embarras commençait à être ridicule; le bel esprit n'y servait à rien; d'ailleurs, le bel esprit est une bouffée de gaz qu'on ne produit pas à volonté, quand même on est M. de Talleyrand. Dans cette perplexité, on laissait entrer tous ceux qui se présentaient, et parmi eux M. Beugnot, qui faisait les fonctions de ministre de l'intérieur. Son apparition fut accueillie comme un secours du ciel.

— Asseyez-vous, M. Beugnot, lui dit le président; nous sommes occupés d'une grande question, d'une question immense; celles-là vous conviennent.

Le grand Beugnot s'assit modestement au bord d'une petite chaise; et, repliant sous lui ses longues jambes tellement qu'il paraissait n'en point avoir, l'œil fixé sur le prince, il écoutait l'exposition du sujet, répétée en phrases courtes et entrecoupées. Puis, le haut du corps penché en avant, le bras droit étendu, le pouce et l'index réunis comme pour mieux préciser ce qu'il allait dire, il reprit d'un ton plus oratoire.

— Monseigneur, votre Altesse Sérénissime me fait l'honneur de me dire...

Et il répéta, dans une longue paraphrase, ce que M. de Talleyrand venait d'exposer; puis il entra dans des raisonnements si vagues, si étrangers à la question qu'évidemment il parlait pour se donner le temps de penser à ce qu'il pouvait dire, et qui ne venait pas. Enfin, il accoucha avec une véritable satisfaction,

S'environnant de toutes les précautions d'un courtisan soigneux de ménager toutes les susceptibilités, il proposa gravement que M. de Talleyrand donnât sa démission en faveur de Monsieur, qui deviendrait ainsi président du gouvernement provisoire. L'idée fut trouvée lumineuse ; il n'y eut pas une objection. M. de Talleyrand lui-même consommait le sacrifice de sa petite royauté avec une générosité dont l'histoire offre peu d'exemples, et il chargea M. Beugnot de rédiger la délibération du gouvernement. Cette manière étroite, misérable, presque humiliante de placer Monsieur dans une sorte d'autorité mesquine ne choquait personne autre que moi.

M. Beugnot s'était retiré dans une pièce voisine, où, seul avec sa pensée, il rédigeait sa sublime conception. J'y entrai pour le presser. Déjà il était environné des lambeaux de papiers sacrifiés à la perfection de son œuvre.

— Eh bien, lui dis-je, voilà donc tout ce qu'on a pu trouver pour rendre à Monsieur ce qui lui appartient, et reconnaître en sa personne la délégation de l'autorité royale ?

— Certainement, reprit-il, que voudriez-vous faire ?

— Je voudrais, lui dis-je, tout ce qui exprimerait ce que vous devez au premier prince de la maison royale qui vient à vous pour vous sauver. Je voudrais que allassiez dès ce soir déposer à ses pieds cette vaine autorité, fausse dans son principe, faible dans son action, et qui doit disparaître devant lui, dès qu'il s'approche.

— Eh bien, reprit Beugnot, vous croyez avoir dit quelque chose parce que vous avez énoncé la seule

pensée vraie, grande et raisonnable. Mais c'est précisément à cause de cela que c'est impossible. Allez dans la chambre voisine leur persuader quelque chose de semblable.

— Mais enfin, prenez-y garde, lui dis-je; ce que vous écrivez, je vais, dans une heure, le remettre entre les mains de Monseigneur. Que pensera-t-il de nous tous, de votre gouvernement de quatre jours, de vous en particulier quand il lira une semblable résolution et que l'héritier de la couronne, désigné par le Roi comme un autre lui-même, n'aura d'autorité, en arrivant en France, que celle que M. de Talleyrand veut bien lui départir, aux mêmes droits qu'il l'exerce lui-même ! .

— Bah ! repartit Beugnot, vous voulez mettre de l'esprit dans les affaires, et elles n'en ont pas du tout. C'est comme la lettre que vous avez écrite de Châlons; elle était d'un homme d'esprit, mais nullement d'un homme d'État.

— J'ai bien peur, mon cher monsieur, lui dis-je, que votre délibération ne soit pas du tout d'un homme d'État, et qu'elle ne soit pas assez d'un homme d'esprit.

— A quoi servirait que vous eussiez raison ? demanda Beugnot.

— Peut-être à ce que vous n'eussiez pas tort... « et, comme son regard semblait m'interroger, je continuai : » pour votre honneur, ajoutai-je, pour le mien, et surtout pour la dignité du prince, évitez dans votre rédaction cette parité ridicule entre le lieutenant général du royaume et M. de Talleyrand; et, au lieu d'en faire le successeur du président, dites simplement qu'il sera chef du gouvernement. »

— Cela peut se faire, dit Beugnot.

Il déchira encore une fois la grande feuille qu'il avait commencée, et se mit à la nouvelle rédaction. Elle portait que son Altesse Royale, Monseigneur le comte d'Artois, serait reconnu chef du gouvernement. Mais on n'expliquait ni à quels droits, ni de quelle manière ce pouvoir serait transmis et exercé. La lecture en fut faite sans que les quatre ou cinq personnes réunies autour de M. de Talleyrand élevassent la moindre objection. On était heureux d'en finir. Il était près d'une heure du matin, lorsque cette pièce fut signée; M. de Talleyrand me la remit en original, avec une sorte de solennité.

Je voulais partir sur-le-champ; j'en parlai au prince qui sortait avec moi, m'accompagnant dans la pièce voisine. Il me fit observer avec raison que Monsieur serait couché longtemps avant que je pusse être rendu à Livry.

— Vous partirez demain, de grand matin, me dit-il; et, rencontrant un général russe qui venait à nous, il ajouta : tenez, voilà le général... (je n'entendis pas le nom) qui se rend demain de bonne heure auprès de M. le comte d'Artois; vous pourrez aller ensemble; vous en serez content.

J'acceptai mon compagnon de route avec une complète indifférence.

XX

Le lendemain, j'étais de grand matin à l'hôtel de la Marine, où logeait mon général russe; je ne savais

pas encore que c'était le général Pozzo di Borgo, aide de camp de l'empereur de Russie. Nous montâmes en voiture. Le soleil semblait, en se levant, préparer une belle journée. Nous suivions les boulevards, dans une calèche traînée rapidement par quatre chevaux, comme nous aurions parcouru les allées d'un parc dans une partie de plaisir. Je m'aperçus que la cocarde de mon chapeau était tombée ; nous nous arrêtâmes devant une boutique. Les cocardes blanches se vendaient alors avec profusion, j'en choisis une dans la corbeille que le marchand et sa femme apportèrent à notre voiture, mais il me fut impossible de leur en faire accepter le prix. L'expression de la joie la plus franche était sur tous les visages. Nous sortîmes bientôt des barrières, je regardais droit devant moi, sans trop m'occuper de mon compagnon de voyage, lorsque le contraste de son uniforme et de son accent italien me frappa. Peu à peu le langage animé, spirituel, l'art avec lequel il profitait de tout, même de l'incorrection de son français pour rendre sa parole plus piquante et plus expressive, la connaissance qu'il montrait des affaires politiques et même de la part que j'y avais prise, fixèrent mon attention, et sans m'en apercevoir, je me tournai de son côté, pour mieux le regarder.

Il me disait sa belle haine contre Napoléon, ses constants efforts pour lui susciter partout des ennemis et les animer contre lui, à Londres, à Vienne, à Constantinople, à Pétersbourg. Il m'expliquait, comment depuis un an, il soutenait seul, auprès d'Alexandre et des souverains alliés, la cause des Bourbons, pour les opposer à l'ennemi du genre humain. Il

avait demandé sans cesse, mais en vain, qu'ils fussent reconnus et appuyés.

— Vous, ajoutait-il, plus heureux, vous avez emporté d'assaut ce que je poursuivais depuis longtemps.

Il ne me disait pas que cette grande inimitié contre son compatriote avait été précédée de liaisons intimes fondées sur la conformité de leurs situations de famille; de leurs vues politiques et de leur désir de chercher fortune dans la Révolution. Ils avaient marché dans les mêmes voies de patriotisme corse, jusqu'aux efforts tentés pour l'indépendance de leur patrie. Mais ensuite, leurs positions devinrent différentes et bientôt contraires. Pozzo di Borgo fut député de son pays à l'Assemblée législative. Il en sortit mécontent, et s'attacha au général Paoli qui poursuivait l'indépendance de son pays sous la protection de l'Angleterre. La famille de Bonaparte suivit un parti opposé, et lui-même resta dans les liens de son grade militaire. Il en résulta une haine vigoureuse, telle que les Corses savent les ressentir. Rejeté hors de son pays, Pozzo di Borgo employa sa vie dans une continuelle activité contre le dominateur qui refusait de le rendre aux siens. Il lui cherchait partout des ennemis, surtout en Russie, où il obtint du service militaire, sans renoncer à servir ses ressentiments politiques toutes les fois qu'il le pouvait. Ne pouvant égaler la fortune de son émule, il avait voulu s'égaler à lui par la haine.

En arrivant à Livry, nous traversions avec peine la foule qui entourait la simple demeure du prince. Les chevaux, les carrosses, les gens de livrée, le peuple,

les personnes du monde, les gardes nationaux de Paris encombraient les dehors, les cours, les antichambres, les salons. De longues tables remplissaient plusieurs pièces au rez-de-chaussée. Elles étaient continuellement servies de mets et de vins délicats pour tous ceux qui voulaient s'y asseoir. Le vin de Champagne y était versé à profusion [1]. Monsieur s'était prêté à tous les hommages. Ses manières, simples avec élégance, franches avec dignité, avaient charmé les flots du monde qui se pressait autour de sa personne ; on répétait ses heureuses reparties, et l'impression était si vive, qu'elle se communiquait dans toute sa force, même à ceux qui se retiraient sans avoir pu l'approcher. Mais l'enthousiasme avait surtout gagné les soldats citoyens, réunis pour former la garde d'honneur du prince ; ils voulaient consacrer par un signe extérieur ce renouvellement de l'ancienne alliance. La cocarde officielle ne leur avait pas suffi, et ils s'étaient partagés des rubans blancs qu'ils attachaient à leurs boutonnières. Les premiers avaient été fournis par des dames qui les avaient détachés de leur parure. C'est là que prit naissance cette espèce de signe de ralliement qu'on a continué à porter, en suspendant à ce ruban un lis en argent.

Je passai rapidement à travers ce théâtre de touchantes émotions, et j'entrai chez le prince. Son regard plus caressant semblait me remercier des joies de son cœur. J'appelai immédiatement son attention

1. M. de Talleyrand disait que « son gouvernement provisoire avait été le meilleur marché qu'on ait eu, car il n'avait exactement rien coûté. » — « Je le crois bien, lui répondit-on, vous n'avez payé personne, ni vos cuisiniers, ni vos ambassadeurs. »

sur les affaires, dont il s'inquiétait moins que moi. Il avait confiance en sa fortune, plus qu'en lui-même, et surtout, il avait une foi implicite en la Providence. Il n'était point ému au récit des singulières imprévoyances de M. de Talleyrand, des préjugés et des entraînements démocratiques d'Alexandre, des folles prétentions du Sénat, des tergiversations du gouvernement provisoire. C'était même avec le sourire sur les lèvres qu'il lisait la délibération rédigée par M. Beugnot, dont un autre aurait bien pu se choquer. Nous passâmes en revue tous ces points difficiles, sans qu'il y attachât une grande importance, ou en cherchât la solution. Ce n'était pas pour lui le moment de raisonner. Il était tout à ses impressions : la France de sa jeunesse se représentait à lui, et il couvrait d'un voile les tristes souvenirs du temps où il en était séparé.

Je cédai la place au général Pozzo di Borgo, envoyé par l'empereur de Russie, pour souhaiter la bienvenue au frère du Roi. Il tenait officiellement le langage de son maître ; mais il voulait plaire, et en modifiait les expressions pour les conformer aux pensées de Monsieur. Quoi qu'on fasse, le diplomate met toujours du sien dans l'accomplissement de sa mission.

XXI

Nos fêtes allaient commencer. J'avais précédé celui qui en était le héros au lieu du rendez-vous, où douze ou quinze chevaux étaient préparés pour le prince et

sa suite. Je montai sur celui qui me fut offert. Les deux côtés de la route étaient couverts de gens, principalement de la campagne ; le milieu, de cavaliers. Parmi ces derniers étaient les étrangers les plus marquants, les généraux, les ministres et autres. On y voyait mêlés les uniformes de toutes nations, les cocardes de toutes couleurs ; ils avaient mis une sorte de grâce et de déférence à faire nombre au cortège du prince, mais ils avaient soin de se tenir en arrière à une assez grande distance de nous. Au reste, il n'y avait aucun ordre marqué ; nous étions sept ou huit autour du prince, en avant, en arrière, ou même à ses côtés, suivant les hasards de la marche. Le ciel nous prêtait le plus beau soleil d'avril.

A mesure que nous approchions de la barrière, un plus grand nombre de personnes se présentaient, venant à cheval au-devant de Monsieur.

C'était pour nous une occasion de renouveler les cris de « Vive le Roi ! » Quelques-uns en paraissaient embarrassés, et entre autres le duc de Montmorency. Il semblait intimidé.

— Allons, vive le Roi, M. de Montmorency, lui cria quelqu'un ; cela ne doit pas vous coûter !

Il hésita un instant, puis il reprit : « Vive le Roi ! »

Ces cris, expressions de la joie qui débordait, pouvaient bien paraître irritants à quelques-uns de ceux qui venaient au-devant de nous. C'est ce qui arriva au moment où nous touchions la barrière. Quelques

1. Madame la duchesse de Montmorency avait accepté, avec le titre de comtesse, une place de dame de l'impératrice. La restitution de ses biens séquestrés en avait été le prix, la raison, l'excuse ou le prétexte.

maréchaux et généraux de l'empire, Ney, Marmont, Moncey, Serrurier, Kellermann, etc., portaient encore à leurs chapeaux la cocarde et les plumes aux trois couleurs. Les cris de Vive le Roi ! éclatèrent encore plus accentués à leur approche, comme pour les contraindre. Ils restèrent étonnés. Quelques-uns remuaient le bout des lèvres ; on ne pouvait pas juger si c'était un assentiment ou une protestation. Mais le visage du maréchal Ney ne laissait pas de doute ; ses traits étaient contractés, des rayons de colère semblaient sortir de ses yeux. On aurait dit qu'il retenait à peine sa main sur la garde de son épée. Cependant, il prononça au nom de ses compagnons d'armes quelques paroles saccadées qu'il avait apprises par cœur. Elles ne revenaient pas toutes à sa mémoire. Il parlait déjà de leur fidélité. Monsieur répondit par une phrase gracieuse qui rappelait leur gloire. Ils se mirent tous à la suite du prince, pêle-mêle avec nous qui l'entourions. Mais leurs figures sombres et contraintes donnaient assez l'idée de ces rois vaincus qui suivaient le char du triomphateur romain. Ils n'étaient pas encore rassurés sur leur avenir.

Le cortège était nombreux et imposant lorsque Monsieur trouva à l'entrée de Paris le gouvernement provisoire. M. de Talleyrand s'exprima en bons termes, et d'autant plus convenables qu'ils étaient brefs. Immédiatement après, le préfet et le conseil général de la Seine vinrent présenter au prince royal les clefs de la ville, en vermeil, sur un grand plat d'argent. La harangue de M. de Chabrol fut écoutée avec toute la faveur que méritaient les premiers citoyens qui avaient osé exprimer hautement les vœux de la France. Les

réponses de l'héritier du trône n'étaient point préparées ; puisées dans son cœur, elles ne furent embarrassées que par l'émotion que trahissait le son de sa voix ; surtout en parlant au corps de ville.

Dans la partie du faubourg Saint-Martin et dans le faubourg Saint-Denis, que nous traversions d'abord, la réception n'eut rien de remarquable. Les maisons y étaient alors peu nombreuses et misérables, et la population toute disséminée. Mais, à mesure que nous approchions des boulevards, la foule augmentait ; elle se serrait autour de nous, et bientôt les flots du peuple grossirent considérablement. L'expression des sentiments publics devenait plus vive de moment en moment ; les yeux et les bras s'élevaient au ciel pour le prendre à témoin et le remercier de l'heureux événement. Les gardes nationaux qui formaient la haie sur notre passage partageaient cet élan général, et parvenaient à peine à contenir la foule. Celle-ci était amoncelée non seulement dans les rues où passait le cortège, mais encore au loin, à droite et à gauche, et, autant que la rue pouvait s'étendre, dans celles que nous ne faisions que traverser. Nous entendions ces voix lointaines, et, lorsqu'elles se perdaient dans la distance, les chapeaux agités au-dessus des têtes montraient l'exaltation universelle. Les maisons semblaient trop étroites pour contenir la population qui les remplissait. On aurait dit qu'elles regorgeaient par les fenêtres, les portes et les toits. On voyait des jeunes gens, des femmes, suspendus à toute hauteur, aux saillies de l'architecture, même lorsqu'elles n'offraient que des appuis insuffisants et dangereux. Les drapeaux blancs s'improvisaient partout ;

et, à mesure que nous approchions, on les agitait en tous sens; personne ne songeait alors à discuter l'opportunité de conserver les trois couleurs.

C'est au milieu de ce triomphe que nous arrivâmes à la porte de Notre-Dame. Le prince fut reçu par le clergé. Le cardinal Maury n'y était pas. La foule avait forcé toutes les barrières; les prêtres qui environnaient Monsieur, et le dais qu'on portait sur sa tête, le protégeaient à peine. Pour nous, nous avions toutes les peines du monde à ne pas être séparés de sa personne. Foulés et repoussés dans tous les sens, nous avancions à peine. J'atteignis cependant le fauteuil où Monsieur était assis, et me plaçai debout derrière lui. J'y étais pressé par la foule, et le maréchal Ney était tout contre moi. Jamais l'église n'avait vu tant de monde. Le corps de ville, les cours supérieures et les autres autorités avaient des places marquées; mais elles étaient envahies; le Sénat seul ne s'y trouvait pas en corps. Il en avait délibéré; mais personne ne remarquait son absence. Le *Te Deum* entonné par le clergé était répété par l'assistance, et le *Domine salvum fac regem* fut chanté par dix mille voix. — Pendant ce temps, le maréchal Ney me demanda si j'étais attaché à la personne de Monsieur. Il avait besoin d'exprimer son étonnement.

— Mais Monsieur, disait-il avec naïveté, comprenez-vous un pareil enthousiasme, une telle exaltation? Qui aurait pu le croire?

— Je l'admire, Monsieur le maréchal, mais j'en suis moins étonné que vous. J'étais mieux placé pour le deviner; cet élan national était facile à prévoir.

Il n'en revenait pas; mais déjà il était gagné par

l'irrésistible influence des sentiments publics. En effet, dès que nous eûmes repris nos chevaux et notre marche pour nous rendre aux Tuileries, les maréchaux se placèrent en évidence en avant de la personne de Monsieur. Ils recevaient ainsi la première explosion de ces cris mille fois répétés : « Vive le Roi ! vive le comte d'Artois ! vivent les Bourbons ! » Et si la lassitude interrompait un moment ces acclamations, les maréchaux eux-mêmes les faisaient redoubler en donnant le moindre signal de la voix, ou en élevant leurs chapeaux, encore chargés des couleurs de la Révolution. Les paroles manquent pour dire les manifestations du sentiment universel. Les visages, les gestes, les larmes exprimaient le transport des cœurs. Il était tel, que beaucoup mourront sans l'avoir éprouvé, et que les siècles passent sans en citer de semblables exemples. Des hommes, des femmes surtout, forçaient la ligne que marquait notre passage ; on se précipitait sur la personne royale ; on embrassait ses genoux ; on embrassait ses bottes, et ceux qui ne pouvaient pas l'atteindre couvraient son cheval de leurs caresses. Il est positif que trois ou quatre payèrent de leur vie ces émotions, trop fortes pour la faiblesse de leurs organes.

Ce que je raconte se passait à la clarté du soleil et devant cinq cent mille témoins. Beaucoup l'ont oublié depuis, au point de ne plus croire ce qu'eux-mêmes avaient vu, ce qu'eux-mêmes avaient éprouvé !

XXII

Nous étions enfin arrivés au bas de l'escalier des Tuileries ; tout le cortège s'était arrêté dans la cour. Les maréchaux étaient seuls entrés avec nous, et nous leur laissions les places d'honneur, les plus rapprochées de la personne royale. Au moment de monter les premières marches, le prince, si remarquablement leste et dispos de sa personne, se trouva fatigué au point de pouvoir à peine les gravir. Les maréchaux le prirent sous les bras pour l'aider et presque le porter. Nous cherchions la raison de cette singulière prostration de forces. Ce n'était pas la fatigue du chemin, que nous avions fait à cheval, et au pas le plus lent. Il fallait plutôt l'attribuer aux fortes émotions que le frère de Louis XVI avait dû éprouver, au contraste de ses souvenirs déchirants et des joies suprêmes de l'heure présente. — Nous conduisîmes Monsieur aux appartements qui lui étaient préparés dans l'aile du château qui avoisine le pavillon de Flore, et qui furent dans la suite occupés par madame la Dauphine. Les maréchaux prirent bientôt congé ; ils étaient séduits et entraînés. Leurs regards, en quittant le prince, étaient pleins d'affection et de confiance pour lui ; mais en même temps leurs yeux, en se portant sur nous, témoignaient de leur méfiance et de leur inquiétude.

Monsieur m'emmena dans son cabinet comme pour me remercier des triomphes de cette belle journée. Les princes, alors même qu'ils éprouvent le plus de reconnaissance, préfèrent les témoignages muets. Je lui parlai entre autres de cette transformation si rapide et si complète des chefs de l'armée, et même des regards méfiants qu'ils avaient jeté sur nous au moment où ils le quittaient. C'était chez moi une sorte d'habitude, de chercher à deviner ce qu'on ne dit pas. Je proposai à Monsieur de choisir sur-le-champ, quatre aides de camp ou adjudants généraux, et je désignai, entre autres, les généraux Nansouty, Lauriston, La Grange et Montélégier. Ils s'étaient montrés, les premiers et de leur propre mouvement, disposés à embrasser la Restauration. Mais cela ne se passait pas ainsi avec mon prince; il acceptait, il approuvait les idées, mais il différait l'action; au moins ne cédait-il qu'à une position officielle que je n'avais pas.

Le lendemain, le comte Jules de Polignac[1] m'adressa sous une forme assez déférente, des reproches un peu aigres au sujet des conseils que je donnais. Il me demanda s'il était juste de placer entre eux et Monsieur des généraux qui les primeraient par la supériorité de leurs grades, acquis en combattant contre le Roi, pendant qu'eux-mêmes gémissaient dans les fers et avaient été sur le point de périr sur l'échafaud, pour le service du Roi. — Je lui répondis qu'il y avait, suivant moi, des intérêts plus grands que ceux qui nous étaient personnels : les intérêts de la monarchie.

1. Le même qui devait plus tard porter le titre de prince, que lui conféra le pape.

Je ne pensais pas que ni lui, ni moi, fussions les seuls liens convenables pour rattacher la France d'aujourd'hui avec les princes d'autrefois; du moins, le Roi serait bien à plaindre de n'avoir pas d'autres serviteurs.

Cette affaire en resta là. Je tenais le mauvais côté de la question ; entre *faire* et *ne pas faire*, le dernier était toujours préféré. L'algarade de M. de Polignac révélait une des grandes difficultés de toute restauration : reconnaître les services de ses partisans, et en même temps rattacher et rassurer ceux qui ont suivi des partis contraires ; équilibrer les droits des uns et les justes prétentions des autres, telle est la condition de tous les pouvoirs à rétablir. Mais nous étions jetés dans un tel mouvement, que malgré mes rapports continuels avec Monsieur, il était impossible de traiter une seule question un peu générale. Dès ce premier moment, il était inondé d'adresses, de lettres et autres écrits, mêlés déjà de quelques demandes dictées par les intérêts personnels, qui ne dorment jamais.

Au moment de mon départ pour Nancy j'avais prévu que Monsieur, dès son arrivée, aurait besoin de former un cabinet pour répondre à toutes les demandes qui lui seraient adressées, et pour les expéditions qu'il voudrait faire. J'aurais voulu réunir des personnes qui fussent bien à nous. Dans l'impossibilité où j'étais de faire un pareil choix, j'en avais parlé à M. l'abbé de Montesquiou, qui m'avait proposé MM. Royer-Collard et Becquey; mais il les avait tellement grandis qu'ils dépassaient le simple service de bureau qui nous était nécessaire. Je chargeai le comte de Juigné de réunir

cinq ou six jeunes gens bien zélés, bien dévoués. Parmi eux étaient M. Charlet et son frère ; le premier fut bientôt placé, sur ma recommandation, auprès de madame la duchesse d'Angoulême, dans un poste de confiance qu'il a rempli avec honneur et dévouement jusqu'aux derniers jours de cette princesse. — Le lendemain de notre arrivée, je les installai dans un bureau à l'entresol des Tuileries, où se trouvait auparavant le dépôt des cartes de Napoléon. Je les employais à nos écritures, ainsi qu'à répondre aux lettres et aux nombreuses requêtes qu'on adressait au frère du Roi. MM. de Montciel et de la Maisonfort, qui étaient venus rejoindre le prince, l'un de Franche-Comté, l'autre d'Angleterre, m'avaient demandé à travailler dans ce bureau, et j'avais accepté avec plaisir un secours qui m'était utile au milieu de tant d'autres préoccupations.

M. de la Maisonfort avait, parmi ceux qui arrivaient, une réputation d'esprit et de talent littéraire. Il avait en effet l'un et l'autre, mais comme les gens du monde il y a soixante ans. Il avait fait d'assez jolis vers, des épigrammes, des romances, dont les sujets étaient tirés des *Liaisons dangereuses*. Il avait même ajouté des lettres à une nouvelle édition de celles à Emilie sur la Mythologie ; ses travaux politiques avaient donné depuis une plus haute idée de sa capacité. Après le licenciement de l'armée des princes, en 1792, il avait cherché de l'emploi ; il s'était mêlé aux négociations de Fauche-Borel avec le général Pichegru, et plus tard à celles qui avaient été entamées avec Barras. Il avait été envoyé à Saint-Pétersbourg pour obtenir de l'empereur Paul Ier l'exécution des engagements pris avec

Barras, tant au sujet des opérations militaires que du payement des sommes stipulées. Revenu à Paris en 1800, il y fut arrêté, enfermé au Temple, puis exilé à l'île d'Elbe. S'étant échappé, il se rendit en Russie, et obtint d'être employé en qualité de conseiller de l'ambassade russe à Londres. C'est dans cette situation qu'en 1813 il publia, sans nom d'auteur, l'ouvrage qui parvint à Paris, sous le titre de *Tableau politique de l'Europe depuis la bataille de Leipsick*, ouvrage dont j'ai déjà parlé. Après la rentrée du Roi, il devint maréchal de camp, conseiller d'État, directeur du domaine extraordinaire et membre de la Chambre des députés, en 1815. Ses opinions y furent d'abord des plus prononcées; mais il les modifia bientôt, condition nécessaire pour la conservation de ses emplois. Depuis on l'a vu occuper dans la diplomatie des fonctions d'un ordre élevé[1].

Tel était le personnel administratif que nous avions à notre disposition au moment de l'arrivée de Monsieur à Paris.

Il nous importait avant tout, désormais, de remettre entre les mains de Monsieur l'autorité dans toute sa plénitude, afin qu'il pût pourvoir aux plus pressantes nécessités du peuple, et préparer l'arrivée du Roi, de telle sorte que, rentrant en France avec toute sa souveraineté, il accomplît, dans sa sagesse, l'œuvre de la Restauration. Tel était le but indiqué à nos efforts, et auquel nous parvînmes au milieu des

1. Il a été, avant moi, ministre de France auprès du grand-duc de Toscane ; il retournait à son poste, en 1826, lorsque la mort le surprit en route.

obstacles de toute nature. Peut-être aurions-nous fait davantage ; mais le respect religieux que Monsieur portait à celui qui était revêtu du caractère de la royauté était une raison, et souvent même un prétexte pour rejeter toute détermination qui ne lui paraissait pas absolument nécessaire.

Le lendemain, au moment où Monsieur sortait pour aller visiter l'empereur de Russie et le roi de Prusse, alors que son carrosse et les voitures de sa suite, traînés par de beaux attelages, étaient escortés par la brillante cavalerie de la garde nationale et environnés d'une population ardente à exprimer ses sentiments, je me tournai vers le comte de Bruges.

— C'est cependant nous qui avons fait tout cela, lui dis-je, avec un sentiment plus haut que celui de la vanité.

XXIII

La foule se pressait à l'intérieur des Tuileries autant qu'au dehors. Ces réceptions publiques ne ressemblaient à aucune autre. Tout le monde s'y présentait à volonté. Il n'y avait point de demandes, point d'exclusions, point de gardes, point de méfiance. Cette affluence dura plusieurs jours, et chaque jour, pendant plusieurs heures. Monsieur semblait porté par les flots de cette foule immense qui se renouvelait sans cesse. Ceux qui voulaient personnellement être présentés n'avaient d'autre

embarras que de traverser cette multitude pour s'approcher du prince, et de dire leur nom au premier gentilhomme de service. Il n'y avait pas même à redouter la familiarité des Parisiens. Monsieur, sans rien perdre de sa grâce, conservait toute sa dignité, et l'on aurait essayé en vain de compter les mots heureux qu'il jetait au hasard. Beaucoup de ces nouveaux venus arrivaient pleins d'enthousiasme, et ravis d'un retour aussi inespéré. D'autres, — de bonne foi — se persuadaient les sentiments qu'ils voulaient avoir. Il est si commode de suivre le char du vainqueur ! Il y avait enfin des ambitieux qui se hâtaient de prendre date, et de ces indifférents qui suivent la foule où elle les conduit.

Le seul incident de ces réceptions à bras ouverts fut l'embarras du duc de Maillé, lorsque M. de Piré se présenta dans la foule pour être nommé au prince. Le premier gentihomme était encore ému du récit de l'événement de Chaumont, de l'arrestation du convoi de Nancy, par les coureurs du général de Piré, et des dangers qui avaient menacé le comte d'Artois, s'il se fût trouvé dans cette bagarre. Il ne sut ce qu'il avait à faire, et, tirant le prince par le pan de son habit, il lui dit, à voix basse, que le général de Piré était à ses côtés.

— Bonjour, M. de Piré, dit le prince en tournant la tête, et sans s'arrêter, mais avec la gracieuse expression de sa physionomie.

Le général en voulait davantage ; il ne manquait pas d'audace pour suivre ses prétentions. Il voulait rappeler les souvenirs de Monsieur dont il avait été personnellement connu. Émigré avec ses parents,

M. de Piré, alors très jeune, avait été accueilli dans la société du prince comme un enfant d'une grâce remarquable et d'une rare beauté. Plus tard, il quitta cette vie de loisirs, et partit pour faire ses premières armes. C'était à l'expédition de Quiberon. Échappé à ce désastre, il parvint à rejoindre le comte de Puisaye, servit sous ses ordres et sous ceux de Georges Cadoudal, et fit remarquer sa bravoure. C'est par cette route fort indirecte, que M. de Piré avait obtenu lors de la pacification de la Vendée, en 1797, un emploi dans l'armée, et, par de plus brillants services s'était élevé aux plus hauts grades.

J'ignorais l'incident qui s'était produit à son occasion, au cours de la réception du matin, lorsque je vins le soir dans le salon de service du prince. Je m'étais assis auprès du comte de Bruges, sans prendre garde à un monsieur en frac gris et en chapeau rond, qui marchait assez précipitamment de la porte d'entrée à celle qui conduisait aux appartements du prince. Mais les murmures inarticulés du comte de Bruges ayant éveillé mon attention, je lui demandai à qui il en avait.

— Ne voyez-vous pas ce monsieur, me dit-il, qui, avec son air insolent, semble vouloir forcer la porte du prince, sans attendre la réponse de Polignac qui est allé prendre les ordres de Monsieur!

Je jetais les yeux sur cet inconnu sans y faire autrement attention, lorsque je vis le comte Jules de Polignac le prendre à part pour lui dire que Monseigneur ne pouvait pas le recevoir. Il se mit alors à élever la voix avec une hauteur et un ton de reproche fort inconvenant. Je me levai pour venir au ecours des

M. de Polignac qui expliquait à son interlocuteur les griefs qui empêchaient Monsieur de le recevoir jusqu'à ce qu'il fût mieux instruit à ce sujet. L'autre répondit d'un ton très élevé qu'il ne concevait pas comment on pouvait l'inculper à cette occasion, qu'il avait été totalement étranger à tout ce qui pouvait donner de semblables soupçons. Ces paroles me firent deviner que c'était M. de Piré à qui nous avions affaire. J'étais appuyé contre une console, les bras croisés sur ma poitrine ; M. de Piré et Jules de Polignac se faisaient face devant moi.

— Cependant, lui dis-je, vous ne sauriez nier, Monsieur, que vous étiez à Chaumont le 25 mars, à la tête d'un corps de cavalerie, et qu'on a amené devant vous un convoi de personnages arrêtés sur la route de Nancy.

— Et puis, monsieur ? dit M. de Piré.

— Et puis les officiers de votre état-major ont cherché avec soin si Monseigneur n'était pas au nombre de ces prisonniers.

Je racontai alors, dans le plus grand détail tout ce qui s'était passé ce soir-là dans son salon et dans son cabinet, de manière à le rendre stupéfait.

— Mais enfin, comment prétendez-vous savoir tout cela ? me dit-il.

— Ah ! bien facilement, lui dis-je, puisque j'y étais.

— Vous y étiez, Monsieur ? c'est impossible, car je ne vous y ai pas vu.

— Ma foi, Monsieur, j'en suis heureux, car vous m'y auriez probablement fait un mauvais parti.

— Qui vous dit cela ? Et d'ailleurs, si c'eût été mon devoir, pourquoi pas ?

A ces mots, une des personnes qui s'étaient approchées de notre groupe, de plus en plus animé, — c'était le comte de Messey, un des commandants de la garde nationale à cheval, — prit brusquement le général par le bras, et le conduisit assez rudement à la porte du salon en le poussant sur l'escalier. Je m'interposai pour qu'il ne lui fût fait aucune violence, et qu'il pût se retirer tranquillement.

Vers la fin de l'année, le maréchal Soult était au ministère de la guerre. Il m'envoya M. d'Albignac, son secrétaire général, pour me donner communication d'une lettre du général de Piré. Je l'avais perdu de vue depuis la scène des Tuileries. J'appris par cette lettre qu'il avait été envoyé à Rennes, sous une sorte de surveillance. Il écrivait au maréchal « qu'il était victime d'injustices et de persécutions, qu'il en connaissait bien l'auteur; il s'adressait d'abord au ministre pour obtenir la réparation de ses torts. Si le ministre ne lui rendait pas justice, il la demanderait au Roi, et s'il n'en était pas écouté il s'adresserait aux Chambres; enfin s'il était repoussé par celles-ci, il s'en prendrait directement à M. de Vitrolles. » — C'était un langage auquel nous n'étions pas accoutumés. Je mis au bas de la lettre ce que tout le monde y aurait mis à ma place. Je cite ces détails comme une explication, si ce n'est une excuse, de l'ardeur et même de la violence avec laquelle M. de Piré se jeta dans le mouvement imprimé à l'armée par le retour de Bonaparte, à l'époque des Cent-Jours.

Je dois ajouter que plusieurs années après, à l'occasion de rapports ultérieurs que j'eus avec M. le comte de Piré, ce général me mit sous les yeux les ordres

qu'il avait reçus en 1814, du prince de Neuchâtel, major général de l'armée. C'était au moment où Napoléon faisait sur Saint-Dizier cette pointe qui lui fut si fatale. Le général de Piré recevait l'ordre de se porter sur les derrières de l'armée ennemie, pour troubler et intercepter ses communications. Dans ces ordres écrits, rien n'indiquait ni la personne du comte d'Artois, ni le convoi partant de Nancy. Mais il était bien probable que le général de Piré avait été informé, soit par des habitants de Nancy, soit par le maître de poste lui-même, des vingt-cinq chevaux commandés dès la veille pour une nombreuse suite de voitures, et qu'il avait supposé que ces attelages étaient destinés aux voitures de M. le comte d'Artois. Il serait injuste d'ailleurs, de prévoir ce qu'aurait fait M. de Piré si le prince fût tombé entre ses mains. Heureusement pour lui, il fut préservé de prendre conseil de son ambition, de la subordination militaire, enfin de ce qu'il aurait probablement appelé son devoir.

XXIV

Les personnages de plus haute importance demandaient à Monsieur des audiences particulières. Elles n'étaient jamais refusées et servaient à faire connaître au prince les hommes de quelque influence. Il y portait un jugement admirable. Lanjuinais avec son indépendance bretonne l'avait particulièrement frappé. Ce janséniste politique avait suivi la Révolution dans

toutes ses phases sans participer à aucun de ses crimes, et toujours pour en modérer les excès. Depuis, membre du Sénat, il s'était prononcé contre le consulat à vie et contre l'établissement impérial.

— Quoi ! s'était-il écrié dans une éloquente allusion à la patrie de Napoléon ; les Français prendraient un maître là où les Romains dédaignaient de choisir leurs esclaves !

En dernier lieu, il avait été ardent à la déchéance de Napoléon.

Monsieur me racontait son entretien avec lui, et faisait très bien ressortir ce qu'avait de piquant le mélange de sentiments favorables et d'opposition anticipée qu'il avait remarqués en lui.

Le général Beurnonville, membre du gouvernement provisoire, avait demandé aussi une audience. L'emploi qu'il avait eu, avant 1789, dans les gardes de Monsieur, le rapprochait de nos princes. Il avait ensuite commandé les armées, sous Dumouriez, et sa bravoure personnelle l'avait fait surnommer l'*Ajax français*. Depuis, son nom avait retenti à toutes les époques, dans des situations diverses. Appelé au ministère de la guerre, en 1793, il fut en butte aux poignards des factieux qui voulaient pousser aux extrêmes. Son refus de se prêter aux projets de Dumouriez, qu'il dévoila, le fit mettre au nombre des commissaires envoyés à l'armée pour arrêter le général. Livrés à l'Autriche, ils furent conduits dans les prisons d'Olmütz et, plus tard, échangés contre la personne de Madame Royale. Son activité et sa bonne renommée furent mises à l'épreuve de divers emplois militaires et civils. Bonaparte en fit son

ministre à Berlin et son ambassadeur à Madrid. Il porta dans ces diverses fonctions sa grande droiture, son caractère plein d'honneur. Il était difficile de comprendre comment son jugement très sain, et un sens remarquable ne le préservaient pas des naïvetés de ses paroles : elles ont été célèbres, et il ne perdit pas de temps, pour en donner un échantillon au prince, dès cette première audience.

— Monseigneur, lui-dit-il, à présent que vous voilà ici, tenez-vous y bien ; nous ne pouvons en ce moment rien faire pour votre service ; mais si une fois vous êtes bien établi, d'une manière inébranlable, vous ne trouverez pas de serviteur plus fidèle, plus dévoué que moi.

Tout le monde au reste sortait enchanté de ces communications publiques ou particulières. L'arrogance du pouvoir de l'Empire faisait ressortir la bonne grâce de l'ancien temps. La parfaite politesse de Monsieur était l'expression de la bienveillance de son cœur ; son esprit, toujours présent, toujours plein d'à-propos : se portait plus naturellement aux choses légères, mais était suffisant aux plus sérieuses, dès qu'on l'y ramenait. De ce côté, nous avions toute satisfaction ; l'impression qu'il produisait allait jusqu'à l'enthousiasme, et elle était plus grande, à mesure qu'on avait approché plus près de sa personne.

Mais ces hommages, ces triomphes faciles, attributs du pouvoir souverain, n'en étaient pour nous que les apparences. Tout le monde se jetait aux pieds du prince, depuis les plus hautes ambitions, jusqu'aux dernières misères, et cependant, il n'avait ni puissance, ni autorité, et, séduit par ses succès, il ne s'in-

quiétait pas assez de cette position incertaine, indéfinie.

Placé à l'autre aile du château, au rez-de-chaussée du pavillon Marsan, le gouvernement provisoire gardait la souveraineté, ne sachant ni l'exercer ni s'en démettre. Aussi avais-je sans cesse l'esprit tendu sur les moyens de faire cesser une telle anomalie : les uns revêtus de l'autorité légale, n'avaient pas la moindre influence, et l'autre, salué comme représentant de la souveraine puissance par la France entière, n'avait pas le moindre pouvoir. J'allais continuellement chez M. de Talleyrand ou dans le salon du gouvernement; on y causait, mais on n'y délibérait jamais. Je proposais successivement toutes les idées admissibles, toutes les formes qu'on pouvait prendre pour investir Monsieur de l'autorité qui lui appartenait. Ces messieurs n'avaient point de réponse sur le droit, mais les objections sur la forme et les moyens étaient sans nombre. Nous n'en étions plus à nous arrêter à l'impertinente délibération qui aurait placé le lieutenant général du royaume mesquinement, et, pour ainsi dire, furtivement à la place de M. de Talleyrand; le mouvement de l'opinion était trop favorable pour qu'on renouvelât de pareilles propositions; mais on nous opposait toujours l'impossibilité de faire reconnaître au Sénat et aux députés des pouvoirs qui étaient en contradiction avec leurs dernières délibérations. On nous serrait ainsi dans un cercle de conséquences si étroit, qu'on ne pouvait en sortir qu'en le brisant, et l'on s'y refusait plutôt par timidité que par ambition du pouvoir. Ils s'exagéraient les obstacles. J'essayai de les lever sans eux.

Je fis appeler un jour deux ou trois membres du Corps législatif, avec qui j'avais des relations personnelles. J'aurais voulu décomposer la résistance du Sénat en lui opposant un acte de cette autre assemblée, moins impopulaire. Dalberg se trouvait chez moi lorsqu'ils y vinrent; j'aurais voulu un autre témoin et un meilleur secours. Je leur proposai de reconnaître, les premiers, les pouvoirs du lieutenant général du royaume, et, après leur avoir exposé les raisons les plus persuasives en faveur de cette détermination, je cherchai à exciter leur jalousie contre le Sénat, qui avait usurpé à leur détriment un pouvoir si contestable. Les assemblées sont plus accessibles que les individus à ces sentiments humains. Je les trouvai cependant incertains, embarrassés, non qu'ils fussent arrêtés par aucune résistance d'opinion ou de principes : ils étaient tout à nous. Mais, à cette époque, personne n'était préparé à prendre un parti politique. Ce qui paraissait de plus audacieux dans les actes du Sénat n'était au fond qu'obéissance et servilité. Mes bons députés n'étaient guère plus hardis. Ils n'étaient pas, disaient-ils, en nombre suffisant à Paris. Eux-mêmes n'étaient pas des plus influents. Nous devrions les convoquer.

— Vous convoquer ! repris-je, c'est un mois, au moins trois semaines, et alors à quoi pouvez-vous nous servir ? Et, qui êtes-vous, ajoutai-je en élevant la voix, pour résister aux volontés du Roi ! Les restes d'un corps de représentants, qui ne représente plus rien, ni la France, ni l'opinion publique. Si Monsieur veut vous casser, cet acte de son autorité se fera aux applaudissements de la population entière.

Il en serait de même du Sénat, et nous n'aurons pas autre chose à faire, si, au lieu de l'appui que nous devons attendre de vous, vous ne nous présentez que faiblesse et mauvaise volonté.

Ce langage emportait bien plus de conviction que tout autre raisonnement ; mais j'étais seul à le tenir. Ils me promirent de sonder et de préparer les dispositions de leurs collègues, et de me rendre compte de leur succès. — Dalberg frémissait de ce qu'il appelait mon audace ; et quand ils furent partis, il me demanda avec inquiétude où je prenais l'autorité de ce discours. Je ne pouvais pas lui dire que Monsieur l'eût approuvé ou même qu'il fût disposé à le soutenir.

FIN DU TOME PREMIER

NOTES

NOTES

NOTE B

RÉSUMÉ DES NÉGOCIATIONS DE CHATILLON

(d'après des documents qui n'ont pas été publiés).

. . . . . .

Le duc de Vicence était convaincu que les prétentions des cours alliées ne s'arrêteraient pas aux propositions de Francfort. Napoléon lui-même l'avait prévu dans la lettre qu'il écrivait à son ministre, le 4 janvier. A cette époque, où il était encore hors du mouvement de la guerre et de la fureur des batailles, sa vue portait plus juste sur les événements. Il pressentait tous les dangers de l'avenir, il se préoccupait même de ces Bourbons dont il n'aurait permis à personne de prononcer le nom. Ce qu'il en disait dans sa lettre du 4 janvier est développé dans les dépêches que M. de La Besnardière, chargé du portefeuille des relations extérieures, adressait à son ministre le 31 janvier..... « Sa « Majesté m'ordonne encore d'informer Votre Excellence « que la lettre de l'empereur d'Autriche à son auguste « fille est à peu près dans le sens de celle de M. Metter-

« nich : que l'empereur proteste de nouveau que, quels que « soient les événements, il ne séparera pas la cause de sa fille « et de son petit-fils, de celle de la France. Comme cela peut « avoir trait à des projets conçus par d'autres puissances, en « faveur des Bourbons, il importe de ne montrer à cet égard « aucune crainte, et de faire entendre que les Bourbons, « mis en avant, ne serviraient qu'à réveiller des senti- « ments bien opposés aux espérances de leurs partisans « et que, si un parti pouvait se former en France, ce serait « uniquement celui de la révolution, vulgairement appelé « *des Jacobins.* »

Plus tard, le 19 janvier, M. de La Besnardière, rendant compte à son ministre à Chatillon d'une entrevue avec l'Empereur, cite ces paroles remarquables : « Le système « qui ramène la France à ses anciennes frontières est « inséparable du rétablissement des Bourbons, parce « qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien « de ce système et l'Angleterre le sent bien, *la paix ainsi* « *faite* (avec lui, Napoléon,) *ne durerait pas trois ans.* Il ne « laissera pas la France moins grande qu'il ne l'a reçue, si « donc les alliés proposent les limites anciennes, il ne voit « que trois partis, combattre et vaincre, combattre et mou- « rir, ou enfin, si la nation ne le soutient pas, *abdiquer.* »

Ces propositions de Francfort auxquelles Bonaparte se rattachait sans cesse dans les revers de sa fortune, connues sous le nom de *bases sommaires* de Francfort, portaient 1° l'union indissoluble des puissances dans le but d'obtenir une paix générale ; — 2° elles indiquaient le Rhin ; les Alpes et les Pyrénées comme limites de la France ; — 3° elles posaient comme conditions absolues de la paix, l'indépendance de l'Allemagne, et celle de l'Espagne par le rétablissement de l'ancienne dynastie ; celle de la Hollande et de l'Italie devait résulter des négociations ; — 4° les sacrifices faits par l'Angleterre pour faciliter cette paix générale ; — 5° la réunion en congrès de toutes les puissances belligérantes.

A ces propositions qu'il aurait dû discuter et expliquer à son avantage, Napoléon avait répondu par une levée de trois cent mille hommes, et par l'assurance « qu'une

« paix basée sur *l'indépendance de toutes les nations* tant sous « le point de vue continental que sous le point de vue « maritime *avait été l'objet constant de sa politique.* »

De telles paroles, prononcées par celui qui n'avait eu d'autre politique que la conquête et qui avait foulé tous les peuples sous les pieds de la victoire étaient une énormité, si elles n'étaient pas une dérision. Elles furent regardées comme le refus de la paix, quoiqu'il eût l'air d'en accepter les négociations. Comment aurait-on pu imaginer, au commencement de février, que les succès de l'invasion en Hollande, en Belgique et en France, l'indifférence des populations dont les alliés avaient pu redouter le soulèvement, le progrès de leurs armées, les combats de Brienne, la défaite de Bonaparte à la Rothière, l'occupation de Laon, de Sens, etc., n'auraient pas élevé leurs prétentions? En de telles circonstances leurs exigences mêmes étaient des garanties de leur sincérité à désirer la paix.

Le négociateur français à Châtillon est le seul qui ne se fît aucune illusion. Le 3 février, il demande à son maître, quels sont les sacrifices auxquels il veut consentir, *pour que la France reste France?* En réponse, il reçoit les pouvoirs qu'il avait demandés; les premiers ne lui laissaient d'autre latitude que de traiter sur les bases de Francfort, et en ce moment, c'était la rupture des conférences.

La lettre de M. de Bassano qui accompagne cet envoi, datée de Troyes le 4 février, porte: « Si l'on veut la paix, il « faut en finir promptement. Comme les alliés ont sûrement « arrêté leurs bases, vous devez déjà les avoir, les accep- « ter si elles sont acceptables, dans le cas contraire, nous « aurions les chances d'une bataille, et même de *la perte de* « *Paris et de tout ce qui s'ensuivra.* »

Quelques heures après un second courrier apporte au même ministre une lettre de M. le duc de Bassano, datée de Troyes le 5 février. C'était le jour même où, après le combat de la Rothière, Napoléon était contraint à se replier sur Nogent pour n'être pas débordé par les armées coalisées. « Au moment où S. M. va quitter cette ville, elle me charge « de vous faire connaître, en propres termes, *que S. M.* « *vous donne carte blanche* pour conduire les négociations à

« une heureuse fin, sauver la capitale et éviter une bataille « où sont les dernières espérances de la nation. »

Les plus sinistres conjectures pouvaient seules expliquer à M. de Caulaincourt un changement de dispositions si prompt et si complet, dont les causes ne lui étaient seulement pas indiquées.

C'est dans de telles appréhensions que le plénipotentiaire français entrait le lendemain à la seconde séance du congrès. Les ministres des cours alliées consignent au protocole les demandes suivantes : « Que la France rentre dans les limites qu'elle avait avant 1792, *sauf les arrangements d'une convenance réciproque*, et sauf les restitutions que l'Angleterre est prête à faire sur ses conquêtes pendant la guerre, qu'en conséquence la France abandonne toute influence directe hors de ses limites futures, et qu'elle renonçe à tous ses titres de souveraineté ou de protectorat sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse. »

Le ministre de France, après avoir fait toutes ses réserves, « déclare être prêt à s'expliquer sans retard et d'une ma- « nière positive sur ces propositions si les plénipoten- « tiaires des cours alliées voulaient faire connaître l'emploi « qu'on comptait faire des sacrifices territoriaux, et si, en « les faisant, on mettrait de suite un terme aux malheurs « de la guerre. » Ceux-ci prennent cette proposition *ad referendum*, c'est-à-dire à examiner pour y répondre plus tard.

Pressé par les circonstances, M. de Caulaincourt adresse, le 9 février, à M. de Metternich, une lettre confidentielle; mais, dans les rapports où se trouvaient les cours alliées, elle ne pouvait rester secrète. Il lui demande son concours pour que les plénipotentiaires soient autorisés à répondre affirmativement à ses dernières questions, savoir: « Si la « France, consentant à rentrer dans ses anciennes limites « obtiendra immédiatement un armistice? Si par un tel « sacrifice, un armistice peut être sur-le-champ obtenu, je « serais prêt à le faire. Je serais prêt encore, dans cette « supposition, à remettre sur-le-champ une partie des « places que ce sacrifice devra nous faire perdre. » Le prince de Metternich répond: « que l'empereur d'Autriche

« l'ayant autorisé à faire usage de sa lettre du 9 près des « cabinets alliés, les plénipotentiaires ont reçu l'ordre « d'entrer en pourparlers sur la proposition qu'elle ren- « ferme. »

L'effroi qu'inspiraient à M. le duc de Vicence des événements militaires tels, qu'ils avaient pu décider l'homme de la guerre à invoquer la paix pour sauver la capitale, autant que la profonde conviction de la nécessité de conclure cette paix, expliquent parfaitement cette démarche, la seule qui pût amener ce résultat tant désiré.

Mais le 12 février, M. Maret rend compte à M. de Caulaincourt du combat de Montmirail et il ajoute, sous la dictée de son maître : « L'Empereur croit que, pour le moment, « il ne peut plus être question pour les alliés de marcher « sur Paris..... Il ne peut y avoir de paix raisonnable que « sur les bases posées, par les alliés eux-mêmes, à Franc- « fort. *Tout autre paix ne serait qu'une trêve.* »

Cependant, le 17 février, s'ouvre la troisième séance du congrès, les puissances alliées acceptant, dans toute leur étendue, les concessions renfermées dans la lettre confidentielle adressée, le 9 février, par M. de Caulaincourt à M. de Metternich, qui leur a été communiquée, ont transmis à leurs plénipotentiaires un projet de traité dont M. de Stadion donne lecture.

Cet acte n'est autre que le développement des propositions consignées au protocole du 7 février (art. 2) Napoléon devait renoncer à tout ce que la France avait acquis depuis 1792, au royaume d'Italie, au protectorat de l'Allemagne et à celui de la Suisse. On lui rendait trois des Antilles et les comptoirs d'Afrique et des Indes. On faisait connaître la situation future de l'Espagne, rendue à Ferdinand VII, de la Suisse maintenue dans ses anciennes limites, de l'Italie et de ses États indépendants, de l'Allemagne, unie par un pacte fédératif, enfin de la Hollande sous la souveraineté de la maison de Nassau avec une extension de territoire.

Les alliés ne s'expliquaient pas autrement sur l'intervention de la France dans les arrangements ultérieurs. Et, quant à l'armistice demandé, les plénipotentiaires établissaient que l'acceptation du projet présenté rendrait inutile

l'armistice puisqu'il aurait l'effet d'une pacification complète.

On ne sait ce qu'aurait conseillé à M. de Caulaincourt sa conviction de la nécessité de la paix, si la lettre de M. de Bassano, du 12, ne l'avait pas mis en garde en rétractant la *carte blanche* qui lui avait été donnée et la pressante invitation qui lui avait été faite, de traiter à toutes conditions, au lieu de souscrire aux propositions des cours alliées. Le ministre de France soulève de nouvelles questions. Il élève des objections en faveur de la succession du prince Eugène au royaume d'Italie, de la royauté de Jérôme Bonaparte en Westphalie, et sur le sort réservé au roi de Saxe.

Et bien lui en prit.

Le même jour Bonaparte enivré des succès obtenus contre l'armée de Silésie et le général Blücher qui la commandait, et les exagérant outre mesure, brisait entre les mains de son ministre les fils de la paix à conclure. Il lui écrivait de Nangis :

« M. le duc de Vicence, je vous ai donné carte blanche, « pour sauver Paris et éviter une bataille qui était la der- « nière espérance de la nation. La bataille a eu lieu. La « Providence a béni nos armes. J'ai fait trente ou quarante « mille prisonniers ; j'ai pris deux cents pièces de canons, « un grand nombre de généraux et *détruit plusieurs armées, « sans presque coup férir*. J'ai entamé hier l'armée du prince « de Schwartzemberg, que j'espère détruire avant qu'elle ait « repassé nos frontières. Mon intention est que vous ne « signiez rien sans mon ordre, parce que seul je connais « ma position. En général, je ne désire qu'une paix solide « et honorable, et elle ne peut être telle que sur les bases de « Francfort. Je suis prêt à cesser les hostilités, *et à laisser « les ennemis rentrer tranquilles chez eux*, s'ils signent les « préliminaires basés sur les propositions de Francfort[1].

Ce fut dans cette boutade de forfanterie et après l'affaire

1. Le lendemain le duc de Bassano écrivait, sous la dictée de son maître : « Il « n'est pas sans vraisemblance que dans dix jours, les choses se trouvent dans « une telle situation que la *coalition soit dissoute*..., la chance a tourné, nous « ne sommes plus pressés. »

de Montereau, favorable à ses armes, que Bonaparte reçut la communication du projet de traité, présenté par les cours alliées. Sa colère se décèle au désordre de la lettre adressée à M. de Caulaincourt. Il lui reproche de ne rien connaître à la véritable situation des affaires : « Aussitôt que je serai « à Troyes, je vous enverrai le contre-projet que j'aurai à « donner. Je rends grâce au ciel d'avoir cette note; car il « n'y aura pas un Français dont elle ne fasse bouillir le sang « d'indignation[1]; c'est pour cela que je veux faire moi-même « mon *ultimatum*... Vous parlez toujours des Bourbons. « J'aimerais mieux voir les Bourbons en France avec des « conditions raisonnables, plutôt que de souscrire aux « infâmes propositions que vous m'envoyez... »

Il était dans le même paroxysme d'espérance, lorsque, deux jours après, il profita d'une occasion offerte pour écrire à l'empereur d'Autriche. Il se flattait toujours de le séparer de la coalition. Après avoir étalé les avantages de sa position militaire, et opposé les intérêts de l'Autriche à ceux des autres puissances et surtout de l'Angleterre, il disait formellement: *Jamais je ne céderai Anvers ni la Belgique.*

Ces paroles eurent un grand retentissement. Elles montraient aux plus incrédules que toute paix était impossible avec le violent dominateur de la France. Les puissances alliées comprirent qu'elles devaient s'unir plus étroitement et se préparer à une plus longue résistance. Décidées à ne poser les armes qu'après avoir assuré l'indépendance de leurs peuples et de leurs couronnes, elles se constituèrent en état de guerre permanent.

Tels furent les motifs qui décidèrent les cours alliées à resserrer leur union par un nouveau traité.

Ce traité, signé à Chaumont le 5 mars, était fait entre les puissances alliées dans l'intention d'assurer la continuation de la guerre, quel que fût le résultat de la campagne ou l'étendue de leurs revers; et, en même temps, de garantir l'ordre de choses qu'ils avaient établi par leurs armes.

1. Napoléon dut revenir de cette illusion, lorsque, ayant envoyé à Paris le projet de traité pour être discuté au conseil de régence, l'avis unanime des membres de ce conseil fut qu'il était convenable de traiter sur ces bases.

Chacune des grandes puissances s'engage envers les trois autres, à tenir constamment cent cinquante mille hommes en campagne ; l'Angleterre se réserve de fournir son contingent en argent et s'oblige, en outre, à payer à chacune des trois autres puissances un subside de cinq millions sterling. Toutes les précautions sont prises pour rendre indissolubles le lien qui les unit. Trois articles secrets terminaient ce traité. Le premier établit les conditions à obtenir, telles qu'elles avaient été proposées à Châtillon le 17 février. Par le second article, les cours alliées conviennent d'appeler l'Espagne, le Portugal, la Suède et le roi de Hollande rétabli, à accéder à ce traité. Enfin, elles prévoient dans le dernier : « la nécessité qui peut exister, *après un « traité définitif avec la France*, de tenir en campagne, pen- « dant un certain temps, des forces suffisantes pour proté- « ger les arrangements que les alliés devront faire *entre eux*, « pour le raffermissement de l'état de l'Europe. »

Les alliés s'unissaient plus entièrement que jamais devant les dangers dont le refus de la paix et les revers de la guerre les menaçaient. Que serait devenue la France, épuisée dans l'acharnement de cette guerre, si elle n'avait brisé entre les mains du terrible lutteur les armes qui ne pouvaient plus servir qu'à prolonger sa sanglante agonie ?

Mais il faut bien le remarquer, le traité par lequel les cours alliées resserraient leurs liens, au milieu des revers qui leur faisaient envisager la prolongation de la guerre et même la possibilité d'être rejetés au delà du Rhin, était principalement à leurs yeux un instrument de paix ; on espérait ramener Bonaparte à des idées pacifiques, en lui prouvant que les plus grands succès ne les désuniraient pas et ne les détourneraient pas de poursuivre les conditions d'une paix stable.

Animés du même esprit, les plénipotentiaires à Châtillon pressaient le ministre de France de répondre catégoriquement aux propositions du 17. M. de Caulaincourt, que la fumée des batailles n'enivrait pas, n'avait vu dans les succès des armes françaises qu'un motif de plus de plaider la cause de la paix et de l'obtenir plus prompte et meilleure. Il insistait auprès de son maître pour être autorisé à tenir,

un autre langage que celui qui avait brisé toute négociation : « Je ne peux parler des bases de Francfort : je craindrais « qu'on m'interpellât de déclarer si je ne puis traiter que « ces bases, et que, sur ma réponse affirmative, on ne « rompît les négociations. » Il fit plus ; sacrifiant au bien public son éloignement personnel pour le duc de Bassano, il lui écrivit : « Ne laissons pas échapper l'occasion de faire « la paix... Les gouvernements ont des prétentions intem- « pestives pouvant tout faire manquer en un moment. Si ceci « se rompt, quand fera-t-on la paix ? comment la fera- « t-on ? Plaidez la cause de la paix, Monsieur le duc ; c'est « celle de la véritable gloire de l'Empereur, et du véritable « intérêt de la France. Dans tous les cas, il faut répondre « au projet des alliés ; les retards qu'on y apporte font « accuser la bonne foi de l'Empereur. »

Les réponses à ces pressantes sollicitations étaient toujours évasives et la position du plénipotentiaire français devenait de jour en jour plus embarrassante, au point de compromettre son caractère. Appelé aux séances, dans les délais qu'il avait fixés lui-même pour donner une réponse *distincte et précise*, il se jetait dans les questions incidentes, les vagues discussions, les récriminations. C'était le 28 février. Il demanda jusqu'au 10 mars, promettant pour ce jour, d'être clair et explicite sur les intentions de son maître ; on lui accorda ce terme, mais en persistant à se référer aux propositions qu'il avait lui-même affectées dans sa lettre du 9, et l'on n'admettait *aucune prétention essentiellement différente*.

Pénétré des dangers d'une plus longue hésitation, M. de Caulaincourt saisissait toutes les occasions, prenait tous les moyens, pour éclairer son maître et rompre son obstinée résistance à toute voie de conciliation. Malgré les reproches amers qu'il recevait sur ses appréhensions et sa timidité, malgré les plaintes de M. Maret, qui lui faisait un crime : « d'inquiéter mal à propos l'Empereur, » sa correspondance exposait la nécessité de traiter, de se rapprocher des conditions proposées, de faire des sacrifices à la mauvaise fortune ; tantôt il éveillait les craintes qu'il ne s'élevât tout à coup quelque question irritante, même celle

du rétablissement de la maison de Bourbon ; tantôt il faisait valoir les dispositions favorables qu'on lui montrait, particulièrement celles de M. de Metternich. Il écrivait le 3 mars : « Votre Majesté n'a pas ignoré que les princes de « la maison de Bourbon qui ont quitté l'Angleterre étaient « établis sur nos frontières, et que M. le duc d'Artois, qui se « trouvait naguère en Suisse, était fixé à Vesoul. Ce prince « a pu venir en Suisse sans l'assentiment de tous les alliés; « mais il ne peut être venu en France et y rester sur la ligne « principalement occupée par les troupes autrichiennes, « qu'avec l'agrément du beau-père de Votre Majesté. Sa « présence est donc plus qu'une menace russe ou anglaise. « M. de Stadion, auquel je fis, il y a quelques jours, honte « de cette apparition au milieu du camp autrichien, me dit « que ce prince était venu sans autorisation, que ce voyage « gênait, mécontentait même, et ne signifiait rien. « Alors « faites-le partir, » répondis-je hier; il m'assura qu'il lui était « prescrit de sortir de France : mais cela a été dit de telle « façon que si l'ordre est tel, M. le plénipotentiaire y est le « plus étranger possible. Votre Majesté sent mieux que per- « sonne les conséquences de cette opposition sous un tel « drapeau [1]... C'est, dira-t-on un épouvantail sans consé- « quence. La génération actuelle ne connaît plus les Bour- « bons... Je sais, je pense tout cela, Sire, aussi ne don- « nerais-je pas à cette résurrection plus d'importance « qu'elle n'en doit avoir, si je n'en inférais pas que l'Autri- « che, parce qu'elle n'a plus honte d'une telle conduite, *est* « *prête à vous renier.* »

M. de Metternich n'avait pas cessé d'appuyer les négociations de Châtillon par toutes les démarches personnelles qui devaient hâter la conclusion de la paix. Inquiet des délais qu'apportait le plénipotentiaire français à remettre une réponse au projet de traité, présenté le 17 février, il

1. Si l'on ne poussa pas la lâcheté jusqu'à donner un pareil ordre, au moins est-il certain que la présence du frère du Roi, revêtu de ses pouvoirs, ne fut autorisée sur le territoire français qu'à la condition d'y être sans éclat, sans uniforme, sans armes et sans cocarde. Quelques-uns des généraux des armées alliées lui témoignèrent des égards personnels, aucun n'osa lui rendre des honneurs publics.

lui envoya, dans les premiers jours de mars, le jeune prince d'Esterhazy. Le but de cette mission confidentielle, et pour ainsi dire intime, était de prier, de presser le duc de Vicence de ne pas laisser écouler le temps en pourparlers dilatoires ; de le mettre en garde contre les dangers de plus longs retardements. Ce n'était pas le ministre de France qu'il était difficile de convaincre ; personne n'était plus inquiet que lui des résistances de son maître, qui repoussait la paix de toute la force de ses instincts et de son tempérament. Il lui écrivait dans les premiers jours de mars... « Le prince d'Esterhazy, qui est auprès de M. de Metternich « depuis le commencement de la campagne, est venu passer « quelques instants ici. A l'en croire, je dois me faire hon- « neur de cette course, de son motif, et même de sa fran- « chise... Il dit que, dans l'opinion de l'empereur François « et de M. de Metternich, la paix est des plus urgentes pour « Votre Majesté. Si elle tarde, on ne peut prévoir *où les choses* « *iront*, car les revers augmenteraient l'exaspération des « alliés, autant que pourraient le faire des succès. Dussent- « ils reculer momentanément, même au delà du Rhin, la « partie est tellement fixée que les plus grands revers ne « changeront rien aux prétentions qu'ils ont émises... ils « ajoutent que l'excès de votre ambition et mille autres cir- « constances ayant jeté la population européenne sous les « armes, des millions d'hommes marcheraient, si les « huit cent mille hommes qui menacent Paris ne suffi- « saient pas. On sait tout ce que pouvait le génie et l'au- « dace de Votre Majesté, mais on sait aussi à quoi ses forces « sont réduites... Sans l'Autriche, les alliés auraient déjà « secoué bien des ménagements qu'on n'aura plus, si nous « tardons à signer la paix... »

Le duc de Vicence ajoute qu'il a voulu profiter de cette circonstance pour entrer en discussion réglée, présenter quelques observations. — « Ce n'est pas de la politique que « je fais, » interrompt le prince, « *c'est le dernier effort d'un* « *ami* ; n'y a-t-il donc aucun moyen d'éclairer l'empereur « Napoléon sur sa situation réelle et de le sauver s'il per- « siste à vouloir se perdre ? A-t-il décidement placé sa des- « tinée, celle de son fils, sur l'affût de son dernier canon ?

« Les efforts de l'audace et le courage du désespoir vous « empêcheront-ils d'être accablés par les masses? *Croyez-* « *nous*, FAITES LA PAIX.

« Dans cette disposition, Votre Majesté ne peut plus se dis- « simuler que ce qui était possible à Francfort, *si nous eus-* « *sions pris la balle au bond*, ne l'a plus été dès que les enne- « mis *se sont vus forcés* de risquer le passage du Rhin... Les « ennemis ont apprécié la résistance nationale qu'ils redou- « taient: ils sont d'ailleurs en force, près de Paris. L'Au- « triche et la Prusse ont donné à Votre Majesté plus d'un « exemple de résignation. Imitez-les, Sire, pendant que « votre capitale n'est pas encore envahie, et que la victoire « ne vous a pas été infidèle. Votre Majesté doit reconnaître « que la fortune n'a pu sauver que nos lauriers. Elle a « donc acquis la preuve qu'*il faut attendre de l'avenir ce que* « *le présent lui refuse, et qu'à ce prix seulement, l'heure d'une* « *noble et terrible vengeance peut sonner*[1]. Sans doute la France « n'est pas toute dans Paris; mais ses forces sont épuisées « ou disséminées. Les malheurs du pays redoublent les « vœux du plus grand nombre pour la paix. Si la démarche « du prince d'Esterhazy est le dernier acte de parenté de « l'Autriche, je supplie Votre Majesté de profiter de cet avis. « Tout annonce que c'est un avis *in extremis*; parce qu'elle « voit arriver le moment où elle ne pourra plus maîtriser « les haines politiques et empêcher les bouleversements... « Si je savais que Votre Majesté eût cent vingt mille hommes « dans la main, je ne prendrais, comme elle, conseil que « de mon courage. Mais si, comme je le crains, elle en a « moins de quatre-vingt mille, il faut prendre un parti et « céder à l'Europe réunie. Les dangers sont réels et les « heures comptées...

« Peut-être Votre Majesté traitera-t-elle mes raisons de fai- « blesse; je crois, moi, qu'il y a quelque courage à le faire; « et je pense que le moment est venu où aucune considé- « ration ne doit plus m'arrêter... Je vous livre donc, Sire,

1. On ne peut pas dire plus clairement: « Faites la paix pour recommencer la guerre. » C'était le seul motif que Bonaparte voulût comprendre. J'étais donc bien autorisé à dire aux alliés: « La paix que vous signerez avec l'homme de la guerre, ne sera jamais qu'une trêve. »

« toutes mes pensées, mes pressentiments, mes impres-
« sions, mes doutes... Puisse Votre Majesté trouver des mo-
« tifs suffisants pour prendre la seule résolution qui puisse
« sauver son trône et la France. »

Personne ne fut jamais mieux averti du précipice qui s'avançait sous ses pas ; mais qui a jamais échappé à la fatalité de son caractère ?

Cependant le duc de Vicence recevait, le lendemain, la note dictée par Napoléon, le 2 mars, à la Ferté-sous-Jouarre elle se ressentait des préoccupations du général ; en ce moment il faisait construire un pont dans l'intention de poursuivre l'armée de Blücher, qui se retirait sur la rive droite de la Marne. Cette pièce ne répondait en rien à la situation politique, mais aux flatteuses espérances d'une victoire qu'il n'obtint pas. Elle se réduit à une sorte de plaidoyer, dans lequel s'appuyant toujours sur le principe posé par les souverains alliés *dans leur déclaration de Francfort*, « que la France doit conserver par la paix la même puissance relative qu'elle avait avant la guerre, » il discute longuement les avantages acquis par chacune des puissances étrangères, pour prouver que la France renfermée dans les limites des Pyrénées, des Alpes et du Rhin n'atteindrait pas encore, à cette force relative, reconnue nécessaire à l'équilibre de l'Europe. Il ordonne à son ministre de porter cette note au protocole des conférences.

Ce fut en effet la seule pièce que M. le duc de Vicence eut à présenter à la séance du 10 mars, au lieu de la réponse *distincte* et *explicite* que les plénipotentiaires alliés avaient demandée et que le ministre français leur avait promise.

Cependant le duc de Vicence n'avait rien épargné pour être autorisé à discuter le projet des alliés du 17 février ; il avait redoublé ses instances auprès de son maître. Il s'alarmait des conséquences probables qu'aurait l'insertion au protocole d'une pièce sur laquelle les ministres des cours alliées n'auraient ni la volonté, ni le pouvoir d'entrer en discussion. Mais tout était vain, quoique Napoléon eût pris connaissance, le 7 mars, de la situation des affaires à Châtillon sur le champ de bataille de Craonne, qui ne lui avait pas

été favorable, il résistait encore à la nécessité des sacrifices au prix desquels il pouvait obtenir la paix. « S'il faut rece- « voir les étrivières, disait-il, ce n'est pas à moi à m'y prê- « ter; et c'est bien le moins qu'on me fasse violence [1]. »

M. Maret écrivit le 8 mars, par ordre du maître, qu'il fallait connaître le véritable *ultimatum* des puissances alliées; leur projet ne devant être considéré que comme un premier mot; le nôtre, c'étaient les propositions de Francfort. Si le premier projet élaboré à Châtillon représentait leur *ultimatum*, la négociation serait nécessairement rompue, « *car* « *S. M. ne peut pas faire la paix à de telles conditions.....* « quand vous serez parvenu à avoir un *ultimatum* positif, « vous serez dans le cas d'en référer à votre gouvernement « pour recevoir ses derniers ordres. »

De telles instructions, dans un pareil moment, seraient le comble de l'ineptie, si l'on suppposait à ceux qui les donnaient, un seul instant, le désir de conclure la paix.

Dans la séance du 13 mars, les plénipotentiaires des cours alliées, déclarent « qu'ils ont eu l'instruction positive, précise et stricte d'insister sur une autre déclaration du plénipotentiaire de France, qui devait renfermer ou l'acceptation ou le refus formel du projet présenté par eux le 17 février; ou bien un contre-projet, et ils fixent péremptoirement le terme de vingt-quatre heures. » M. de Caulaincourt obtint avec peine un dernier délai de grâce, jusqu'au 15 au matin.

On chercherait en vain dans l'histoire une situation aussi perplexe, aussi cruelle que celle de M. le duc de Vicence, au milieu de si grands événements. Le salut de son maître était, à ses yeux fascinés, le salut de sa patrie. Il le voyait courir, les yeux fermés, vers le précipice qui s'ouvrait sous ses pas, sourd à toutes les voix qui voulaient l'en détourner. Avec quelle anxiété le négociateur n'attendait-il pas un mot qui lui permît de le sauver malgré

1. Aurait-il voulu que son Ministre à Châtillon, au mépris de ses formelles instructions, eût passé outre à un traité qu'il n'aurait pas ratifié, ce dont il eût fait retomber le poids sur lui, comme un crime de haute trahison? Il n'épargnait personne et tout était justifié à ses yeux quand il pouvait dire : « *C'est dans ma politique.* »

lui! Chaque jour lui paraissait un siècle; chaque instant, une année. Il croyait impossible qu'un rayon de lumière ne vînt pas dessiller les yeux de celui dont il avait si souvent admiré la vaste capacité. Jupiter commence par aveugler ceux qu'il veut perdre, disaient les anciens. Combien l'adversité rend timides ceux qui sont les plus audacieux dans le succès! Le 15 mars était le jour fatal qui devait tout perdre, si l'on ne se rapprochait des conditions offertes; tout sauver, si l'on savait accorder son langage à la mauvaise fortune, mais rien n'arrivait. La première lettre que reçut M. de Caulaincourt après celle du 8 ne lui arriva que le 19, quand les faits étaient accomplis.

Le 15 au matin, M. le duc de Vicence, dans un embarras qu'il dissimulait à peine, donna lecture du projet dressé sur les notes précédentes. Sa rédaction en articles, lui donnait une nouvelle forme. « L'empereur des Français renonçait au royaume d'Italie, mais en faveur du prince Eugène Beauharnais; il abandonnait ses titres sur l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne et la Hollande. Le pape recouvrait ses États, mais les droits de la princesse Élisa, du prince de Neuchâtel, du roi de Saxe étaient réservés et maintenus; la France participerait aux arrangements de l'Europe. Elle conserverait le matériel de guerre de toutes les places auxquelles elle renonçait. La conséquence immédiate du traité serait la cessation des hostilités et l'évacuation du territoire français. »

Les représentants des cours alliées avaient écouté, mornes et silencieux, la lecture de cet acte, qui les étonnait encore, quoiqu'ils n'attendissent pas beaucoup mieux. M. de Caulaincourt chercha à engager la discussion pour avoir l'occasion de prouver que ce n'était pas un *ultimatum;* mais ils s'y refusèrent absolument. Autorisés à rompre immédiatement les conférences, ils craignaient encore de briser eux-mêmes les dernières espérances de la paix, objet de tous les vœux; ils en référèrent à leurs cours. Ce fut un moment solennel et imposant que celui où le ministre de France apportait à contre-cœur et en opposition avec ses convictions intimes, les paroles dictées par son maître, et qui éloignaient la pacification nécessaire à son salut. En face

de lui, les représentants de l'Europe, les regards fixés à terre, inquiets de l'avenir, et ne répondant que par leur silence.

Les ministres dirigeants, qui formaient au quartier général des souverains le conseil européen, répondirent par l'organe du prince de Metternich: « qu'il ne convenait pas de rejeter purement et simplement le contre-projet de Napoléon, et que les cours alliées devaient en motiver le refus. » La dernière séance du congrès eut lieu les 18 et « 19 mars. « Les puissances alliées considèrent le contre-« projet comme directement opposé à l'esprit des déclara-« tions du 17 février, dont elles ne sauraient s'écarter « essentiellement... Il résulterait des conditions proposées, « que la France conserverait une force territoriale infini-« ment plus grande que ne le comportait l'équilibre poli-« tique de l'Europe..., des positions offensives et des points « d'attaque. Les cessions ne seraient qu'apparentes... Les « cours alliées regardent les négociations entamées à Châ-« tillon comme terminées par le gouvernement français. « Indissolublement unies pour le grand but qu'avec l'aide « de Dieu, elles espèrent atteindre, la reconstruction de « l'édifice social; elles déclarent qu'elles ne font pas la « guerre à la France; qu'elles regardent les justes dimen-« sions de cet empire comme une des premières conditions « de l'équilibre politique; mais qu'elles ne poseront pas les « armes, avant que leurs principes n'aient été reconnus et « admis par son gouvernement. »

Dans la séance continuée le lendemain, le plénipotentiaire français, ne craignant plus de compromettre les négociations, se donne pleine carrière. Il défend sa cause avec habileté et par tous les moyens qu'elle peut lui fournir. « Il s'attendait à voir commencer une discussion qu'il n'a « cessé d'offrir ou de réclamer, au lieu de cela on lui an-« nonce une rupture..... et pour qu'elle ne lui soit pas « imputée, il est prêt à discuter dans un esprit de conciliа-« tion et de paix toute modification des projets respectifs; « il ne peut encore regarder sa mission de paix comme ter-« minée. » Après cette réponse, MM. les plénipotentiaires des cours alliées déclarent que *leurs pouvoirs sont éteints* et

qu'ils ont ordre de retourner au quartier général de leurs souverains.

Cependant Napoléon écrivait, en date du 17 mars, au duc de Vicence, de Reims, une dépêche qui ne lui parvint que le 21. « Je vous donne directement l'autorisation de faire « les concessions qui seraient indispensables *pour maintenir l'activité des négociations* et arriver enfin à connaître « *l'ultimatum* des alliés...[1] » Ici, comme à Prague, il croit maîtriser le temps, arrêter comme Josué le cours du soleil. Il se flatte lui-même plus que tous ceux qui l'environnent mais les événements politiques, comme ceux de la guerre se chargent de lui dire la vérité. M. Maret ajoutait à cette lettre une longue et flasque paraphrase qui prouvait une entière ignorance de la disposition des esprits et de la situation des affaires. L'éloignement que Bonaparte avait à terminer cette lutte inégale, et les désolations de la France dominaient les négociations de la paix. Il la redoutait parce qu'elle devait constater positivement, aux yeux de tous, l'étendue de ses revers. Aussi longtemps qu'il avait les armes à la main il pouvait les dissimuler au monde et à lui-même. Cet orgueil fut sa perte.

M. de Caulaincourt retarda son départ de Châtillon jusqu'au 21 mars, sans autre raison que les deux lettres de M. de Metternich, en date du 18 mars, que nous avons citées plus haut. Elles lui laissaient l'espoir de renouer les négociations, et peut-être sous une forme plus favorable, en étant admis à traiter au quartier général des souverains et directement avec les ministres étrangers. Il s'y attachait comme à la dernière et meilleure espérance. Il était dans ces dispositions, lorsqu'en quittant Châtillon, il rencontra à peu de distance de cette ville, M. Frochot, porteur des dépêches de Napoléon en date du 17 mars. Quelque restreintes qu'elles fussent dans la latitude qui lui était accordée, il s'efforçait de les expliquer en conformité de ses

1. C'était le même jour que Napoléon partait pour se jeter sur l'armée du prince de Schwartzemberg, qu'il croyait surprendre dans sa marche sur Paris, et à ce même moment, il apprenait les événements de Bordeaux; l'occupation de cette ville par les troupes de l'armée anglaise et la manifestation des sentiments de cette population en faveur des descendants d'Henri IV.

vœux. Et, le même soir, arrivé à Joigny, il écrivait au prince de Metternich : « je me hâte de rejoindre notre quar-« tier général, afin de vous revoir plus tôt... ayez l'obligeante « attention de m'éviter tout retard à vos avant-postes « *quand je m'y présenterai.*

« Je mets sous votre couvert plusieurs lettres que j'ai « reçues en chemin, par un courrier *qui a augmenté tous* « *mes regrets*; ce qu'il m'a apporté ne me laisse pas de « doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre « même à Châtillon..., etc. »

La fin des conférences de Châtillon a donné lieu de connaître un singulier témoignage de la bonne foi que Napoléon y portait.

Dans la soirée du 18, M. de Rumigny, expédié de Châtillon par M. le duc de Vicence, arrivait à la Fère-champenoise; il annonçait à Napoléon le délai de trois jours, dans lequel les plénipotentiaires des cours alliées avaient renfermé son ministre, pour accepter ou refuser les conditions proposées. M. de Caulaincourt avait obtenu jusqu'au 15 pour remettre un contre-projet; mais étant resté dans la limite étroite de ses instructions et de ses pouvoirs, il était certain que la présentation de cet instrument serait le signal de la rupture.

Le lendemain, 19, M. le duc de Bassano écrivait la dépêche suivante au duc de Vicence :

« Monsieur le duc, Votre Excellence aura sans doute reçu « ou recevra encore aujourd'hui, par M. Frochot, la dé-« pêche en date du 17 mars, à laquelle est jointe une lettre « de Sa Majesté. L'Empereur désire que vous ne preniez « aucun engagement positif à l'égard de tout ce qui con-« cerne *la remise des forteresses d'Anvers, de Mayence et* « *d'Alexandrie. Si vous êtes obligé de consentir à leur cession,* « son intention étant, MÊME DANS LE CAS OU IL AURAIT RATI-« FIÉ LE TRAITÉ, de se régler sur les circonstances mili-« taires, attendez jusqu'au dernier moment. L'infidélité des « alliés, par rapport aux capitulations de Dresde, Dantzig « et Gorcum, nous autorise à *être sur nos gardes.* Ainsi, ren-« voyez ces questions à un arrangement militaire, ainsi que « cela s'est fait à Presbourg, Vienne et Tilsitt. L'Empereur

« désire que vous ne perdiez jamais de vue que, *quand* « *même il aurait dû signer la cession de ces places de guerre,* « *son intention n'est cependant pas de livrer les trois clefs de* « *la France,* dans le cas où les événements militaires, sur « lesquels il veut toujours compter, lui permettraient de « ne pas le faire. En un mot, Sa Majesté désire se trouver, « APRÈS LE TRAITÉ, encore à même de *pouvoir tirer parti des* « *circonstances jusqu'au dernier moment.* L'Empereur vous « recommande de brûler cette lettre aussitôt après l'avoir « lue... »

M. le duc de Vicence dut se féliciter de n'avoir par reçu cette dépêche en temps utile. Cette foi punique aurait embarrassé sa droiture; son dévouement n'allait pas, comme celui de M. Maret, jusqu'à la honte.

Au mois d'avril 1815, un débat du parlement d'Angleterre au sujet de la guerre, renouvelée par le retour de l'île d'Elbe, força lord Castlereagh de produire ce document de duplicité. Bonaparte ne se sentait plus assez fort pour mépriser cet affront: il ordonna à son ministre des affaires étrangères de publier les pièces officielles relatives aux négociations de Châtillon, pensant que cette correspondance ne renfermait rien qu'il ne pût avouer. M. le duc de Vicence, dans un rapport secret, en date du 15 mai 1815, balance les raisons d'une telle publication, et il met au nombre de celles qu'il oppose à ce projet: *la connaissance que plusieurs personnes avaient eue de cette lettre.*

Personne n'a osé défendre cette mauvaise foi, calculée d'avance, préméditée de sang-froid, mais on a cherché à l'infirmer en disant que toutes les dépêches qui traversaient les armées belligérantes devaient être chiffrées; on sera bien forcé de convenir que les minutes n'étaient pas chiffrées. On assure que la minute écrite de la propre main de M. Maret, se trouve déposée à la chancellerie d'État à Vienne.

Ainsi furent terminées ces conférences européennes, où Bonaparte eut, jusqu'au dernier moment, la possibilité de traiter à des conditions égales et peut-être meilleures que celles qui furent obtenues par le Roi; mais il semble que la Providence se plaît à aveugler ceux qu'elle a condamnés.

NOTE C

EXPOSÉ DE LA SITUATION DE L'EUROPE

ET DES MOTIFS QUI FORMÈRENT LES DIVERSES COALITIONS

M. de Binder n'avait pas été longtemps à s'apercevoir de ma profonde ignorance des événements politiques qui avaient amené la situation actuelle de l'Europe. Toutes les voies d'information nous étaient tellement fermées depuis quinze ans, que nous étions tombés dans la plus complète indifférence.

Mon compagnon de route mettait de l'intérêt à me faire apprécier l'état des affaires, et se reportait aux événements antérieurs auxquels il avait souvent pris lui-même une part active. J'ai répété ici d'après lui l'exposé succinct, mais substantiel des motifs qui avaient, à diverses époques, animé les cours étrangères et dirigé leurs cabinets.

— Si l'on veut comprendre les circonstances actuelles, disait-il, il faut savoir comment nous y avons été amenés. On a dit que nous n'avions pu faire ni la guerre ni la paix. Ceci s'explique parce que nous n'avons jamais fait la guerre qu'à contre cœur et dans l'espoir d'obtenir promptement la paix. Nous ne demandions que le repos, au point de nous être abusés nous-mêmes aussi longtemps que l'erreur nous fût permise. Nous nous plaisions à croire que le fléau s'arrêterait, que la lave du volcan cesserait de couler, ou qu'elle passerait à côté de nous sans nous atteindre. Dépouillés, ruinés, nous n'embrassions d'autre espérance que de vivre tranquilles à l'abri de ces traités de paix si chèrement achetés, et dans les conditions étroites où ils nous avaient réduits. Mais c'était en vain; les traités de Napoléon n'étaient jamais que des armistices qui préparaient des guerres nouvelles. Le vainqueur avançait plus

par les envahissements de la paix qu'il n'avait fait par les plus grands succès de guerre, et nous forçait à nous réveiller à la lueur de l'incendie qui nous menaçait. »

M. de Binder reprenait ensuite de plus haut les motifs des coalitions, efforts impuissants et mal concertés jusqu'alors pour sauver l'indépendance des rois et des peuples si sérieusement menacée.

Suivant lui, Bonaparte en signant le traite de Lunéville[1], avait cédé momentanément aux difficultés de sa position extérieure, et aux vœux de la France qu'il n'osait pas encore mépriser. Le traité d'Amiens[2] avait complété la pacification générale avec toutes les puissances. On ne mit pas en doute la bonne foi du premier consul, et on lui sut gré du sacrifice que sa « modération imposait à son ardeur guerrière. » Mais, tout à coup sans prétextes plausibles, sans négociations préliminaires, sans explications il réunit au territoire de la France le Piémont[3] et l'île d'Elbe[4]. Il dispose de la Toscane en faveur d'un descendant de Louis XIV[5], pour le réduire à la condition de son vassal. Sous le titre de président de la République italienne il s'empare directement de la Lombardie, des États de Modène, d'une partie du territoire Vénitien et des légations pontificales[6]. Il étend la main sur l'État de Gênes, la Suisse et la Hollande, d'abord par ses intrigues, et bientôt après par l'occupation de ses troupes. Accusera-t-on l'Autriche d'avoir provoqué la guerre sans motifs, ou par quelque idée ambitieuse? Son existence politique était sérieusement menacée par l'envahissement de l'Italie et de tous les pays dont le traité de Lunéville avait expressément garanti l'indépendance. Sa puissance sur l'Empire d'Allemange avait été totalement détruite ; les

1. Le 9 février 1801, avec l'empereur d'Autriche et le corps germanique: le 21 mars 1801, le traité de paix entre la France et l'Espagne; le 15 juillet, concordat avec le pape; le 29 septembre 1801, traité de paix avec le Portugal; le 8 octobre 1801, avec la Russie; le 9 du même mois, préliminaires signés entre la France et la Porte ottomane.
2. Le 25 mars 1802.
3. Le 11 septembre 1802.
4. Le 26 août 1802.
5. Le 2 août 1801.
6. Le 26 janvier 1802.

nouveaux empiétements du maître de la France la pressaient depuis les sources du Mein jusqu'aux bouches du Pô, et cependant impassible jusqu'à l'apathie, elle avait tout supporté pendant quatre années et demie, l'établissement de l'empire et du royaume d'Italie, les insultes continuelles des folliculaires de Napoléon et celles qui venaient de lui, l'horreur de l'assassinat du duc d'Enghien ; et elle ne se décida à une rupture qu'en 1805, lorsqu'elle était réduite à cette extrémité où la honte de la défaite est moindre que celle de la résignation.

Je me permis d'arrêter ici un moment mon interlocuteur.

— Je comprends à merveille lui dis-je qu'arrivée à ce point l'Autriche se soit crue forcée dans ses derniers retranchements. Mais l'Angleterre n'avait-elle pas la première rompu le traité d'Amiens? N'avait-elle pas refusé d'en accomplir la condition importante: la restitution de Malte? et son existence, pourtant, n'était nullement menacée.

Le ministre autrichien me répondit qu'on ne pouvait séparer les intérêts de l'Angleterre de ceux de ses alliés sur le continent. Le roi de Sardaigne était entièrement dépossédé; l'Autriche démantelée, Anvers et la Hollande occupés par les armées ennemies; bien plus, le traité de paix, signé à Amiens, n'avait pas suspendu les projets d'invasion du sol britannique. Sous prétexte de renforts à envoyer à Saint-Domingue et de troupes destinées à occuper la Louisiane, Bonaparte avait réuni sur les côtes de la Bretagne et à l'embouchure de la Meuse les forces et les vaisseaux destinés à un débarquement. Enfin, il abusait de cette paix incertaine et précaire pour envoyer, sous le titre d'agents consulaires, des officiers d'artillerie et du génie explorer les côtes, les ports et les rades de la Grande-Bretagne[1]. Peut-on ensuite s'étonner de la rupture du traité d'Amiens et du refus de rendre l'île de Malte à l'Ordre, qui n'était pas en état d'en défendre l'indépendance?

La violence des mesures de Napoléon auxquelles la rup-

1. Voir les messages du roi d'Angleterre au Parlement des 8 et 10 mars 1803, et le manifeste du 20 mai de la même année.

ture de l'Angleterre servait de prétexte ajoutèrent encore aux flagrantes inquiétudes des puissances du continent. L'occupation du Hanovre [1] et par extension, celle de tout le nord de l'Allemagne, de Brême, de Hambourg, sans égard à leur neutralité, la Toscane et le royaume de Naples envahis sans droit et sans autre motif que de forcer des gouvernements indépendants à rompre leurs relations avec l'Angleterre; l'arrestation et la détention arbitraire des voyageurs et négociants anglais surpris en France par la déclaration des hostilités, l'odieuse violation du droit des gens ; les immenses préparatifs qui menaçaient l'Angleterre d'un débarquement de 150 000 hommes, et, par-dessus tout, l'horreur inspirée par le meurtre du dernier des Condé, amenèrent successivement les cabinets de l'Europe à penser qu'il n'y avait de salut que dans les armes : c'est ainsi que se forma la troisième coalition [2].

M. de Cobentzel était alors à la tête des affaires, et M. de Stadion était ambassadeur à Pétersbourg où il fut chargé de traiter la question des subsides de l'Angleterre.

Le roi de Prusse fut encore plus lent à se décider; il se refusait à rompre ses liens avec la France, et renonçait avec peine au système politique qu'il avait adopté, celui de conserver une neutralité armée, au milieu du choc prévu entre les grandes puissances. Il espérait maintenir ainsi la paix ou faire pencher la balance du côté où il porterait le poids de ses armées, dont il s'exagérait la supériorité.

Cette politique, sous l'apparence de la modération, ne laissait pas d'être ambitieuse. Le cabinet de Berlin espérait bien se faire payer, soit le maintien de la paix, soit les secours de la guerre par des extensions de territoire et de

1. Le 26 mars 1803.

2. La conclusion du traité, signé le 11 avril 1805 à Saint-Pétersbourg, donna lieu à un échange de notes bien remarquable entre M. Pitt et le comte de Woronzoff, ambassadeur de Russie en Angleterre. Le but actuel et avoué était de reprendre le Hanovre, de soustraire la Hollande et la Suisse à l'influence de Napoléon, d'obtenir pour l'Autriche une frontière qui garantît son indépendance et en même temps le rétablissement du roi de Sardaigne et la délivrance du royaume de Naples.

Le cabinet de Vienne, auquel on avait fait d'avance une place dans ce traité, se trouva partagé sur cette question de paix ou de guerre; il hésita longtemps, mais le dernier parti prévalut, et il accéda au traité (9 août 1805).

puissance. L'indifférence de Napoléon qui se jetait sur l'Autriche, sans tenir compte des déterminations de la Prusse, et en portant le mépris jusqu'à violer la neutralité de son territoire dans les margraviats, trompa tous les calculs des Prussiens et irrita leurs amours-propres. L'empereur Alexandre sut en profiter. Il se rendit en personne à Berlin exposa les dangers de l'ambition effrénée du dominateur de la France et la générosité des motifs qui réunissaient l'Europe pour le salut de son indépendance [1].

L'excitation des esprits fut telle que la défaite de la grande armée autrichienne à Ulm [2] précipita la décision au lieu de l'arrêter. Les deux souverains réunis au pied du tombeau de Frédéric II, et à la lueur des torches qui l'éclairaient, jurèrent sur ses illustres cendres d'unir leurs efforts pour assurer le repos des peuples et l'intégrité des couronnes. Le traité d'accession fut signé à Postdam [3].

Le génie de la guerre et la rapidité de l'attaque avaient surpris partout les armées de l'Autriche ; elles portèrent seules des coups si rudement frappés. Les Russes n'avaient pas encore atteint Vienne, lorsqu'ils partagèrent la défaite d'Austerlitz. L'armée prussienne dont la diversion pouvait tout sauver, avait à peine paradé sur ses frontières ; au point que le roi crut pouvoir désavouer la guerre qu'il n'avait pas faite. Le traité de Presbourg enleva à l'Autriche les États de Venise, avec la Dalmatie ; le Tyrol, ancien patrimoine de la maison de Habsbourg, et toutes ses possessions de Souabe: c'était le droit de la victoire exercé dans toute sa rigueur.

Mais ces sacrifices de la guerre ne sont rien en comparaison de ce que Napoléon enleva dans la paix : le royaume de Naples donné à son frère Joseph ; celui de Hollande à son frère Louis ; les duchés de Clèves et de Berg à Murat ; l'empire d'Allemagne détruit après mille ans

1. Dans la séance du Sénat du 23 septembre, Bonaparte annonça que l'Autriche et la Russie se sont unies à l'Angleterre ; qu'il va se mettre à la tête de ses armées *pour secourir ses alliés*..... « La méchanceté des ennemis du continent s'est dévoilée...., ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix !!! »

2. Du 17 au 20 octobre 1805.

3. Le 30 octobre 1805.

d'existence et ses princes courbés en vassaux sous un maître étranger.

La Prusse, réduite par la lâcheté de ses conseils à renier ses propres actes, ses alliances, tomba dans le mépris de tous. Napoléon cachait sa vengeance et ses projets de destruction, sous les humiliations toujours croissantes de traités successifs, toujours acceptés par le cabinet prussien comme les derniers sacrifices auxquels il pût souscrire. C'est ainsi que, vaincu sans combats, il céda au vainqueur les margraviats d'Anspach et de Bayreuth, les principautés de Clèves et de Neuchâtel, et se soumit à occuper le Hanovre, compensation honteuse, puisqu'elle était au dépens de l'Angleterre son alliée; bientôt il lui fut enjoint de lui fermer ses ports et de rompre toute communication avec elle. Mais la cour, l'armée et la population prussiennes n'avaient pas été complices de ces bassesses principalement attribuées à M. de Haugwitz; aussi fut-il facile à Napoléon de les pousser à bout par les menaces, les insultes et les injures dont il les abreuvait : elles indignèrent les cœurs et exaltèrent les esprits jusqu'à ce degré qui n'admet plus les conseils de la raison. Pendant ce temps, l'empereur Alexandre, découragé par des revers si inattendus, accusant la prompte soumission de l'Autriche et le traité de Presbourg, et aussi entraîné par la mobilité de son caractère, abandonna les grands intérêts qui lui avaient fait prendre les armes. Il prêta l'oreille aux conseils pacifiques; mais bientôt, pénétrant les projets destructeurs du conquérant qui attaquait tout le Nord en menaçant la Prusse, il refusa de ratifier le traité que M. d'Oubril avait conclu à Paris. Il s'unit à la défense commune.

Mais tout ce qu'il y avait de démesuré, de violent et d'odieux dans l'abus que Napoléon faisait de ses succès, fut couvert par le miracle de cette campagne, ou plutôt de cette seule bataille, où la monarchie prussienne fut enlevée comme un piquet de hussards surpris aux avant-postes. L'armée russe n'avait pas alors dépassé Varsovie ; elle recueillit les faibles débris des vaincus, obtint des succès à Eylau et essuya des revers à Friedland. L'empereur de Russie qui avait reproché à l'Autriche d'avoir précipitam-

ment demandé la paix quand ses provinces étaient envahies et ses armées dispersées, se hâta de la conclure avec le vainqueur de Friedland, alors que ses frontières n'étaient pas encore entamées et que ses forces étaient encore entières. A Tilsitt, Alexandre se laissa enivrer d'une ambition qui n'était pas la sienne. Au lieu d'un vainqueur avec lequel il avait un compte difficile à régler, le czar trouva l'apparence d'un allié, d'un ami qui lui tendait la main et prétendait l'associer aux nouvelles et grandes destinées dont il lui ouvrait la brillante perspective La séduction fut complète, et l'entraînement sans bornes. Le czar sacrifia toutes ses alliances, celle de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Suède, à laquelle il prit la Finlande. Enfin il abandonna la Prusse à toute la vengeance et aux odieuses spoliations de l'oppresseur. Elle perdit la moitié de son territoire, la moitié de sa population; elle s'obligea à réduire son armée à quarante mille hommes, et, ce qui était pire, elle se vit en butte à une humiliation sans terme et à des avances sans mesure [1].

Le mystère des stipulations machiavéliques de 1806 a été caché sous les divers actes signés à Tilsitt. Outre le traité de paix qui fut publié, l'empereur de Russie et Napoléon conclurent un traité d'alliance offensive et défensive qui devait rester secret pour un temps. Il y eut en outre d'autres

1. Le calcul des maux que le vainqueur d'Iéna fit peser sur la monarchie prussienne est effrayant. Les contributions de guerre, les réquisitions à la charge des villes et des campagnes; les déprédations des armées envahissantes dans la guerre, leur entretien pendant plusieurs années, dans ce qu'on appelait la paix, s'élevèrent à plus de dix fois l'ensemble des revenus de l'État dans sa plus grande prospérité. Bonaparte, dans sa colère du mouvement patriotique qui avait animé les Prussiens, avait dit qu'il réduirait cette noblesse à mendier son pain. Il fit mieux qu'il n'avait promis, il réduisit la nation entière à la plus affreuse misère. Mais les violences exercées contre le malheureux roi après les traités qui l'avaient si cruellement dépouillé, furent plus odieuses encore. Une convention signée entre les maréchaux Berthier et Kalkreuth, en exécution des stipulations du traité de paix, portait expressément que les États conservés au roi seraient entièrement évacués au premier octobre de la même année par les armées françaises, sauf la ville de Stettin, qui conserverait une garnison de 6,000 hommes. Malgré ces stipulations précises, 150,000 hommes continuèrent à occuper ce pays et à vivre au dépens de ces contrées désolées, pendant plus d'une année; le prétexte était de retirer encore d'énormes contributions dont l'oppresseur éleva le montant à sa volonté et au delà du possible.

articles secrets et même des articles qu'on pourrait dire occultes, dont la rédaction n'a jamais été connue : mais les les mesures immédiatement ordonnées par l'active pensée de Napoléon a permis de les connaître [1].

En attendant, les deux souverains, se plaçant comme

1. Le traité ayant été signé le 9 juillet, dès le lendemain, tout à coup, Napoléon, avec la rapidité de ses calculs et de ses passions, et par les mêmes courriers qui faisaient connaître la pacification du Nord, envoyait partout des ordres dont les détails révélaient les nouveaux projets de son ambition. Il écrit à son frère Joseph, roi de Naples, de réunir des troupes à Otrante et à Tarente. Il désigne les régiments français et italiens, les compagnies d'artillerie, de sapeurs qui doivent s'y trouver. Le général César Berthier doit en prendre le commandement. Au prince Eugène, son vice-roi d'Italie, il ordonne de faire passer immédiatement en Dalmatie un corps d'armée sous les ordres du général Clausel. Le général Marmont, commandant en chef en Dalmatie, reçoit l'ordre de s'emparer des bouches de Cattaro, de conserver et fortifier Raguse, et de former une armée qui, avec les nombreux renforts qu'il lui annonce, suffirait pour s'emparer de toutes les possessions de l'empire Ottoman, en Europe. Il dévoile ensuite ses intentions ultérieures, en lui demandant des rapports détaillés, sur la situation géographique et administrative de la Bosnie, de la Macédoine, de la Thrace, de l'Albanie, etc? Quelle population turque? Quelle population grecque? Quelles ressources ces pays offrent en habillements, vivres, argent, pour une puissance européenne qui les posséderait? Enfin, quels revenus on en pourrait tirer immédiatement au moment de l'occupation?

Si deux armées entraient à la fois, l'une par Cattaro, la Dalmatie et la Bosnie, l'autre par Corfou, quelles devraient être les forces de toutes armes pour assurer un succès certain? quelle serait la plus avantageuse? Comment passerait l'artillerie? Comment pourrait-on la remonter? Comment se recruterait-on? Quel serait le meilleur temps pour agir?

Le lendemain, 9 juillet, l'adjudant général Guillemot est expédié de Tilsitt ostensiblement pour arrêter les hostilités entre l'armée russe et l'armée turque commandée par le grand visir. Il fera connaître à celui-ci les articles 21, 22, 23 du traité concernant, la porte ottomane.

Ces articles prohibent l'occupation de la Valachie et de la Moldavie par les troupes de Sa Hautesse ; ils annoncent que l'empereur de Russie a accepté la médiation de la France, pour conclure la paix avec la Sublime Porte. Les instructions données à M. Guillemot dévoilent de sinistres projets contre l'empire ottoman : on paraît plutôt désirer que craindre le refus du sultan d'adhérer aux articles du traité qui le concernent et l'on charge l'officier français de déclarer que l'intention de son empereur est *de ménager extrêmement* la Russie, tant dans les choses que dans les formes. Elles se terminent par ces mots* : « Un des buts « importants de votre mission est de prendre soit à Constantinople, soit dans les « pays que vous parcourrez, tout ce qui peut vous mettre à même de rapporter une « bonne statistique, populations, richesses, etc., etc., enfin, sur la configuration « topographique des pays que vous parcourrez : c'est à quoi vous emploierez l'in- « génieur-géographe qui marchera avec vous, etc... » — La correspondance de Napoléon avec son ambassadeur est encore plus explicite sur les dispositions secrètes du traité de Tilsitt.

* *Précis des événements militaires*, vol. XXX.

arbitres suprêmes du monde, semblent en disposer à leur gré. La Russie poussera ses conquêtes jusqu'aux dernières limites de la Finlande, et en Asie, aussi loin qu'elle le voudra. Elle occupera immédiatement les deux provinces de la Valachie et de la Moldavie. Napoléon s'emparera des bouches de Cattaro, qui avaient été le motif apparent de la rupture, et des sept îles Ioniennes. La possession de la Sicile est assurée à celui qui occupe le trône de Naples. Le roi Ferdinand sera indemnisé par l'île de Candie, *ou d'autres territoires de l'empire ottoman sur le littoral africain*, et c'est aussi là que le roi de Sardaigne trouvera également la compensation de ses possessions continentales. Bonaparte se charge de ces conquêtes. Les princes de Bourbon et de Bragance seront remplacés en Espagne et en Portugal par ceux de la famille de Napoléon. La domination temporelle du pape sera effacée.

La Russie s'unira à la France pour la conquête de Malte et de Gibraltar; ces importantes positions, ainsi que l'Égypte, demeureront à Napoléon. La navigation de la Méditerranée ne sera permise qu'aux navires français, russes, espagnols et italiens!

Que dire de ce délire d'ambition? Il y a des succès tels qu'ils brisent l'équilibre de la raison humaine. Bonaparte pousse les conséquences de la victoire jusqu'au sophisme. Il lui suffit de l'invasion instantanée de la monarchie prussienne pour se faire un droit de possession légale; il s'en empare, en dispose à son gré. C'est le droit public d'Attila ou de Tamerlan, mais il ne s'arrête pas là; il voudra trouver dans la victoire d'Iéna, la conquête de l'Espagne, du Portugal, et le partage de l'empire ottoman! Cela s'appelle, je crois, profiter d'une victoire. Voilà ce que Napoléon voulait à Tilsitt; mais bientôt il ambitionna d'avantage. Ce fut l'objet des conférences auxquelles il invitait Alexandre à Erfurth, sous le prétexte de s'entendre pour l'exécution des articles secrets de Tilsitt. L'Autriche pouvait encore résister, il fallait donc la comprendre dans le grand système de destruction préparé aux autres États européens. A cet effet, il offrait à la Russie l'occupation de la Galicie, de la Hongrie, de la Transylvanie, et d'un autre côté, de la Pologne et des

États prussiens du nord. Il se chargeait du reste de l'Europe.

Mais l'empereur Alexandre était alors en garde contre les séductions qui l'avaient entraîné à Tilsitt, il savait à quoi s'en tenir sur les promesses fallacieuses du sycophante politique. Le czar avait fidèlement accompli les stipulations de Tilsitt dans leur teneur et dans leur esprit. Mais lorsqu'en vertu de ces engagements il veut occuper les deux provinces de Valachie et de Moldavie, l'empereur Napoléon oppose aux articles secrets les articles patents qui portaient que les deux provinces seraient également évacuées par les deux armées russe et turque. Toujours même système de tout prendre.

Pendant ce temps, la Russie avait consommé tous les sacrifices qui lui avaient été imposés : la rupture des alliances les plus nécessaires à sa politique ; la ruine de son pays, par l'exécution du système continental ; enfin par son assentiment à tous les envahissements de Napoléon lesquels ne trouvant plus de résistance n'avaient plus de bornes.

Il avait réuni à son empire toute la basse Allemagne, les bouches de l'Elbe et du Weser. Il avait rassemblé les pièces éparses d'un grand territoire enlevé aux princes d'Allemagne, même à ceux qui s'étaient le plus humblement soumis, et en avait formé, en faveur de son frère Jérôme, le royaume de Westphalie, sur la rive droite du Rhin, En même temps il réunissait à l'empire Kehl, Cassel, Wesel et Flessingue [1]. Mais il fait plus. Sous le prétexte et avec le mot de système continental, il constitue une véritable suzeraineté sur toutes les puissances de l'Europe, même la Russie. Elles obéiront désormais et jusqu'à leur ruine complète à l'interdit commercial. Il en règle seul la législation et ses agents en surveillent et en exigent la plus rigoureuse exécution.

Après avoir si rudement pesé sur le nord, de manière à ce qu'il fût bien assuré qu'il ne pouvait plus s'opposer à ses plus violentes entreprises, Bonaparte ne garda plus de

1. Le 30 novembre 1807.

mesure, et tourna contre le midi les fureurs de son ambition. Il chasse le roi d'Étrurie, ouvrage de ses mains [1], jette une armée sur Rome, et s'empare par *droit de conquête* des États du pape qui l'avait sacré [2].

Trois mois à peine après le traité de Tilsitt, il interdit insolemment à toutes les couronnes toute relation commerciale avec l'Angleterre. Leur neutralité est pour lui un cas de guerre [3], c'est un crime à ses yeux de ne l'avoir pas deviné.

Trois jours après cette publication, une armée de 30,000 hommes part de Bayonne pour envahir le Portugal. Il ne laisse pas seulement au roi le choix et le temps de la soumission, Lisbonne est occupée sans résistance et frappée de cent millions de contributions [4]. La famille royale de Portugal s'enfuit au Brésil.

Dès le 27 octobre 1807, Napoléon avait signé à Fontainebleau un traité secret avec l'Espagne, il ne demandait que le passage de 40,000 hommes pour s'emparer du Portugal dont il faisait briller la possession aux yeux du vieux roi, sauf une province donnée au roi d'Étrurie, son cousin, et une autre à son favori Godoï; et, par une sorte de dérision, dans son projet de le dépouiller de l'Espagne, il reconnaît le roi comme empereur des deux Amériques

Contre l'expresse teneur du traité, c'est une armée de 100,000 hommes qui pénètre en Espagne; partout où se présentent ces troupes, elles ont ordre d'occuper, sans coup férir, les positions et les places fortes. C'est par ces indignes subterfuges qu'elles se glissent dans la citadelle de Pampelune [5], dans celle de Barcelone [6] et successivement dans les

1. Le 10 décembre 1807.

2. Le ministre des affaires étrangères, M. de Champagny, justifie l'envahissement des États romains : « Le pape refuse de s'unir à la ligue italienne pour déclarer la guerre à l'Angleterre; donc, il la déclare à l'empereur. » « *Le premier résultat de la guerre est la conquête, et le premier résultat de la conquête est le changement de gouvernement.* » Le ridicule de la justification décèle l'odieux de l'entreprise.

3. Déclaration du 14 octobre 1807.

4. Le 17 octobre.

5. Le 17 février 1808.

6. Le 29 du même mois.

autres. On surprenait les garnisons sous prétexte de l'alliance, ensuite on les désarmait et on les chassait.

Pendant ce temps, d'infâmes intrigues étaient ourdies à Madrid. Napoléon s'était insinué dans les divisions de la famille royale. Il les avait animées en encourageant le fils contre le père, et assurant au père sa protection contre le fils. Arrivé à ce point, il jugea que sa présence était nécessaire pour accomplir cette grande iniquité; il n'en voulut pas laisser le soin à un autre. Il arriva à Bayonne [1], Ferdinand devint roi aux acclamations des Espagnols et par l'abdication de son père. Savary s'attache à lui, comme le bourreau à sa victime, et par les plus perfides insinuations, et bientôt par la menace des dernières violences, il le conduit à Bayonne [2]. Murat rentre à Madrid ; le ministre Champagny fait un rapport à son maître sur la situation de l'Espagne, tissu de sophismes qui dévoilent et accusent ses odieux projets [3]. Charles VI arrive à Bayonne auprès de son *cher allié* dont il veut implorer *les consolations et l'appui.* Cinq jours après [4], Ferdinand obéissant à son père, lui avait remis la couronne. Charles VI ne rentra dans ses droits que pour céder à Napoléon, sans condition, sans équivalent, les royaumes des Espagnes, des Indes et toutes leurs dépendances, et, expressément le droit de transmettre ces couronnes à qui il jugera à propos [5]. Ferdinand et les infants sont forcés de signer sous la menace de la vie. Ceux-ci sont envoyés à Valençay pour y être gardés à vue, et le vieux roi eut la permission de choisir le lieu de son exil [6].

Un pareil attentat criait bien haut le sort qui menaçait les puissances de l'Europe. La Prusse ruinée par les revers et les contributions de la guerre, grevée par l'occupation de ses principales forteresses, condamnée par les traités à n'avoir plus d'armée, attendait sans défense le souffle qui

1. Le 15 avril.
2. Le 20 avril.
3. Le 23 avril.
4. Le 24 avril.
5. Le 30 avril.
6. Le 5 mai.

devait la renverser. La Russie était réduite à l'idée qu'elle arrêterait mieux le dévastateur en le calmant par une alliance, qu'en l'irritant par l'opposition.

L'Autriche seule, dont toutes les frontières étaient envahies, cernée par l'occupation de toute l'Allemagne et de l'Italie entière, sentit qu'elle n'avait de ressources que dans son désespoir, et, condamnée à périr, elle prit la généreuse résolution de périr les armes à la main. Peut-être aussi, privée de toute autre alliance sur le continent, pensa-t-elle qu'il fallait profiter de la dernière qui restait encore : la résistance héroïque du peuple espagnol [1]. Mais ses efforts furent impuissants, elle fut encore vaincue par la supériorité des armes françaises. Cette fois ce ne fut pas sans gloire. Les armées autrichiennes repoussées ne furent pas défaites ; elles firent acheter cher les champs de bataille qu'elles abandonnaient, toujours prêtes à renouveler le combat. Elles balancèrent la victoire à Essling et rendirent leurs revers glorieux à Wagram et dans les autres combats de cette mémorable campagne. Enfin, serré par l'armée de Napoléon, par l'armée d'Italie qui avait fait sa jonction auprès de Vienne, et même par l'armée russe qui avait pénétré au cœur de la Gallicie, l'empereur François fut obligé de s'en remettre au vainqueur. Les conditions auxquelles Napoléon permettait qu'il y eût encore une ombre de souveraineté en Autriche, furent imposées et non discutées. L'empereur de Russie lui-même reçut une portion de la Gallicie comme prix de sa coopération.

1. Voici les principaux passages de la proclamation de l'empereur d'Autriche à ses peuples : « Depuis trois ans, *j'ai tout fait pour* nous procurer les bienfaits « d'une paix durable...., tous mes efforts ont été vains. La monarchie autri- « chienne était destinée à succomber sous l'ambition de l'empereur Napoléon. « *L'Autriche est destinée à subir le sort de l'Europe qu'il travaille à subjuguer,* « *du chef sacré de l'Eglise qu'il humilie ; des provinces d'Italie qu'il s'approprie* « *successivement, et de celles de l'Allemagne dont il dispose et qu'il opprime.* » L'archiduc Charles s'adressant aux peuples de l'Allemagne leur dit : « *L'em-* « *pereur d'Autriche se voit forcé de prendre les armes, parce que l'empereur* « *des Français veut qu'il ne subsiste pas un seul Etat qui ne reconnaisse sa* « *suprématie, et qui ne serve d'instrument à ses projets d'agrandissement ;* « *parce qu'il exige que l'Autriche, renonçant à son indépendance, se désarme et* « *se livre à sa volonté ; parce que les armées de l'empereur et de ses alliés,* « *qui ne sont que ses vassaux, se mettent en mouvement contre l'Autriche.....* »

Cependant la rigoureuse exécution du système continental servait de prétexte à la domination universelle. On l'avait invoqué pour incorporer la Hollande à l'empire [1].

Le puissant souverain de la Russie s'y était soumis, il en avait accompli fidèlement les conditions dans l'espoir de la paix, mais il ne pouvait plus en supporter la prolongation sans consommer la ruine de son pays. La prise de possession du duché d'Oldenbourg par la France, vint blesser son orgueil de famille [2], et celle de la Poméranie enlevée à la la Suède, avait jeté cette puissance dans ses bras [3].

Frédéric Guillaume voyait s'élever l'orage qui ne pouvait manquer de lui enlever le simulacre de royauté qui lui restait et d'effacer la Prusse du rang des nations. Il signa à Paris un traité d'alliance offensive en cas de guerre avec la Russie, par lequel il mettait ses troupes à la disposition de l'empereur Napoléon et aux ordres d'un général français [4].

L'Autriche qui avait cherché un abri dans le sacrifice d'une de ses archiduchesses [5], signa un pareil traité d'alliance, où les contractants stipulaient un secours réciproque de trente mille hommes [6]. Peu de jours après la Russie s'unissait à la Suède, et l'Angleterre accédait à ce traité [7].

C'est ainsi, et par cette ambition fiévreuse qui n'admettait ni tempérament, ni intermittence, que Bonaparte créa lui-même cette puissante ligue des rois, réduits à se prosterner, humbles vassaux, ou à tenter un dernier et suprême effort, et cette autre ligne des nations, plus terrible encore, parce qu'elles avaient compris qu'il s'agissait pour elles de tomber, esclaves, sous un joug de fer. Cette union sans exemple, des souverains entre eux et des peuples avec leurs

1. Rapport de M. de Champagny du juillet 1810 : « *Votre Majesté doit pro-*
« *noncer cette réunion pour l'intérêt comme pour le salut de ce peuple..... La*
« *Hollande est comme le complément de l'Empire. Pour posséder le Rhin* tout
« entier, Votre Majesté doit aller jusqu'au Zuiderzée. »

2. Le 28 janvier 1811.

3. Le 26 janvier 1812.

4. Le 24 février 1812.

5. On répétait à ce sujet la fameuse épigramme : *Bella gerant alii, tu felix austria nube.*

6. Paris, 24 mars 1812.

7. Le 3 mai 1812.

rois, ne se serait jamais soudée, indissoluble, si le vainqueur avait apporté quelque modération dans ses entreprises, quelques ménagements dans les intérêts des peuples soumis par les armes. Que serait-il advenu, si au lieu de les lier à notre esclavage, il les eût associés à une sage liberté ? Mais il ne laissait à tous d'autre espoir que les partis extrêmes.

Qui pourrait croire que ces vieux gouvernements, épuisés, harassés par dix années de revers, et qui ne demandaient que le repos et la vie, se fussent élancés volontairement, et, pour ainsi dire, de gaieté de cœur dans cette lutte toujours inégale, s'ils n'eussent été réveillés par le bruit des armes qui les menaçaient jusque dans leurs palais ? Étaient-ils donc si changés, ceux qui s'étaient montré si timides alors qu'une révolution naissante leur jetait des menaces, des injures et la plus grande de toutes : la tête d'un roi.

On n'a pas oublié que ce fut l'Assemblée nationale qui déclara la guerre à François II, roi de Bohême et de Hongrie, et que la Prusse et bientôt l'Espagne, signèrent à Bâle, la paix avec la Convention encore dégouttante du sang de Louis XVI et de Marie-Antoinette. A quelle époque les souverains du continent ont-ils refusé la reconnaissance de tous les gouvernements et de toutes les usurpations ? Retranchés derrière la maxime de tout sacrifier aux intérêts de leurs sujets, combien de fois n'ont-ils pas abandonné le premier de tous : l'honneur et la dignité de leurs couronnes.

Il reste donc démontré qu'il n'y a pas une époque de sa puissance où Napoléon n'ait eu dans ses mains la pacification du monde, et pas une où son insatiable avidité de conquêtes ne lui ait fait verser des flots de sang pour l'assouvir; enfin, que cette nécessité de sa position exceptionnelle qu'on voudrait lui donner pour excuse, était la nécessité de son caractère et de sa passion, au nom de laquelle on pourrait justifier les plus grands forfaits.

J'avais apporté à Châtillon un profond ressentiment contre l'oppresseur de mon pays. Mais je ne saurais dire quelle indignation s'élevait dans mon âme à ces révélations du ministre autrichien. C'était donc pour de tels résultats

que nous avions souffert tous les maux que le plus farouche despotisme peut faire peser sur une nation généreuse ! C'était pour en arriver là qu'il avait coulé depuis dix ans plus de sang français que les guerres de deux siècles n'auraient pu en répandre !

NOTE D

NOTE SUR LA CONDUITE DE MURAT ET DE BERNADOTTE

Le baron de Binder s'étonnait de ma complète ignorance des faits contemporains. Il ne savait pas à quel point la France avait été étouffée. Le *Moniteur* seul réglait chaque jour ce qu'il nous était permis de savoir et ce qu'il nous était ordonné de croire. Il me prit en flagrant délit lorsque, nommant Murat, il me trouva totalement inaverti de sa défection, du traité qu'il avait signé avec l'Autriche le 11 janvier 1814, et de la réunion de ses troupes aux armées de la coalition. J'écoutais avec le plus grand intérêt les détails de cette manœuvre qui avait amené peu à peu le lieutenant de Napoléon à se séparer de son maître et à se ranger au nombre de ses ennemis. Mon interlocuteur me racontait les incertitudes de Murat, ses négociations avec lord W. Bentinck, proconsul anglais en Sicile, et le comte de Mier, ministre autrichien à Naples, les propos violents qu'il tenait contre « le tyran continental, » et son entrée solennelle dans Rome, à la tête de 20,000 hommes. Cette parade un peu ridicule de vainqueur sans combats, de conquérant sans conquêtes, était dans son caractère ; il avait conservé quelque chose du gascon. M. de Binder se plaisait ensuite à opposer à l'inconsistance du beau-frère de Napoléon la prudence de Bernadotte. Celui-ci avait su

ménager sa position, peut-être avec plus de réserve que de droiture, mais avec un grand art et une habileté consommée.

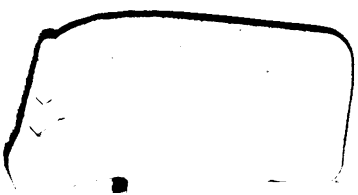
A ce nom de Bernadotte, j'avais exprimé l'intérêt que nous attachions à sa personne depuis qu'on nous avait représenté ce Béarnais comme zélé pour notre délivrance et dévoué au rétablissement des descendants de Henri IV. Le sourire de mon interlocuteur me fit bien voir que nous ne savions pas tout à ce sujet. Il me fit part des griefs de Bernadotte contre son ancien chef, des négociations entamées par lui, au mois d'avril 1812, avec le czar. L'entrevue des deux souverains avait eu lieu à Abo, en Finlande, sans autre témoin que le ministre anglais, lord Cathcart. Là, furent posées les conditions d'une alliance offensive et défensive qui fit concevoir à Bernadotte l'espoir de changer la couronne de Suède contre celle de France. Appelé à Trachemberg, en Silésie, où se trouvaient l'empereur de Russie, le roi de Prusse, et les plénipotentiaires d'Angleterre et d'Autriche, il prit part aux traités qui resserrèrent l'alliance de l'Europe. On y ménagea ses prétentions sans pouvoir satisfaire les susceptibilités de son excessif amour-propre. Pendant la campagne d'Allemagne, il battit le maréchal Oudinot à Grossbeeren. Grâce à ces différents motifs, il s'était fait un rôle à part, et s'appuyant sur les intérêts immédiats de la Suède, il s'était chargé d'arracher le Danemark à l'alliance française. Il était arrivé à Cologne le 10 février, et s'y était arrêté de sa personne, louvoyant toujours avec habileté entre tous les obstacles.

Cette intéressante conversation fut interrompue aux approches de Bar-sur-Aube, où des intérêts plus pressants devaient m'occuper. J'ai tenu cependant à la résumer et à en consigner ici le souvenir.

FIN DES NOTES DU TOME PREMIER

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME PREMIER

INTRODUCTION..... i
PRÉFACE DE L'AUTEUR..... I
CHAPITRE Ier — Les dernières années de l'Empire..... 13
CHAP. II. — Le congrès de Châtillon et la campagne de France..... 70
CHAP. III. — Bataille d'Arcis-sur-Aube. — Marche des alliés sur Paris. — Arrivée à Nancy. — Monsieur à Nancy.... 155
CHAP. IV. — Retour à Paris..... 253
CHAP. V. — Les préliminaires de la Restauration. — Monsieur à Paris..... 310
NOTES..... 425

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et V. RENAULT, rue des Poitevins, 6.